

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE DES SYNDICATS
EN CAS DE
CONFLIT ENTRE L'INTÉRÊT PROFESSIONNEL
ET L'INTÉRÊT INDIVIDUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le Samedi 13 Juin 1908,
à 1 heure de l'après-midi*

PAR

JEAN GRANIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. Ambroise COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur,
CAPITANT, chargé de cours.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551820_0049

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE DES SYNDICATS
EN CAS DE
CONFLIT ENTRE L'INTÉRÊT PROFESSIONNEL
ET L'INTÉRÊT INDIVIDUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le Samedi 13 Juin 1908,
à 1 heure de l'après-midi*

PAR

JEAN GRANIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. Ambroise COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur,
CAPITANT, chargé de cours.*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908

A Monsieur CHARLES GIDE

En temoignage de respectueux attachement et de reconnaissance.

AVANT-PROPOS

L'étude que nous nous sommes proposée est celle de l'un des aspects les plus inquiétants des conflits du capital et du travail. Il s'agit de bien délimiter le champ d'activité ouvert aux syndicats professionnels, et de savoir quelles restrictions les droits de l'individu apportent aux droits de l'association.

On peut opposer, en matière de syndicats professionnels les deux dates de 1791 et de 1884.

La Révolution avait voulu avant tout, établir le règne de l'absolue indépendance de l'individu dans le domaine industriel, comme dans les autres, et la haine des corporations, des abus qu'elles avaient commis, fit sacrifier la liberté d'association à la liberté du travail. Les faits ont au contraire prouvé que la consécration du droit d'association devait être le nécessaire complément des libertés nouvelles. Sous la simple tolérance du pouvoir central en effet, et en dehors de toute disposition législative, se formèrent peu à peu des groupements professionnels ; les conditions nouvelles de la grande industrie eurent pour conséquences de faire de plus en plus sentir à l'individu les désavan-

tages de l'isolement, et l'association apparût comme le seul moyen de sauvegarder la liberté du travail. « L'usage ainsi précéda la loi et la tolérance précéda la liberté (1). »

En 1884, les syndicats professionnels obtinrent une existence légale, et la législation qui leur fût appliquée est une législation égalitaire et libérale.

La loi du 21 mars 1884, rejetant aussi bien la conception corporative que la conception socialiste n'établit aucune distinction ni aucune préférence au profit des syndicats patronaux ou des syndicats ouvriers et consacra les droits égaux de l'individu et de l'association dans le nouveau régime industriel qu'elle avait établi.

Mais les syndicats professionnels n'ont pas parfaitement rempli le rôle qui leur était assigné. Si les textes légaux ne leur permettaient pas de revêtir la forme de syndicats obligatoires, ils ont pensé que leur mission ne se comprenait pas sans la discipline de la classe ouvrière ou patronale qu'ils représentaient et que telle était même la condition de leur utilité véritable.

Pour parvenir à leurs fins, ils ont usé de deux sortes de moyens.

Les uns sont ceux que le législateur lui-même mettait à leur disposition ; c'est, suivant les cas, la mise à l'index, la mise en interdit, l'exclusion ou le droit de grève. Les autres ne sont que les manifestations de la liberté que les personnes morales possèdent tout comme les personnes naturelles. C'est dire qu'elles peuvent, comme celles-ci, commettre des délits ou des quasi-délits dans l'exercice de leur activité quotidienne.

(1) BARTHOUD, *L'action syndicale*, Paris, 1904, p. 9.

Pour justifier leurs agissements, les syndicats ont fait valoir qu'ils poursuivaient par tous ces moyens la défense de leurs intérêts professionnels ; aussi faudra-t-il nous demander, au cours de cette étude, ce qu'il faut entendre par cette expression, quels intérêts exonèrent les syndicats des conséquences de leurs actes et si l'intérêt professionnel suffit pour justifier une contrainte de l'association contre l'individu.

Nous rechercherons donc les solutions pratiques de la jurisprudence en cas d'intervention syndicale causant un dommage à un individu, portant atteinte à la liberté du travail, du commerce ou de l'industrie. Nous aurons à étudier les principes juridiques qui permettent de fonder la responsabilité civile syndicale et il nous faudra bien définir auparavant le sujet de droits que l'on veut, suivant les cas, frapper ou dégager de réparations pécuniaires.

Le même problème s'est posé à l'étranger ; nous examinerons la législation et la jurisprudence de l'Angleterre et de l'Allemagne en ces matières ; nous avons choisi ces deux pays à dessein, parce que le régime comme le développement des organisations syndicales y sont très différents (1).

Il est pour nous souhaitable de déclarer les associations professionnelles pleinement responsables de leurs actes, et en retour de leur accorder une plus entière personnalité. A l'heure actuelle, ce sont des méthodes de guerre, des formes de la violence qui sont en usage dans les conflits du capital et du travail ; les syndicats professionnels sont avant tout des organisations de

(1) Nous ne dirons que quelques mots de la Suisse, dont la législation et la jurisprudence s'inspirent à la fois de la législation et de la jurisprudence françaises et allemandes.

lutte; il faut qu'ils prennent conscience de leurs véritables devoirs et de leurs droits (1).

Notre étude n'aura pas été inutile, si elle a contribué avec beaucoup d'autres à montrer que le principe juridique de la responsabilité civile syndicale doit hâter le moment des relations normales du patronat et de la classe ouvrière.

Nous tenons ici à exprimer notre respectueuse gratitude à M. le professeur Saleilles qui a bien voulu nous diriger dans ce travail.

(1) Notre étude sera divisée en trois parties :

I. Exposé théorique sur la Personnalité juridique.

II. Exposé pratique (Jurisprudence).

III. Exposé critique sur le fondement de la responsabilité civile.

PREMIÈRE PARTIE

De la personnalité juridique des Syndicats professionnels

PREMIÈRE PARTIE

De la personnalité juridique des Syndicats professionnels.

Avant de rechercher les responsabilités civiles qui peuvent incomber aux syndicats professionnels, à l'occasion des délits ou des quasi-délits qu'ils peuvent commettre, il nous faut déterminer les véritables titulaires du patrimoine de l'association. Il nous appartient de demander à la loi du 21 mars 1884, les droits qu'elle a conférés aux associations professionnelles dont elle consacre l'existence.

Il ne suffit pas de savoir que les syndicats professionnels sont doués de la personnalité juridique; encore est-il besoin de les classer dans une catégorie de personnes morales, de connaître ce qu'il faut entendre par cette expression de personne juridique, en un mot de prendre parti sur la question si complexe de la personnalité morale.

La solution influe en effet sur le fondement de la responsabilité civile des syndicats professionnels.

CHAPITRE PREMIER

De la notion de personnalité morale.

En dehors des personnes physiques, il y a d'autres personnes qui peuvent être sujets de droits et d'obligations ; ce sont les personnes morales, ou les personnes civiles, ou mieux les personnes juridiques.

Ce sont, comme le disait déjà Pothier (1), des êtres intellectuels qui peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, obliger les autres envers eux ; ou pour donner une définition purement négative : « une personne morale (2) désigne un sujet de droits qui n'est pas en même temps une personne physique, un être humain, » mais qui est appelé dans la pratique à tenir la même place que des personnes naturelles. Nos textes du Code civil n'emploient jamais, nos textes de lois rarement, l'expression de personne morale ; mais il est certain néanmoins que plusieurs reconnaissent à d'autres personnes que les êtres vivants des droits sur les biens, par exemple, les articles 910, 937, 2045 du Code civil. Il y a donc dans notre droit français des

(1) POTHIER, *Des personnes*, n° 310.

(2) MICHOUX, *La théorie de la personnalité morale*, 1^{re} partie, p. 3.

personnes juridiques, et parmi elles l'on range les syndicats professionnels.

Avant de nous occuper spécialement de ceux-ci, examinons rapidement les longues controverses qui ont été engagées sur la personnalité morale, pour savoir exactement ce que nous devons entendre par cette expression juridique.

Nous ne nous occuperons que des conceptions principales qui ont été émises sur la matière. (C'est là en effet un des points de droit sur lesquels on a le plus écrit). Nous les grouperons sous les trois chefs suivants :

La théorie de la fiction légale, celles de la réalité de la personne morale et celles se rattachant aux idées émises par M. Ihering.

Il nous faut absolument prendre parti entre ces trois opinions, pour que nous puissions bien connaître le sujet de droit que nous aurons à charger ou à dégager de toute responsabilité.

a) THÉORIE DE LA FICTION LÉGALE.

La théorie de la fiction légale est la thèse traditionnelle (1). L'homme seul étant une personne réelle, on ne peut s'expliquer que par une fiction juridique l'idée de personnalité appliquée à d'autres choses qu'à des êtres humains. Quelques individus se sont réunis pour mettre en commun des biens, et pour s'en servir exclusivement

(1) LAURENT, *Droit civil*, t. I, n^{os} 287 et ss. ; BAUDRY-LACANTINIERE et Hugues FOURCADE, *Des personnes*, t. I, n^o 296 ; DUCROCQ, *Droit administratif*, 7^e édit, t. IV : n^o 1372 ; AUBRY et RAU, tome I, § 54, 5^e édit, p. 268.

en vue d'un but déterminé ; ils forment ainsi une association.

Si cette association a la personnalité morale, qu'est-ce que cela veut dire aux yeux des partisans du premier système ? Ils voient immédiatement apparaître un être fictif auquel il sera attribué les prérogatives d'un véritable être humain, d'une personne. Cet être fictif, cette personne juridique sera réputée être propriétaire, créancière ou débitrice ; ce sera elle qui contractera ou qui aura le droit d'ester en justice au lieu et place des membres de l'association. Les propriétés collectives de ceux-ci lui seront attribuées. Elle sera réputée propriétaire unique de la masse des biens ; la propriété collective sera devenue une propriété individuelle.

Qui donc aura opéré cette transformation ? Le législateur, et lui seul, par l'octroi de la personnalité.

Savigny (1), qui est un des principaux défenseurs de cette idée dans les temps modernes, soutient la création de cet être artificiel et hypothétique de la personne morale, comme absolument nécessaire pour éviter qu'il y ait des droits sans sujets, sans un individu auquel ils appartiennent. Cet être fictif peut être arbitrairement créé par le souverain. L'autorisation du législateur n'est plus, comme les anciens le soutenaient, la consécration du pouvoir de l'État tendant à rendre licite l'existence de ces personnes civiles, mais la condition même de leur personnalité. Les personnes civiles sont inexistantes en dehors de l'acte du

(1) SAVIGNY, *Traité de droit romain*, trad. GUENOUX, t. II, p. 223 et ss.

législateur. Le législateur crée des êtres, mais des êtres imaginaires... Les associés dont nous avons parlé tout à l'heure disparaissent pour faire place à un être de raison qui agira en leur nom.

Comme nous l'avons déjà dit, les lois françaises emploient rarement l'expression de personne morale ; pour savoir si oui ou non, telle association déclarée licite a la personnalité morale, pour reconnaître la création inavouée du législateur, les auteurs qui se sont ralliés au principe de la fiction légale ont choisi comme criterium, le droit de posséder. Ils personnifient toutes les associations à qui quelque loi spéciale reconnaît expressément, même en le restreignant, le droit de posséder — par exemple les syndicats professionnels (1) — Ce premier système a fait de nos jours l'objet de nombreuses critiques, en même temps qu'il engendrait de nouvelles théories qui exagéraient les conséquences du même principe (2).

On a d'abord objecté que la fiction légale ne résolvait en rien le problème intéressant. Nous devons rechercher en effet quel est le titulaire de ces biens mis en commun en vue d'un but donné et n'appartenant plus à des individus. Lorsqu'on vient affirmer que ces droits appartiennent à une personne fictive, on ne résout pas la difficulté, car autant dire qu'ils n'appartiennent à personne, qu'ils sont des

(1) DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Les Personnes morales*, 1902, p. 29 et suivantes, pour la critique de la théorie.

(2) ZITELMANN, *Begriff und Wesen der sogennanten juristischen Personen*, § 3, p. 12 et s. ; MESTRE, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*, 1899, p. 157 et s. ; MICHOU, *La théorie de la personnalité morale*, 1906, p. 18 et s.

droits sans sujet, (1) puisqu'ils n'ont pas de sujets réels. Certains auteurs s'emparant de cette idée n'ont pas craint alors de supprimer cette fiction et de déclarer que de tels biens, ou de tels droits, étaient sans maître et sans sujet.

Et de plus, est-il vrai de dire que c'est le législateur, le souverain qui crée les personnes morales. N'existent-elles pas indépendamment de lui et pour ainsi dire malgré lui. Il peut décider si un groupement d'individus est licite par sa composition ou par son objet, mais il ne fait rien de plus que d'exercer son droit de police. M. Hauriou (2) formule nettement cette objection : « Par lui-même le législateur ne crée rien. L'existence matérielle des rapports sociaux qu'il réglemente échappe à ses prises ; il peut seulement considérer certains rapports comme illicites et les prohiber ; par là, il en empêche indirectement la naissance ; mais s'ils naissent malgré sa prohibition, il ne peut que les punir, il ne peut les empêcher d'exister. » Et de fait des personnes morales existent malgré lui.

Cette personne morale d'ailleurs créée de toutes pièces par le législateur peut disparaître de la même manière. La fiction légale ne tient plus compte de la personne des associés ; ils disparaissent devant elle. Ils lui sont étrangers, ils sont des tiers par rapport à elle. Tout au plus pourraient-

(1) Autant, comme l'a dit un auteur, accrocher son chapeau à un porte-manteau que l'on feint dans la muraille. — BRINZ, *Pandekten*, 3^e édit., t. I, p. 226, rapporté par MICHOUX *op. cit.*

(2) HAURIU, *Leçons sur le mouvement social*, 2^e append., p. 161.

ils être considérés comme les tuteurs d'un pupille, comme des représentants légaux.

L'assimilation que l'on fait ainsi complètement entre cette personne morale et une personne naturelle arrive à des inconséquences : on lui donne toutes les attributions de la personne physique, et on trouve dans les textes de lois des limitations aux droits et aux capacités de la personne juridique. C'est ainsi que l'art. 6 de la loi de 1884, sur les syndicats professionnels, les restreint singulièrement pour cette catégorie d'associations (1). Malgré la fiction, les théoriciens de cette école ne sont pas éloignés d'accorder à cette personne fictive une certaine réalité ; ils la rangent dans la classification générale des personnes, ce qui a permis de dire qu'il faut voir en elles autre chose qu'un pur néant, que des êtres vraiment fictifs (2).

b). — THÉORIE DE LA RÉALITÉ DE LA PERSONNE MORALE

La théorie opposée (3) est celle de la personne morale, réelle et naturelle.

(1) Il y a beaucoup d'autres objections au système de la fiction légale. Nous ne saurions du reste nous étendre davantage sur ce sujet qui a été fort étudié. On lui a fait notamment des critiques au regard du droit public ; à consulter : MICHOD, *op. cit.*, p. 21 et s. ; DE VAREILLES-SOMMIÈRES, p. 18 et s. ; PLANIOL, *Droit civil*, t. I, 3^e édit, p. 640.

(2) DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, p. 19.

(3) ZITELMANN, *op. cit.*, GIERKE, *Die genossenschaftstheorie und die Rechtsprechung*, 1887 ; FOUILLÉE, *La science sociale contemporaine*, 1886 ; ESPINAS, *Les Sociétés animales*, Paris, 1877 ; WORMS, *Organisme et Société*, thèse, Paris, 1896, etc ; MICHOD, *op. cit.*, p. 68 et ss.

Des individus en s'associant engendrent un être nouveau qui n'a rien de fictif. Comme l'a dit Gierke qui est le chef de cette École, « l'association produit un vivant ». La personne juridique est une véritable personne. Son corps est formé de ceux des associés. Le corps de l'homme se compose d'une foule de cellules ; l'association, la personne morale de même est un organisme constitué par d'autres organismes, par les associés qui en sont les cellules (1). Le législateur n'est ici pour rien dans la création de la personne morale. Elle se produit dès que l'association se forme. Il ne crée pas les personnes juridiques, il les régit seulement comme les personnes naturelles dont elles font partie. Aussi les auteurs qui poussent cette thèse à leurs dernières conséquences reconnaissent-ils, à ces personnes comme à l'individu, une capacité sans limites. Gierke soutient même qu'elles peuvent être le sujet des droits de famille.

Les personnes juridiques sont, comme on l'a dit, des êtres collectifs réels, doués d'une volonté qui leur est propre, la volonté collective, distincte de celle des individus. Et on en trouve la démonstration dans la théorie organique des sociétés (2) ou bien dans ce qu'on a appelé la théorie de la volonté.

(1) Certains partisans de cette thèse ont été très loin dans l'assimilation complète qu'ils faisaient entre les personnes physiques et celles dites juridiques. Ils font l'anatomie du corps de la personne juridique, nous signalant son cerveau, son appareil digestif ou nerveux. Blutchli va jusqu'à constater son sexe. Rapp. par de VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, p. 79.

(2) Nous ne voulons certes pas entrer dans l'exposé de ces doctrines philosophiques dont nous ne faisons que donner le résultat. Voir : ZITELMANN, *op. cit.*, p. 62 et s. ; MEURER, *Begriff und Eigenthümer der heiligen Sachen*, p. 84 et s.

Nous ne saurions mieux exprimer le principe de la personne juridique réelle et naturelle qu'en citant les paroles de Taine appliquées à l'État, qui était pour lui, non pas une abstraction, mais un individu réel et vivant.

« C'est un grand être, écrivait-il (1), composé de tous les individus de l'État considérés sous un aspect commun, et par suite indiscernables en tant que tels, et formant ainsi une unité absolue. *Cet être est humain, puisque tous ses éléments sont humains.* Il est donc exactement dans le même cas que les individus » (2).

(1) TAINÉ, *Correspondances*, t. I, p. 101 à 102, Lettre à Prévost Paradol, du 11 sept. 1849.

(2) Cette théorie de la réalité de la personne juridique a été développée de bien des manières, et fondée sur bien des principes différents. L'une des idées les plus remarquables est celle de M. HAURIOU dans un article de la *Revue générale de droit*, 1898, p. 5, et dans *Leçons sur le Mouvement social*, p. 92 et s.) Nous la retenons spécialement, parce qu'elle est une des plus intéressantes dans ses conséquences au point de vue de la responsabilité. Nous y reviendrons plus tard. Qu'il nous suffise de l'exposer en peu de mots. L'idée fondamentale est celle de la réalité du phénomène de la représentation. Ce phénomène n'est pas le résultat d'une fiction, mais celui d'un fait réel, la fusion de la volonté des représentants avec celle des représentés. Dans une œuvre collective se dégage pour toute décision à prendre, une volonté humaine, qui, par le jeu des forces intérieures du groupe devient maîtresse des autres volontés et s'impose. L'auteur applique à la personne juridique le même raisonnement qu'il fait pour la personne naturelle, tout en voulant bien reconnaître qu'il y a une petite part de fiction dans le fait que l'État attribue à la Volonté, une continuité et une fixité beaucoup plus absolues. Voici ce qu'il dit des individus qui s'applique également *à fortiori* à la personne juridique « : La personnalité juridique individuelle nous apparaît continue et identique à elle-même; elle naît avec l'individu, elle est du premier coup constituée; elle demeure tou-

Cet être humain est cependant contraint d'avoir des personnes chargées d'agir en son nom. Quelle en est la situation juridique ? La théorie de la fiction en faisait des mandataires ou des représentants légaux ; (il est préférable de dire des représentants légaux, car pour confier un mandat il faut une volonté et la volonté de la personne juridique n'existe guère dans ce système en dehors de celle du représentant). Les défenseurs de la personne morale réelle y voient au contraire des organes même de cette personne. Il y a une différence spécifique entre les deux notions. Tandis que le représentant tirait ses pouvoirs de la loi, ou d'un acte juridique, l'organe existe au même moment que vient à naître la personne juridique.

Comme on l'a dit (1) l'organe n'est pas quelque chose de distinct de la personne juridique ; il est une partie d'elle-même dont elle se sert, comme la personne physique se sert de la bouche ou de la main ; car l'organisation juridique dont il est le produit appartient à l'essence de la personne morale ; elle est comme son corps juridique, sans lequel elle est incapable d'existence.

jours la même pendant l'existence ; elle soutient, sans défaillance, pendant des années des situations juridiques immuables ; elle veille pendant que l'homme sommeille ; elle reste saine pendant qu'il déraisonne ; parfois elle se perpétue après la mort, puisqu'il y a des successeurs qui sont continuateurs de la personne. Or, dans la réalité des choses, les volitions des hommes sont intermittentes, changeantes, contradictoires ; non seulement elles ne persistent pas dans le même objet, mais elles y varient constamment. Sur cette physiologie agitée, tumultueuse, bouleversée par tous les caprices et toutes les passions, qu'est la face volontaire de l'Homme, le Droit a appliqué un masque immobile. »

(1) MICHOUX, *op. cit.*, p. 132.

Tandis que, derrière le représentant, il y a une autre personne, derrière l'organe, il n'y a rien (1) (2).

Voilà brièvement résumée la théorie de la personne morale réelle. Elle ne nous paraît pas plus satisfaisante que la théorie de la fiction (3) et ce qui semble à première vue un paradoxe, pour les mêmes motifs. Les deux thèses du reste ne se rencontrent-elles pas pour ainsi dire (4). M. Berthelémy dans l'exposé de ces doctrines fait justement cette remarque : « Les extrêmes se touchent ; nous sommes dix associés. Gierke voit ici onze personnes naturelles ; savoir, nous dix, pris séparément et la collectivité formée par notre association ; et les partisans du vieux système de la fiction voient de même ici onze personnes, seulement il y a dix personnes naturelles et une personne fictive. Voici dix individus qui forment onze personnes juridiques. » Et de plus, les partisans de la réa-

(1) Nous reprendrons ces deux notions inverses, pour ce qui est le fondement d'une responsabilité civile ou pénale.

(2) Rapporté par SÈZE, *Les principes généraux du droit administratif*.

(3) Les théories dérivant de ce système sont extrêmement nombreuses. Plusieurs auteurs, et parmi eux : MM. SALEILLES (*L'association dans le nouveau droit allemand*, rapport présenté au Congrès sur le droit d'association, Paris, 1899) ; HAURIOU (*Revue générale de droit*, 1898, p. 5) ; et MICHOUX (*op. cit.*), enseignent qu'il ne faut pas parler du corps de la personne morale, qui est pour eux un être purement spirituel, nullement fictif certes, mais incorporel. Ils ne font point intervenir les corps des associés dans la composition de la personne morale, mais seulement leurs volontés. Cette théorie est une réaction heureuse contre l'exagération du système pur et simple de la personne morale réelle et naturelle.

(4) BERTHÉLEMY, *Droit administratif*, 3^e édit. p. 31.

lité de la personne morale affirment l'existence de l'être moral, mais ils ne résolvent pas le problème.

Car il est impossible, bien qu'ils s'en défendent, que ces auteurs n'aient pas, malgré eux peut-être, laissé dans leurs raisonnements une part à la fiction.

M. Berthelémy dit encore : le mot « personne » est fait pour désigner les hommes en tant que sujets de droits. Admettre qu'autre chose qu'un homme aura ce même rôle, c'est « feindre » que cet homme soit une personne (1).

« Dire, toute association, dès qu'elle est constituée est un « être réel », c'est proclamer l'évidence, si par le mot être on veut désigner simplement une chose qui existe. C'est une pétition de principe si on veut entendre par ce mot un individu distinct des membres de l'association et occupant, au point de vue du droit, la même place que les personnes naturelles. Que l'on conçoive, sans fiction, l'association comme distincte de ses membres avant même que la personnalité morale lui soit attribuée, cela est simple ; mais que cet être distinct puisse sans fiction jouir des avantages des personnes, c'est ce que je n'aperçois pas. »

C'est donc sur un raisonnement faux qu'est fondé le principe de la personne réelle ; nous dirons même plus, la personne morale naturelle nous paraît éliminée par le raisonnement.

(1) BERTHELEMY, *op. cit.*, p. 515. Et M. Berthelémy d'ajouter : « Quand Caligula élevait son cheval à la dignité de sénateur romain, il feignait que ce cheval fut un homme. Dira-t-on qu'il n'y avait pas de fiction, parce que le cheval était un être réel avant que Caligula en eût fait un sénateur? »

c) SYSTÈME D'HERING.

Un troisième système, ou plutôt un troisième groupe de systèmes, se rattache aux idées mises en avant par Ihering (1). — Le célèbre jurisconsulte se demande quels sont les vrais sujets de droits dans l'association, sous le voile de la personne fictive et il répond que ce sont les associés. — Pour lui, le véritable destinataire de tout droit, c'est l'homme. — Il ne peut donc être question de personne juridique, propriétaire d'un patrimoine. On ne peut admettre selon Ihering, que la personne morale soit nu-propriétaire de biens dont les associés ne sont que des usufruitiers.

« Il est incontestable, dit-il, que les droits qui sont le patrimoine de la personne juridique profitent aux membres isolés (présents et futurs) de la corporation. Ce n'est point là un effet accidentel (action réflexe), c'est le but même du rapport. Les membres isolés sont les véritables destinataires de la personne juridique.

Des considérations pratiques veulent que les intérêts communs soient poursuivis, non point par les membres isolés, mais par l'ensemble de ces membres représentés par une unité personnelle artificielle ».

La personne morale est réduite ainsi, à n'être qu'un procédé de gestion d'un patrimoine commun, « un moyen,

(1) *L'esprit du droit romain de Ihering*, trad. MEULENAERE, t. IV, p. 326-340, etc.; PLANIOL, t. I, p. 642; DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, p. 132 et ss., p. 152 et s. et dans le contrat d'association; BROCHER, *Cours de droit international privé*, p. 187.

comme dit M. Berthélemy, d'expliquer les règles de la propriété collective ». Elle n'est là en quelque sorte que pour la facilité des procédures. Mais pour ce qui est des biens, du patrimoine, les associés, et eux seuls, en sont les titulaires. Cette idée nous paraît dès l'abord séduisante ; on y a fait toutefois de nombreuses objections.

On a dit notamment : La plupart des associations sont justement établies et organisées pour que certains biens mis à part ne soient employés qu'au service d'un but déterminé, d'une idée ou d'une œuvre. Il est très naturel que la personne juridique soit titulaire de tels biens ; il n'est pas question de bénéfices ou d'intérêts pour les associés ; ce n'est donc pas eux qui doivent devenir créanciers ou débiteurs, qui doivent être titulaires de droits.

A cette objection, nous répondrons simplement qu'il est peu, pour ne pas dire point d'associations qui n'aient en vue un intérêt quelconque pour leurs membres. Non pas certes qu'il s'agisse dans toutes d'un bénéfice pécuniaire, mais d'un intérêt quelconque, d'un avantage, peut-être d'une satisfaction morale. Une association de secours mutuels ne fait pas de bénéfices, mais procure des avantages à ses membres ; une association qui n'a en vue que le bien d'autrui, une institution charitable par exemple n'échappe pas à la règle générale ; ses associés, en travaillant pour les autres, travaillent aussi pour eux, par le fait même de la solidarité qui existe entre les hommes. Dirait-on que les membres d'un syndicat professionnel ne visent pas l'avantage des associés ? Qu'est-ce que l'intérêt professionnel ? Nous verrons plus loin que dans certains cas, un intérêt même moral peut légitimer à lui seul

l'action de l'association professionnelle. Pourquoi vouloir titulariser une personne imaginaire ou une personne réelle, alors que des êtres humains qui sont copropriétaires dans le but de tirer quelque avantage de l'association sont tenus également des dépenses qu'elle nécessite ?

« Je ne puis admettre, dit M. Lainé (1), qu'une œuvre
« soit par elle-même et par elle seule capable de droits ; à
« la base de cet être de raison se trouvent nécessairement
« des êtres réels, des hommes, qui lui communiquent la
« vie et le soutiennent ».

Nous admettrons donc que dans une association, il y a copropriété par les associés de biens qui doivent servir à une certaine destination.

Mais, chaque fois qu'il y aura des biens collectifs, y aura-t-il personnalité juridique, en d'autres termes, quel criterium devons-nous prendre pour le décider ? Dans la théorie de la fiction, la dation de la personnalité juridique était laissée au bon vouloir du législateur. Dans celle de la réalité de la personne morale, toutes les associations indistinctement la possédaient.

Dans le système du patrimoine collectif, qui est le nôtre, il faut pour que les associations soient personnes morales que les associés soumettent la gestion de leur patrimoine collectif à un régime spécial. M. de Vareilles-Sommières l'appelle le régime personnifiant, (1) M. Planiol le régime unitaire. Peu importe. (Entre ces deux auteurs du reste, il n'y a guère de différences entre leurs conceptions, sinon

(1) LAINÉ, *Journal de Droit international privé*, 1893, p. 179.

(2) PLANIOL, *Droit civil*, t. I, 3^e édit., nos 3007 et 3017 ; BERTHÉLEMY, *Droit administratif*, 3^e édit., p. 32.

dans les termes admis). Il faut que les biens réunis en une masse collective soient mis à l'abri des volontés individuelles des membres de l'association ; c'est là le point essentiel et c'est ce qui différencie le patrimoine collectif du patrimoine en état d'indivision (1). Nous adopterons, comme répondant le mieux à la vérité la définition de la personne morale donnée par M. de Vareilles-Sommières (2).

« La personne morale est une personne fictive, d'origine purement doctrinale, qui dans les associations soumises à un certain régime, et pour les seuls besoins de la pensée et du langage, est censée unique propriétaire, créancière, débitrice, des créances, des dettes, dont les associés, comme tels, sont en réalité copropriétaires, cocréanciers, codébiteurs. »

Il y a donc dans une association douée de la personnalité morale, une copropriété, mais une copropriété

(1) M. DE VAREILLES-SOMMIÈRES a formulé trois règles qui doivent faire l'objet des statuts de l'association pour qu'il y ait personnalité juridique :

1° Un associé ne peut pas sans le consentement de tous, soustraire à la masse commune par des aliénations sa part dans les objets communs ;

2° Un associé ne peut poursuivre ni recevoir séparément le paiement de sa part dans le montant d'une créance sociale ;

3° Un associé ne peut pas être poursuivi isolément soit par voie judiciaire, soit par voie extrajudiciaire pour sa part dans une dette sociale *op. cit.*, p. 152 et s. Le résultat de ces trois règles est que dans les rapports de l'association avec les tiers tout se passe comme si les associés ne formaient qu'une personne unique, propriétaire du patrimoine social.

(2) DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, p. 149.

soumise à des règles spéciales; il n'y a plus d'intervention créatrice du législateur; comme on l'a dit, la personne morale n'a plus que l'humble rôle de signe représentatif.

Quand donc nous parlerons de personnalité juridique, nous voudrions dire par là que nous sommes en présence d'un patrimoine collectif, qui pour la facilité de ses relations avec les tiers, est censé celui d'une seule personne.

Bien des principes différents proposés et admis par les auteurs aboutissent, quand on y réfléchit, aux mêmes résultats. S'agit-il d'un patrimoine affecté à un but qu'on titularise en quelque sorte, il y a malgré tout des associés qui sont propriétaires collectivement et eux seuls sont les véritables sujets de droits.

N'en est-il pas de même dans la propriété en mains communes?

CHAPITRE II

Caractères de la personnalité civile des syndicats professionnels.

Appliquons maintenant au syndicat professionnel les principes que nous venons d'énoncer pour la personne juridique en général.

a) LA LOI DU 21 MARS 1884 ET LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1901.

La loi du 21 Mars 1884 a consacré la liberté d'association professionnelle ; la pensée dominante du gouvernement et des chambres dans l'élaboration de cette loi a été de développer parmi les travailleurs l'esprit d'association ; on a voulu en particulier remédier aux inconvénients de l'isolement de l'ouvrier en face de puissantes organisations patronales.

Pour ce qui est de la personnalité civile, le premier projet voté par la Chambre reconnaissait deux sortes de syndicats professionnels : ceux qui ne devaient jouir à aucun titre de la personnalité civile, et ceux au contraire qui la posséderaient. Cette dualité de syndicats professionnels n'a pas été admise par le Sénat ni définitivement par la Chambre.

Quelques membres du Parlement l'ont énergiquement soutenue, M. Trarieux disait notamment : (1)

« Pourquoi voulez-vous être plus généreux qu'il n'est nécessaire et imposer la personnalité civile, à des sociétés, à des syndicats professionnels qui peuvent n'en pas avoir besoin et ne pas la réclamer.....? En y réfléchissant mûrement, nous trouvons qu'il n'y aurait aucun inconvénient sérieux à laisser les syndicats professionnels qui pourraient ne pas tenir à la personnalité civile s'organiser sans aucune condition de publicité. »

La crainte des sociétés secrètes a emporté le vote des deux Chambres et malgré que les textes ne parlent pas clairement de la personnalité civile des syndicats, il est bien certain que la loi du 21 mars 1884 l'a consacrée pour tous.

L'art. 6 s'exprime ainsi :

« Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Ils pourront

(1) Art. 5, Amendement de MM. TRARIEUX, RIBOT et GOBLET, *Journ. off.*, Déb. parl., Ch. 1884, p. 956.

être consultés sur tous les différends et sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie ».

Et M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, précise dans sa circulaire les dispositions de cet art. 6 (1). « La loi du 21 mars, dit-il, n'accorde à aucun degré, aux unions de syndicats la faveur de la personnalité civile. Il a été reconnu qu'elles pouvaient s'en passer. Elle a réservé ce privilège aux syndicats professionnels par l'art. 6...

Grâce à lui, le syndicat devient une personne juridique, d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter, d'ester en justice, etc...

La personnalité civile accordée aux syndicats n'est pas complète mais suffisante pour leur donner toute la force d'action et d'expansion dont ils ont besoin. »

Les syndicats, exception faite des unions de syndicats, sont donc dotés de la personnalité civile dans les termes de l'art. 6 de la loi, moyennant la formalité du dépôt de leurs statuts (2).

Nous avons parlé jusqu'ici de la personnalité juridique accordée par la loi aux associations professionnelles ; nous

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur pour l'application de la loi sur les syndicats professionnels du 25 août 1884 suivie d'un modèle de statuts syndicaux.

(2) Nous verrons au chapitre suivant quels sont les caractères de cette personnalité restreinte des syndicats.

l'avons fait en acceptant pour un moment les termes employés lors de la discussion et de la promulgation de la loi, tant par les membres du Parlement que par le gouvernement. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la loi du 21 mars 1884, dans son texte, ne parle pas de personnalité morale, ne dit rien de la création de la personne fictive, ou de la personne réelle. Quoi qu'il en soit, nous sommes autorisés à dire, conformément aux principes de la propriété collective qu'en admettant même que ce syndicat n'ait pas la personnalité civile *légale*, il possède la personnalité juridique *doctrinale* que nous avons définie. Et elle lui suffit. Nous voulons dire par là, qu'il n'y a aucune impossibilité ni aucune inconséquence à ce que des hommes associés possèdent collectivement des biens affectés à leurs intérêts professionnels, et que nous considérons ces biens comme la propriété unique d'une personne morale, pour la facilité même de la vie extérieure de l'association. L'organisation statutaire des syndicats professionnels ne se conçoit pas sans cette personnalité (1).

Du jour où un syndicat se constitue, nous le tenons

(1) S'il y a une catégorie d'associations sur lesquelles nous puissions exprimer cette affirmation, c'est bien l'association professionnelle.

Pour un grand nombre d'associations, d'après les textes de lois, pour obtenir le bénéfice de la personnalité juridique, il faut obtenir une autorisation gouvernementale; les textes affirment la nécessité de l'octroi de la personnalité (ex : établissements d'utilité publique), par l'État.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats a au contraire créé une catégorie de personnes civiles qui se constituent sans l'intervention de l'autorité. Il n'est nul besoin pour eux de recourir à une autorisation administrative. Il nous est donc permis d'affirmer que la loi

pour une personne juridique. Tous les statuts de syndicats portent que leur bureau, le représentant des associés agit en toutes choses au nom du syndicat et le représente dans tous les actes de la vie civile ; c'est lui qui engage les biens de la société, c'est lui qui recouvre ses créances ; c'est lui qui exerce toutes les actions judiciaires. Dans cette propriété collective de biens, un associé quelconque ne peut pas être poursuivi isolément ni poursuivre pour son compte. Tout se passe donc comme si tous les associés ne formaient qu'une seule personne, unique débitrice des dettes et ayant pour patrimoine, le patrimoine social. C'est la personne morale.

M. de Vareilles-Sommières (1) parlant des syndicats professionnels, après avoir montré que ce n'était pas tant pour le service des associations que pour le service de notre esprit que la personne morale avait été imaginée, dit ceci.

« Association ouverte, appelée à compter des milliers de membres, le syndicat adopte nécessairement le régime personifiant. Il ne peut pas être question de donner à l'administrateur le pouvoir d'obliger les syndiqués sur leurs biens personnels, car il en résulterait un ridicule émiettement de la poursuite, insupportable à tous les intéressés, ruineux pour les débiteurs, sans profit pour les créanciers. L'administrateur, ou mieux la totalité des associés en sa personne, peut seule être poursuivie indivisément et seulement sur l'avoir social, comme elle peut seule par le même intermédiaire, recevoir les paiements, aliéner les

de 1884, après avoir déclaré licite un genre d'associations n'a fait que constater par le fait même du dépôt des statuts l'existence de la personnalité juridique et qu'il ne la crée pas.

(1) DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, p. 581.

biens sociaux. Le syndicat se comporte donc dans ses rapports avec les tiers comme un seul homme. Vicem unius personæ sustinet. C'est une personne morale ».

Il y a donc personnalité morale d'après la loi du 21 mars 1884. Cette loi est la première en date dans la voie de la liberté d'association. Depuis une loi générale sur le droit d'association est intervenue ; c'est la loi du 1^{er} juillet 1901. Cette loi en son article 21 *in fine* déclare qu'il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, c'est-à-dire à la loi du 21 mars 1884.

En est-il véritablement ainsi ? Le législateur de 1901 n'a-t-il pas transformé dans une certaine mesure la législation antérieure ; n'a-t-il pas, sans le vouloir peut-être, rétabli cette dualité de personnalité pour les syndicats, dualité que réclamaient certains orateurs avec tant d'empressement lors des travaux préparatoires de la loi de 1884 ? Nous croyons plutôt à cette dernière solution. Et en effet, un syndicat constitué irrégulièrement quant à la loi de 1884 est déclaré illicite et nul, conformément à l'art. 9 de cette loi. Mais est-il nul au regard de la loi de 1901, et s'il n'a aucune valeur en tant que syndicat, n'a-t-il pas le droit de naître et de vivre conformément à la loi de 1901 ? Bien certainement, à notre avis du moins.

Sous le régime de la loi de 1884, « les syndicats ou associations professionnels entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés ayant pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (art. 2

et 3 de la loi de 1884) peuvent se former librement, sans aucune autorisation gouvernementale. La déclaration du syndicat faite à la mairie produit deux conséquences ; en même temps qu'elle confère au syndicat la personnalité morale, elle lui donne le caractère licite.

Si cette déclaration n'est pas faite, non seulement le syndicat n'a pas de personnalité juridique, mais il est illicite aux termes de l'art. 9 de la loi, qui prévoit la dissolution de l'association. Cette dissolution est facultative pour les tribunaux, et durant l'instance en dissolution, le syndicat conserve sa situation légale.

En général avant la loi de 1901, lorsque les syndicats avaient omis quelque condition de forme, les tribunaux ne déclaraient pas immédiatement la dissolution (1) du syndicat, mais ils le considéraient comme pourvu de personnalité juridique. Cette jurisprudence prétorienne a trouvé sa confirmation dans les textes de lois de 1901.

Il y avait sous l'empire exclusif de la loi de 1884 « pour les associations professionnelles, indivisibilité absolue entre le droit de l'associé et la personnalité morale ». Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901, est le suivant : « Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5 », c'est-à-dire à la déclaration. Il n'y a aucune impossibilité à ce que

(1) D. J. G., 1886, II, p. 170; D. J. G., 1887, V, p. 430; D. J. G., 1898, II, p. 132 (conditions de fond), note Planiol.

le syndicat professionnel, qui n'a fait aucune déclaration conformément à la loi de 84, soit licite en vertu de cet article 2 de la loi de 1901, seulement, il sera dépourvu de personnalité morale et fera partie de la classe d'associations la moins privilégiée.

Si nous pouvons pour le moment du moins considérer la personnalité juridique des syndicats d'après la loi de 1884 comme analogue à celle des associations déclarées, c'est-à-dire des associations de la deuxième catégorie de la loi de 1901, que devons-nous penser du groupement professionnel, qui se sera seulement constitué en vertu de l'article 2 de la loi de 1901 ? Il ne jouira pas, dit cette loi, de la capacité juridique. Cet article refuse la capacité non seulement à l'association, mais aux associés eux-mêmes pris comme tels. Cette association non déclarée ne peut posséder quoi que ce soit, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas fonctionner puisqu'elle ne peut même pas percevoir des cotisations. Cette opinion est confirmée par les paroles que prononçait au Sénat le 15 juin 1901 M. Vallé, rapporteur de la loi (1) répondant à une question de M. Alfred Rambaud : « Les seules associations susceptibles de devenir dangereuses, disait-il, celles qui perçoivent des cotisations, ont une personnalité civile, et demeurent astreintes à la déclaration préalable.... » Et la conséquence sera, que, si une semblable association possède des ressources de ce genre, elle sera susceptible de la dissolution en vertu de l'article 7 § 2.

Il est vrai que les auteurs de la loi elle-même ont été en

(1) *Journal officiel*, séance du 15 juin 1901, p. 882.

quelque sorte obligés de revenir sur leur interprétation, et cela par la constitution de patrimoines de fait par personnes interposées. M. Vallé, le 24 juin 1904 répondant à une interpellation de M. Prache a cité l'avis de M. Waldeck-Rousseau. Il disait notamment :

« De ce qu'une association ne réclame pas le bénéfice de la personnalité civile restreinte (association déclarée), il ne s'ensuit pas que ses membres ne pourront pas constituer à l'aide de cotisations, un fonds commun destiné à faire face aux dépenses nécessitées par la réalisation de l'objet qu'ils entendent poursuivre au moyen de leur association. Dans ce cas le fonds commun n'appartiendra pas en propre à l'association, il restera la propriété collective de ses membres. » Et l'association ne pourra ester en justice ; les assignations devront être établies au nom de tous les associés.

Cette opinion est en effet la seule qui permette à une semblable association non déclarée d'avoir quelque existence ; elle est la seule qui puisse justifier l'article 2 de la loi de 1901, sinon, cet article ayant les apparences de concéder une liberté n'aurait été écrit que pour contraindre toutes les associations à la déclaration préalable. Il aurait créé une catégorie d'associations inexistantes et irréalisables dans la pratique judiciaire.

Cette interprétation de l'article 2 de la loi de 1901 conforme, comme nous l'avons dit, à l'opinion des auteurs de la loi, donne une singulière confirmation de la thèse que nous avons adoptée sur le principe de la personnalité morale. Nous avons affirmé qu'il ne dépendait pas du législateur qu'elle fût créée, qu'un certain régime adopté

par une association nous permettait de la tenir pour une personne juridique. Et nous ne sommes pas éloignés de constater avec la deuxième opinion de M. Vallé, que la situation de l'association non déclarée est aussi bonne que celle de l'association déclarée.

Je crains bien que cette solution ne change singulièrement le régime qu'avaient rêvé les législateurs en 1901. Peut-on en effet limiter le patrimoine d'une telle association aux cotisations ; cela nous paraît impossible, parce que, comme le dit M. Margat (1), cette faculté de mettre en commun des biens ne résulte pas pour les associés d'un texte précis, mais des principes généraux du droit, et qu'on ne saurait soutenir que l'entrée d'une personne dans une association a pour effet de limiter sa capacité personnelle.

Qui empêchera ces associés de placer les fonds provenant des cotisations ou plus tard d'acheter des immeubles ? Les tribunaux, il est vrai, pourront intervenir, mais leur action est bien difficile, les opérations des associés étant secrètes. La solution du gouvernement donne à nos yeux aux patrimoines d'une association non déclarée presque la même permanence qu'au patrimoine d'une personne morale (2).

(1) MARGAT, *De la condition juridique des Associations non déclarées*, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 254.

(2) M. HAURIU tire de ce fait une conclusion extrême ; si l'on admet cette solution pour les Associations non déclarées, il faut l'admettre pour les Associations déclarées, qui pourront ainsi, à côté de leur patrimoine officiel avoir un second patrimoine, ne leur appartenant pas mais affecté aux fins sociales par les mêmes copropriétaires ; HAURIU, *op. cit.*, p. 426.

Cette association devient en quelque sorte une personne juridique, malgré le législateur de 1901.

Pour nous résumer, un syndicat professionnel constitué en vertu de cet article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ne serait pas dépourvu de toute capacité juridique, comme nous venons d'essayer de le démontrer. De fait, il est vrai, nous n'avons pas connaissance que des groupements professionnels aient usé de cette faculté qui leur était ouverte par le droit commun ; en tous cas, un syndicat irrégulier au point de vue de la loi de 1884, n'est plus illicite en vertu de la loi de 1901.

De plus, si une association, qui ne répond pas à l'objet de la loi de 1884 ne peut pas se placer sous son régime, une association qui y répond pourra, si elle le préfère, se placer sous le droit commun de 1901, comme association déclarée.

Nous croyons ainsi avoir suffisamment indiqué quelle serait la situation juridique d'un syndicat qui profiterait simplement de l'article 2 de la loi de 1901. Nous n'y reviendrons pas à cause du peu d'importance pratique de la question. Nous n'étudierons pas non plus les quelques différences qui existent entre la personnalité juridique du syndicat de la loi de 1884, et du syndicat, association déclarée de la loi de 1901 (1), nous nous en tiendrons à

(1) Le Rapporteur de la loi de 1901 à la Chambre des députés était lui-même d'avis d'accorder aux Associations simplement déclarées une personnalité morale restreinte, une petite personnalité, ressemblant, bien que moins étendue, à celle déjà reconnue aux syndicats professionnels par la loi de 1884.

l'examen des caractères de la personnalité morale du groupement professionnel de la loi de 1884.

b) — LES SYNDICATS SONT DES PERSONNES MORALES PRIVÉES.

Dans tout ce qui précède, il s'agissait de la conception théorique en quelque sorte de la personnalité morale des syndicats professionnels.

Avant de rechercher les actes qu'ils ont la liberté de faire, il faut savoir à quelle catégorie de personnes morales, ils appartiennent : personnes morales publiques ou privées. (1)

Dans la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 août 1884, M. Waldeck-Rousseau s'exprimait comme suit : (2)
« Ainsi ces associations professionnelles, d'abord proscrites, puis tolérées, sont élevées par la loi du 21 mars 1884 au rang d'établissement d'utilité publique, et par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, elles obtiennent cet avantage, non en vertu de concessions individuelles, mais en vertu de la loi et par le seul fait de leur création. Les pouvoirs publics, en aucun temps et en aucun pays, n'ont donné une plus grande preuve de confiance et de sympathie aux travailleurs.

La personnalité civile n'appartient qu'aux syndicats régulièrement constitués. Elle est pour eux de droit

(1) Nous serons très bref sur ce point qui ne rentre pas directement dans l'objet de cette étude; mais nous croyons néanmoins nécessaire de prendre parti sur cette question qui peut changer le fondement de la responsabilité civile.

(2) Voir circulaire précitée, p. 20.

commun, et leur est acquise, en l'absence de toute déclaration spéciale de volonté dans les statuts. »

Il semble que les syndicats soient considérés par l'auteur de la loi lui-même, comme appartenant aux personnes morales, ayant le caractère public. En est-il vraiment ainsi en réalité, ou bien le Ministre de l'Intérieur n'a-t-il pas employé le terme d'établissement d'utilité publique, comme un terme générique, n'a-t-il pas voulu faire une comparaison plutôt qu'une assimilation?

Nous le croyons plutôt, convaincus que nous sommes que les associations professionnelles sont des personnes juridiques privées.

Certains auteurs au contraire, prenant à la lettre l'expression du Président du Conseil en ont fait des personnes fictives à caractère public. Ils se sont efforcés de déterminer le criterium qui doit servir de base à la distinction (1).

Voici celui qu'admet M. Sauzet : « Seront personnes morales privées, uniquement les associations dans lesquelles les versements effectués par les membres seront faits en vue d'en tirer un profit pécuniaire; toutes les autres dans lesquelles ces versements seront désintéressés seront des personnes morales publiques. »

L'article 3 de la loi de 1884 a nettement indiqué l'objet

(1) SAUZET, *De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 296 et s., p. 391 et s. En sens inverse : JAY, *La personnalité civile des syndicats professionnels*; César BRU, *Les Syndicats professionnels et leur personnalité civile*; et les auteurs cités dans les deux sens au DALLOZ, *Supplément Répertoire*, au mot Travail, n° 848.

exclusif des syndicats, qui ne peuvent avoir pour but le gain ou la spéculation ; ce sont donc des personnes morales publiques.

Et pourtant par leur définition même ces groupements poursuivent l'amélioration du taux des salaires, ou cherchent à ouvrir des débouchés aux produits des syndiqués. Les ouvriers ou les patrons qui se syndiquent escomptent parfaitement tirer des syndicats un profit pécuniaire.

Et puis devons-nous nous référer uniquement au caractère désintéressé ou non d'une association pour la classer dans l'une ou l'autre des catégories. Il y a dans les personnes morales de droit public une sorte de délégation des pouvoirs publics par l'administration. Ces personnes perpétuelles ont pour objet des intérêts généraux ; elles sont contraintes de se référer pour tous les actes de leur vie juridique à l'autorité administrative ; elles sont sous son contrôle perpétuel. Une association au contraire qui s'est donnée des lois si elle est licite dans sa constitution n'a pas à recourir continuellement aux autorisations du gouvernement. Nous n'en prendrons comme exemple, que le droit restreint pour les syndicats de posséder des immeubles. Si un syndicat devient propriétaire d'immeubles autres que ceux qui lui sont nécessaires, article 6, § 2, les tribunaux auront le droit (art. 8) de prononcer la nullité de semblables acquisitions ; c'est donc que le syndicat n'avait pas eu besoin d'aucune autorisation préalable pour acheter ces immeubles. Il n'en est pas de même pour les établissements publics qui, dans un cas analogue, auraient dû y recourir.

Le critérium à admettre est celui exprimé si nettement par M. Planiol (1). « Pour être public, il faut que l'établissement soit un mode d'action de l'autorité publique, tout autre établissement ne peut être que privé, parce qu'il est une des formes de l'énergie et de l'initiative des simples citoyens agissant en leur nom privé. »

Il nous semble donc que les syndicats professionnels sont des personnes morales privées. Le Ministre de l'Intérieur dans la circulaire précitée appuie, semble-t-il, lui-même cette opinion, malgré qu'il ait parlé d'établissement d'utilité publique (2) :

« Cette loi a remis, dit-il, aux travailleurs complètement le soin et le moyen de pourvoir à leurs intérêts. On n'y trouve aucune disposition de nature à justifier *l'ingérence administrative* dans leurs associations. Les formalités qu'elle exige sont très peu nombreuses et très faciles à remplir... Il serait difficile de prévoir à l'avance toutes les difficultés qui pourront surgir. Elles devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté ».

Mais les partisans du syndicat, personne morale publique, ont fait valoir un autre argument que nous ne pouvons passer sous silence, bien que nous n'ayons pas la prétention d'exposer toute l'argumentation écrite sur ce sujet. Partis du principe de la personne morale unique propriétaire des biens de l'association, ils ont fait valoir que l'art. 7 de la loi de 1884 autorise le syndiqué à se retirer

(1) PLANIOL, *op. cit.*, p. 643.

(2) WALDECK-ROUSSEAU, circulaire précitée, 25 août 1884.

à tout moment de l'association, et que, si ce texte stipule expressément pour ce syndiqué la conservation de ses droits sur les caisses de secours mutuels et de retraite, c'est qu'il n'a de ce fait aucun droit sur le patrimoine du syndicat. Ce texte est d'ailleurs, suivant ces auteurs, d'une rigoureuse logique, puisqu'il s'agit d'une personne morale de droit public, dont le patrimoine est toujours un patrimoine de mainmorte (1).

Nous croyons au contraire avec M. César Bru, que « si un texte a été nécessaire pour enlever au syndiqué démissionnaire ou exclu le droit sur l'actif, c'est qu'en principe il avait ce droit » (2).

Il n'y a là qu'une conséquence, qu'un effet de la personnalité morale ; le départ volontaire ou involontaire d'un associé ne saurait entraîner la dissolution du syndicat ; c'est pour l'éviter que cet article 7 a été écrit. Nous le répétons, il s'agit ici, non point d'un patrimoine indivis, mais d'un patrimoine collectif appartenant fictivement à une personne morale.

Si au contraire le syndicat professionnel vient à se dissoudre ou à être dissous, les droits des membres sur tout l'actif social réapparaîtront dans leur intégrité. Pour les personnes morales publiques, les richesses collectives publiques font retour à l'État. (art. 713 du Code civil), (sauf le cas de retour des biens aux donateurs) à leur dissolution. Pour des personnes morales privées les biens collectivement possédés reviennent au contraire à leurs

(1) Voir SAUZET, *op. cit.*

(2) César BRU, *loc. cit.*, p. 41.

véritables propriétaires. C'est là le vrai point de vue, le seul équitable ; il serait inadmissible que l'État s'enrichit ainsi aux dépens des syndicats par des dissolutions peut-être arbitraires. Tant que dure l'association, les droits individuels des associés ne sont pas anéantis ; ils ne sont que voilés et réapparaissent à sa mort. M. Jay (1), développait ainsi les mêmes conclusions ;

« L'être juridique n'est qu'un masque. L'association conserve ce masque, tant qu'il lui est utile dans les relations de la communauté avec l'extérieur pour contracter, ester en justice, recevoir des libéralités, garantir la séparation du patrimoine des associés de celui de la société, etc., et ainsi mieux atteindre la fin qu'elle s'est assignée. Mais du moment où cette fin est désintéressée, le masque tombe, la vérité apparaît, c'est-à-dire une association dont la personnification n'a pas modifié les caractères essentiels des associés, dont les droits n'ont pas été atteints, qui sont toujours restés les véritables copropriétaires de l'actif commun. »

Nous aurons plus loin à nous préoccuper des moyens d'obtenir les réparations pécuniaires auxquelles peuvent être condamnés les syndicats ; c'est dans ce but qu'il nous était indispensable de bien préciser quel était le vrai titulaire des biens de l'association, il est pour nous dans la personne de tous les associés.

(1) JAY, *op. cit.*

c). DE LA CAPACITÉ JURIDIQUE DES SYNDICATS

Est-ce à dire, parce que le syndicat professionnel est une personne morale privée, qu'elle puisse agir complètement à sa guise et librement ? Elle n'est pas sous le contrôle de l'administration ; elle est sous celui de l'autorité judiciaire. La personne juridique n'est pas créée par le législateur, mais l'association professionnelle n'existe que par la permission de la loi, et l'État redoutant l'existence sur son territoire de puissantes associations a limité pour elles la capacité d'acquérir. La mainmorte syndicale est de toutes les mainmortes celle que l'État redoute le moins ; (1) il a cru pourtant de son devoir de se garantir contre son développement exagéré (2).

C'est l'article 6 de la loi de 1884 qui réglemente la capacité juridique des syndicats :

(1) M. ALLAIN-TARGÉ disait à la Chambre ce qui suit : « Nous avons réduit à leur minimum les droits de ces nouvelles personnes civiles. Votre commission n'était pas favorable au rétablissement des biens de mainmorte, et elle n'ignorait pas que si la loi laissait quelque fissure ouverte, on verrait bien vite de prétendus associés, clercs et laïques, qui ne sont ni patrons ni ouvriers, s'efforcer aussitôt d'y pénétrer et de s'y retrancher corps et biens (*Journ. off.*, Chambre annexe 9, 1881, p. 361).

(2) En fait ce n'est pas en France ce qui est à redouter des syndicats professionnels qui sont en général sans grandes ressources. Cette constatation a permis même un projet d'extension de la personnalité civile des Associations, de MM. Waldek Rousseau et Millerand, de 1899 : capacité d'acquérir indéfinie et capacité commerciale accordée aux syndicats.

«... Les syndicats pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle... » et cela à peine de nullité prononcée en justice (art. 8).

Les syndicats ont donc le droit de posséder des biens immobiliers mais de façon restreinte ; on admet généralement que les termes du texte ne sont pas purement limitatifs et doivent s'entendre dans le sens de tous immeubles nécessaires au fonctionnement des syndicats, par exemple : des champs d'expériences pour les syndicats agricoles (1).

Ils peuvent au contraire acquérir à titre onéreux sans limites des biens mobiliers, bien que l'article 6 ne parle que des cotisations. Ceci est certain ; une personne morale doit avoir tous les droits qui ne lui sont pas expressément refusés par un texte.

On leur refuse pourtant parfois le droit d'acquérir à titre gratuit en faisant valoir que le législateur de 1884 ne le leur a pas expressément conféré par un texte, et qu'il ne faut accorder aux personnes morales que les droits qui leur sont reconnus par un texte formel (2). (Il y a en ce

(1) Sur les points accessoires de savoir si un syndicat peut être créancier hypothécaire, faire partie d'une Société immobilière ou bien louer ses immeubles, consulter la thèse de M. LATTEUX, *Les Syndicats professionnels devant la loi de 1884*, Paris, 1902. Peut-il faire partie d'une Société en nom collectif ou d'une Société en commandite? voir THALLER, *Droit com.*, 3^e éd. nos 241 et 242.

(2) VAVASSEUR, *Sociétés civiles et commerciales*, p. 28; HUBERT-VALLENOUX, *Revue des Sociétés*, 1886, p. 231, s'appuie sur les travaux préparatoires pour refuser aux syndicats le droit de recevoir des dons

sens un arrêt du Conseil d'État du 30 juillet 1891). Ce refus est fondé sur le principe de la fiction légale.

Mais pour nous les vrais sujets de droit sont ici les individus associés et leur qualité d'associés en vue de leurs intérêts professionnels ne saurait leur enlever le droit naturel qu'ils ont de recevoir des libéralités. Il est vrai que leur personnalité est cachée par la personnalité morale de l'Association indépendante d'eux-mêmes; mais en retour cette Association est inexistante sans eux. La capacité de recevoir des dons et legs est donc absolue pour les syndicats, sauf les limites expresses de la loi en ce qui concerne les immeubles. L'article 8 de la loi du reste nous fortifie dans cette opinion. Il parle du cas où un syndicat aurait acquis des biens immobiliers en dehors de ceux qui lui sont nécessaires, et il ajoute « la nullité de l'acquisition ou de la libéralité etc. » C'est donc que la loi autorise une donation ou un legs immobilier (1).

L'article 6 n'a pas énuméré limitativement les actes permis aux syndicats professionnels; ils peuvent bien évidemment contracter, louer, hypothéquer, prendre à bail,

et legs, consulter encore ici thèse LATTEUX, *op. cit.*, qui en donne une réfutation très exacte.

(1) Une question très controversée s'est greffée sur celle-ci, c'est l'application de l'art. 910 du C. civ. à nos associations. Cet article exige l'autorisation administrative pour les libéralités faites à des établissements publics et d'utilité publique. Nous la résoudrons d'un mot. Nous avons admis en effet que nos groupements professionnels rentraient dans la classe des personnes morales de droit privé, et partant n'étaient pas soumis à l'autorisation administrative, ce qui du reste est confirmé par les textes mêmes de la loi de 1884 (arg. tiré de l'art 8).

en un mot faire tous les actes qui ne leur sont pas interdits par un texte, et qui découlent tout naturellement du droit de vivre de la vie juridique qui leur est reconnue.

Cette capacité n'est pas illimitée. En l'état actuel des textes, un syndicat ne peut pas faire des opérations à but lucratif, industrielles ou commerciales; il ne peut faire que les contrats, ayant pour but la protection des intérêts communs à ses membres et l'administration de l'association (1).

La loi de 1884 accorde encore aux Syndicats professionnels en tant que personnes morales le droit d'ester en justice; les représentants légaux du syndicat pourront aussi bien agir que défendre en justice. Ils pourront intenter toutes actions qui intéressent la personne morale et elle seule, son patrimoine, le recouvrement des cotisations, etc... Mais il est des actions qui peuvent atteindre aussi bien le patrimoine de la personne morale que celui des membres en particulier; dans ce cas, il faudra pour

(1) Le projet de loi déposé en 1899 par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand autorise les syndicats à faire le commerce; il leur donne une capacité commerciale, en même temps qu'il accorde la personnalité civile aux unions de syndicats. Ce projet a soulevé de la part des bourses du travail et des syndicats eux-mêmes de très violentes protestations; ils ont vu dans cette nouvelle liberté qui serait concédée aux groupements professionnels un moyen de les détourner de leur véritable but et d'immobiliser leurs fonds sociaux. Nous ne croyons pas que les objections qui ont été faites à ce projet soient bien concluantes et M. Barthou semble y avoir répondu victorieusement. Voir BARTHOU, *L'action syndicale*, 1904, p. 190 à 235, et les citations en note. En sens inverse : MARTIN SAINT-LÉON, *La Révision de la loi du 21 mars 1884 et le projet Waldeck-Rousseau-Millerand*, dans *l'Association Catholique*, 1903, p. 512 et ss.

justifier le droit d'action syndicale que l'intérêt professionnel convenu soit nettement en cause et il ne suffisait pas d'intérêts individuels à défendre.

M. Planiol dit justement à ce sujet (1) :

« On n'avait nul besoin de créer l'institution syndicale pour lui faire prendre en mains des actions individuelles déjà ouvertes aux particuliers, et que ceux-ci suffisent parfaitement à défendre eux-mêmes par les voies ordinaires. Le syndicat est un instrument d'action sur le terrain économique, il ne peut et ne doit pas devenir une arme de procédure, qui le plus souvent romprait l'égalité entre les plaideurs » (2)...

Les syndicats professionnels ont d'autres droits encore, tels que celui de constituer des caisses de retraite ou de secours mutuels ; mais il s'agit ici de caisses indépendantes du syndicat, n'ayant de commun avec lui que parfois les mêmes administrateurs, et ne pouvant par conséquent répondre en aucune façon des délits ou des quasi-délits de l'association professionnelle.

Comme on le voit, les syndicats ont une capacité juridique très suffisante, mais non illimitée ; le législateur a établi, pour donner efficacité aux dispositions restrictives, des sanctions civiles et pénales (art. 8 et 9 de la loi du 21 mars 1884).

Ainsi les syndicats constitués irrégulièrement (art. 2, 3 et 4), ou ceux qui se sont rendus acquéreurs d'immeubles

(1) D.J. G. 1895, II, p. 255; Amiens, 13 mars 1895. (Note de M. PLANIOL).

(2) Sur la question des conventions collectives du travail. Voir ESCARRA, *De la recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues*, Paris, 1907, p. 76.

(art. 6) en violation de la loi, etc., peuvent être dissous ou contraints à la vente de ces biens ; leurs directeurs et administrateurs peuvent être poursuivis (1).

Tel est le cadre juridique que le législateur de 1884 a accordé aux organisations professionnelles en leur donnant le droit d'exister. Leur liberté d'action semble non moins étendue que leur capacité juridique.

L'article 3 déclare que leur activité est licite du moment qu'elle se déploie dans la sphère des intérêts professionnels ; et l'article 1 élargit singulièrement le droit de coalition en abrogeant l'article 416 du Code pénal. La liberté d'association professionnelle est de ce fait parfaitement consacré.

Mais si le syndicat est sorti des limites légales, ou s'il a lésé le droit d'un tiers, il n'est pas à l'abri de toute poursuite. Sa responsabilité civile est en effet admise par la jurisprudence (2), toutes les fois qu'une atteinte quelconque est portée à la liberté d'autrui, fût-ce même par un des procédés permis depuis l'abrogation de l'article 416, quand il a agi contrairement à l'article 3.

C'est l'étude de cette jurisprudence qu'il nous faut entreprendre.

(1) Consulter LATTEUX, *op. cit.*, p. 146 et ss.

(2) A ce propos, MM. Jouin et Barthe disaient expressément au Sénat, lors des travaux préparatoires de la loi de 1884, en parlant des cas illicites à raison de l'art. 416 du Code pénal : «... Ils seront licites, si vous votez, malgré notre amendement l'abrogation de l'art. 416 et soyez assurés que nulle réparation civile ne pourra plus dès lors être demandée à des syndicats qui n'auront fait qu'user de leurs droits ». Nous allons voir que, contrairement à cette opinion, les tribunaux ont admis une responsabilité civile.

DEUXIÈME PARTIE

L'œuvre de la Jurisprudence en matière
de responsabilité civile des Syndicats
professionnels.

(France, Angleterre, Allemagne, Suisse)

France.

L'œuvre de la Jurisprudence française en matière de responsabilité civile des Syndicats professionnels.

CHAPITRE PREMIER

De la notion d'intérêt professionnel opposée à l'intérêt individuel.

Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet, dit l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

C'est pour ce but seulement qu'ils ont été autorisés, et chaque fois qu'ils agissent dans ce sens, il semble bien qu'ils n'ont à redouter ni les rigueurs de la loi, ni celles de la jurisprudence. Toutefois la personne morale du syndicat, comme toute personne titulaire de droits trouve la limite de ses prérogatives dans le droit des autres. L'association a en face d'elle l'individu.

Il pourra se faire qu'en agissant pour la défense de ses intérêts professionnels, le syndicat s'oppose au développement normal des droits de l'individu, ou qu'il s'attaque à des droits acquis.

Et puis, l'association professionnelle, sous le couvert de la défense de ses intérêts peut poursuivre un tout autre but. C'est aux tribunaux à régulariser cette liberté d'action ; le moyen dont ils ont usé est la responsabilité civile syndicale.

Ce sont les intérêts parfois opposés de la collectivité et de l'individu qui vont faire naître la responsabilité civile du groupement ; la jurisprudence que nous allons étudier tire sa raison d'être du conflit de l'intérêt professionnel et de l'intérêt individuel.

Ces expressions ont besoin l'une et l'autre d'être définies, et c'est surtout la délimitation par nos tribunaux de la notion d'intérêt professionnel qu'il nous faut rechercher. Ce qui, à la vérité, nous fixera le mieux sur l'étendue des responsabilités syndicales, ou sur leur non-existence, c'est en nous fondant sur la pratique, de tracer les limites que le législateur a fixées dans l'article 3 de la loi de 1884 ; ne nous y invite-t-il pas lui-même d'ailleurs, par l'emploi du mot exclusivement ? D'autre part, les termes élastiques et vagues, d'intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ont été inscrits au texte, pour que ce fût la jurisprudence, éclairée par les faits qui fit cette délimitation.

Nous allons par l'étude des arrêts, essayer de dégager le criterium qu'elle a choisi.

M. B. Raynaud pose ainsi le problème (1) « La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels a introduit dans notre législation l'idée d'intérêt professionnel. L'intérêt professionnel n'est-il que la somme des intérêts individuels de chacun des membres du syndicat ou constitue-t-il quelque chose de distinct et de spécial, de plus complexe, mais tout aussi réel l'intérêt d'une collectivité prise dans son ensemble; autant de questions qui se trouvaient posées par la loi nouvelle sans que le législateur se fût effectivement prononcé. Les travaux parlementaires ne donnent que des indications insuffisantes sur ce point. Le texte primitif de l'article 3 parlait de la protection des intérêts particuliers à l'industrie considérée et des intérêts communs de tous les membres. Il fut modifié pour deux raisons : d'une part écarter les questions de caractère politique et d'autre part reconnaître également au syndicat la défense d'intérêts concernant plusieurs industries (2). »

Il y a certainement dans la position même des termes de cette question quelque chose de contradictoire et l'on s'étonne de penser que de si grands conflits aient pu naître entre deux notions qui devraient n'avoir jamais été que parallèles. Certes l'intérêt bien compris des syndicats

(1) Nous ne saurions mieux faire pour ne pas nous égarer dans l'exposé des décisions judiciaires rendues en notre matière, que de suivre l'ordre même adopté par M. B. RAYNAUD, dans son étude si documentée sur *l'intérêt professionnel devant les tribunaux français*. Voir *Questions pratiques de législation ouvrière et d'Économie sociale*, ann. 1906, p. 13 et ss.

(2) *Journal officiel*, ch. doc. parl., annexes, 1885, p. 366.

professionnels comme des individus eût été de vivre en bonne intelligence, et la loi du 21 mars 1884 semblait faite pour les y inviter.

Cependant le syndicat pour être fort a besoin d'individus disciplinés et d'une certaine cohésion entre membres d'une même profession. Il lui faut un grand nombre d'adhérents pour être une puissance capable de dicter ses conditions à l'employeur ou au consommateur. Et l'individu peut tenir à garder son indépendance ou y avoir intérêt. Il s'agit de la liberté d'association professionnelle, droit pour lui de se syndiquer ou non, et de là toute une série de conflits et de la plus grande importance.

Puis quand bien même l'individu est entré dans une association professionnelle, quand il a dans une certaine mesure abdiqué une partie de sa liberté dans les limites que règlent les statuts du syndicat, se pose la question de savoir s'il a conservé pour un des droits les plus importants qui lui appartiennent, le droit au travail, assez d'indépendance pour en pouvoir régler les conditions.

Tout le monde reconnaît ce droit au travail. Il est même un des articles de foi fondamentaux des déclarations socialistes.

De même, dit Menger (1), qu'on a résumé les buts auxquels visaient les grands mouvements politiques des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècle dans un certain nombre de postulats juridiques que l'on désigne sous le nom de droits politiques fondamentaux, de même on peut désigner briève-

(1) MENGGER, *Le droit au produit intégral*, p. 43.

ment les buts derniers du socialisme sous le nom de droits économiques fondamentaux.

Et l'auteur (1) désigne d'un mot les buts les plus importants des mouvements politiques ou sociaux. Les empruntant aux différents systèmes socialistes, il les énumère, ce sont « le droit au produit intégral du travail, le droit à l'existence, le droit au travail. »

Il s'agit de savoir si ce droit au travail est garanti par la liberté du travail, dans quelle mesure cette dernière existe pour tous les travailleurs, si, à côté du droit au travail, il y a le droit de ne pas travailler ou plutôt le droit de travailler à d'autres conditions que celles arrêtées par le syndicat. Voilà une deuxième série de conflits très violents ; il est à peine besoin d'ajouter que c'est ici que nous trouverons les hypothèses assez rares encore en pratique, mais qui tendent à s'accroître singulièrement, d'interprétation des conventions collectives du travail.

Enfin, en dehors de l'exercice par l'individu des deux libertés que nous avons signalées, il y a le cas où, dans l'exercice normal de son activité (2), les actes de l'individu peuvent se trouver en opposition avec l'intérêt commun réel ou prétendu tel par le syndicat, c'est alors la liberté individuelle qui est en jeu ; nous dirons plutôt que c'est la liberté des tiers. Nous ne considérerons pas en effet comme tels les deux combattants dans les conflits du capital et du travail : patrons et ouvriers, et il ne s'agira que des autres individus que peuvent léser les actes du syndicat.

(1) Voir RAYNAUD, *op. cit.*, p. 14.

(2) Voir HITIER, *La dernière évolution doctrinale du socialisme, Le Socialisme juridique*, Extrait de la *Revue d'Économie Politique*, 1906.

Patrons et ouvriers pourront, il est vrai, avoir eux-mêmes cette situation ; ce sera en quelque sorte dans leurs rapports extra professionnels.

Telle est la classification que nous adopterons pour l'étude des décisions jurisprudentielles. Nous croyons, en ce faisant, pouvoir dégager la notion de l'intérêt professionnel, telle que la conçoivent les tribunaux français, en interprétant l'esprit et la lettre de la loi de 1884. Et c'est alors seulement que nous pourrons rechercher le fondement juridique de leur responsabilité, nous demander s'il doit être double suivant que le syndicat a agi ou non dans les limites légales, ou si une seule et même base juridique suffit à ces deux origines de responsabilité.

Nous étudierons donc :

Section I. — De la Liberté d'Association Professionnelle.

Section II. — De la Liberté du Travail.

Section III. — De la Liberté des Tiers.

CHAPITRE II

Du conflit de l'intérêt professionnel et de l'intérêt individuel (1)

SECTION I

De la liberté d'association professionnelle.

La loi du 21 mars 1884, en admettant le principe de l'association professionnelle n'a fait que rendre licites les syndicats de fait qui existaient alors, en même temps qu'elle apportait le complément nécessaire de la liberté du travail.

Par la loi du 25 mars 1864, les ouvriers avaient obtenu le droit de coalition, celui de se concerter pour exiger certaines conditions de travail, celui de faire grève. Mais s'il était permis de se réunir temporairement, de se coaliser, il était interdit de s'associer de façon permanente et pacifique en quelque sorte ; il y avait là une contradiction certaine dans les exigences de la loi. Le législateur de 1884 a voulu faire cesser ce désaccord entre la logique

(1) Notre étude portera indifféremment sur les conflits pouvant naître entre membres d'un syndicat patronal ou ouvrier et sur ceux qui s'établissent entre ouvriers et patrons ; il y sera traité également des autres professions.

et le droit, et il a autorisé et organisé les groupements professionnels ; mais il s'est efforcé en même temps de concilier la liberté de l'individu et la liberté de l'association, en ce sens qu'il s'est refusé d'établir le syndicat obligatoire, et que les individus restent libres d'entrer ou non dans l'organisation professionnelle.

A côté du droit de se syndiquer subsiste le droit de ne pas se syndiquer.

a) *Le droit de se syndiquer*

La reconnaissance légale du droit de se syndiquer n'a pas emporté de plano la réalisation pratique de ce droit.

Les patrons refusent souvent de reconnaître le syndicat, ou bien ils interdisent l'entrée de leurs ateliers à des ouvriers faisant partie de l'association professionnelle ou bien, ils renvoient brusquement un ouvrier, parce que syndiqué. Sur la réclamation de dommages-intérêts de la part des ouvriers, les tribunaux n'ont pas répondu de façon unanime.

Certains arrêts ont admis la responsabilité civile du patron et d'autres, en moins grand nombre, il est vrai, s'y sont refusés ; quand ils ont accordé des dommages-intérêts à l'ouvrier, ils l'ont fait par application de l'article 1780 du Code civil au cas de brusque renvoi (1). Il ne saurait bien évidemment en cette matière être question directement de responsabilité syndicale ; nous verrons

(1) Voir notamment *Bull. off. travail*, 1904, p. 43 ; *Bull. off. trav.*, 1904, p. 621 ; *Annuaire des synd. profes.*, 1900, p. 601.

néanmoins que les mises à l'index de patrons par un syndicat ont la plupart du temps comme origine le refus de reconnaître l'organisation professionnelle, et nous aurons à examiner le moyen de défense du syndicat (1).

Il y aurait le cas où le syndicat patronal engagerait ouvertement ses adhérents à fermer leurs usines aux ouvriers syndiqués ; nous pensons qu'il pourrait être condamné à des réparations civiles, comme s'opposant au développement d'une faculté légale ; mais il n'y a aucun arrêt sur ce point à l'heure actuelle.

Le droit de se syndiquer implique celui de rester syndiqué ; aussi la jurisprudence a-t-elle été obligée de défendre le syndiqué contre le syndicat lui-même, pour s'opposer aux exclusions illégales de l'association professionnelle par une décision du Comité directeur ou de l'assemblée générale.

Les tribunaux ont exigé pour cela l'observation exacte des statuts syndicaux, en même temps qu'ils se réservaient un droit de contrôle souverain sur le contenu de ces statuts.

Cette protection du syndiqué était nécessaire ; de tous les moyens employés pour obtenir une discipline professionnelle, l'exclusion semble être le plus légitime ; mais il est en même temps le plus dangereux ; les procédés de mise à l'index, de mise en interdit etc..., que nous verrons plus loin, sont faits pour ainsi dire sous le contrôle de l'opinion publique ; par la liberté absolue d'exclusion au contraire, sans intervention de la justice, il aurait pu se

(1) Voir plus loin, *Le droit de ne pas se syndiquer*, p. 60, et ss.

faire que des syndiqués fussent privés des bénéfices du groupement professionnel, pour de simples motifs d'antipathie de personnes. La jurisprudence ne l'a pas permis.

Le tribunal de la Seine, le 5 avril 1900 (1) à propos d'une exclusion de syndiqué, s'exprimait ainsi :

« Attendu que les statuts des syndicats professionnels forment la loi des associations et constituent un contrat qui détermine d'une façon stricte et absolue les droits et les obligations réciproques de ces sociétés et des membres qui les composent, que par suite, un membre d'un syndicat ne peut être exclu que pour les causes d'exclusion prévues aux statuts..... ».

Les statuts pris en exécution de la loi de 1884 forment donc la loi des syndicats professionnels, et déterminent les droits et les obligations de ces Sociétés envers leurs membres.

Aussi lorsque les statuts d'un syndicat professionnel (2), ne prévoient d'autres causes d'exclusion que les condamnations entraînant la privation des droits civils et politiques, la faillite ou la liquidation judiciaire, l'assemblée de ce syndicat ne peut frapper d'exclusion un de ses membres à raison d'expressions blessantes adressées par celui-ci à un autre membre du syndicat. Les statuts (3) énumèrent limitativement les causes d'exclusion, et celle-ci ne peut être prononcée pour une autre cause.

(1) *SIR.*, 1901, II, p. 118 ; *Trib. civ. Seine*, 5 avril 1900.

(2) *D.* 1891, II, p. 2 ; *Dijon* : *S. . c. syndicat des fabricants de raisins secs de l'Est et II*, p. 381 ; *Rouen*, *L... contre syndicat professionnel de la Boulangerie*.

(3) *Espèces analogues*, *Paris, D.*, 1900, 2, p. 160.

Par contre les tribunaux sanctionnent le refus par un syndiqué, d'exécuter les obligations attachées au titre de syndiqué.

Mais il faudra une action en justice pour obtenir la résolution du contrat synallagmatique qui lie les deux parties pour cause d'inexécution des obligations.

Lorsque le membre du syndicat aura été exclu, s'il prétend qu'on l'a injustement exclu, pourra-t-il se pourvoir devant les tribunaux même si les statuts décident qu'il n'y aura que des exclusions sans appel ? Deux opinions. L'une s'incline devant la règle statutaire : les statuts sont la loi des parties. L'autre, et c'est celle admise à juste titre suivant nous, en jurisprudence, considère une clause de cette nature comme nulle, comme compromissaire et contraire à l'article 1006 du Code de procédure civile (1).

b) *Le droit de ne pas se syndiquer*

La sanction du droit de ne pas se syndiquer est d'une très grande importance pour notre étude ; les tribunaux ont eu souvent à apprécier les moyens en usage, soit pour frapper un syndiqué démissionnaire et le forcer à se réinscrire à l'association professionnelle, soit pour obliger un syndiqué à ne pas la quitter, une fois qu'il y est inscrit, soit enfin pour contraindre un ouvrier non syndiqué à s'affilier au syndicat. On peut ranger ces procédés syndicaux sous les deux titres suivants : démission impossible, adhésion forcée.

(1) Espèces se rapportant à des Sociétés de secours mutuels, D., 1854, II, p. 168 ; D., 1890, II, p. 331.

— *Démission impossible.* — L'affaire la plus célèbre et la plus ancienne est l'affaire Joost ; c'est à propos d'elle qu'a été rendu un arrêt de Cassation qui a fixé en quelque sorte la jurisprudence. Elle a été trop étudiée pour que nous l'exposions dans tous ses détails. Rappelons brièvement les faits tels qu'ils se sont présentés d'abord devant le tribunal civil de Bourgoin (1). Le syndicat de Bourgoin-Jallieu voulait obtenir qu'un ouvrier Joost réintégrât l'association syndicale qu'il avait quittée. Pour arriver à ses fins, le syndicat adressa au patron de Joost une menace de le mettre en interdit, s'il ne consentait pas à congédier immédiatement cet ouvrier. Le patron de Joost, redoutant les conséquences de son refus, obéit aux injonctions du syndicat et renvoya cet ouvrier. Joost éprouva de ce fait un très grand préjudice et intenta au syndicat une action en dommages-intérêts. Le tribunal de Bourgoin le débouta de sa demande considérant que la simple menace sans violence de mise en interdit adressée à un patron par un syndicat professionnel ouvrier, lors même que cette menace aurait eu pour but d'obtenir le renvoi de l'ouvrier dissident et de déterminer l'ouvrier à se faire réintégrer dans l'association syndicale à laquelle il avait cessé d'appartenir ne constitue pas un délit pénal.... Il admit d'autre part qu'il n'y a pas davantage délit civil à l'égard de l'ouvrier visé dans la menace, la pression morale exercée

(1) DALLOZ, *J. G.*, 1891, II, p. 244, trib. de Bourgoin ; D., *J. G.*, 1891, II, p. 244, arrêt de Grenoble ; D., *J. G.*, 1892, I, p. 449, arrêt de Cassation ; D., *J. G.*, 1893, II, p. 492, arrêt de Chambéry ; et les conclusions de M. le Procureur général Ronjat ; voir également les notes de M. PLANIOL aux arrêts indiqués.

à l'aide de moyens licites et dans un but licite ne pouvant constituer une faute ni entraîner une responsabilité.

La Cour de Grenoble confirma ce jugement pour des motifs analogues (1) :

« Attendu que le législateur de 1884 a voulu dégager entièrement le droit de coalition des entraves que lui imposait l'article 416 du Code pénal et qu'il aurait fait œuvre contradictoire en supprimant au point de vue pénal, les prohibitions particulières de l'article 416 pour les conserver au point de vue civil ; il s'en est évidemment référé aux dispositions des articles 1382 et 1383 pour la sanction à donner à tous actes illicites ».

C'est dire en d'autres termes que la mise en interdit est pour les ouvriers l'exercice d'un droit et que la menace d'exercer ce droit ne peut constituer un délit.

Cet arrêt fut soumis à la Cour suprême qui le cassa le 22 juin 1892. Cette décision rendue après les conclusions de M. le procureur général Ronjat a fait époque dans l'histoire des syndicats et elle est capitale en notre matière. L'affaire fut renvoyée à la Cour de Chambéry avec les attendus suivants (2) :

« Attendu que l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 donne à tout membre d'un syndicat professionnel le droit absolu de se retirer de l'association, quand bon lui semble. Que si, depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées sans violence ni manœuvres

(1) V. D., *J. G.*, 1891, II, p. 241 et la note sous le même arrêt

(2) D., *J. G.*, 1892 ; I, p. 449 et ss.

frauduleuses par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites, quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas, lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier, parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer. Que dans ce cas, il y a une atteinte au droit d'autrui qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier congédié... »

La Cour de Chambéry (1), le 14 mars 1893, conclut dans le même sens en s'inspirant des mêmes motifs.

Il ne nous appartient ici que de montrer de façon aussi précise que possible quels ont été les arguments généraux et les principes juridiques qui ont servi à établir d'un côté et de l'autre ces décisions contradictoires.

C'est à la suite de cette affaire qu'on a commencé à parler de tyrannie syndicale et du rétablissement légal des anciennes corporations.

M. Frédéric Passy (2) a pu dire des corporations de l'ancien régime qu'elles étaient oppressives pour ceux qui en faisaient partie, exclusives pour ceux qui n'en faisaient pas partie. Il semble bien que les syndicats professionnels aient fait revivre ces abus et la Cour de Cassation, par l'arrêt du 22 juin 1892, a voulu avant tout en éviter le retour. C'est ce qu'exprimait avec tant de force M. le procureur général Ronjat en ses conclusions :

« Si la loi de 1884, disait-il, devait être interprétée et

(1) D., J. G., 1893, II, p. 192.

(2) Cité par BARTHOU, *L'Action syndicale*, Paris, 1904, p. 72.

appliquée comme l'a fait la Cour de Grenoble, le monde du travail se trouverait enserré dans des liens plus étroits et plus insupportables que sous l'ancien régime des corporations fermées ; les ouvriers syndiqués ou non, ainsi que les patrons seraient soumis à la plus dure servitude, celle qu'exerce un maître omnipotent, anonyme et irresponsable : la liberté du travail et de l'industrie n'existerait plus même de nom. Une pareille interprétation est contraire à la volonté certaine et clairement manifestée des auteurs de la loi, à son esprit et à son texte. »

Voilà les considérations d'ordre général qui ont inspiré l'arrêt de la Cour de Cassation. Cherchons maintenant les principes juridiques du tribunal de Bourgoin et de la Cour de Grenoble et ceux que leur ont opposés victorieusement à notre sens la Cour de Cassation et la Cour de Chambéry.

Le tribunal civil de Bourgoin a admis que l'ouvrier Joost ne pouvait obtenir des dommages-intérêts du syndicat professionnel parce que ce dernier n'avait fait qu'user de son droit absolu.

Bien que la loi du 21 mars 1884 ait abrogé l'article 416 du Code pénal, la menace d'interdit constitue encore un délit pénal aux termes des articles 414 et 415 du Code pénal maintenus par la loi de 1884, et par surcroît un délit civil. La Cour de Cassation avait bien avant formulé en droit le critérium suivant (1) : « Toute menace est punissable, dès qu'elle a eu ou qu'elle a pu avoir pour

(1) Crim. rej., 5 av. 1867 ; DALLOZ, *J. G.*, 1867, I, p. 89 ; v. ég. A. CHAUVEAU et F. HÉLIE, *Th. du Code pénal*, t. V, 6^e éd., p. 394 ; BLANCHE, *Et. prat. sur le Code pénal*, 2^e éd., t. 6, n^o 328.

effet d'agir violemment ou frauduleusement sur la volonté de l'ouvrier ou sur celle du patron ».

Deux caractères donc : violence et fraude. Il n'était pas question de violences dans l'espèce, y avait-il fraude ? Le tribunal de Bourgoin ne l'a pas pensé (1). La fraude, par sa définition même suppose un acte illicite ; toute question de faute ou d'imputabilité rentre elle-même dans l'examen du caractère illicite que doit présenter le fait dommageable. Or par illicite, il faut entendre ce que la loi n'autorise point, ce qu'elle défend même, ce qu'on n'a pas le droit de faire. Et les ouvriers coalisés ont actuellement le même droit que l'ouvrier isolé, qui peut cesser son travail chez un patron par le seul fait qu'il ne lui plait pas d'avoir à ses côtés un ouvrier désigné ; ils peuvent en user en se concertant par la voie de l'interdiction ; il y a là pour eux un droit absolu. Que l'exercice de ce droit cause quelque dommage à un tiers, peu importe. L'action en dommages-intérêts ne peut avoir son origine que dans la violation d'un droit et à défaut elle manque de fondement.

Et la Cour de Grenoble d'ajouter...

« ... Attendu que sans doute, il y a eu pression morale, mais qu'exercée à l'aide de moyens licites, dans un but licite, la pression ne saurait constituer une faute... »

Si les moyens étaient licites, le but l'était-il ? la Cour de Cassation et après elle la Cour de Chambéry ne l'ont point pensé.

(1) V. note PLANIOL, 1891, II, p. 241.

L'article 7 de la loi du 21 mars 1884 (1) proclame l'entière liberté pour les adhérents de se retirer à tout moment de l'association ; et il ajoute : *nonobstant toute clause contraire*, ce qui à la vérité est une dérogation au droit commun, mais une dérogation nécessaire (2).

Sont donc licites les menaces de grève adressées à un patron par un syndicat, quand sans violences ni manœuvres frauduleuses, elles ont pour but la défense des intérêts professionnels (but exclusif des syndicats, art. 3). Mais elles deviennent illicites et sont une source de dommages-intérêts, quand elles sont une atteinte au droit absolu d'autrui de quitter l'association.

S'il n'en était pas ainsi, on en arriverait à cet inconvénient que signalait M. le Procureur général Ronjat :

« La Cour de Grenoble proclame donc que celui qui

(1) Art. 7. — *Loi du 21 mars 1884*. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante. Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pension de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

(2) Il y a en effet ici une dérogation au droit commun ; les articles 1865 et 1871 du Code civil au titre du contrat de société disposent que la dissolution de la société ne peut être demandée avant le terme convenu que pour de justes et légitimes motifs laissés à l'arbitrage des juges. De même l'article 52 de la loi de 1867 sur les sociétés décide que « *à moins de conventions contraires* » chaque associé pourra se retirer de la société, lorsqu'il le jugera convenable.

(Voir l'application du principe opposé aux syndicats dans *Revue des sociétés*, 1893, p. 229 ; Chambéry, audience solennelle, 14 mai 1893).

« entre dans un syndicat s'engage implicitement à re-
« mettre ses moyens d'existence aux mains de ses asso-
« ciés, même pour l'époque où il sera sorti du syndicat,
« et que cet engagement est valable. »

La Cour de Chambéry emploie les mêmes arguments juridiques, précise le manque absolu d'intérêt professionnel que pouvait avoir le syndicat au renvoi de l'ouvrier Joost et condamne le syndicat de Bourgoin-Jallieu à des dommages-intérêts envers lui.

Ainsi se terminèrent les longs débats de cette affaire Joost. La Cour de Cassation a ainsi nettement affirmé son intention de faire fléchir la notion d'intérêt professionnel devant la liberté d'association professionnelle, et de ne pas supporter que la soi-disant défense des intérêts professionnels du syndicat allât à l'encontre du respect de la liberté individuelle.

Les décisions rendues dans le même sens et fondées sur les mêmes principes juridiques furent très nombreuses (1).

(1) Voir notamment :

Saint-Étienne, 22 fév. 1894, *Bul. off. travail*, 1894, p. 271 ;

Lyon, 2 mars 1894, affaire Oberlé, *DALLOZ, J. G.*, 1894, II p. 305 (note Planiol) ;

Lyon, 10 août 1895, *Bul. off. travail*, 1895, p. 600 ; *DALLOZ, J. G.*, 1895, II p. 310 ;

Lyon, 15 mai 1895, *SIREY, J. G.*, 1896, II p. 230 ;

Thonon, 7 déc. 1900, *Quest. prat. de Lég. ouvrière*, 1901, p. 124 ;

Grenoble, 6 mai 1902, *D., J. G.*, 1903, II, p. 31 ;

Aix (Trib.), 23 nov. 1903, *Bul. off. du travail*, 1904, p. 40 et suiv. ;

Paris, 7 déc. 1903, *Bul. off. du travail*, 1905, p. 135 ;

Aix (Cour), 7 déc. 1904, *Bul. off. du travail*, 1905, p. 35.

Peu de temps après l'affaire Joost, la Cour de Lyon eut à juger une affaire analogue à propos de l'ouvrier Oberlé contre la Chambre syndicale des travailleurs de cristaux d'Oullins. Dans cette affaire, le syndicat obtint du patron sous menace de grève, le renvoi d'un ouvrier, qui avait refusé de lui obéir et la Cour admit qu'il avait commis un acte illicite engageant sa responsabilité envers l'ouvrier. Ces exigences syndicales avaient pour but d'imposer certaines conditions du travail à l'ouvrier, et nous reviendrons sur cette espèce.

Adhésion forcée. — Dans d'autres affaires, une association professionnelle veut contraindre un ouvrier à devenir syndiqué ; les adhésions forcées ont donné naissance à de multiples conflits. Voici (1) par exemple un patron qui congédie un syndiqué. Le syndicat des ouvriers casquettiers de Paris auquel il appartenait décida d'empêcher le travail chez ce patron, et s'attaquant particulièrement à un ouvrier non syndiqué s'efforça de lui faire quitter le travail et de le faire entrer dans l'association. Mais il y avait eu violence et la jurisprudence a décidé que la violence accompagnant la mise en interdit ne saurait rentrer dans les termes légaux et constituer la défense d'un intérêt professionnel. La mise en interdit sans violences au contraire aurait pu être tolérée. « Considérant, dit la Cour de Paris, que X*** dépose notamment que les membres du syndicat l'ont menacé pour « le faire entrer dans le syndicat et le contraindre de

(1) *Bul. off. trav.*, 1904, p. 135, Cour de Paris, 7 déc. 1903.

« cesser son travail ; que pour se soustraire à ces menaces,
« il est resté enfermé cinq jours chez son patron ; que des
« actes de cette nature excèdent les droits conférés aux
« syndicats..... »

C'est encore le cas d'un patron mis à l'index pour ne pas vouloir employer d'ouvriers syndiqués. C'est un moyen indirect pesant sur la volonté des ouvriers non affiliés pour les décider à se syndiquer. Il faut d'abord juger de la conduite du patron, ce qui est indispensable pour décider de la mise en interdit. Il y a de nouveau conflit entre l'intérêt professionnel et l'intérêt individuel. Tous deux sont sanctionnés par la loi. Tous deux sont respectables. Lequel doit l'emporter sur l'autre ? Le patron a-t-il le droit de mettre ses ouvriers entre cette alternative : avoir du travail ou ne jamais faire partie du syndicat ; n'y a-t-il pas quelque chose d'illicite, à s'opposer au développement d'une institution que la loi organise et s'efforce d'encourager ; et d'autre part le patron n'a-t-il pas la liberté absolue du choix de ses collaborateurs et pour les recruter n'est-il pas seul juge du critérium qu'il adopte ? — Nos tribunaux ont ici distingué suivant le but visé par l'industriel ou le manufacturier. Quoique s'en défendant toujours nos juges se sont en quelque manière approprié bien souvent les idées de l'abus du droit, et ont souvent décidé de la légitimité ou de l'illégalité d'un procédé, suivant le but que voulait réaliser l'auteur de la mesure contestée.

(1) Le patron sera condamné à des dommages-intérêts envers le syndicat, quand il n'aura fermé les portes de ses

(1) *Bull. off. trav.*, 1904, p. 621, Bordeaux, 1^{er} déc. 1903.

ateliers aux syndiqués que dans le seul but de nuire aux syndicats professionnels.

« Attendu, dit le Tribunal, que rien dans la législation actuelle ne paraît empêcher spécialement un patron d'annoncer son intention de ne pas faire travailler les ouvriers d'un syndicat. Mais attendu que les principes généraux du droit conduisent à limiter cette faculté, que si, par exemple, on ne peut la contester, quand il s'agit, pour le patron, de sauvegarder son intérêt, on doit la dénier, quand, l'intérêt du patron n'étant pas en jeu, il s'agit simplement de nuire au syndicat mis par lui à l'index ..

La faute consiste à avoir nui à autrui, pour rien, pour le plaisir, si ce n'était dans le but prohibé de mettre obstacle au fonctionnement d'une institution légale » (1).

Tel est le fondement de la distinction à faire, quand il y a refus par le patron d'employer un personnel syndiqué.

Nous avons tenu à y insister, parce que, comme nous le disions plus haut, c'est là qu'est la plupart du temps la cause des conflits entre patron et syndicat, l'origine des mises en interdit par les associations professionnelles.

(1) Les tribunaux ont considéré de même comme constituant abus du droit de résiliation d'un contrat le fait par un patron de renvoyer un ouvrier de ses ateliers parce que syndiqué.

« Attendu qu'il ressort des explications du demandeur et de l'aveu même du défendeur que la rupture du contrat de louage à durée indéterminée, qui liait les parties est survenue brusquement et par la volonté de B... pour cet unique motif que P .. refusait de donner sa démission de son syndicat professionnel, que B... a abusé de son droit de congédiement et par suite commis une faute, d'où dommages-intérêts. » (Conseil Prud., Seine, 20 oct. 1903, *Bul. off. trav.*, 1904, p. 43).

Après avoir jugé la conduite du patron, la jurisprudence conclut ou non à la légalité de la mise en interdit de ce patron par le syndicat.

Si en effet le refus par le patron d'employer des syndiqués est injustifié (et nous venons de voir le criterium admis) la jurisprudence reconnaît la licéité de sa mise en interdit par le syndicat, et il ne peut lui être dû de ce chef aucun dommage-intérêt.

En tenant cette mise en interdit pour une défense légitime contre la mesure arbitraire du patron, la jurisprudence justifie la tentative d'adhésion forcée, ou plutôt elle est justifiée parce que la conduite du patron est illicite à ses yeux. Dans ce cas, les ouvriers du patron boycotté seront en quelque sorte pour la jurisprudence contraints de se syndiquer par le fait du patron et c'est sa conduite qui empêche de garantir le droit de ne pas se syndiquer.

Mais chaque fois au contraire que la décision du patron de n'employer que des non-syndiqués sera licite, ou pour mieux dire chaque fois qu'il pourra justifier d'un intérêt quelconque à agir ainsi, alors la jurisprudence déclare que le syndicat qui use de la mise en interdit, pour forcer l'adhésion des ouvriers non syndiqués, commet un délit civil, source de responsabilité conformément à l'article 1382, bien qu'il ne puisse plus s'agir de délit pénal.

L'on voit de suite que c'est cette deuxième hypothèse qui sera la plus fréquente en pratique, le patron pouvant la plupart du temps facilement établir qu'il a agi dans son intérêt et non point dans l'intérêt de nuire à l'association professionnelle.

« Attendu, dit un jugement de Thonon (1), que la loi de 1884 a laissé subsister sans modification le principe de la liberté du travail et l'a seulement complété par cet autre principe connexe et non contradictoire de la liberté d'association, *les droits de l'association étant dans son esprit limités par les droits égaux de l'individu et ceux-ci étant aussi respectables que ceux-là...* (2) »

La notion d'intérêt professionnel ne permet donc pas d'aller à l'encontre du droit pour chaque individu de ne pas se grouper avec les ouvriers de la même profession que

(1) Voir *Questions prat. de Lég. ouvrière*, 1901, p. 124, 7 déc. 1900, Thonon.

(2) Il s'agissait d'un syndicat qui avait mis à l'index un patron, qui voulait faire décharger une barque « La Ville de Genève » par un équipage non affilié.

« Attendu qu'en l'espèce l'intérêt professionnel n'apparaît pas, ou s'il apparaît, il est contenu dans son expansion par l'article 7 de la loi de 1884 qui conférait aux bateliers syndiqués composant l'équipage de la Ville de Genève le droit de rester étrangers au groupement corporatif.

Attendu qu'il résulte des faits que le syndicat carrier et batelier de la Meillerie a tenté d'exercer sur le demandeur une action oppressive pour obtenir le paiement d'une amende qui paraît dictée par le bon plaisir, motif assurément insuffisant pour la rendre exigible.

Qu'en effet, aux termes de l'article 3 de la loi de 1884 non abrogée, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux, et qu'on ne saurait raisonnablement faire rentrer dans l'expression défense des intérêts la manœuvre agressive qui tendait, d'une part, à empêcher ces ouvriers non syndiqués de gagner librement leur vie, et à les contraindre, par la médiate personne d'un patron à une affiliation qu'ils avaient répudiée.

Que des actes de cette nature excèdent les droits conférés aux syndicats professionnels par la loi du 21 mars 1884... »

lui. La loi de 1884, bien qu'elle soit favorable à leur essor, n'a pas autorisé les associations professionnelles à employer tout moyen d'action pour obtenir le plus d'adhérents possible.

En résumé, la jurisprudence s'est efforcée de protéger à la fois le droit au syndicat et le droit de ne pas se syndiquer.

Elle n'a nullement favorisé l'un plutôt que l'autre, elle les a respectés également. Elle n'a pas supporté de la part d'un patron le fait de s'opposer arbitrairement, sans intérêt propre, au développement des groupes ouvriers, et inversement, elle a tenu pour illicite toute mise en interdit par un syndicat non fondée sur un intérêt professionnel. Et elle n'a pas admis qu'il y eût intérêt professionnel, quand le syndicat voulait forcer une adhésion, ou punir une démission qu'il désapprouvait. La jurisprudence n'a-t-elle alors compris dans ce terme de défense de l'intérêt professionnel, que la défense pour un groupement ouvrier des meilleures conditions possibles de travail, et a-t-elle sans aucune conséquence civile autorisé les syndicats à user des mises à l'index et en interdit pour y parvenir. C'est ce que l'étude des arrêts en cette matière nous permettra de dire.

SECTION II

De la liberté du travail.

La Révolution de 1789 a rendu possible en France le régime de la liberté industrielle, et c'est d'elle que datent

les textes qui consacrent la liberté du travail. Alors que tous les privilèges étaient abolis, que toutes les libertés étaient reconnues et proclamées par la constitution nouvelle, le privilège des corporations ne pouvait pas être seul à subsister. Il disparut, et la liberté du travail reçut sa consécration dans la loi du 2 mars 1791, qui reproduisait d'ailleurs en grande partie les principes posés par Turgot dans l'édit de février 1776.

Après avoir constaté la suppression des corporations, la loi du 2 mars 1791, dans son article 7 s'exprime ainsi :

« A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute
« personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profes-
« sion, art ou métier qu'elle trouvera bon... »

Et la Constitution de 1793 également (1) :

« Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne
« peut être interdit à l'industrie des citoyens... » La Constitution de 1848 employait des termes plus généraux (2) encore pour la liberté du travail. La liberté que ces textes proclament n'est donc que la consécration du droit de travailler sous toutes ses faces, dans toutes les applications de cette propriété, la première, la plus sacrée, et la plus imprescriptible de toutes, ainsi que l'appelait Turgot.

Et maintenant, à l'heure actuelle, quelle est devant l'association professionnelle la situation de l'individu qui a la liberté du travail ? Le syndicat a-t-il repris l'ancienne place des corporations ? L'ouvrier isolé doit-il s'incliner

(1) Voir Const. de 1793, déclar. des droits, art. 17.

(2) Const. de 1848 (art. 13).

devant ses décisions? Y a-t-il quelque vérité dans cette expression de tyrannie syndicale couramment employée par les adversaires du groupement, ou bien les tribunaux lui ont-ils reconnu le droit d'imposer sa volonté en matière de contrats ou de conditions du travail? C'est bien ici que les plus grands conflits se sont peut-être rencontrés dans la pratique. C'est ici que se trouve l'origine de multiples grèves, et cela se comprend, puisque l'un des buts principaux du syndicat, pour ne pas dire le but unique réside dans la fixation et le maintien des lois du travail et du salaire ouvriers. Et c'est dire que ce sont aussi les conflits les plus délicats, parce qu'ils se produisent bien évidemment, quelque opinion que l'on ait sur l'utilité du groupement syndical, à l'occasion d'une défense directe, de la défense directe des intérêts professionnels.

Liberté absolue du travail pour l'individu d'une part, de l'autre discipline syndicale, telles sont les deux forces qui entrent en lutte. Quelle est celle qui doit l'emporter sur l'autre? La solution varie suivant que nous sommes en présence d'un ouvrier syndiqué ou non, et pour l'ouvrier syndiqué, suivant la forme du contrat, individuel ou collectif. Nous aurons ensuite à étudier les solutions de la jurisprudence, à l'égard d'un syndicat proclamant une interdiction absolue de travail, organisant une grève dans les ateliers d'un patron.

1. *Il s'agit d'un ouvrier non syndiqué.*

S'agit-il d'un non-syndiqué? Il semble à première vue que nous n'ayons pas à envisager cette hypothèse. L'ouvrier

non syndiqué ne s'est en effet engagé en rien envers le syndicat. La jurisprudence, comme nous l'avons vu plus haut, reconnaît son droit absolu de rester en dehors de tout groupement professionnel et se refuse à sanctionner tous moyens violents employés par le syndicat pour l'amener à lui. Ce dernier va-t-il pouvoir, se tenant alors sur le terrain de ses intérêts stricts l'obliger à refuser tout salaire inférieur à celui fixé par les tarifs syndicaux ? Aura-t-il le droit en quelque sorte de qualifier d'abusive et de déloyale, la concurrence qui lui serait ainsi faite par l'ouvrier isolé ? Voyons les faits.

Une des espèces les plus retentissantes en notre matière, presque aussi célèbre que l'affaire Joost est celle de l'ouvrier Bonnissent contre la chambre syndicale des fondeurs de cuivre. Elle a donné lieu à un jugement du tribunal civil de la Seine, et à deux arrêts de la Cour de Paris (1) et a duré plus de 10 ans. Elle est particulièrement remarquable, parce qu'elle nous permettra plus que toute autre peut-être, d'apprécier les difficultés d'exécution d'une condamnation civile contre un syndicat professionnel (2).

Un ouvrier Bonnissent, ne faisant partie d'aucun syndicat, continue à travailler chez un patron mis à l'index par le syndicat des ouvriers de sa profession et se trouve de ce chef inscrit au « pilori corporatif ». Il en subit un très

(1) Voir DALLOZ, Seine, *J. G.*, 1895, II, p. 312 ; DALLOZ, Cour de Paris, *J. G.*, 1896, II, p. 184 ; DALLOZ, Paris, *J. G.*, 1907, II, p. 32, avec note Planiol ; voir également *Pandectes françaises*, 1896, p. 167.

(2) Nous reviendrons sur ce point capital, mais délicat, qui doit décider d'ailleurs de l'utilité ou de l'inutilité pratique de notre travail.

grand préjudice. N'ayant plus de travail chez son premier patron, il souffre de nombreux chômages ; il ne peut trouver à s'employer que dans quelques maisons déjà consignées après être resté longtemps sans travail ; son fils est frappé de la même peine par le syndicat. C'est alors qu'il s'adresse à la justice. Le tribunal civil de la Seine, et après lui la Cour de Paris donnèrent droit à sa demande. Les prétentions de la Chambre syndicale sont clairement exprimées au début du jugement et nous font voir que les intentions des syndicats professionnels sont à l'heure actuelle de régler tous les intérêts de la profession et sinon de contraindre tous les ouvriers à entrer dans leurs rangs, du moins de le faire indirectement en établissant le vide, pour ainsi dire autour d'eux. Ne pouvant persuader tel individu de se syndiquer avec ses camarades, le syndicat l'y force par la nécessité où il le place de travailler pour vivre. (1)

(1) « Attendu, dit le jugement du tribunal civil de la Seine, que des documents versés au débat, il résulte la preuve que la chambre syndicale des fondeurs de cuivre, imitant en cela l'exemple de beaucoup d'autres syndicats frappe de consigne tous ceux qui n'obéissent pas à ses ordres; qu'aux termes de ses statuts, la consigne consiste dans l'interdiction faite aux ouvriers même non syndiqués de travailler dans des maisons mises par elles à l'interdit, aux patrons d'employer des ouvriers mis à l'index, sous peine pour les uns et pour les autres, de se voir eux-mêmes mis en consigne ; que pour assurer l'effet de cette consigne, les noms de ceux qui en sont frappés sont chaque mois publiés par le journal La Fonderie, organe de la Chambre syndicale sous le titre de pilori corporatif; que la consigne dure tant que l'ouvrier n'a pas fait amende honorable et n'a pas obtenu de l'assemblée générale dont il est tenu de payer les frais, la levée de la mesure qui l'a frappé... »

Le syndicat, comme on le voit, se déclare maître des individus et de leurs intérêts; la mise en interdit lui paraît chose toute naturelle; il la régleme même dans ses statuts. En ce faisant, le tribunal de la Seine, puis la Cour de Paris, ont considéré que le syndicat professionnel avait considérablement porté atteinte aux droits de l'individu.

« Attendu qu'une telle mesure prise à l'égard d'un ouvrier, contre lequel elle n'avait aucun grief légitime constitue l'abus le plus révoltant et la violation la plus criante du principe fondamental de la liberté du travail et de l'industrie, qu'en admettre la légitimité serait confisquer, au profit exclusif des syndicats, qui deviendraient ainsi, contre toute raison et toute justice, les maîtres absolus de chaque métier, le droit individuel du travailleur que nos lois modernes n'ont jusqu'ici cessé de protéger avec un soin jaloux et de rétablir, cent ans après la Révolution française et par l'abandon d'une de ses conquêtes les plus bienfaisantes, l'oppression des anciennes maîtrises et jurandes, dans ce qu'elles avaient de plus odieux et de plus tyrannique. »

La Cour de Paris est plus énergique encore, s'il se peut, dans ses déclarations et voit dans les agissements du syndicat la plus violente atteinte portée dans la personne de B*** à la liberté du travail garantie par nos lois et à la libre indépendance des citoyens (1).

C'est donc que notre jurisprudence s'efforce de protéger le droit individuel au travail et ne peut admettre qu'il y

(1) Voir D. J. G., 1907, II, p. 32 (v. note Planiol), renvoi de la question.

ait défense légitime de l'intérêt professionnel du syndicat à mettre en interdit un non syndiqué qui n'accepte pas telles conditions de travail que voudrait lui imposer le syndicat (1).

D'autres espèces se sont également présentées et ont été, à part quelques très rares exceptions, résolues de la même manière. L'ouvrier non syndiqué, qui a été empêché de travailler par la faute du syndicat, a droit, en vertu de l'article 1382, de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice causé. La plupart du temps, il y a condamnation civile de la personne morale syndicale et non pas de ses administrateurs qui ont agi en son nom.

Ce n'est pas seulement à propos des syndicats ouvriers mais aussi à propos des associations de producteurs, des trusts patronaux que la liberté a dû être protégée.

Nous en avons eu un exemple notamment dans le Nord et la Cour de Douai après le tribunal civil de Roubaix a été appelée à se prononcer.

Ici encore le syndicat a été condamné (2). Les coalitions d'industriels, les syndicats patronaux, ont le droit de défendre leurs intérêts par des mesures générales, mais elles font de ce droit un usage illégitime en prenant des dispositions applicables à telle ou telle personne désignée individuellement, de façon à lui nuire et à gêner sa

(1) Dalloz, *J. G.*, 1895, II, p. 310, Lyon; *Gaz. des trib.*, 21-22 octobre 1901, Lille; SIREY, 1893, I, p. 41; *Gaz. des trib.*, 1899, II, p. 244, 2^e sem.; *contra* SIR., 1899, II, p. 306.

(2) Voir *Revue des Sociétés*, 1901, p. 15, tribunal de Roubaix, 30 avril 1900; Cour de Douai, 13 juillet 1900, note Hubert VALLE-ROUX.

liberté. L'hypothèse qui s'est présentée pratiquement était la suivante : un syndicat de teinturiers s'était donné comme but particulier d'empêcher les drapiers d'installer chez eux des teintureries, ou de les laisser teindre leurs produits au dehors à un prix inférieur à celui qu'il avait lui-même fixé pour ses adhérents. Et pour arriver à ses fins, il menaça l'intermédiaire, le commissionnaire chargé par les fabricants de faire teindre en son nom personnel les produits chez les teinturiers syndiqués, en même temps que le teinturier lui-même. Ceux-ci obtempérant aux ordres du syndicat, il en résulta un grave préjudice pour le drapier non syndiqué, qui obtint condamnation du syndicat à des dommages-intérêts. La Cour de Douai plaça le fondement de la responsabilité du trust patronal, dans le fait que le droit de celui-ci se trouve limité par l'obligation de ne pas nuire à autrui, tout en s'appuyant sur la théorie de la Cour de Cassation en matière de syndicats ouvriers et de mise en interdit d'ouvriers non syndiqués. Il y avait ici action civile pour atteinte à la liberté de l'industrie. Le droit individuel au travail doit être respecté, tout autant que le droit de l'association syndicale.

2° Il s'agit d'un ouvrier syndiqué (1).

Mais ces deux droits de l'individu et du groupement professionnel ne se confondent-ils pas ; n'y a-t-il plus conflit, quand il s'agit d'individus syndiqués ?

(1) Dans ce paragraphe, il ne sera question que des ouvriers syndiqués travaillant après contrat individuel avec le patron. Pour les contrats collectifs voir plus loin p. 89 et s.

Ne sommes-nous pas en droit d'aller plus loin encore que dans le paragraphe précédent et ne devons-nous pas nous demander s'il ne convient pas de protéger l'individu syndiqué contre son propre syndicat, de défendre pour ainsi dire le patron ou l'ouvrier contre lui-même, lorsqu'il abdique volontairement une portion de sa liberté au profit de l'organisation professionnelle ?

Il y a certainement encore ici, malgré ce qu'il semble à première vue y avoir d'in vraisemblable, opposition entre l'intérêt individuel et l'intérêt professionnel. La loi intervient pour sanctionner les conventions des particuliers, pour accorder ou refuser la licéité des moyens de contrainte employés par les uns et les autres envers leurs parties contractantes. Le syndicat peut vouloir obliger un de ses membres à agir conformément à ce qu'il croit être de l'intérêt de tous, et ce faisant, il peut dépasser les limites qui lui sont imparties par ses statuts ou par la loi, et de là créer une responsabilité civile.

Les moyens de contrainte qui sont en usage dans les syndicats sont de deux sortes : ou bien c'est la mise en interdit ou bien l'exclusion.

a) LA MISE EN INTERDIT

Ce moyen de défense nous avait apparu, lorsqu'il s'agissait d'un ouvrier isolé, comme illicite et la jurisprudence ne lui avait nullement voulu donner le soutien de ses décisions. Elle l'avait considéré comme en dehors des moyens légaux donnés au syndicat par la loi de 1884.

Va-t-elle, maintenant qu'il s'agit d'un adhérent aux

statuts syndicaux. accorder à notre personne morale le droit de s'en servir utilement et lui en reconnaître la faculté légale?

Il semble bien que beaucoup d'arrêts l'aient implicitement admis. Notamment l'arrêt de la Cour de Paris rendu dans l'affaire Bonnissent dit en substance que le syndicat peut de par la loi de 1884 prendre toute mesure destinée à sauvegarder les intérêts professionnels de ses *adhérents* sans porter atteinte aux droits d'autrui. Dans ses considérants il insiste sur la situation indépendante de l'ouvrier qui n'avait jamais fait partie du syndicat, indiquant par là que, s'il eût été adhérent aux statuts du syndicat (1), la mise en interdit n'aurait pas été une source de dommages-intérêts. Et en effet la mise en interdit est reconnue comme licite par les arrêts dans ces cas-là. Les tribunaux veulent bien admettre que le syndicat puisse faire défense à tous patrons de donner du travail à l'ouvrier frappé (2). Il n'y a là que l'exécution d'une convention librement signée par le syndiqué. En entrant dans l'organisation professionnelle tout comme si l'on s'inscrit à une société quelconque, on en accepte les avantages et les obligations; et du moment que l'on veut s'efforcer de maintenir au profit de toute la profession les salaires les plus avantageux et les meilleures conditions de travail, on ne saurait supporter qu'un syndiqué, qu'un signataire de ce programme soit un

(1) V. plus haut. D., J. G., 1896, II, p. 184.

(2) V. Notamment : *Gaz. Pal.*, 1892, p. 397; Lyon, *Rev. des Soc.*, 1897, p. 229; *Bull. off. trav.*, 1897, p. 608; *Pand. franç.*, 1898, II, p. 203; Lyon, *Monit. judic.*, 17 décembre 1901; Lyon, *Monit. judic.*, 3 janvier 1902.

des premiers à s'opposer à sa réalisation par sa mauvaise volonté. Aussi la jurisprudence voit-elle dans la mise en interdit qui en est le châtement un moyen de défense conforme à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884.

« Ne commet pas une faute, dit la Cour de Dijon (1) au sens de l'art. 1382 du Code civil, le syndicat professionnel ouvrier, qui sans menaces caractérisées, sans violences, sans persécution, sans intention méchante, et pour la défense d'un intérêt professionnel, sans manœuvre déloyale ou illicite, notifie à certains patrons son intention de les mettre à l'index, s'ils continuent à faire travailler un ouvrier syndiqué au dessous du tarif »...

Après avoir légitimé le but de la mise en interdit, l'arrêt justifie le procédé en lui-même exercé par le syndicat.

« Attendu, dit-il, que les membres du syndicat pouvant individuellement, sans commettre une faute, faire connaître à certains fabricants qu'ils ne travailleraient plus pour eux, si ceux-ci continuaient à faire travailler X^{***}, ils ont pu faire ensemble légitimement, après s'être coalisés, ce que chacun pouvait faire individuellement. »

Dans la majorité des cas, la mise en interdit d'un syndiqué par son syndicat ne peut pas donner lieu à des dommages-intérêts (2).

(1) Arrêt du 16 décembre 1896, dans *Revue des Sociétés*, 1897, p. 229; Syndicat des maîtres passementiers et des ouvriers passementiers de Lyon.

(2) Dans l'espèce que nous venons de rapporter, comme dans beaucoup de cas d'ailleurs, l'ouvrier syndiqué qui avait accepté de travailler à un taux inférieur à celui du tarif, s'y était trouvé con-

Mais si certains arrêts envisagent les actes d'indépendance du syndiqué comme un manque de parole à ses engagements et légitiment en conséquence sa mise en interdit, d'autres y voient une source de responsabilité civile du syndicat, autrement dit, ils la tiennent pour illicite. Voici par exemple l'affaire Oberlé. Le syndicat des tailleurs de cristaux d'Oullins voulait contraindre un ouvrier syndiqué nommé Oberlé à partager avec un ouvrier congédié par le patron le travail aux pièces dont il avait seul le bénéfice, et sur son refus, il déclencha la grève à l'usine et obtint ainsi du patron le renvoi de cet ouvrier.

La Cour de Lyon condamne le syndicat à des dommages-intérêts au profit d'Oberlé, considérant que l'activité des syndicats ne devait pas avoir un champ illimité, puis recherchant quels actes étaient interdits aux syndicats, la Cour a donné cette formule claire et générale, qui est en quelque sorte pour elle la définition de l'intérêt professionnel :

« Considérant qu'il résulte, tant du texte de la loi de 1884, que des principes exposés dans les travaux préparatoires que cette loi a eu pour objet unique de protéger les ouvriers dans leurs intérêts professionnels *vis-à-vis*

traint par son manque de capacité professionnelle, et par la faiblesse de sa constitution, qui l'empêchait de fournir la même somme de travail que ses camarades. La mise en interdit a eu pour conséquence de faire renvoyer ce malheureux ouvrier; peut-être a-t-il ainsi été mis dans l'impossibilité d'exercer sa profession. Et néanmoins, la jurisprudence ne pouvait pas lui venir en aide, le syndicat ne pouvait être condamné.

D. J. G., 1894, II, 305 (note PLANIOL); D. J. G., 1894, II, p. 441 (note PLANIOL).

« *des patrons*, en les autorisant à se concerter entre eux
« pour la libre discussion de leurs salaires; que la
« faculté accordée par la loi est limitative; et ne peut être
« étendue au delà du règlement des difficultés qui s'élè-
« veraient directement entre les *patrons et leurs ouvriers* »,
et plus loin :

« Un syndicat ne peut appliquer son autorité à résoudre
« des conflits entre ouvriers.

« Si l'un des membres du syndicat refuse de se soumettre
« à une décision du comité directeur rendue en faveur de
« ses camarades, le syndicat ne peut employer légitime-
« ment la grève pour forcer le patron à congédier les
« ouvriers. »

La loi de 1884 a donc, suivant la Cour de Lyon, voulu avant tout faire respecter la liberté personnelle et l'indépendance des ouvriers.

Si la Cour de Lyon n'avait pas décidé ainsi qu'elle l'a fait, on aurait eu à redouter sans cesse la non-application de l'article 7 de la loi qui garantit le droit de tout ouvrier de quitter le syndicat. La légitimité de la mise en interdit eut pratiquement empêché tout adhérent à un syndicat de se séparer de lui et l'ouvrier eut été contraint d'obéir aveuglément aux décisions de son comité. Si le syndicat peut user à l'encontre de ses membres de puissants moyens d'action de façon légitime, ces moyens d'action peuvent devenir illicites, suivant l'objet auquel ils sont appliqués; et dans l'affaire Oberlé, la Cour a estimé que le syndicat avait voulu obliger un de ses membres à se conformer à une délibération prise sur un objet étranger au but du syndicat, et partant qui ne pouvait être statutaire :

délibération mettant fin au conflit entre deux ouvriers.

La notion d'intérêt professionnel ne peut aller à l'encontre de la liberté, du droit personnel au travail.

(1) C'est encore l'affaire Petot contre Derangère, résolue par la Cour de Bourges, qui, si elle nous donne une hypothèse d'atteinte à la liberté individuelle, nous montre également une atteinte au principe de la liberté du travail qui engage une responsabilité civile. L'article 416 du Code pénal a été abrogé. L'interdiction du travail n'est plus un délit pénal. Au moment des travaux préparatoires de la loi de 1884, des craintes très nombreuses sur les conséquences d'une semblable abrogation avaient été exprimées à ce sujet tant par les journaux que par les auteurs et elles eurent un écho certain au Parlement et en particulier au Sénat (2). M. Trarieux néanmoins déclara que si l'interdiction du travail, la menace, ne pouvaient plus être réprimées comme un délit pénal, elles étaient une faute aux termes de l'article 1382 du Code civil, pouvant toujours donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui à qui elles avaient porté préjudice.

Ainsi donc (et bien d'autres arrêts pourraient être étudiés sur ce point), la mise en interdit d'un ouvrier syndiqué par son propre syndicat est considérée par la jurisprudence, tantôt comme licite, tantôt comme illicite.

Un ouvrier ne se soumet-il pas aux conditions de travail

(1) D. J. G., 1894, II, p. 441 (note PLANIOL).

(2) Voir à ce sujet : Paul BONCOUR, dans les *Rapports de l'individu et des groupements professionnels*, p. 247; voir également J. O., Déb. parl., juin 1891, p. 429.

fixées par le tarif, la jurisprudence décide que l'interdiction de travail par le syndicat, ne constitue pas un délit civil. Un syndicat notifie-t-il à un patron sa mise à l'index, s'il continue à faire travailler un ouvrier au dessous d'un certain taux, sans menaces ni violences, il n'y a pas délit.

« On peut dire (1) en somme que c'est une règle acquise en jurisprudence, de considérer dans ce cas, l'interdiction de travail, non comme un délit civil, mais comme un acte parfaitement licite, ne pouvant donner lieu à aucun dommage-intérêt, comme la sanction légitime de la réglementation professionnelle, des conditions du travail obtenue par l'entente des ouvriers dans leurs groupements temporaires ou permanents ».

Mais encore faut-il que la décision ait quelque généralité ?

Sinon, nous sommes en présence des menées du syndicat des travailleurs de cristaux d'Oullins contre Oberlé et nous savons que la jurisprudence les considère comme en dehors de l'objet des associations professionnelles.

L'interdiction du travail est alors exercée dans un but de malveillance, comme s'il s'agissait d'un non-syndiqué ; il y a donc (et ceci est de jurisprudence constante) délit civil. *L'interdiction est illicite.*

b). — L'EXCLUSION ET AUTRES MOYENS DE CONTRAINTE DU SYNDICAT ENVERS SES ADHÉRENTS

Le syndicat peut employer d'autres moyens de contrainte d'ordre intérieur, pour forcer la volonté d'un membre de

(1) Voir P. BONCOUR, *loc. cit.*, p. 248.

l'association, tels que l'amende ou l'exclusion. Ces moyens prévus par les statuts sont-ils toujours licites et ne peuvent-ils pas engager la responsabilité du syndicat ?

Le syndicat s'est efforcé par son influence d'obtenir des patrons les meilleures conditions de travail possible, et il s'est engagé à les faire respecter tant par l'une que par l'autre des parties intéressées.

A l'égard du patron, il use de la menace de grève, ou de la mise en interdit ; à l'égard de l'ouvrier syndiqué, nous avons vu qu'il peut employer également ce dernier moyen. Celui-ci a en général d'assez graves conséquences ; il aboutit au renvoi de l'ouvrier et peut contribuer à lui causer un très grand préjudice. Sans aller jusqu'à ces moyens extrêmes, la discipline syndicale va-t-elle permettre au comité du syndicat d'exclure purement et simplement l'ouvrier qui ne se sera pas soumis aux conditions de travail adoptées par l'association et qui aura agi à l'opposé des intérêts du plus grand nombre en acceptant du travail à un taux inférieur de salaire (1) ? Ou bien, peine plus légère encore, va-t-on autoriser ce comité à donner des amendes à ces ouvriers renégats ?

La jurisprudence a fait ici la même réponse que pour la mise en interdit. Elle s'est avant tout préoccupée des clauses statutaires du syndicat et a voulu que cette matière non prévue expressément par la loi de 1884 fût

(1) Dijon, 4 juillet 1890 ; D., *J. G.*, 1891, II, p. 2 (voir note) ; D., *J. G.*, 1892, II, p. 434, Nancy, 14 mai 1892 ; D., *J. G.*, 1891, II, p. 381 ; D., *J. G.*, 1895, II, p. 202 ; *Bul. off. trav.*, 1904, p. 40, trib. d'Aix ; *contra*, 1905, p. 35, Cour d'Aix ; voir aussi Georges BAY, *Cours de lég. ind.*, p. 276.

réglée par les principes du droit commun, conformément à l'exécution des conventions synallagmatiques. La loi de 1884 a omis de statuer sur les clauses d'expulsion des membres du syndicat. Il en résulte que les syndicats ne sont pas investis légalement du droit d'exclure un de leurs membres. L'adhésion et la réception d'une personne dans un syndicat forment un contrat synallagmatique. Il faut une action en justice pour obtenir la résolution du contrat conformément à l'article 1184 du Code civil. Mais, comme les statuts des syndicats prévoient et réglementent les causes d'exclusion, et qu'elles sont ainsi tacitement admises par les syndiqués, nos tribunaux ont sanctionné les expulsions prononcées par l'assemblée générale ou le comité directeur, si toutefois les clauses des statuts ne dépassaient pas les pouvoirs à eux reconnus par la loi de 1884. C'est ainsi que la jurisprudence applique en notre matière les principes du droit civil; elle exige également le respect des principes du droit pénal (1).

Elle veut que nul ne puisse être frappé d'une condamnation sans avoir été préalablement averti et mis en demeure de se défendre. Puis elle a interdit que l'on étendit par voie d'analogie les causes d'exclusion, parce que les dispositions qui édictent des mesures répressives doivent être de droit étroit (2).

Voilà les règles admises par les tribunaux pour écarter ou admettre en cas d'exclusion ou d'amende la responsabilité du syndicat.

(1) V. D., J. G., II, 1891, p. 381.

(2) Voir plus haut p. 53.

Ainsi, par exemple, dans l'affaire de la Chambre syndicale de Nouzon, nous lisons cet attendu de la Cour de Nancy (1) :

« En agissant ainsi, la Chambre syndicale n'a fait qu'user d'un droit à elle accordé par les statuts de la société, qui font la loi des parties et sont obligatoires pour elles... »

Et dans un jugement du tribunal civil du Havre, à propos du syndicat des ouvriers charbonniers, nous lisons encore :

« Attendu que lors de la constitution du syndicat un accord est intervenu entre les ouvriers syndiqués et les patrons, aux termes duquel le prix des salaires était fixé à 9 francs par jour pour le travail dans les soutes, que le syndicat ayant pour but principal de soutenir les salaires par tous les moyens légaux, il paraît certain que la Chambre syndicale avait le droit d'expulser l'ouvrier syndiqué qui contrevenait au but fondamental de la constitution du syndicat; qu'en effet un ouvrier ne peut pas avoir la prétention de profiter des salaires du syndicat pour se procurer du travail et en même temps de violer *le pacte social*... »

Nous avons cité ce jugement à dessein, parce qu'il nous donne dans ses considérants un motif différent de ceux admis par la majorité des décisions, quand il nous invite à revenir aux principes qui président à l'inexécution d'une convention. Il reconnaît tout d'abord que les statuts du syndicat des charbonniers ne prévoyaient pas cette clause d'exclusion, mais il admet très bien que la décision du Comité

(1) D., J. G., 1892, II, p. 434.

directeur suffit, alors qu'il eût été logique d'exiger un jugement pour l'expulsion de cet ouvrier, si tant est, comme le jugement le dit expressément, que nous devions ici appliquer le droit commun.

Il est vrai que le tribunal du Havre appuie sa décision sur un autre motif, que nous ne comprenons pas davantage :

« Attendu que l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi de 1884 a rendu licite l'entente entre ouvriers pour fixer le salaire à un taux déterminé et a validé les conventions qu'ils peuvent faire pour atteindre ce but sans employer la violence ni la fraude... »

Ce motif ne nous dit pas en effet pourquoi le syndicat peut de ce fait expulser de plein droit un ouvrier, sans avoir recours à la justice s'il n'y a rien de prévu à ses statuts.

Voici également une autre espèce intéressante :

C'est celle résolue par le tribunal civil d'Aix le 23 novembre 1903, décision réformée le 7 décembre 1904 par la Cour d'Aix.

Un syndicat, le syndicat des mineurs de G***, affilié à la Fédération nationale des syndicats de mineurs de France, obéissant à une décision de cette assemblée, décida les ouvriers syndiqués de la Société nouvelle de charbonnages des Bouches-du-Rhône à se mettre en grève, dans le but d'obtenir de leur compagnie un certain nombre de modifications au régime du travail en vigueur relativement à la réduction de la journée de travail, à la retraite des mineurs et au minimum de salaires. Certains ouvriers continuèrent néanmoins à travailler, et leur exclusion fut prononcée à la fin de la grève par le syndicat. Ils soutinrent qu'ils

avaient été exclus arbitrairement du syndicat, et qu'en travaillant ils avaient exercé un droit ; qu'on avait en les expulsant porté atteinte à la liberté du travail et à la liberté individuelle, et demandèrent leur réintégration et des dommages-intérêts.

Le tribunal d'Aix (1) les débouta de leur demande, ne voyant dans cette exclusion que la manifestation licite du droit de coalition mis en action par le syndicat et autorisé par la loi de 1884. Il considéra que le fait pour un ouvrier d'être syndiqué restreignait l'exercice du droit individuel au travail, dans l'intérêt de tous. Enfin, le tribunal fit l'application à cette hypothèse de l'article 19 des statuts du syndicat qui s'exprimait ainsi :

« Article 19. — Cessent de faire partie de la Société :
« 4^o ceux qui porteraient entrave aux intérêts de la Chambre syndicale. »

La rédaction élastique et vague de cet article nous montre le moyen usité par les associations professionnelles, dans la rédaction de leurs statuts, afin d'avoir la jurisprudence pour elles ; mais elle nous fait en même temps entrevoir les abus qui peuvent en dériver bien souvent (2).

La Cour d'Aix reforma le jugement dont nous venons de donner l'analyse.

Elle reprit (3) plusieurs des arguments des premiers

(1) Voir *Bul. off. travail*, 1904, p. 40, Jugement du 23 novembre 1903.

(2) Voir plus haut p. 53.

(3) Voir *Bul. off. travail*, 1905, p. 35, arrêt de la Cour d'Aix du

juges ; elle les approuva, même le dernier tiré de l'application des statuts, mais réintégra néanmoins les ouvriers demandeurs dans le syndicat.

Pour ces motifs :

« Attendu que l'ouvrier qui adhère à un syndicat professionnel, en acceptant les règles statutaires, se constitue débiteur d'une obligation éventuelle de faire ou de ne pas faire, dont l'inexécution, aux termes de l'article 1142 du Code civil le rend passible de dommages-intérêts se résolvant à son encontre ;

« Attendu que l'article 19 des statuts de la Chambre syndicale n'apparaît pas comme une peine proprement dite, mais présente le caractère de simple sanction dont l'application est exclusivement régie par les règles du droit civil ; or, attendu qu'il n'est pas contesté que les appelants n'ont pas été mis en demeure, même par un avis du bureau du syndicat, d'avoir ou à cesser le travail, auquel, au mépris de leurs obligations ils se livraient en période de grève proclamée, ou à se retirer de l'association dont leur attitude pouvait compromettre les intérêts...

« Attendu que dans ces conditions, il y a lieu de reconnaître que le pacte auquel avaient pris part les appelants, subordonné quant à son efficacité à la clause résolutoire implicitement contenue dans tout contrat de droit commun qu'il suffisait à la Chambre syndicale de mettre en action, n'avait pas été résolu *ipso facto* et que par conséquent c'est à tort... »

7 décembre 1904 ; Également : *Gaz. des Trib.*, 7 décembre 1904 ; autre espèce, *Bul. off. travail*, 1905, p. 624.

Cet arrêt de la Cour d'Aix, bien que dans ses conclusions, il refuse de reconnaître au syndicat le droit d'exclusion, ne le fait toutefois, comme nous venons de le voir par les termes mêmes de l'arrêt que parce que la Chambre syndicale n'avait pas obéi aux règles de procédure civile. Mais il n'en reconnaît pas moins le principe de la liceité de l'exclusion en matière de conditions de travail.

c). LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

C'est encore d'exclusion qu'il s'agit pour l'application du contrat collectif de travail.

Dans tout ce qui précède, nous avons envisagé le contrat individuel de travail conclu entre un ouvrier et un patron. Le syndicat professionnel n'était pas partie au contrat. Il ne faisait que dicter à un de ses membres les conditions de travail qu'il pensait être les plus avantageuses pour lui. Il s'efforçait de les faire accepter par tous les syndiqués, et nous avons vu de quels moyens il usait pour les défendre et les faire respecter.

Il n'en est plus de même maintenant. Le syndicat professionnel va passer lui-même le contrat collectif de travail. Le peut-il dans l'état actuel des textes ? (1) La jurisprudence française l'admet et en a reconnu le principe. Il semble bien, en effet, que sinon les textes formels, du

(1) La doctrine l'autorise. Voir B. RAYNAUD, *Le contrat collectif du travail*, p. 267, et les citations en note. Également : BAY, *Cours élémentaire de lég. ind.*, p. 261 et s; PIC, *Traité élémentaire de lég. ind.*, p. 142; H. VALLEROUX, *Le contrat de travail*, p. 205.

moins les travaux préparatoires (1), comme l'esprit de la loi de 1884, aient autorisé l'association professionnelle à entrer dans cette voie. Nous relevons par exemple dans la discussion, les paroles suivantes de M. Floquet, qui voulait voir dans le contrat collectif le but précis des syndicats (2) :

« Que veulent donc faire les associations syndicales? Quel est le but de ces associations ouvrières, sinon de vendre la plus précieuse des marchandises, le travail humain et de le vendre aux meilleures conditions? Oui! le but est de tirer un lucre, un profit à répartir entre les membres du syndicat. Messieurs, je lisais ces jours-ci une pensée que je demande la permission de vous soumettre. On disait avec raison :

« Jusqu'à ce jour, la marchandise qu'on appelle le travail a été vendue en détail, parcelle par parcelle, par des hommes isolés, maintenant il faut au moyen de l'association, établir le commerce en gros, collectif, de cette marchandise qu'on appelle le travail humain. Des sociétés veulent se fonder pour ce trafic, ce commerce, et elles ont pour but de faire gagner un sou ou deux sous, ou dix sous de plus par jour à des milliers de travailleurs. »

M. Waldeck-Rousseau (3) disait également en parlant de

(1) Ch. des Députés, *J. off.*, 1881, p. 928; premier rapport de M. TOLAIN, au Sénat, 14 décembre 1883, *J. off.*, janvier 1884, p. 117, annexe n° 112; second rapport de M. BARTHE, au Sénat, 22 juillet 1882, *J. off.*, juillet 1882, p. 476, annexe n° 413.

(2) Débats parlementaires, 22 mai 1881, *Officiel*, 1881, p. 967.

(3) Disc. au Sénat, 29 janv. 1884, *J. off.*, Sénat, 1884, déb. parl., p. 191, col. 3.

l'organisation rationnelle du travail, voulant montrer l'heureuse influence que prendrait le syndicat :

« Pensez-vous, qu'un industriel par exemple qui occupe 2.000 ouvriers verra ces ouvriers syndiqués, c'est-à-dire une organisation réfléchie, ayant des mandataires et par là même des intermédiaires, venir lui dire : nous allons nous mettre en grève, nous condamner au chômage, si vous ne nous accordez pas une certaine augmentation, alors qu'il peut répondre : voilà quelles sont les conditions du marché, voilà quelles sont les conditions de la production et de la concurrence, voilà mon prix de revient, me demander une pareille augmentation, c'est me condamner à la ruine, et empêcher le travail.

Supposer cela, messieurs, c'est se demander si les syndicats professionnels auront l'instinct de la conservation, si après la série d'expériences qui ont été faites, ayant pu s'éclairer sur ce qu'est le marché économique, ayant pu prendre à l'égard de leurs patrons d'autres idées que des idées de défiance, et étant quelque peu entrés dans l'examen et la connaissance de leurs affaires, ce qui sera un bien pour tout le monde, ils iront directement contre ce qui est leur instinct élémentaire... »

Les événements n'ont pas confirmé les espérances de M. Waldeck-Rousseau, et les syndicats professionnels n'ont pas si bien compris leurs intérêts. Ces paroles et beaucoup d'autres prouvent néanmoins qu'il était dans l'esprit du législateur que la convention collective du travail rentrât dans le but exclusif des associations professionnelles (art. 3 de la loi de 1884).

Pratiquement le contrat collectif de travail n'a pas été

d'un emploi bien fréquent; et il a été d'une application assez difficile, donnant naissance à des difficultés sans nombre. C'est ce qui a fait sentir la nécessité de présenter au Parlement un projet de loi spécial sur le contrat de travail et le contrat collectif malgré plusieurs propositions de lois antérieures (1). Et ce projet de loi n'a pas été lui-même sans recevoir de nombreuses objections, en particulier de la part des Chambres de commerce qui ont été consultées.

Le titre II de ce projet, après avoir donné une définition des conventions collectives de travail, subordonne à ces conventions collectives la formation des contrats individuels et considère l'existence d'une seule de ces conventions collectives comme une sorte de loi générale pour la profession ou la région ressortissant de la juridiction au greffe de laquelle aura été fait son dépôt. Il donne ensuite aux syndicats un mandat général à l'effet d'exercer toutes les actions judiciaires qui peuvent intéresser un de leurs membres.

Ce projet, comme on le voit, remplace le contrat individuel de travail par la présomption de contrat collectif et ceci suffit pour faire apercevoir les objections très fortes de principe que les employeurs peuvent faire à une telle règle si elle était admise (2).

(1) Projet du 2 juillet 1906. Voir *J. off.*, du 12 sept. 1906, Documents parlementaires, Ch. des dép., annexe n° 158, p. 716.

(2) Art. 12 du projet. « Préalablement à la formation du contrat individuel de travail, des conventions collectives de travail peuvent être conclues entre un ou plusieurs employeurs et un syndicat ou groupement d'employés, ou entre les représentants des uns et

Enfin dans son article 20, la responsabilité syndicale paraît expressément indiquée en même temps que celle de l'employeur. Il s'exprime ainsi :

« Les syndicats qui sont intervenus comme partie à la convention collective relative aux conditions du travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention collective en leur faveur ou en faveur de leurs membres, avec leurs consentements.

Ils peuvent spécialement agir pour obtenir l'exécution de la convention ou des dommages-intérêts au cas d'inexécution, soit contre les parties, individus ou syndicats, avec lesquels ils ont passé la convention collective, soit contre ceux de leurs membres qui n'auraient pas respecté les règles posées par la convention collective.

Lorsque la convention collective est intervenue entre un syndicat ou une collectivité d'employés ou plusieurs employeurs, *chacun de ces employeurs et chacun des membres de ce syndicat et de la collectivité ouvrière pourra également agir pour obtenir à son profit l'exécution ou des dommages-intérêts* contre ceux qui, ayant contracté avec lui ne respecteraient pas les obligations résultant pour eux de la convention collective (1).

des autres, spécialement mandatés à cet effet, soit dans la forme prévue par les statuts des syndicats, soit par tout autre procédé. Ces conventions collectives déterminent certaines conditions auxquelles doivent satisfaire les contrats individuels qui seront conclues entre les personnes qui peuvent exiger l'application des clauses inscrites dans ces conventions ».

(1) Puisque le projet de loi a cru nécessaire de parler en termes exprès de la responsabilité syndicale dans ce cas, serait-ce donc qu'à l'heure actuelle l'association professionnelle ne pourrait à ce

Dans l'état actuel des textes, la jurisprudence a sanctionné dans une certaine mesure l'exécution du contrat collectif de travail, et a admis l'intérêt professionnel du syndicat comme fondement de son action en exécution du contrat. En sens inverse, la responsabilité syndicale a été proclamée, mais elle est encore ici illusoire.

Il y a du vrai dans les paroles qu'à ce sujet prononçait M. le Président de la Chambre de commerce de Saint-Quentin à l'assemblée des présidents des Chambres de commerce de France (1) :

« Devrait-on nous parler de contrat collectif, avant d'avoir rendu les syndicats responsables de leurs actes? Comment voulez-vous que l'on m'oblige à traiter collectivement avec le syndicat tant que celui-ci ressemblera à une horde inorganique qui n'a aucune situation légale, aucune surface, aucune conscience? »

Une des espèces les plus intéressantes qui se soient présentées devant les tribunaux ne s'est justement pas posée à propos de syndicat ouvrier, mais au sujet d'un syndicat médical (2).

sujet encourir aucune responsabilité? Il n'était, croyons-nous, pas inutile de nous étendre quelque peu sur ce projet. Si nous avons en effet essayé d'établir que la loi de 1884, loin de s'opposer, invitait même les syndicats à mettre en exercice le contrat collectif de travail, l'état actuel de la législation, montre, d'autre part, que seul le droit commun peut ici s'appliquer et qu'il n'existe aucun texte spécial pour la responsabilité syndicale.

(1) Voir compte rendu sténographique, séances de Paris du 10 décembre 1906.

(2) *Gaz des trib.*, 18 juillet 1901; voir Dalloz, *J. G.*, 1903, II, p. 31; Cour de Grenoble, 6 mai 1902 (note PLANIOL).

Il s'agissait d'un contrat collectif à conclure, qu'un syndicat de médecins voulait imposer aux Compagnies d'assurances, afin de faire porter à 15 francs au minimum le tarif de leurs honoraires pour les soins à donner aux ouvriers victimes d'accidents industriels, au compte des Compagnies.

Pour y parvenir, le syndicat interdit à chacun de ses membres tout contrat individuel avec les Compagnies. Or un des médecins fit échouer la tentative en ne se conformant pas à ces décisions ; tout en demeurant syndiqué, il consentit à soigner les ouvriers à un tarif inférieur que lui proposaient les Compagnies d'assurances.

Il ne s'agit pas ici d'un contrat collectif proprement dit, c'est plutôt une convention collective à venir dont il est question.

C'est un engagement que le syndicat médical du sud-est avait fait signer à tous ses adhérents pour ensuite le faire admettre par les Compagnies d'assurances.

Nous l'étudions néanmoins ici, parce que cet engagement nous paraît être la première phase de la convention collective, qui doit intervenir entre le syndicat et ses membres. De plus, les choses ne se passeraient pas différemment dans un véritable contrat collectif. A supposer qu'un médecin syndiqué n'ait pas voulu exécuter la convention collective qu'il avait signée, nous pensons que les Compagnies d'assurances auraient pu obtenir condamnation civile du syndicat, mais celui-ci aurait pu se retourner contre le médecin réfractaire, en vertu des mêmes arguments que ceux de la présente espèce.

Les termes de la résolution du 2 juin 1900 émise par le

syndicat et signée par tous les médecins étaient formels et absolus :

« 1° Les médecins, membres du syndicat ne prendraient aucun engagement individuel ; les accords ou contrats qui sont intervenus entre un ou plusieurs membres du syndicat et une ou plusieurs compagnies seront immédiatement dénoncés, quelles que soient les conditions de ces accords ou contrats.

2° L'action syndicale sera substituée à l'action personnelle pour toutes les conventions à venir ; les compagnies seront invitées à traiter directement avec ce syndicat... »

Le médecin qui contrevint à cette résolution prise par le syndicat manqua évidemment à la loi du contrat qu'il avait accepté et signé et comme tel causa un préjudice certain à ses confrères. Les autres médecins syndiqués avaient droit à une juste réparation de sa part. C'est ce que le tribunal de Bourgoin a parfaitement admis (1).

L'action fut exercée collectivement par le syndicat et on admit parfaitement la recevabilité d'une telle action.

Ce qu'il y a ici pour nous à retenir, c'est la notion de l'intérêt professionnel admise par le tribunal de Bourgoin. Il n'y a pas pour lui d'intérêt professionnel du syndicat distinct de celui de ses membres. Les médecins du syndicat médical du sud-est sont représentés par le syndicat qui n'est qu'un instrument dans leurs mains. C'est tellement vrai que lorsqu'il s'agit pour le tribunal de fixer le montant de l'indem-

(1) Voir également : B. RAYNAUD, *Le contrat collectif de travail*, 1901, p. 250 et s.

nité, il ne rechercha uniquement que le nombre d'ouvriers que le défendeur avait été appelé à soigner à la place de ses confrères, et le chiffre d'honoraires dont ils avaient été individuellement privés.

Comme le dit M. Planiol dans sa note au bas de l'arrêt rapporté : « Si l'on veut que le syndicat soit lésé, il n'a qu'un préjudice moral, portant atteinte à sa force d'action et à l'autorité de ses décisions, comme l'a fort bien dit le tribunal de commerce de la Seine dans l'affaire des Omnibus (1), d'où insertion dans les journaux ; mais l'indemnité pécuniaire doit être répartie entre les médecins ».

La notion d'intérêt professionnel admise par la jurisprudence se dégage peu à peu ; l'intérêt professionnel du syndicat s'affirme comme ne se séparant pas de celui de ses membres. Un syndicat ne peut donc pas se donner comme le défenseur autorisé des intérêts généraux de toute une branche d'industrie.

Sur cette affaire s'en vint greffer une autre, et celle-ci engageant la responsabilité syndicale. Le syndicat médical du Sud-Est voulut faire exclure de la commission des Hospices le docteur, qui avait contrevenu à ses engagements et s'adressa dans ce sens à cette commission, la menaçant de suspendre, si elle ne le voulait pas, le service médical de l'hospice. Le tribunal de Bourgoin déclara licite cette mise à l'index, parce qu'elle était prévue par les statuts contre les membres exclus. La Cour de Grenoble, au contraire, estima qu'il y avait faute de la part du syndicat et si elle ne le condamna pas à des

(1) D. J. G., 1903, II, p. 25.

dommages-intérêts, c'est qu'elle ne reconnut de ce fait aucun préjudice certain :

« Attendu, dit la Cour (1), qu'il résulte de la lettre adressée par le syndicat aux commissions des hospices, lettre dans laquelle les membres du syndicat déclaraient qu'il leur était impossible de se trouver en relations professionnelles avec un médecin dont il était permis de suspecter la bonne foi, qu'une pareille démarche avait incontestablement pour objet d'amener l'exclusion du docteur G. des hospices de Bourgoin et de Jallieu et qu'elle a constitué, de la part de ses auteurs, non la défense d'un légitime intérêt professionnel, et le simple exercice dans toute sa rigueur du droit de cesser toutes relations médicales avec un confrère, mais un acte de vexation et de vengeance et un abus flagrant des pouvoirs et des droits que leur conféraient les statuts du syndicat... »

Voici donc une mise à l'index déclarée illicite bien que prévue par les statuts syndicaux ; le médecin qui a manqué à ses engagements doit être pour ce fait condamné ; mais rien n'autorise le syndicat à le poursuivre de sa haine vengeresse et à lui faire du tort sans y avoir intérêt. La décision de la Cour de Grenoble, trouvait un grand appui, dans ce fait qu'il s'agissait du corps médical d'une ville, et que les difficultés d'intérêts et les dissentiments entre docteurs ne pouvaient justifier la désorganisation d'un service public par la grève. Et d'un autre côté, il ne pouvait être question d'indemnité à payer du moment que le médecin dissident n'avait pas été exclu de la commission des Hospices

(1) D. J. G., 1903, II, p. 34.

de Bourgoïn-Jallieu, que les espérances du Syndicat n'avaient pas été réalisées.

L'espèce que nous venons d'exposer devait être développée assez longuement, parce qu'elle est une des espèces les plus précises, pour ne pas dire une des seules espèces de contrat collectif qui se soit présentée devant nos tribunaux encore qu'il ne s'agisse, comme nous l'avons dit, que d'une convention collective à venir.

M. B. Raynaud dans son livre si remarquable sur le contrat collectif expose des décisions judiciaires sur ce sujet et recherche l'idée pratique qui a inspiré les tribunaux.

« D'après les tribunaux, dit-il (1), le contrat collectif devrait être à tout prix respecté, et le syndicat pourrait assurer ce respect soit par une mise à l'index contre un patron récalcitrant, soit par une exclusion de l'ouvrier contrevenant. »

Plusieurs des arrêts cités par M. Raynaud se rapportent, il faut le dire, à des hypothèses de contrats individuels et par un *a fortiori* l'auteur en attribue les attendus aux contrats collectifs (2).

Les autres se rapportent bien aux contrats collectifs (3), mais le principe mis en avant par les tribunaux n'a nullement été admis par eux pour encourager le contrat à

(1) Voir B. RAYNAUD, *Le contrat collectif, la jurisprudence française sur le contrat collectif*, p. 258.

(2) V. notamment : Lyon, 16 déc. 96, *Revue prat. de Dr. indus.*, 1897, p. 156 ; D. J. G., 1892, I, 449, affaire Joost.

(3) V. notamment : Havre, 26 octobre 1894 ; *Journ. des Prudhommes*, 1895, p. 43, déjà cité plus haut, Toulouse ; *La Loi*, 16 janvier 1898.

forme collective ; il est le même que pour le contrat individuel : l'exclusion d'un ouvrier du syndicat n'est licite que si elle n'est pas exécutée dans un but de vengeance, que si elle est exigée par un intérêt professionnel de premier ordre.

Il y a d'autres hypothèses de responsabilité civile du syndicat professionnel à propos de contrat collectif et qui celles-ci ne dérivent plus d'exclusions, de mises à l'index ou de mises en interdit.

Un entrepreneur, par exemple, (1) traite avec un syndicat d'ouvriers pour qu'il lui soit fourni les hommes nécessaires au déchargement d'un navire, moyennant un salaire convenu directement avec le syndicat. Un ouvrier, au cours du travail vient à être blessé. Sera-ce le syndicat ou l'entrepreneur qui sera responsable dans les termes de la loi de 1898 sur les accidents du travail ? La Cour d'Aix, malgré le jugement du tribunal civil de Nice, a pensé que le syndicat remplissait ici les fonctions de patron et d'employeur et qu'il devait être rendu responsable civilement.

« Considérant, dit l'arrêt, que P. n'a pas établi que Vial et C^{ie} aient loué ses services, lui aient promis un salaire personnel ou aient dirigé son travail... que Vial et C^{ie} ont traité comme négociants avec un syndicat d'ouvriers auquel P. était affilié et qu'il s'est soustrait à ses anciens patrons... ».

Il nous apparaît ici, bien au contraire, que le syndicat professionnel n'a joué le rôle que d'un intermédiaire. La loi du 9 avril 1898 déclare le chef d'entreprise responsable

(1) Voir D. J. G., 1907, II, p. 32, trib. Nice ; Cour d'Aix, 10 juin 1905.

des risques. Le syndicat n'était pas ici chef d'entreprise et n'avait donc à encourir aucune responsabilité.

C'est d'ailleurs la qualité d'intermédiaire que les tribunaux reconnaissent le plus volontiers au syndicat dans le contrat collectif. Et alors s'il n'est pas partie au contrat, la Cour de Cassation (1) ne lui donne pas qualité pour intenter une action en exécution de la convention collective, surtout s'il ne s'agit que de la défense des droits individuels.

Si le contrat collectif vient à être admis par la loi et par la pratique, il est bien certain que le contrepoids des droits accordés aux organisations syndicales ne devrait être autre que le principe de leur responsabilité; le syndicat pourrait poursuivre légitimement l'exécution du contrat par l'employeur, et il serait d'autre part tenu de la garantie d'exécution du contrat de la part des ouvriers syndiqués.

3° De l'exercice du droit de grève par le syndicat. —

De l'interdiction absolue de travail.

Et maintenant le conflit grandit. Il ne nous appartient plus de distinguer entre syndiqués ou non syndiqués. Le syndicat professionnel, dans l'hypothèse le syndicat ouvrier, prenant en main en quelque sorte les intérêts de

(1) Voir D., 1893, I, p. 241; *Revue des Sociétés*, 1893, p. 197; Cass. civ., 1^{er} fév. 1893, p. 172. Il faut en effet pour que les actions en justice des syndicats soient recevables qu'elles aient pour objet un intérêt professionnel collectif, comme à tous les membres ou à une partie d'entre eux; c'est là une conséquence de la fiction de la personnalité morale et de la maxime: « nul ne plaide par procureur. »

— Voir ESCARRA, *op. cit.*, p. 76.

toute une classe, la classe ouvrière, s'érige en représentant de cette classe, en organisateur et en chef; il édicte des décisions; il donne des ordres; il décrète, il fomenté une grève. Est-il tenu dans l'état actuel des textes d'une responsabilité civile? Les tribunaux l'ont-ils condamné? Les auteurs de grève, secrétaires ou directeurs de syndicats, engagent-ils la personne morale du syndicat? (1).

Dans cette lutte entre patrons et ouvriers, va-t-on donner à la classe patronale un avantage en lui accordant la responsabilité des syndicats ouvriers, et à la classe ouvrière une force considérable en la déclarant responsable de ses actes, et en l'engageant ainsi par l'organisation à pouvoir tenir ses engagements, comme l'ont fait les Trade Unions en Angleterre.

Il faut toutefois constater dès maintenant que très souvent dans les grèves dont nous avons quotidiennement des exemples sous les yeux, le syndicat professionnel reste pour ainsi dire dans la coulisse et n'agit pas ouvertement. Les secrétaires de syndicat ne parlent pas au nom de la personne morale du syndicat, mais en leur nom personnel. C'est la raison pour laquelle la responsabilité syndicale pour exercice du droit de grève se présente devant les tribunaux plus rarement qu'on pourrait le croire. Il y a un autre motif à ce fait, c'est que, très souvent, il ne s'agit pas de véritables syndicats, mais d'organisations

(1) Nous ne nous occupons pas, dans la présente étude, des conséquences civiles pour le syndicat de la déclaration de grève en ce qui concerne la rupture des contrats individuels de travail. — Voir sur ce point : BOULOC, *Le Droit de Grève et le Contrat de Travail* (conférence), extrait de la *Réforme sociale*, 1^{er} mai 1903.

éphémères, de comités syndicaux, qui n'ont d'autre but que la solution du conflit momentané, et qui n'ont plus de raison d'être à la reprise des relations normales entre patrons et ouvriers. Et il en résulte que de tels groupements sont insaisissables, parce qu'ils ont cessé de vivre au jour où on leur demande des réparations pécuniaires, qu'il n'existe plus de comité, mais des membres disséminés de l'ancien comité, en général sans surface.

Pour juger de l'interdiction de travail absolue prescrite par un syndicat, il faut envisager le but que le syndicat a voulu atteindre. Suivant que ce but sera illégitime ou licite, la grève pourra être ou non la source de réclamations civiles.

Examinons donc le but voulu par l'organisateur de la grève et voyons s'il est légitime.

Il y a un genre de grève, qui donnera nécessairement naissance à des dommages-intérêts, c'est la déclaration de grève exprimée par un syndicat dans la seule intention de nuire à d'anciens ouvriers syndiqués. Il n'y a pas de jurisprudence sur la question. On pourrait soutenir que l'intérêt professionnel autorise le syndicat à formuler la mise en interdit d'un ex-syndiqué, parce qu'il serait vraiment trop commode de démissionner pour échapper à ses engagements; une grève même pourrait être fomentée pour forcer cet ouvrier à travailler aux conditions du tarif syndical.

Et pourtant nous avons vu que le seul ouvrier syndiqué était vraiment tenu à l'heure actuelle d'obéir aux conditions du travail stipulées par le syndicat. La loi de 1884 et après elle la jurisprudence se sont toujours efforcées de

protéger l'entrée comme la sortie de l'organisation professionnelle (1) et ne sauraient par conséquent admettre la licéité d'une semblable mise en interdit, partant la légitimité d'une grève pour ce seul motif. On peut regretter cette solution au point de vue économique; mais c'est la seule solution juridique.

Les économistes qui la regrettent sont ceux qui considèrent la grève, le refus de travail, comme l'unique but et la fonction essentielle du syndicat. Comme le dit fort bien M. Gide, c'est une erreur (2): « Un syndicat bien organisé peut remporter des victoires sans faire de grèves, — tout comme un général sans gagner de batailles — et ce sont même les mieux organisés et les plus puissants qui font le moins de grèves. »

Des cas de responsabilité après une grève se sont néanmoins présentés dans la pratique et le criterium de la jurisprudence a été le même que pour la mise en interdit; il y aura lieu à dommages-intérêts ou non, suivant que l'interdiction absolue de travail est dictée par l'intention de nuire ou au contraire est motivée par des considérations d'intérêt professionnel.

L'intérêt professionnel est-il en jeu? Les tribunaux se refuseront à condamner le syndicat comme ils l'ont fait dans l'affaire Dumont contre le syndicat des ouvriers typographes de Limoges (3).

(1) Voir plus haut démission impossible, p. 56.

(2) GIDE, *Princ. éconóm. polit.*, p. 492, 10^e édit.

(3) Dumont contre synd. typ. de Limoges, trib. civ. Limoges, 29 décembre 1901; *Droit* du 30-31 déc. 1901; *Gaz. des trib.* du 9 janvier 1902; SIREY, 1903, II, p. 233 et note WAHL.

Un patron imprimeur, Dumont, avait refusé son adhésion à un tarif de salaire établi par le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. Ce dernier pour cette raison mit les ateliers de Dumont en interdit, et souleva les ouvriers qui se mirent en grève.

Le patron Dumont refusa pendant très longtemps de signer la convention collective de travail et la grève dura plusieurs mois, d'autant que le syndicat fit répandre le plus possible par des affiches apposées sur les murs de la ville, et des insertions dans les journaux, que défense était faite aux membres de la Fédération française du Livre, de travailler à l'imprimerie Dumont. Les effets de cette mise à l'index furent très importants, aucun ouvrier ne se présenta pour prendre la place des grévistes.

Dumont en souffrit un très grand préjudice, mais le tribunal et la cour de Limoges rejetèrent sa plainte en dommages-intérêts :

« Attendu que l'exercice des droits consacrés par les lois ne peut engendrer une action en dommages-intérêts quelconque, que si, au lieu de poursuivre la défense des intérêts professionnels qui leur sont confiés, les syndicats n'agissent que dans le but de nuire à autrui et ont recours aux manœuvres illicites spécifiées (article 414). Que dans l'espèce, il s'agissait d'un véritable contrat collectif de travail, accepté par tous, sauf par Dumont..... que le syndicat n'a commis aucun abus, aucune faute susceptible d'engager sa responsabilité..... »

Devant la Cour de Cassation. l'avocat général posa la question suivante : « Un syndicat professionnel, dans l'espèce un syndicat ouvrier, a-t-il pu, sans violer la loi,

sans outrepasser ses droits et par conséquent sans commettre une faute, intervenir dans une grève, prendre fait et cause contre les patrons pour les ouvriers, et pour parvenir au succès, mettre en interdit les ateliers du chef d'industrie, qui refusait de se soumettre aux exigences des ouvriers ? » — et il y répond affirmativement, comme l'arrêt de cassation lui-même du reste.

L'arrêt s'efforce de tracer la ligne de démarcation entre l'exercice et l'abus du droit et il conclut que le syndicat de Limoges qui se borne à dire aux syndiqués qu'ils seront rayés de la liste des adhérents, s'ils contreviennent à la défense de légitime travailler, ne se rend pas coupable d'une menace délictueuse.

L'action du syndicat n'a pas dépassé la défense des intérêts professionnels.

Ces décisions furent vivement critiquées (1) ; M. Bouloc a pu dire : « l'état de grève ne constitue pas une sorte d'excuse légale pour l'acte préjudiciable d'un syndicat ; il n'y a pas de droit de grève. S'il est vrai que la coalition ne soit plus réprimée au point de vue pénal, elle n'est pas moins susceptible de donner naissance à des réparations civiles, comme tout acte humain » (2). (Renvoi à l'arrêt de Cassation du 18 mars 1902).

Sans distinguer suivant le but, la mise en interdit et la grève seraient source de responsabilité civile (3).

(1) Notes et critiques tirées du *Bulletin de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France*, mai 1902, p. 364 et ss.

(2) *Les grèves et le droit commun*, par M. BOULOC, avocat à Rodez.

(3) Voir le commentaire de cet arrêt Dumont dans les journaux *Le Temps*, 2 février 1905, et *L'Humanité*, 2 février 1905.

Nous ne saurions admettre cette dernière opinion ; la raison d'être même des syndicats est l'étude et la défense des questions professionnelles, et nous pensons qu'ils peuvent sans commettre de faute civile ni de délit, diriger par des mesures professionnelles la conduite des ouvriers syndiqués, en particulier pour le taux des salaires.

D'autres affaires ont au contraire admis la responsabilité syndicale, parce que l'action du syndicat n'était pas légitimée par l'intérêt professionnel. Ce n'était que dans une pensée malveillante ou hostile que le syndicat avait mis en interdit un patron, sans y avoir un intérêt quelconque. Un des exemples les plus frappants à cet égard, est celui du Syndicat de Persan-Beaumont et de S... qui furent condamnés à des dommages-intérêts envers l'industriel Lexiterant (1).

Le syndicat avait sollicité de ce dernier le renvoi d'un contremaître ; le patron l'ayant refusé, le syndicat fit appel à la Fédération des mouleurs en métaux de France et déclenchait la grève dans les ateliers de M. Lexiterant qui furent frappés d'interdit. La grève prit fin, tous les ouvriers, ayant trouvé du travail dans d'autres ateliers, mais la mise en interdit fut maintenue contre le patron Lexiterant, sous prétexte que trois anciens syndiqués avaient continué à travailler chez lui. Et le journal de la Fédération des Mouleurs continua pendant plusieurs mois

(1) Voir DALLOZ, *Jur. gen.*, 1901, II, p. 427 et ss. ; trib. civ. de la Seine, 10 août 1899, et arrêt de la Cour de Paris du 5 février 1901 ; *Revue des Sociétés*, 1899, p. 537, avec note de M. Hubert VALLEROUX ; *Revue des Sociétés*, année 1901, p. 231.

à publier cette mise en interdit en la commentant de façon désobligeante.

Il ne s'agissait pas seulement de défense ou d'interdiction de travailler pour le compte de ce patron, mais de menaces de perte absolue et définitive de travail pour tout ouvrier consentant à se laisser employer par lui. Nous ne sommes plus ici dans le domaine exclusif du droit de grève, mais dans celui de l'interdiction absolue de travail. Le syndicat pas plus que la Fédération ne peuvent soutenir qu'ils ont agi ainsi pour hâter la solution d'un difficile conflit du travail; il s'agit, la grève terminée, d'une simple vengeance, d'une rancune à exercer contre un patron, d'une simple représaille.

Lexiterant assigna le syndicat (1) en raison de ces agissements dolosifs et obtint condamnation par jugement du tribunal de la Seine du 10 août 1899 et arrêt de la Cour de Paris du 5 février 1901.

Ces juridictions déclarèrent qu'il y avait faute manifeste de la part du Syndicat à prononcer une interdiction de travail absolue, à l'égard de tous ouvriers venant à accepter du travail chez l'industriel en question, alors qu'aucun intérêt professionnel véritable ne se trouvait en jeu.

« Attendu, dit le jugement, qu'en tous cas la grève une fois terminée, la lutte devait cesser, et que le maintien

(1) Le patron assigna plutôt la Fédération des Mouleurs en Métaux de France; mais les Unions de Syndicats ne pouvant aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 ester en justice, l'action en responsabilité engagée contre la fédération, union de syndicats, fut déclarée non recevable.

« de la mise à l'index dans ces conditions avait pour objet
« unique d'exercer une sorte de vengeance rétrospective
« et de mettre la maison L..... dans l'impossibilité de
« recruter un nouveau personnel d'ouvriers, qu'il faut
« remarquer d'ailleurs que la prohibition s'adressait non
« seulement aux ouvriers faisant partie du syndicat de
« Persan-Beaumont, mais d'une façon générale à tous les
« ouvriers mouleurs en métaux. Qu'ainsi le syndicat a
« commis une double faute ; 1° en mettant et en main-
« tenant sa mise à l'index de la maison L., alors qu'aucun
« intérêt professionnel n'était en jeu, la grève ayant pris fin ;
« 2° en sortant de sa sphère d'action et de ses attributions
« pour imposer une interdiction avec menaces à tous les
« ouvriers mouleurs en métaux, même ceux qui ne faisaient
« pas partie du syndicat, que cette mesure portait atteinte
« aux droits reconnus par l'article 7 de la loi du
« 21 mars 1884, à tous membres d'un syndicat profes-
« sionnel de se retirer à tout instant de l'association et de
« recouvrer ainsi sa pleine liberté d'action.

Il n'y a pas pour le syndicat de responsabilité pénale (1) ; la loi de 1884 a en effet abrogé l'art 416 du Code pénal, quoiqu'elle ait laissé subsister l'article 414 qui qualifie de délits, les violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses dans le but de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. Ce mot de menaces s'applique à toutes les menaces ou violences, même morales

(1) On pourrait lui appliquer l'article 60 du Code pénal (provocation), mais on est d'accord pour admettre qu'une personne morale ne peut être poursuivie ni comme complice, ni comme auteur d'un fait délictueux.

pouvant avoir pour résultat une atteinte à la liberté du commerce ou de l'industrie ; mais il y a une responsabilité civile. Dans l'espèce que nous venons de rapporter, il était équitable et juridique que le syndicat fût condamné à des dommages-intérêts envers le patron ; il eût pu également être actionné par les ouvriers qu'il menaçait d'une perte absolue et définitive de travail.

Il y a bien d'autres hypothèses et nous n'avons nullement la prétention de les exposer toutes. Toutes ne se rapportent pas à la responsabilité syndicale, mais la jurisprudence traite de la même manière les coalitions et les syndicats. Elle condamne ou absout les auteurs de la grève, quels qu'ils soient en vertu toujours du principe de l'intérêt professionnel (1). C'est ainsi que nous voyons la Cour de Cassation cassant un arrêt de la Cour de Rennes (2), décider que les menaces de grèves adressées au patron sans violences ni manœuvres frauduleuses bien que licites peuvent constituer une faute engageant la responsabilité de leurs auteurs, quand, inspirées par un esprit de malveillance, elles ont uniquement pour but et pour effet d'obliger le patron à congédier un ouvrier dont aucun grief sérieux ne justifiait le renvoi.

Les juges du fait arguaient au contraire que la requête

(1) Si les syndicats, qui ont mission de sauvegarder l'intérêt professionnel, ne sont pas reconnus comme ayant eu légitimement le droit de défendre par la grève tel ou tel intérêt professionnel, il en sera de même *a fortiori* des simples coalitions momentanées qui n'ont pas la même mission. Il n'y aura comme différence que la question de savoir qui supportera la responsabilité.

(2) Voir D., *J. G.*, 1896, I, p. 582, Rennes et Cassation.

formée contre le promoteur de la grève devait être rejetée, sans s'occuper des mobiles ou des motifs qui l'ont poussé à agir, et pour cette seule raison qu'il n'a fait qu'user d'un droit absolu. L'exercice d'un droit peut-il être générateur de responsabilité. *Qui suo jure utitur neminem lædit.*

M. l'avocat général Desjardins réfuta, victorieusement à notre sens, un semblable principe en s'exprimant comme suit :

« La Cour de Rennes dit ceci : « L'exercice d'un droit ne peut donner lieu à des dommages et intérêts, alors même qu'il causerait préjudice à autrui. »

Cette proposition absolue est singulièrement inexacte. Vous avez jugé plusieurs fois que la liberté de l'industrie, l'observation même des règlements et coutumes applicables dans l'exercice d'une industrie déterminée, fortifiée par une autorisation administrative ou par une commission de pouvoirs publics ne dispensaient pas d'indemniser un voisin du dommage causé le cas échéant par cette industrie (1). »

Des menaces de grève dictées par un esprit de malveillance, n'ayant pour objet que le renvoi injustifié d'un ouvrier, peuvent motiver une action en dommages-intérêts.

La grève peut donc obliger ses auteurs à une réparation envers le patron qui a souffert de leurs agissements.

Il est bien certain que l'ouvrier, venant à être privé complètement de son travail journalier par le fait du syn-

(1) Voir plus loin, 3^e partie.

dicat pourrait lui aussi légitimement lui réclamer des dommages-intérêts.

Les tribunaux les lui ont toujours accordés. Ils n'ont pas seulement établi qu'au cas où le mobile de la grève est la pure malveillance, il y avait une responsabilité; ils ont exigé un motif sérieux, un intérêt réel pour justifier la grève, pour décharger ses auteurs de responsabilité.

Ils ont vu la preuve de la malveillance, dans le fait pour des ouvriers de n'avoir pas épuisé tous les moyens amiables qui leur permettaient d'obtenir satisfaction

C'est par exemple une coalition d'ouvriers qui menacent de grève (1) un patron s'il ne renvoie pas un contremaître. Ce contremaître renvoyé assigne en réparation le groupe d'ouvriers; la Cour de Nîmes après le tribunal de Tournon lui donne droit.

« Attendu, dit la Cour, que les ouvriers ont abusé du droit qui leur appartient de se mettre en grève — qu'ils ont agi non pour assurer un intérêt professionnel, mais dans un esprit de pure malveillance... »

Ce contremaître s'engage ensuite dans un autre atelier, puis il en est chassé par le patron sous les menaces des autres ouvriers de cesser leur travail.

Il est ainsi poursuivi par ses camarades coalisés contre lui, il en subit un grand préjudice, puisqu'il est privé complètement de travail. Il obtient encore une fois une condamnation contre le groupement.

(1) Voir D. J. G., 1898, II, p. 103, (2 espèces). Consulter également : CHARMONT, *Jurisprudence civile, Questions de Responsabilité*; *Rev. crit. de Lég. et de Jurisprudence*, 1898, p. 129; SIR., 1897, I, p. 25.

« Attendu qu'une telle mesure prise à l'égard d'un camarade, contre lequel ils n'avaient aucun grief légitime constitue de la part des ouvriers, l'abus le plus révoltant et la violation la plus criante du principe de la liberté du travail, puisqu'il est de toute évidence qu'ils n'ont imposé le renvoi d'H... que par pur caprice malicieux, dans le but unique de nuire à ce dernier, et sans profit d'aucune sorte pour eux-mêmes. »

C'est encore le cas de l'ouvrier Oberlé (1) que nous déjà étudié à propos de la mise en interdit. Nous n'en dirons qu'un mot. La menace de grève est ici employée de la part du comité directeur du syndicat pour forcer la volonté d'un des ouvriers syndiqués avec lequel il était en désaccord. Voilà le but de la grève ; la Cour de Lyon l'a déclaré illicite à juste titre :

« La liberté n'a été accordée aux syndicats que pour protéger les intérêts professionnels de leurs membres dans leurs relations avec les patrons... Si l'un des membres du syndicat refuse de se soumettre à une décision du comité directeur, rendue en faveur de ses camarades, le syndicat ne peut employer légitimement la grève pour forcer le patron à congédier l'ouvrier ».

Ces quelques arrêts nous montrent que si les grèves sont devenues aujourd'hui une institution légale, elles ont à subir des limites et des règles.

De plus en plus la responsabilité syndicale se posera à

(1) D. 1894, II, p. 305 ; OBERLÉ, C. Ch. Synd. des travailleurs de cristaux d'Oulins, Cour de Lyon, le 2 mars 1894 (note PLANIOL) ; voir plus haut, p. 79.

ce sujet, parce que, comme le dit M. Planiol (1), les grèves sont voulues et conduites par des forces organisées et doivent engager la responsabilité de ceux qui les dirigent. Les règles des grèves se formuleront peu à peu, et il y aura bientôt un droit de la guerre entre patrons et ouvriers, comme il y en a un entre nations civilisées.

SECTION III

De la liberté des Tiers.

(Atteintes à la liberté du commerce ou de l'industrie, et à la liberté individuelle en général.

Nous avons vu dans les paragraphes précédents les responsabilités que pouvaient encourir les syndicats professionnels en s'efforçant soit d'avoir le plus possible d'adhérents, soit de régler les conditions du travail ouvrier. Ces deux buts trouvaient leur limitation dans le droit particulier de l'individu de ne pas se soumettre aux exigences de l'organisation syndicale. Maintenant il nous faut examiner les conflits qui peuvent se produire entre l'association et l'individu en dehors de toute question de contrat de travail proprement dite ou de droit de se syndiquer. Tous les cas que nous avons rapportés sont bien évidemment les conséquences du conflit de l'individu, et de l'association ; en d'autres termes, il s'agissait bien de la liberté individuelle en face de la volonté collective ; mais nous n'avons considéré que deux formes en

(1) V. arrêt cité, D. J. G., 1894, II, p. 205.

particulier de cette liberté individuelle, droit de s'associer, droit de travailler. Or la liberté individuelle, c'est l'activité personnelle de chacun exercée selon sa fantaisie et son bon plaisir. Elle englobe les deux paragraphes précédents, elle les résume, mais elle les dépasse. Le titre même de ce chapitre : « de la liberté des tiers » paraît une contradiction ; bien évidemment patrons et ouvriers étaient déjà dans les paragraphes précédents des tiers par rapport à l'organisation syndicale. Mais nous ne voulons tenir pour tels que tous autres individus que patrons et ouvriers, et ceux-ci dans leurs rapports extra-professionnels seulement.

Le principe de la liberté individuelle est un des principes les plus sacrés, et les plus respectables de notre droit. Voyons si armé de sa défense d'intérêt professionnel, le syndicat s'opposant parfois à l'exercice de cette liberté ne se crée pas des responsabilités civiles.

La liberté individuelle, c'est le droit de disposer librement de sa personne. Les syndicats ont souvent pensé qu'il était des circonstances où ce droit de chacun devait plier devant leur volonté, dans l'intérêt du plus grand nombre. Il n'est pas rare d'entendre parler de tyrannie syndicale ; nous en avons du reste déjà montré des exemples, et les adversaires du syndicat tirent de ce fait un des arguments les plus importants contre lui.

A ce sujet M. Hubert Valleroux s'exprime ainsi (1) :

« Je sais tout ce que l'on peut dire en théorie, sur le

(1) Réforme sociale. La réforme de la Législ. sur les synd. prof.
1^{er} nov. 1900, rapporté par RAYNAUD. *op. cit.*

droit idéal que doivent avoir les syndicats ; en fait il n'est pas possible de voir avec indifférence l'affreuse situation des ouvriers en face de ces associations, tour à tour occultes et publiques, mais toujours arbitraires, tyranniques au plus haut point, qui s'imposent aux foules ouvrières, à ces foules souvent indociles envers leurs patrons, mais toujours pliantes et tremblantes devant leurs syndicats. Déjà dans l'enquête de 1884 sur la situation de l'industrie, les patrons faisaient entendre les plaintes les plus vives contre la tyrannie syndicale : « Une des raisons qui empêchent le bon fonctionnement de l'industrie parisienne, disait un grand négociant M. Lourdelet, c'est la fréquence des grèves (elles sont bien plus fréquentes aujourd'hui) et l'intervention intolérable des chambres syndicales ouvrières. Des ouvriers honnêtes, tranquilles, forcés par une chambre de suivre le mouvement, sont allés à l'étranger pour avoir la paix (1). »

Les ouvriers eux-mêmes ont bien évidemment à souffrir parfois dans leur liberté individuelle de la part des syndicats professionnels, mais souvent aussi des tiers sont atteints.

Il est fréquent que des syndicats s'attaquent à la liberté du commerce ou de l'industrie. Des jugements et des arrêts ont été rendus à ce sujet vis-à-vis de syndicats patronaux aussi bien que de syndicats ouvriers.

Un syndicat de marchands de meubles au détail (2),

(1) Il y a beaucoup de vérité dans ces quelques lignes. Il suffit de citer les exemples fameux de Joost, Husson, Bonnissent, etc.

(2) Thioust contre Chamb. Synd. de l'ameublement de Clermont-Ferrand ; SIREY, 1903, II, p. 225, Cour de Riom, note WAHL (voir éga

informe par une circulaire d'autres syndicats similaires qu'il a mis à l'index une maison de gros, pour avoir traité ou sollicité des affaires avec des particuliers, sans avoir recours à un intermédiaire appartenant à la corporation des marchands au détail et sans avoir versé au syndicat des marchands au détail la commission de 20 % qu'il exige des maisons de gros traitant directement avec des particuliers. Cette mise à l'index ne fut pas sans causer un certain préjudice à la maison de gros en question, qui en sollicita la réparation devant les tribunaux.

Elle fut déboutée de sa demande par le tribunal de Clermond-Ferrand. Voici quelques attendus du jugement :

« Attendu que la maison T. ne méconnaît pas que d'après les usages commerciaux constants, une maison de commission ou de fabrication doit s'abstenir rigoureusement de vendre ses produits manufacturés aux simples particuliers, sans l'intermédiaire de marchands et directement.

Attendu que la loi du 21 mars 1884 porte en son art. 3 que les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts commerciaux et en son art. 5, que pour cette défense, les syndicats pourront librement se concerter... ; qu'en principe la mise à l'index paraît une mesure de défense rentrant dans les attributions légales des chambres syndicales... »

La Cour de Riom réforma ce jugement et condamna la chambre syndicale.

lement. *l'Annuaire des synd. profes.*, 1901, p. 537 et ss., et arrêt du 7 février 1900 dans *Revue des Sociétés*, 1900, p. 188).

La mise à l'index pour la défense de l'usage commercial que nous avons rappelé plus haut est-elle légitime ? La Cour ne l'a pas pensé.

Et d'abord un pareil usage, contraignant certaines catégories de commerçants à ne vendre qu'à des catégories distinctes d'acheteurs faisait revivre les abus des anciennes corporations et était contraire à la liberté du commerce et de l'industrie (loi du 2-17 mars 1791, art. 7). De plus, en admettant même que le syndicat ait eu le droit d'agir par la mise à l'index, il avait abusé de son droit dans l'espèce.

« Considérant que les syndicats peuvent se concerter pour défendre leurs intérêts, mais qu'ils doivent, comme de simples particuliers se conformer aux règles de la justice et ne pas porter atteinte aux droits d'autrui.

Considérant qu'il n'est point exact de prétendre que l'exercice d'un droit ne peut jamais donner lieu à des dommages-intérêts, même quand il cause préjudice à autrui, en vertu de cet adage : *qui suo jure utitur neminem lædit*, que l'exercice d'un droit peut devenir abusif, qu'il faut distinguer l'exercice normal d'un droit de l'abus auquel il peut conduire, que le droit qui appartient aux syndicats de se concerter n'est pas absolu, mais limité par le devoir de ne pas nuire à autrui, qu'une publicité concertée pour enlever à une maison sa clientèle commerciale ne rentre pas dans l'exercice normal du droit qu'ont les syndicats de défendre leurs intérêts, que cette mise à l'index faite dans le but de nuire à la maison T. est évidemment une faute, qui a causé préjudice à la maison. »

Dans notre hypothèse, la Cour s'est donc basée sur ce

principe (1), qu'une publicité organisée par un syndicat professionnel à l'effet d'enlever sa clientèle commerciale à

(1) M. Wahl dans sa note au Sirey fait la critique de la théorie de la Cour de Riom, se fondant sur ce qu'un syndicat professionnel peut toujours agir pour la défense des intérêts généraux de la profession. L'éminent professeur fait une assimilation entre le cas de l'arrêt rapporté et la mise à l'index d'un patron par un syndicat. Il admet en ce qui concerne ce dernier moyen d'action du syndicat, que la liberté est laissée au groupement syndical de mettre à l'index le patron aussi bien vis-à-vis des ouvriers non syndiqués que des ouvriers syndiqués, vu que l'article 3 de la loi du 24 mars 1884 ne restreint pas les attributions du syndicat à la défense des intérêts professionnels de ses membres. De même, dans l'espèce de la Cour de Riom, en communiquant sa décision aux autres syndicats, le syndicat attaqué a servi les intérêts généraux de la profession et les intérêts particuliers de ses membres. A l'argument tiré par la Cour contre le syndicat de l'intention de nuire dans la mise à l'index, M. Wahl répond que le syndicat, à tort peut-être, croyait que les intérêts professionnels de ses membres étaient liés et qu'il a agi dans ce but et non dans celui de nuire. (Trib. de Luxembourg, S. 1901, I, p. 272, I, p. 23.)

Nous nous permettons de ne pas être de l'avis de M. le professeur Wahl. Nous ne voyons pas de quel droit un syndicat pourrait forcer un non syndiqué à lui obéir ; la défense de l'intérêt général de la profession ne suffit pas à justifier ce moyen de contrainte indirect contre le patron, vu qu'il n'est souvent qu'un moyen détourné pour forcer le non syndiqué à adhérer aux statuts syndicaux. Du reste le syndicat a agi dans notre espèce contrairement au principe de la liberté du commerce et non pas seulement contrairement au droit de ne pas se syndiquer.

M. Wahl ne recule pas devant les conséquences extrêmes des principes exposés. Une interdiction complète du commerce par le fait du syndicat serait possible pour lui dans l'état actuel des textes, c'est le sacrifice de l'intérêt particulier à l'intérêt général. L'auteur de la note souhaiterait seulement pour empêcher cette entrave au commerce de se répandre sur un trop grand territoire, que nos tribunaux décidassent qu'il y avait abus de droit pour le syndicat si la mesure prise s'étendait au delà d'une région donnée.

une maison de commerce, en engageant ses clients à ne pas se fournir auprès d'elle, ne rentre pas dans l'exercice normal du droit qu'ont les syndicats professionnels de défendre leurs intérêts. Le droit de se concerter n'est pas absolu ; il est bien au contraire limité par l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits d'autrui, en faisant de ce droit un usage abusif.

C'est ce qu'ont décidé aussi le tribunal de Roubaix et la Cour de Douai dans une affaire que nous avons rapportée à propos des atteintes à la liberté du travail. Un tiers avait là également souffert des agissements du syndicat dans son droit à la liberté du commerce et de l'industrie. Il s'agissait encore d'un syndicat patronal.

Les syndicats ouvriers ont subi aussi de ce chef des responsabilités.

Un syndicat insère dans un journal (1) un entrefilet jetant un interdit sur l'établissement d'un débitant de boissons, pour le motif qu'il y était reçu des renégats, c'est-à-dire des ouvriers qui avaient quitté l'association syndicale pour une raison quelconque.

Il ne pouvait ici être question d'intérêt professionnel ; il s'agissait d'une simple vexation, d'une vengeance.

Le tribunal de Charleville admit des dommages-intérêts au profit du restaurateur.

(1) Voir Nancy, après Charleville, 7 janvier 1892 ; D , 1892, II, p. 433 ; Synd. de Nouzon et Journal *L'Émancipateur*, contre X***.

C'est la seule espèce à notre connaissance qui se soit présentée devant les tribunaux français, où il se soit agi d'un véritable boycottage, d'une mise à l'index du produit : interdiction faite de consommer chez tel débitant. Voir plus loin : le boycottage en Allemagne.

« Attendu, que les collectivités représentant le groupement d'individus n'ont d'autres droits que ceux de ces individus, que l'individu ne pourrait entreprendre sur le droit d'autrui en portant atteinte au libre exercice de son commerce ou de son industrie, sans être responsable du dommage qu'il a occasionné et que par une conséquence forcée, une collectivité encourt une semblable responsabilité dans les mêmes circonstances.

Attendu que non seulement le texte, mais encore l'esprit de la loi de 1884 résistent à l'interprétation qu'en donnent les défenseurs, qu'elle est en effet une loi de liberté et de progrès dont le but est de protéger le faible contre le fort et qu'elle n'a pas voulu organiser la tyrannie au profit de celui-là, en établissant pour la collectivité le droit d'opprimer l'individu, qu'une semblable dérogation aux principes qui, *contra naturam juris*, ferait de l'intérêt professionnel d'un syndicat une sorte de raison d'état, et érigerait des syndicats en états dans l'État, ne doit point, en l'absence d'un texte formel, s'induire d'une simple suppression d'un article du Code pénal... »

Ce jugement a un grand intérêt, parce qu'il met nettement en avant ce motif que la collectivité ne peut pas avoir plus de droits que les individus qui la composent.

Il y a bien d'autres hypothèses qui engagent vis-à-vis des tiers la responsabilité syndicale. Elles sont nombreuses et se rapportent toutes de près ou de loin au respect du principe de la liberté individuelle.

Tel syndicat (1) par exemple vient à s'installer dans les

(1) Bourges, *DAL*, *J. G.*, 1894, II, p. 441 (note *PLANIOU*, *Pelot c. Déraugère*).

établissements et sur les chantiers mêmes du patron afin d'engager les ouvriers à quitter le travail, à tenir des réunions dans les usines, et à faire de la propagande en faveur de la grève. Il y a là bien certainement abus de la part des directeurs du syndicat, violation de domicile pour ainsi dire. Les directeurs du syndicat, en admettant que dans notre cas, ils ne se soient livrés à aucune violence ni manœuvre frauduleuse avaient parfaitement le droit de discuter des intérêts économiques de la profession, mais il est inadmissible qu'ils se soient permis de le faire dans les ateliers du patron. C'est ce que la jurisprudence a décidé. Elle a tenu au respect du local où s'exécute le travail, au respect de la liberté de ceux qui y sont employés, et au respect de ceux qui travaillent en général. Le secrétaire de syndicat a commis un acte illicite.

« ...Considérant que les réunions ne sauraient avoir
« lieu dans l'usine ou le chantier sans la liberté du maître,
« qu'en pareille occurrence elles constituent un abus dont
« le maître peut, s'il en est résulté pour lui un préjudice,
« demander la réparation aux termes de l'article 1382,
« Code civil... »

La Cour de Bourges a été plus loin encore, admettant la responsabilité syndicale, même lorsque le représentant du syndicat n'a pas pénétré en personne sur le chantier du maître, mais en a préparé et organisé l'irruption par les grévistes.

Ici la responsabilité est fondée sur l'article 60, alinéa 1^{er} du Code pénal, c'est-à-dire sur la complicité par provocation ; les actes dommageables ainsi commis rentrent dans les prévisions très larges de l'article 1382.

C'est encore, c'est toujours sur cet article 1382 que se fondent d'autres décisions qui condamnent un syndicat pour ses agissements.

En faisant procéder à l'apposition de placards ou d'affiches contenant des imputations diffamatoires et des allégations contraires à la vérité contre des tiers, qui ont pour résultat d'amener une cessation concertée de travail, un syndicat professionnel sort manifestement de la limite de ses attributions et commet une faute l'obligeant à une réparation pécuniaire. (1)

Ou bien, il y a faute de la part d'une Chambre syndicale à faire établir et publier des affiches, prononçant une mise à l'index contre certains patrons en leur adressant un blâme et une censure inutile et en les désignant ainsi à la malignité et aux commentaires désobligeants du public.

« Attendu qu'il importe peu de savoir si la mise en interdit était ou non justifiée, qu'il s'agit de constater que... la Chambre syndicale a donné à sa décision une publicité extraprofessionnelle, abusive, inutile et vexatoire, et que ce fait constitue, au lieu de l'exercice d'un droit une faute donnant ouverture à l'article 1382 (2). »

De tout ce qui précède, il ressort nettement que les tribunaux tiennent avant tout à faire respecter la liberté des tiers. C'est fort équitable du reste. D'aucuns se plaignent toutefois qu'ils font trop ici le sacrifice de l'in-

(1) *Bulletin office travail*, août 1903; Trib. civ. Seine, Jugem. du 18 juin 1903.

(2) *Marlot et Demarquette c. la Chamb. synd. typog. de Douai*, jug. du 7 mai 1902, note PLANIOL; *DAL., J. gen.*, 1903, II, p. 329.

térêt professionnel, et que les tiers sont souvent un obstacle des plus sérieux à l'action économique du syndicat. Il est certain qu'au point de vue juridique on ne peut néanmoins qu'approuver les décisions de nos tribunaux.

Nous avons volontairement laissé de côté le cas où un syndicat professionnel inviterait ses membres à se livrer à des violences ou à saboter le travail ou les machines du patron. Il est bien certain dans ce cas que les représentants du syndicat seront tenus pénalement et que ce syndicat professionnel sera responsable civilement, même si son rôle a été effacé et s'il n'a pas ouvertement invité ses partisans à la violence.

Nous avons terminé l'examen de la jurisprudence française ; nous la résumerons en quelques mots. D'après elle, l'individu, qu'il s'agisse pour lui du droit au syndicat, ou du droit de ne pas se syndiquer, du droit au travail ou de cette liberté qui appartient à tous et qui trouve sa limite dans la liberté des autres, ne peut pas souffrir par le fait d'un syndicat qui prétend défendre l'intérêt de sa profession.

Pour que la mesure d'intérêt professionnel soit justifiée, et n'entraîne aucun dommage au syndicat, il faut qu'elle soit générale et non pas dirigée contre une personne en particulier, il faut que son but soit l'obtention d'un avantage pour la profession et non pas l'exécution d'une vengeance.

Enfin (1), en général, et à part quelques arrêts qui ont

(1) Il faut qu'un groupement professionnel ait un intérêt véritable

admis que l'intérêt moral suffit, il faut que la mesure de défense professionnelle procure un avantage aux associés ; les tribunaux admettent difficilement en effet que l'intérêt professionnel soit autre chose que la somme des intérêts individuels.

à agir pour justifier son intervention dans un conflit du travail.

On peut utilement consulter sur ce point l'arrêt de la Cour d'Aix du 5 Juin 1906 rendu après jugement du Tribunal civil de Montpellier du 10 mars 1905, dans le procès civil intenté par Schneider et C^{ie} aux administrateurs de la Bourse du Travail de Cette :

« Considérant, dit l'arrêt, qu'il n'importerait que le maintien dans ces conditions de l'interdit jeté par les ouvriers du port sur l'usine de l'appelant, alors que la grève des ouvriers de cette usine avait cessé, ne présentât pas à certains égards les caractères du délit puni par l'article 414 du code pénal, qu'il a constitué tout au moins un fait illicite, commis sans droit, dommageable et sans intérêts véritables en jeu.... »

Angleterre.

Les Trade Unions devant la Loi et la Jurisprudence Anglaises.

De toutes les nations étrangères, c'est l'Angleterre dont nous devons parler en premier lieu, non seulement parce que c'est elle qui a proclamé la première la liberté d'association professionnelle, mais parce qu'elle nous a procuré l'occasion d'étudier les plus puissantes associations ouvrières qui soient au monde, pour ne pas dire les mieux organisées, les plus actives, celles qui devraient servir d'exemple aux autres pays. Ce sont des associations fortement réunies en Unions et en Fédérations, qui ont un but exclusivement professionnel, qui ne sont pas créées pour les besoins du moment (syndicats de grèves ou de défense temporaire), mais qui sont en quelque sorte le Parlement de la classe ouvrière. Chaque année, elles se réunissent en des Congrès où sont discutées les questions importantes d'intérêt général des travailleurs, et nomment un comité pour les représenter auprès des pou-

voirs publics. La politique a fait son apparition dans les Trade Unions, mais le but professionnel est toujours dominant. Ayant à leur tête des hommes considérables, elles font par une sage administration face à toutes les circonstances qui peuvent se présenter, et amassent le plus souvent d'importants patrimoines.

Les travailleurs anglais, patrons ou ouvriers, ont parfaitement réalisé cette parole : « l'association fait de l'impuissance de chacun la puissance de tous. »

Nous allons examiner successivement la situation juridique des Trade Unions avant et après 1901. Nous prenons cette date comme limite parce qu'elle est celle de la reconnaissance par les tribunaux supérieurs anglais de la responsabilité civile des Trade Unions dans une affaire célèbre et qu'elle est le point de départ d'une nouvelle législation, pour ce qui est de l'objet même de notre thèse.

Section A. — De la situation juridique des Trade Unions.

Section B. — De la responsabilité civile des Trade Unions et la Jurisprudence Anglaise. — Le Taff Vale Railway Case.

Section C. — Du Trade Disputes Act de 1906.

SECTION A

De la situation juridique des Trade Unions.

Ce n'est pas l'historique sur la législation des Trade Unions qu'il nous faut étudier en détail; il nous suffit de savoir quelle était leur condition légale au moment où ont

surgi devant les tribunaux et le Parlement les importantes poursuites en responsabilité civile dirigées contre elles.

La première loi qui donna aux travailleurs une certaine liberté d'action fut celle du 21 juin 1824 (statut 5, Georges IV); elle admit pour les patrons et ouvriers la liberté de coalition. Toute poursuite était écartée par la loi elle-même contre les ouvriers qui s'entendraient pour obtenir une augmentation de salaire, diminuer les heures de travail ou la quantité d'ouvrage à fournir ou qui essaieraient de peser sur la décision de leurs camarades dans le but de leur faire abandonner leur tâche. Les contraintes, menaces et violences restaient toutefois qualifiées de délits et punies comme telles.

Cette loi très libérale, comme on le voit, ne donna pas les résultats qu'on en pouvait attendre. Les ouvriers abusèrent de cette liberté qu'on leur avait concédée (1), jusqu'au jour où le Gouvernement mit un frein à ces exagérations et à l'emploi continu de la grève, en faisant preuve d'une très grande sévérité dans la répression des délits commis durant les conflits de travail. C'est alors seulement vers 1850, que les Trade Unions anglaises prirent ce caractère qu'elles ont conservé encore aujourd'hui, d'Unions qui ne luttent en général que sur le terrain purement économique et ne recourent à la grève qu'aux dernières extrémités. Il y eut en 1850, au sein même des Unions une réaction très forte contre l'abus de la grève, et nous croyons intéressant de rappeler les conseils qu'un comité central d'Unions donnait lui-même :

(1) La loi du 6 juillet 1825 (st. 6, Georges IV, c. 129), spécifia les cas où il y avait délit.

« Ecartez-vous, dit-il (1), de la pratique dangereuse des grèves, comme d'une bête féroce que vous sauriez prête à vous tuer. Nous vous supplions, frères, en tant que vous estimez votre propre existence, d'éviter par tous les moyens possibles ces grèves inutiles. Consacrions encore une année à une organisation sérieuse et attentive, et si elle ne parvient pas à nous perfectionner, prenons en encore une autre ; car c'est la connaissance de la désorganisation des ouvriers qui excite en général le tyran et le marchandeur à nous opprimer ».

Dès cette époque, comme on le voit, les Trade Unions comprenaient leur véritable intérêt et s'efforçaient de le mettre en pratique ; c'est le commencement de leur prospérité ; c'est le moment où elles se transforment en unions amalgamées, c'est-à-dire en unions, qui tout en maintenant l'autonomie dans chaque branche de travailleurs, centralisent les finances de plusieurs groupements indépendants.

Elles subirent néanmoins un rude assaut en 1866. Des fonds d'une union ayant été détournés par le trésorier, il fut traduit devant les tribunaux et il fut absous. Le motif de l'arrêt était que le syndicat n'avait pas qualité pour poursuivre cet employé, la loi n'ayant pas reconnu les Trade Unions comme personnes civiles, mais ayant seulement toléré leur existence (2). On voit quelle pouvait être pour les Unions l'importance d'une semblable

(1) Rapporté par WEBB, *Histoire du Trade Unionisme*, trad. Metin, p. 206. Paris, 1897.

(2) Rapporté par WEBB, *op. cit.*, p. 277 et s.

jurisprudence. Il se produisit alors un mouvement d'opinion tendant à régulariser la situation des Associations professionnelles, mouvement qui trouvait de redoutables adversaires dans la personne de ceux qui se souvenaient des abus flagrants des Trade Unions et même des attentats qui avaient été commis par leurs membres.

Tandis que les conservateurs souhaitaient pour les Unions une personnalité civile complète limitée à certains objets, les radicaux préféraient une reconnaissance officielle moins complète, mais plus de liberté ; ils voulaient surtout éviter les poursuites judiciaires, et faire profiter les Unions des lois sur les sociétés mutuelles, protégeant les fonds contre les vols et la fraude. Les partisans du Trade Unionisme obtinrent un grand succès aux élections législatives, et leurs aspirations passèrent à peu près intactes dans l'Act de 29 juin 1871 (1).

Cette loi votée sous le ministère libéral de Gladstone reconnaît l'existence légale des Trade Unions et la licéité de leur fonctionnement. Mais tandis que la loi française confère comme nous l'avons vu, la personnalité civile à tous les syndicats professionnels, le droit anglais distingue deux sortes de Trade Unions, suivant qu'elles ont été ou non enregistrées.

La formalité de l'enregistrement ne confère pas aux Unions la personnalité morale ; elle leur donne seulement quelques avantages sur les Unions non enregistrées (2).

(1) Loi du 29 juin 1871, voir dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1872, la traduction de cette loi, p. 59 et s. ; *An Act to amend the law relating to Trade Unions* (34 et 35, Vict., ch. 31).

(2) Les conditions que doit remplir une Union pour bénéficier de

Une fois enregistrées, les Unions ont-elles le droit d'ester en justice ?

Il semble bien que les textes refusent aux Unions le droit d'ester en justice, comme demanderesses et même comme défenderesses. L'article 3 en effet de l'Act de 1871 proclame la validité des contrats intervenant entre les membres des Unions, mais l'article 4 énumère les cas où les tribunaux doivent se déclarer incompétents, lorsqu'on sollicite devant eux l'exécution de certaines conventions, ou la réparation de leur inexécution.

Voici du reste les termes mêmes de cet article 4 :

Art. 4. — Aucune des dispositions de la présente loi n'autorise une Cour de justice à recevoir une action qui aurait pour objet, soit de faire exécuter les contrats ci-dessous désignés, soit d'obtenir des dommages-intérêts pour leur violation :

1° Conventions entre les membres d'une Trade Union en cette qualité, relatives aux conditions auxquelles il serait prescrit

l'enregistrement sont indiquées dans les articles 14 à 19 de la loi de 1871. Les statuts sont envoyés à un fonctionnaire spécial, le Registrar, avec une demande d'enregistrement, qui contient le nom et la fonction des administrateurs. Le Registrar en apprécie la légalité et délivre un certificat d'enregistrement. S'il le refuse, les Unions peuvent faire appel de sa décision. Chaque année, l'association est tenue de faire connaître les changements apportés dans les statuts ou dans le personnel des employés, en même temps qu'elle doit produire le tableau général des dépenses et des recettes. Toutes ces formalités sont très importantes. Toute décision de l'Union en effet, rendue sur un objet étranger aux statuts, pourra être déclarée illégale et annulée, à la demande d'un membre quelconque de l'Union. L'inobservation de ces règles est punie d'amende.

(Art. 14 à 19 de l'Act de 1871).

ou interdit aux personnes faisant partie de la dite union de vendre leurs biens, de faire des transactions, d'employer d'autres personnes, ou d'être employées par elles ;

2° Conventions stipulant le versement, par quelque personne que ce soit, d'une cotisation ou d'une amende à la caisse d'une Trade Union ;

3° Conventions stipulant l'emploi des fonds d'une Trade-Union : *a*) soit à la distribution de secours et d'indemnités parmi ses membres ; *b*) soit à des souscriptions en faveur de patrons et d'ouvriers ne faisant pas partie de l'Union, souscriptions décidées en raison de l'action des dits patrons ou ouvriers, conforme aux statuts et aux résolutions de la dite Union ; *c*) soit à payer une amende infligée par jugement d'un tribunal à quelque personne que ce soit ;

4° Conventions passées entre deux Trade Unions ;

5° Tout engagement ayant pour objet d'assurer l'exécution d'une des conventions ci-dessus mentionnées.

L'Union n'est donc pas considérée par l'Act de 1871 comme une entité juridique ; elle n'existe pas aux yeux de la justice. Et la preuve qu'elle n'est pas une personne morale se trouve dans les articles 9 et 10 de la loi. Ces articles édictent expressément que les Trade Unions peuvent par leurs administrateurs poursuivre et être poursuivies, en ce qui concerne la propriété de l'Union, mais *dans la personne de ceux-ci*.

Toute Union enregistrée peut en effet se faire représenter par des fideicommissaires appelés « trustees » qui ont le droit d'acheter ou de louer des immeubles, de les vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou de donner à bail, en faisant tous ces actes en leur nom personnel et non

pas au nom de l'Union (1). Il en est de même pour les poursuites en justice à exercer ou à défendre.

Ces trustees sont en quelque sorte investis pendant leur charge de la propriété personnelle de l'Union ; leur responsabilité est limitée aux fonds de celle-ci ; et ce sont eux qui poursuivent les employés infidèles (art. 12).

L'esprit général de l'Act de 1871 se trouve tout entier résumé dans l'article 2 :

« Nul ne peut être poursuivi pour le fait de son adhésion à une Trade Union, bien que ces Unions soient de nature à faire obstacle à la liberté du commerce. »

C'est donc la reconnaissance par la loi, de l'existence légale des Trade Unions, et rien de plus ; une union ne peut plus être considérée comme illicite pour la seule raison qu'elle tend à porter atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie. La loi de 1871 veut bien faire simplement en faveur des Trade Unions une exception à la vieille théorie de l'illégalité des associations ouvrières.

L'Act de 1871 fut complété en 1876, toujours au point de vue civil (2). L'Act de 1876, définit ainsi la Trade Union : « Le terme Trade Union signifie toute combinaison temporaire ou permanente, faite pour régulariser les relations entre ouvriers et patrons, ou entre ouvriers et ouvriers, ou entre patrons et patrons, pour imposer des conditions restrictives à la conduite de tout travail ou industrie, cette combinaison serait-elle ou ne serait-elle pas considérée en

(1) La propriété immobilière de l'Union ne peut pas dépasser un acre (40 ares) d'étendue (art. 8 de l'art. de 1871).

(2) Loi du 30 juin 1876. *Act to amend the Trade Unions, Act. 1871* (39 et 40 vict., ch. 22), *Annuaire de législation étrangère*, 1877, p. 10.

l'absence de l'Act de 1871, comme illégale, parce qu'elle restreindrait la liberté du commerce. »

En 1876, le principe admis est donc la licéité des associations professionnelles, avec quelques facilités données aux Unions pour obtenir l'enregistrement et pour se constituer en fédérations d'Unions.

A côté de cette législation civile, et parallèlement, les lois anglaises édifièrent toute une législation pénale relative aux actes des Unions et de leurs membres.

C'est d'abord une loi additionnelle de 1871 et puis une autre de 1875 (1).

Il nous faut en dire quelques mots, ne serait-ce que pour bien délimiter le champ d'action ouvert aux Trade Unions, et pouvoir classer les actes syndicaux, ayant fait l'objet de poursuites en justice.

Le Criminal Law Amendment Act de 1871 punissait de peines assez sévères, tout individu, s'étant rendu coupable de molestations et de mesures de coercition ou de violences à l'égard de certaines personnes désignées, dans les cas de cessation concertée du travail. Cet Act suscita des difficultés considérables d'interprétation, à raison du vague même des termes employés, et provoqua des mécontentements tant chez les ouvriers que chez les patrons, et qui plus est dans le sein de l'opinion publique elle-même, à la suite d'une grève d'ouvriers d'un service public. Toutes

(1) *An act to amend the criminal law relating to violence, threats and molestation* (1871, 34 et 35 vict., ch. 32).

Loi du 13 août 1875, *An act for amending the law relating to conspiracy, and to the protection of property and for other purposes* (38 et 39 Vict., c. 86).

ces raisons le firent abroger en 1876. La nouvelle loi définit de façon précise les moyens de « conspiracy » permis aux ouvriers et aux Trade Unionistes.

« L'accord ou l'association de deux ou plusieurs personnes, dit l'article 3, pour accomplir ou favoriser un fait de grève entre patron et employés ne sera pas punissable comme acte de conspiration, du moment que cet acte ne serait pas punissable, accompli par un seul individu. »

(A ce principe quelques exceptions dans l'article 4 et l'article 5 qui punissent l'abus du droit de grève et de coalition des ouvriers attachés à un service d'intérêt public).

Puis la loi de 1876 limite l'exercice du picketing, qui a pris une très grande importance en ces matières. Qu'est-ce que le picketing ?

C'est le fait d'individus appelés *pickets* se tenant à la porte des ateliers ou des chantiers qui passent leur temps à surveiller ceux qui entrent ou sortent et qui les incitent à quitter le travail. S'ils s'y refusent, s'ils acceptent du travail, ce sont des renégats, des « black legs », et leur nom sera inscrit sur la liste noire, comme le nom d'un homme avec lequel on ne travaille pas dans le même atelier.

Si les démarches que nous venons d'expliquer se font sans violences, si les pickets ne font qu'user de leur force de persuasion, si nul acte de contrainte, d'atteinte à la liberté individuelle ne vient vicier ce picketing, il sera pacifique et partant légal (art. 7 *in fine* loi de 1875); dans le cas contraire, ses auteurs seront passibles de condamna-

tion pénale (1). Dans tout ce qui précède, il n'est question pour les Trade Unionistes que d'une protection de la loi en ce qui concerne les poursuites délictuelles à exercer à

(1) Nous croyons utile de reproduire une description un peu complète du picketing de WEBB dans *Hist. du Trade Unionisme* (trad. Metin), 1897, p. 297 et 298.

« Picketing est généralement très mal compris. Il a lieu dans une grève quand la guerre a commencé. La lutte d'ailleurs se passe entre le patron qui désire prendre de nouveaux ouvriers et les grévistes qui tâchent de l'empêcher. Naturellement ils font de leur mieux pour décider les autres à se joindre à eux. Souvent le pays est drainé par les patrons et ils font venir de très loin des ouvriers qui ne seraient jamais venus s'ils avaient su qu'il y avait une grève. Les ouvriers n'aiment pas à travailler au rabais contre leurs camarades. Un ouvrier est mis en sentinelle pour expliquer les griefs dont les grévistes se plaignent et pour presser les nouveaux venus de ne pas ruiner la grève qui a lieu.

Non seulement cette pratique est justifiable, mais il est bien préférable qu'elle se fasse d'après la loi et en pleine publicité au lieu de se faire illégalement et en secret, car c'est alors que les mauvais procédés seraient sûrement employés. Sans doute elle a pour but de contraindre les patrons, exactement comme le lock-out a pour but de contraindre les ouvriers.

Le picketing a d'autres usages et d'autres effets. Il permet aux grévistes de savoir si les patrons ont des ouvriers, quelles chances de succès a la grève, et de repousser toute réclamation frauduleuse de paye de grève. En outre, la publicité que donne le système du picketing exerce sans nul doute une grande influence sur la conduite des ouvriers. Les grévistes regardent naturellement avec défaveur tous ceux qui agissent contrairement aux intérêts généraux du métier, exactement comme un homme non patriote est condamné par ceux qui sont pénétrés d'un sentiment plus élevé du devoir national. Le picketing ainsi défini est admis par les ouvriers, mais toute molestation ou intimidation par le fait est condamnée. Les ouvriers n'ont jamais demandé que de pareils procédés ne pussent être réprimés par la loi pénale. »

Voir *The Labour law commission*, par Henry CROMPTON, adopté et

leur égard. Le picketing pacifique les met à l'abri dans une certaine limite que nous venons de montrer. Mais l'action civile dirigée contre eux n'est nullement traitée par les textes précités. La question reste entière.

Il va de soi que pratiquement la séparation entre les actes permis et les actes illicites, et la frontière entre le picketing pacifique et illégal, restent malgré tout imprécises et souvent difficiles à saisir. Il se peut que le Trade Unioniste picket ait quelque peu dépassé la légalité et sans avoir été jusqu'à la violence se soit livré à des actes d'intimidation. Il s'en est suivi un préjudice pour le patron, qui en réclame la réparation. Va-t-il pouvoir la demander intégrale à la Trade Union ou bien n'a-t-il le droit de poursuivre que l'individu en faute, sans avoir jamais de recours contre une association professionnelle que la loi a mise à l'abri de poursuite en ne lui conférant pas la personnalité morale complète.

Voilà la question à résoudre. Nous allons voir ce que la jurisprudence a décidé.

Les Unionistes bien entendu ont toujours la crainte des responsabilités civiles et y ont vu même les plus redoutables adversaires du Trade Unionisme. Il n'est pas depuis quelques années de Congrès d'Unionistes qui ne s'en soient occupés.

Voici par exemple l'opinion qu'émettaient certains défenseurs fameux du Trade Unionisme en 1894, à un Congrès, alors que se posait devant la Commission du travail la ques-

tion des sanctions à admettre pour les contrats collectifs : (1)

« Ne serait-ce pas, disaient-ils, une grande injustice que l'Union eût à payer pour les fautes de ses membres? Si chaque Trade Union était exposée à se voir harasser de perpétuels procès, en raison des agissements individuels de ses membres, si les fonds des Trade Unions devaient être mangés par des frais de justice, des honoraires d'hommes de lois, sinon par des amendes et des dommages-intérêts, le résultat serait tout simplement de rendre le Trade Unionisme impossible, sauf peut-être pour les corps de métier les plus riches en expérience et en argent ».

Si les Unions se refusaient à admettre la sanction logique de l'inexécution d'une convention qu'elles avaient signée, *a fortiori* devaient-elles se défendre contre les responsabilités civiles qui pourraient provenir des délits de leurs membres.

La jurisprudence néanmoins comme nous allons le voir, après bien des hésitations consacra la responsabilité civile de l'Union, à raison des agissements de ses adhérents, sans toutefois que la loi fut intervenue pour conférer la personnalité juridique entière aux Unions, comme le demandait le parti conservateur en 1894.

SECTION B

Les Trade Unions devant la jurisprudence anglaise en matière de responsabilité civile.

Jusqu'en 1901, les tribunaux anglais ont considéré que

(1) Cité par MANTOUX et ALFASSA, *La crise du Trade Unionisme*, Paris, p. 12, op. de MM. Will, Abraham et Tom Mann.

les Unions, incapables en principe d'estimer en justice ne pouvaient encourir aucune responsabilité civile pour des atteintes portées par leurs membres à la liberté du travail du commerce ou de l'industrie.

Quand bien même il était démontré que les actes dommageables avaient été accomplis sous l'inspiration de l'Union, les membres ou les fonctionnaires qui les avaient commis en demeuraient tenus personnellement. Nous avons vu en effet le rôle particulier que jouent les Trustees dans l'administration du patrimoine de la Trade Union. Il semblait logique de ne pas les faire sortir de leur rôle de fidéicommissaires.

α) ARRÊTS ANTÉRIEURS A 1901

Dans les nombreuses poursuites dirigées contre les président ou secrétaire d'une Union, les Cours anglaises ont souvent reconnu que leur intervention pouvait être la cause de responsabilité civile, mais n'ont point mis en cause le patrimoine de la Trade Union. Et cela, quand bien même il était établi que les hommes avaient agi uniquement sous l'inspiration de l'Union.

La jurisprudence en est arrivée pourtant à corriger dans une certaine mesure cette irresponsabilité. Nous ne relaterons ici que quelques espèces, d'entre les plus intéressantes, pour arriver le plus rapidement possible à celle qui a entraîné un changement de législation.

Le nouveau Trade Unionisme qui date de 1889, apporta à la classe ouvrière plus de cohésion, plus de

force, plus de résistance, en même temps que de jour en jour, il réunissait un plus grand nombre d'adhérents. Il usa avec vigueur des moyens légaux que les textes lui donnaient.

Mais il les employa de telle sorte qu'il parvint à causer des dommages considérables au patronat. Ici apparaît pour la première fois peut-être la notion d'abus du droit.

Dès 1893 (1) nous voyons une fédération d'ouvriers en bâtiment publier une liste noire de « blaklegs » qui n'avaient pas voulu se joindre au mouvement de grève. Un préjudice certain s'en suivit tant pour les ouvriers portés sur cette liste que pour la maison qui les employait et le tribunal, en vertu du même principe que celui de notre article 1382, admit que des dommages-intérêts étaient dus par la fédération elle-même.

Une autre fois, trois associations d'ouvriers en bâtiments mécontentes d'un entrepreneur, interdisent à ses membres d'entrer en relations d'affaires avec lui, et s'efforcent de faire la même défense à des fournisseurs étrangers à l'Union.

L'entrepreneur atteint (2) dans le libre exercice de sa profession appelle en justice les présidents et secrétaires de chacune des unions, et le président et le secrétaire du comité général de ces unions « tant en leur propre nom

(1) Affaire Trollope contre The London building trade Federation.

(2) Affaire Temperton contre Russel cité par E. Dubois, *Les Trade Unions et les Associations professionnelles en Belgique*, Gand, 1894, p. 15.

qu'au nom et comme représentants de tous les membres de chacune de ces Trade Unions. »

Le Lord-Chief Justice et le juge Hawkins, puis la Cour d'appel donnèrent droit aux prétentions de l'entrepreneur qui obtint 250 livres de dommages-intérêts. Cette condamnation toutefois, et c'est le point important, fut prononcée contre les défendeurs que nous avons cités plus haut « non en leur qualité de représentants des Unions, mais en leur propre nom. » Ces secrétaires de syndicats ne pouvaient être bien évidemment les mandataires d'une personne morale inexistante et ils ne pouvaient pas davantage être ceux de tous les membres de l'Association ; pour que ce dernier titre eût pu leur être accordé, il aurait fallu que les membres des Trade Unions eussent pu être personnellement et indéfiniment responsables sur leurs biens personnels, ce qui n'est pas ; et la loi de 1871 dit expressément en son article 12 que la responsabilité des secrétaires est limitée aux fonds de l'Union.

Il est un autre arrêt que nous ne pouvons passer sous silence, l'affaire Allen contre Flood et Taylor qui fit l'objet d'une décision de la Chambre des Lords (1).

Il s'agissait de l'intervention d'un délégué de Trade Union, ayant déterminé le brusque renvoi de deux ouvriers qui avaient de ce fait, subi un tort considérable. Il n'y eut aucune condamnation civile pour ce motif que rien n'interdisait le brusque renvoi de ces ouvriers ; il y avait bien eu intention malveillante de la part du délégué de l'Union,

(1) Affaire Allen contre Flood et Taylor, *Labour-Gazette*, janvier 1898, p. 9, Law Lords, 14 décembre 1897.

mais la Chambre des Lords n'admit pas qu'un acte licite en lui-même se transformât en acte illégal par la seule intention de son auteur (1).

L'examen des deux arrêts que nous venons de rapporter nous donne en résumé toute l'argumentation juridique de la jurisprudence anglaise en notre matière.

Deux grands principes la dominent. C'est d'abord l'impossibilité de condamner à des réparations civiles la Trade Union, parce qu'une association professionnelle est légalement incapable d'être poursuivie en justice comme personne morale, d'où responsabilité personnelle des agents des Unions.

Il nous faut du reste reconnaître que dans la plupart des espèces qui se sont présentées, les victimes des Trade Unions ne mettaient pas en cause directement le syndicat.

Puis, contrairement à la jurisprudence française, la jurisprudence anglaise ne voit pas dans l'exercice abusif d'un droit la source de dommages-intérêts. L'intention du délégué de l'Union ne saurait transformer en rien la nature juridique de l'acte commis.

Mais il ne suffit pas d'exposer les motifs de droit qui ont déterminé les cours et tribunaux anglais, encore faut-il délimiter en quelque sorte le contenu des poursuites

(1) Voir également affaire Lyons c. Wilkins, *Labour-Gazette*, janvier 1899, p. 9; cf. Israël Davis, *Jurisprudence de l'Angleterre* (1898), *Annales de droit commercial*, 1899, p. 402; affaire Quinn contre Leatham, *Labour Gazette*, septembre 1901, p. 265 et s.; affaire Quinn contre Craigs et autres, *Labour-Gazette*, juin 1899, p. 167; affaire Banister brothers and More limited contre Acmonds et autres; affaire Charnock contre Court, 1899, *Labour-Gazette*, octobre 1901, p. 298.

civiles, nous voulons dire par là classer les actes susceptibles, suivant la jurisprudence anglaise, d'engendrer ou non des réparations civiles. Il s'agit ici de savoir l'interprétation que les tribunaux ont faite des lois et en particulier de celle du 13 août 1875.

Les lois précitées ont toutes été écrites dans un esprit plutôt libéral, laissant ou semblant laisser aux Unions le plus de liberté d'action possible, réglementant même comme nous l'avons vu, pour la légitimer l'intervention syndicale en matière de grève et donnant par là à la Trade Union une force considérable.

Pratiquement néanmoins, les droits légaux ont été quelque peu restreints devant les tribunaux ; et la raison de cette sévérité se trouve, suivant la jurisprudence dans le principe même de la loi. Le principe pénal a été énoncé déjà : ne sera punissable, comme conspiration que l'acte de deux ou plusieurs personnes, qui serait punissable, s'il était accompli par une personne isolée.

Mais de ce que l'accord entre les individus cesse d'entraîner dans la plupart des cas des conséquences pénales, s'en suit-il forcément qu'il ne puisse faire naître des réparations civiles ?

La jurisprudence anglaise a cru au contraire, à juste titre, que toute action d'Unionistes ou de délégués de syndicats avait une force particulière et qu'on devait tenir comme bien fondées de ce chef les poursuites civiles.

Cette idée est nettement exprimée dans une affaire déjà citée Quinn contre Leatham (1), qui vint devant la Chambre des Lords.

(1) Voir plus haut, p. 145.

C'est à cette occasion que lord Lindley, disait ce qui suit, en réponse aux arguments de la Trade Union, qui réclamait pour ses membres le droit d'agir en commun dans les limites de ce qui était légal pour chacune : le droit de conseiller ou de déconseiller le travail :

« Un individu qui n'en aurait pas eu d'autres derrière lui pour exécuter ses ordres n'aurait pas pu faire ce que les défenseurs ont fait. Un homme ayant sur d'autres hommes le même pouvoir que les défenseurs, pourrait avoir agi comme eux ; dans ce cas, je le considérerais comme ayant fait au plaignant un tort qui justifierait une action civile. Autre chose est de s'entendre pour ne pas travailler, ceci est légal, autre chose est de s'entendre pour empêcher autrui de travailler ; cet acte est de prime abord illégal.

Une collectivité peut contraindre et intimider, alors qu'un individu isolé ne le pourrait pas et les effets peuvent en devenir assez intolérables pour motiver une action ; dans le cas présent, la contrainte exercée sur les clients et les employés du plaignant, et par leur intermédiaire, sur le plaignant lui-même était un empiètement sur leur liberté, ainsi que sur la sienne et causait un dommage à eux, comme à lui (1). »

En raisonnant ainsi, la jurisprudence anglaise n'est pas éloignée, comme on le voit, de renverser en quelque sorte l'esprit de la loi, tout au moins de faire un délit civil d'un acte pénalement autorisé, parlant d'interdire toute intervention collective du syndicat en le condamnant, en

(1) Lords Journal Private Cases 76 (cité par MORIN, thèse, Caen, 1907, *La situation juridique des Trade Unions en Angleterre*).

cas de grève par exemple, à des dommages-intérêts considérables.

De même le picketing pacifique et légal peut être, suivants certains arrêts, un fondement de responsabilité. Ainsi dans l'arrêt Lyons contre Wilkins (1897) (1), alors qu'il s'agissait en fait de picketing de simple persuasion, les juges déclarent que « sans doute, c'est un droit pour tout le monde que celui d'user de persuasion vis-à-vis d'une autre personne ; mais c'est un droit à la condition expresse que la méthode employée pour persuader ne porte pas préjudice à un tiers. »

Dans un autre arrêt, Charnock contre Court (1899) (2), le tribunal fait plus encore ; il voit tout simplement un picketing civilement illégal dans un picketing pacifique.

Telle est la situation du Trade Unionisme anglais devant la jurisprudence avant 1901. Nous croyons avoir montré que si les tribunaux sont unanimes à ne pas mettre en cause la personne de l'Union elle-même, ils ne font néanmoins que restreindre sa liberté d'action.

Deux remarques principales ressortent de l'examen de cette jurisprudence : une argumentation juridique qui paraît favorable aux Unions, et d'autre part une appréciation rigoureuse, pour ne pas dire de parti-pris des actes syndicaux qui peuvent donner lieu à des réparations civiles.

Les Unions avaient dépassé la limite des audaces permises et l'opinion publique avait peut-être aussi frappé

(1) Voir plus haut, p. 143.

(2) Voir plus haut, p. 143.

trop lourdement les Trade Unions. Toujours est-il qu'en 1901 nous voyons la justice donner aux Unions un avertissement et les déclarer elles-mêmes civilement responsables. De cette époque date pour le Trade Unionisme anglais une phase nouvelle de sa vie.

β) ARRÊT DE 1901. — LE TAFF VALE CASE

L'arrêt de la Chambre des Lords que nous allons maintenant étudier n'était peut-être que la conséquence d'une campagne entreprise dès 1894 par une association patronale : l'Employers Parliamentary Council. Le but de cette association était tout d'abord de réclamer uniquement que les syndicats fussent rendus pécuniairement responsables, puis pour y parvenir et pour paraître prendre une initiative libérale de réclamer la consécration d'une personnalité intégrale pour les Unions.

Mais l'intérêt des Unionistes anglais n'était certes pas de faire aboutir cette proposition. Il n'est pas douteux que les lois sur les Trade Unions anglaises aient un caractère plus restrictif que notre loi française du 21 mars 1884 sur les syndicats. Les Unionistes les préféraient certes et ce régime qui eût déplu en France allait au mieux des désirs des Trade Unions.

Il ne fut pas nécessaire qu'une transformation légale proprement dite intervint ; nous allons voir comment, en 1901, l'Employers Parliamentary Council obtint gain de cause, au point que le Trade Unionisme crut y voir la date fatale de sa décadence.

Alarmées de l'influence croissante des Unions, les indus-

tries groupées dans une association de résistance, la National Free Labour Association ont pris brusquement l'offensive ; à la suite d'une grève de son personnel, dont elle attribuait la responsabilité à l'Union des employés de chemins de fer, l'Amalgamated Society of railway servants, la Compagnie des chemins de fer de la vallée du Taff, la Taff Vale Railway Company, assigna cette union en paiement de dommages-intérêts considérables et obtint finalement sa condamnation.

Il nous faut entrer dans l'exposé quelque peu détaillé de cette affaire, qui est capitale en notre matière (1).

Un conflit venait d'éclater entre la Taff Vale Railway Company et ses employés. Au mois d'août 1900, l'Amalgamated society of Railway servants intervint et décida le personnel de la Compagnie à cesser le travail, après s'être assuré le concours financier de la Commission exécutive de l'Union. Le secrétaire général de l'Union, M. Bel et le secrétaire, M. Holmes prirent en personne la direction de la grève ; la plupart des ouvriers quittèrent le travail sans observer les délais de préavis ; les employés que la Compagnie fit venir pour les remplacer furent payés par l'Union

(1) Sur cette affaire consulter : *Labour-Gazette*, août 1901, p. 237. Circulaire de la Chambre syndicale des fabricants et des constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways, n° 304 Grande-Bretagne ; *Gazette de Lausanne*, 29 janvier 1903. *Bulletin de l'Union des Syndicats Patronaux des industries textiles*, novembre 1903, p. 280 ; *Le Petit Temps*, 28 juillet 1906 ; BARTHOU, *L'Action syndicale*, Rousseau, 1904, p. 184 et ss. ; Yves GUYOT, *Les conflits du travail et leur solution*, p. 60 et s. ; ALFASSA et MANTOUX, *La crise du Trade Unionisme* ; *Journal des Débats*, 19 septembre 1905, article de Jean BOURDEAU.

pour ne pas accepter de travail. Un réseau de « pickets » fut organisé, autour des gares, des chantiers et des habitations privées des directeurs. L'Union fit afficher que toute personne qui travaillerait, serait considérée comme réné-gat, comme « blackleg » et que tous ceux qui voudraient dès maintenant se joindre aux grévistes pouvaient compter sur l'appui moral et financier de l'Union. Le picketing fut loin d'être pacifique; les actes de violence furent nombreux, en particulier à l'égard des employés de la traction.

C'est alors que la Compagnie, qui avait souffert un préjudice certain du fait de la grève attaquée, non pas seulement, comme dans les espèces précédentes, les agents de l'Union, MM. Bell et Holmes, mais l'Amalgamated Society of Railway servants elle-même. La Compagnie s'offrit à prouver, ce qui du reste était l'évidence même, que si la grève avait pris d'aussi grandes proportions c'était uniquement parce que l'Union était intervenue, avait soutenu les grévistes et avait usé à l'égard des ouvriers qui travaillaient, de menaces, d'intimidation et de manœuvres frauduleuses.

Elle actionnait pour ces motifs l'Union, comme responsable de ses agents en même temps que ces agents eux-mêmes.

Le juge, M. Farwel, qui eut le premier à connaître de cette affaire donna droit à la Compagnie par déoision du 5 septembre 1900 (1). Il considéra que, du moment

(1) Affaire Taff Vale Railway Company c. Amalgamated Society of Railway servants et Bell et Holmes dans *Labour-Gazette*, septembre 1900, p. 264 et 265.

que le législateur avait donné aux Trade Unions le droit de posséder et de se faire représenter par des agents, il n'avait pu les soustraire aux conséquences de ce droit, bien que l'Union eût fait valoir, que n'ayant pas la personnalité juridique, elle ne pouvait être poursuivie en justice.

Le juge trouvant le picketing illégal condamna également et personnellement les trois secrétaires de l'Union pour avoir enjoint à leurs agents de commettre des actes de violence.

L'Union interjeta appel de cette décision, et la Cour d'appel l'annula le 12 novembre 1900 (1) pour les mêmes motifs qui avaient toujours jusqu'alors dicté la conduite des juges dans de semblables conflits, à savoir l'impossibilité de poursuivre les Trade Unions en tant que collectivité conformément aux lois de 1871 et 1876.

La Compagnie des chemins de fer de la vallée du Taff ne se tint pas pour battue et porta l'affaire devant la juridiction suprême, c'est-à-dire la Chambre des Lords fonctionnant comme tribunal supérieur. Cette dernière revint à l'opinion du juge Farwell et le 22 juillet 1901, affirma la responsabilité civile des Trade Unions (2). Les avocats de l'Union eurent beau soutenir que, sans une reconnaissance formelle de la personnalité civile, une société ne saurait être qu'une collection d'individus personnellement responsables de leurs actes, la Compagnie vint affirmer

(1) *Labour-Gazette*, même affaire, décembre 1900, p. 361.

(2) *Labour-Gazette*, même affaire, août 1901, p. 237; RICHARD BELL, *The Law and Trade Unions*, Londres, 1901, p. 41-45.

que les Trade Unions existaient légalement et devaient être légalement responsables, et c'est elle qui l'emporta. (1)

« Je suis heureux, dit le Lord Chancelier, de confirmer dans cette affaire, le jugement de M. le juge Farwell, que j'approuve entièrement, et je ne puis trouver aucune réponse satisfaisante à ce jugement dans l'arrêt qui l'a réformé. Si ce législateur a créé une chose qui peut posséder, qui peut prendre des employés à son service, qui peut causer des dommages, on doit admettre, à mon opinion, qu'il l'a implicitement soumise à l'éventualité de poursuites, à raison de dommages commis volontairement de par son autorité. »

« Je rejette absolument l'idée, dit encore Lord Lindley que la loi de 1871 ait pu avoir pour effet de donner aux Unions une existence légale, de leur permettre d'acquérir et de posséder, et en même temps de les protéger contre une action judiciaire au cas où leurs chefs ou leurs repré-

(1) Nous avons là un des exemples assez fréquents en Angleterre de la Chambre des Lords fonctionnant comme tribunal supérieur. MM. MANTOUX et ALFASSA dans leur livre *La crise du Trade Unionisme*, disent à ce propos, p. 6. « L'assemblée des Lords a conservé ses attributions antiques de tribunal suprême jugeant en dernier ressort ; lorsqu'elle siège en cette qualité, il est d'usage que tous ceux de ses membres qui n'ont pas de compétence spéciale se retirent, ou se bornent au rôle de spectateurs ; la décision est élaborée ou prononcée par ceux-là seuls qui doivent leur titre de Lords à l'exercice de hautes fonctions judiciaires, et qui constituent en fait comme en droit, l'autorité juridique la plus éminente du Royaume-Uni. Les Law-Lords, comme on les appelle, ont les pouvoirs les plus étendus pour interpréter la législation existante et leurs arrêts ont force de loi. »

sentants, agissant pour le compte de ces sociétés violeraient les droits de tierces personnes (1). »

L'argument fondamental qui emporta la conviction des Law-Lords provenait de l'interprétation des travaux parlementaires des lois de 1871 et 1876. Suivant eux, il était impossible que les législateurs successifs qui s'étaient occupés de la question eussent créé des corps d'hommes capables de posséder indéfiniment des biens, qui auraient d'autre part été mis à l'abri de toute poursuite judiciaire. Les lois auraient bien autorisé les Unions à poursuivre l'infidélité de leurs agents, mais elles les auraient soustraites à la contre-partie logique de cet avantage, elles les auraient fait jouir d'une complète immunité civile. Les Law-Lords reconnaissaient volontiers que, par suite de la confusion des biens, certaines caisses syndicales, telles que les caisses de secours, pourraient souffrir d'une semblable argumentation, mais ils rejetaient cette objection, comme n'étant que la conséquence de la volonté clairement et souvent exprimée des Trade Unions, d'employer leurs biens à leur gré, et uniquement pour les grèves, si tel était leur bon plaisir.

Ce raisonnement était appuyé dans l'arrêt du 21 juillet 1901, sur un argument de forme autorisant la recevabilité d'une action en justice à l'égard d'une Union enregistrée. Le fait que la loi n'avait point donné aux Trade Unions « l'incorporation » ne les rendait pas inaptes à une poursuite en responsabilité civile.

(2) Lord Manacghten disait à ce propos :

(1) Law Times, 12 octobre 1901.

(2) RICHARD BELL, *op. cit.*, p. 12.

« Une Union enregistrée peut-elle être poursuivie en son nom enregistré ? Pour ma part, je ne vois aucune objection à cette façon de procéder. Il est incontestable qu'une Union enregistrée n'est pas une corporation. Mais elle a un nom et un bureau qui sont enregistrés. Le nom enregistré n'est autre chose que le nom collectif de tous les membres ; le bureau enregistré est le lieu où se traitent les affaires. Une société commerciale, qui n'est pas une corporation, ni à mon sens une personne morale, peut de nos jours être poursuivie sous sa raison sociale. Et si je constate, maintenant que l'Act du Parlement prévoit formellement certains cas, dans lesquels une Union enregistrée peut être poursuivie en justice dans son nom propre, et que l'Act ne spécifie pas que les cas énumérés soient limitatifs, je ne vois pas qu'il soit contraire aux principes ou aux dispositions des Acts sur les Trade Unions, de décider qu'une Trade Union peut être poursuivie en son nom enregistré. »

Cette opinion passa dans l'arrêt des Law Lords et la décision de M. le juge Farwell infirmée par la Cour d'appel, fut entièrement reprise à la Cour suprême. Voici donc comment fut définitivement tranchée cette question si complexe et de conséquences pratiques si dangereuses, de la responsabilité des syndicats.

Mais il ne s'agissait pas seulement de responsabilité pour organisation de grève ; nous avons vu précédemment que des faits précis de picketing étaient reprochés à certains membres de l'Union ; aussi le 23 août 1902, la Compagnie de la Vallée de la Taff se fondant sur l'arrêt des Lords assigna-t-elle à nouveau les mêmes défen-

deurs leur réclamant de ce chef des dommages-intérêts.(1)

L'arrêt rendu par le jury sur ce point accorda 20.000 livres sterling à la Compagnie.

Cette condamnation fit d'autant plus de bruit qu'elle ne paraissait pas pleinement justifiée. Et d'abord, il n'était pas établi que le syndicat fut l'instigateur des faits de picketing reprochés ; de plus l'arrêt consacrait la thèse du picketing, agissement illégal ; seule la brusque cessation du travail était légitime pour lui, tout autre moyen d'action légal disparaissait aux yeux des juges. Cet arrêt nous apparaît très certainement comme la dernière évolution des idées que nous avons vues précédemment affirmées dans les arrêts sur le picketing ; mais il va plus loin qu'eux-mêmes, pour ne pas dire qu'il va directement à l'encontre des textes législatifs. Il y a des faits de picketing permis et autorisés (voir plus haut loi de 1875), et un semblable arrêt était presque la négation du droit de grève.

γ). ARRÊTS POSTÉRIEURS A 1901

L'arrêt des Law Lords est l'arrêt de principe et c'est à lui que nous devons surtout nous arrêter (2). Bien

(1) Les défendeurs étaient comme dans la première instance les deux secrétaires de l'Union et l'Amalgamated Society of Railway servants elle-même.

(2) Nous ne faisons ici qu'exposer la jurisprudence anglaise sur la responsabilité civile des Unions. Nous ne ferons la critique de l'arrêt de 1901, qu'en exposant les orages qu'il a déchaînés, tant au sein des Unions qu'au Parlement (Voir section C, p. 159 et ss.).

qu'ayant soulevé immédiatement des objections considérables il a fait jurisprudence et certains arrêts reprenant les conclusions qu'il avait admises en ont exagéré les conséquences ; de telle sorte que des campagnes actives ont été entreprises par les Unionistes pour aboutir à la transformation de la législation en 1906.

Deux arrêts principaux à la suite de l'arrêt de 1901. Ils sont connus sous les noms de *Stop Day Action* et *Denaby Main Case* (1).

a) *Stop Day Action*. — Dans la première instance, il s'agissait de la poursuite de la Fédération ouvrière des Mineurs du Pays de Galles par la Fédération des exploitants d'antracite de la région, pour avoir organisé dans l'intérêt des ouvriers un chômage de quatre jours. Ce chômage était bien dans l'intérêt des ouvriers, parce que leur salaire était réglé par le prix de vente du charbon, suivant la Convention dite de l'Echelle mobile des Salaires.

Les employeurs arguaient du préjudice à eux causé par cette cessation brusque du travail. L'Union leur répondait qu'elle avait agi au mieux des intérêts professionnels et sans intention de nuire aux patrons. Le vote du chômage n'avait d'autre but que de produire une hausse du prix du charbon.

(1) ALFASSA, *Revue d'Économie politique*, octobre-novembre 1905, p. 815 et ss. ; MORIN, *op. cit.*, p. 130 à 145. Nous croyons inutile d'exposer longuement ces deux arrêts qui ont déjà fait l'objet de maintes études antérieures.

Le juge Bigham, devant lequel l'affaire fut portée débouta les employeurs pour ces motifs que la Fédération n'avait eu comme but que la défense légitime des intérêts professionnels, et non pas l'intention de porter préjudice aux patrons. Les ouvriers avaient sollicité un conseil de la Fédération ; le conseil de chômage qu'elle leur avait donné avait bien entraîné la brusque rupture du contrat de travail qui les unissait aux employeurs, mais un simple conseil ne saurait avoir pour effet la condamnation à des dommages-intérêts. Aucun moyen illégal n'avait été employé par les Unions et le juge ne trouvait aucun fondement à la Responsabilité de la Fédération.

La Cour d'Appel, à l'opposé de l'opinion précédente, admit la responsabilité syndicale, pour la seule raison que le chômage était le fait de la Fédération ouvrière et qu'elle avait causé un préjudice certain aux employeurs. Peu importait qu'il y eût ou non intention de nuire. Un dommage était à réparer.

Cette dernière opinion fut reprise à la section judiciaire de la Chambre des Lords devant laquelle l'affaire fut portée en dernier lieu.

Le 14 avril 1905 (1) les Law-Lords décidèrent que la combinaison qui se proposait comme but de faire rompre les contrats de travail était illégale et entraînait la responsabilité de la Trade Union. Ils reconnaissaient la licéité du conseil de chômage donné aux Unionistes, mais à la

(1) *Times*, 15 avril 1905.

condition qu'il fût signifié aux patrons avec préavis d'usage, et qu'il reçut leur agrément.

Il n'est pas besoin de commenter longuement cet arrêt ; il est d'évidence même qu'il faisait bon marché de la loi en vigueur de 1824 autorisant les combinaisons de ce genre, en même temps qu'il méconnaissait les droits légitimes et légaux dérivant de la grève. Le droit de grève était par cet arrêt singulièrement compromis.

b). *Denaby Main Case*. — Le même jour, les Law Lords rendaient un arrêt plus exagéré encore si possible dans le même sens.

Des mineurs des Compagnies Denaby et Cadeby, se plaignant de la réduction de leur salaire se mirent en grève et sollicitèrent de leur Union l'indemnité qu'il était d'usage de verser aux grévistes. La Miners Fédération of Great Britain versa la paye de grève, non sans avoir toutefois fait certaines difficultés, redoutant les conséquences qui avaient frappé les Unions dans des affaires récentes.

Les Compagnies minières souffrant de la grève de leur personnel sollicitèrent et obtinrent le concours d'un Unioniste mécontent du Comité de la Fédération. Et ce fut lui qui attaqua la Fédération pour obtenir en justice, la justification de l'emploi des deniers de la collectivité ouvrière.

Le juge du Banc du roi M. Grautham, se déclara compétent et fit défense à la Fédération de continuer à verser la paye de grève, comme étant un emploi de fonds irrégulier et anti-statutaire.

La Chambre des Lords (1) confirma sa décision, non pas certes à l'unanimité, mais à la majorité.

L'article 4 paragraphe 3 de l'Act de 1871 était pourtant formel.

Il déclarait que les tribunaux ne peuvent s'occuper de la façon dont se règlent les conventions stipulant l'emploi des fonds d'une Trade Union à la distribution de secours et d'indemnités parmi ses membres.

Et il est bien certain que cette distribution de secours est surtout prévue dans les statuts d'Unions pour les cas de grèves ou de chômage.

Les Law-Lords en 1901 s'étaient eux-mêmes refusés à faire aucune distinction parmi les ressources des Unions et les avaient affectées en bloc à la sanction de leur responsabilité civile.

Et malgré ces arguments péremptoires, l'arrêt du 14 avril 1905 dans le *Denaby Main case* fit défense à la Fédération de verser l'indemnité de grève, déclarant illégaux les versements déjà effectués.

Ces deux arrêts nous montrent nettement l'esprit de la jurisprudence anglaise à cette époque. Il n'est plus, on peut le dire, question de droit proprement dit ; il ne s'agit plus que d'une question politique, puisque des textes formels peuvent disparaître devant les nécessités de l'heure présente, et puisque les Law-Lords réunis en section judiciaire, font à eux-mêmes office de législateur.

Cette jurisprudence prétorienne rendit finalement aux Unions et à leurs défenseurs un signalé service. Ce fut

(1) *Times*, 15 avril 1905.

elle qui, exaspérant les colères Unionistes rangèrent les modérés du côté des Unions et en firent de farouches partisans.

C'est d'elle que datent les campagnes actives des Unionistes, c'est à elle qu'il faut attribuer la réforme législative de 1906.

SECTION C

Le Trade Disputes Act du 21 décembre 1906 (1).

D'aussi rudes coups portés aux organisations syndicales et à leurs patrimoines ont déterminé les Trade Unions à transporter elles aussi sur le terrain politique une lutte qu'il devenait de plus en plus difficile de mener sur le terrain économique. C'est alors que se développa vraiment « le Labour représentation comitee », qui en 1900 comptait 300.000 adhérents et en 1905, 892 000. Ce comité pour la représentation ouvrière organisa des congrès chaque année dans lesquels presque tous les groupements corporatifs étaient représentés et où l'on discutait les questions d'un intérêt général.

a) LES CONGRÈS DES TRADE UNIONS

Les arrêts des Law-Lords dont nous avons parlé eurent un retentissement considérable dans les Congrès Unio-

(1) Voir son texte annexé à ce chapitre, p. 183 et ss., ainsi que le texte du projet gouvernemental, p. 181 et ss., et celui d'initiative parlementaire, p. 180 et ss.

nistes et suscitèrent dès 1901 d'ardentes discussions (1). On considéra que les décisions qui étaient intervenues, empêchaient les associations professionnelles de conserver leur influence comme instrument de combat et que leur rôle était de ce fait singulièrement transformé ; on en attribua la cause à une mauvaise interprétation des lois, ou bien à l'intervention politique.

Les Unionistes réunis en congrès à Swansea déclarèrent que les décisions de responsabilité civile en cas de picketing illicite mettaient les Trade Unions dans une situation vraiment trop inférieure par rapport aux patrons ; en ce sens que le patron peut de son cabinet prendre telle disposition et distribuer tels ordres qu'il lui plaira pour faire remplacer les ouvriers grévistes, alors que les Unions ne peuvent pas donner aux ouvriers non grévistes des instructions, ni agir à leur égard par la persuasion ou par la surveillance, sans qu'on leur inflige des réparations pécuniaires. Les congressistes reconnaissaient que le droit de ne pas faire grève devrait être tout aussi bien sanctionné que celui de faire grève, mais ils se refusaient à comprendre toutes les restrictions au picketing en dehors de celles nécessaires pour préserver la liberté individuelle.

« Si picketing, disaient-ils (2), consiste à ne pas permettre aux meneurs de grèves, d'entrer en contact, par des procédés légaux, tels que la persuasion, et en général par

(1) Compte rendu du Congrès de 1901 dans *Labour Copartnership*, octobre 1901, p. 157 et ss. ; *Bulletin de l'office du travail*, décembre 1903, p. 1024 ; décembre 1904, p. 1088 ; janvier 1906, p. 70 ; novembre 1906, p. 1152.

(2) Voir Congrès de 1901, *op. cit.*, p. 157.

tous autres procédés en dehors de la force, avec les hommes que les patrons ont amenés pour les combattre, alors les deux adversaires des conflits du capital et du travail sont placés sur un pied inégal. Ce qu'un individu peut faire légalement quand il est seul ne peut devenir illégal quand il y a deux ou plusieurs individus qui le font. »

Et il faudrait que les intentions du Parlement de 1875 aussi bien que les textes postérieurs, fussent clairs et évidents, pour que l'on put en déduire une condamnation des Unions. Or les uns trouvent la décision des Law-Lords contraire à la lettre et à l'esprit de la loi de 1871, et les autres au contraire, croient qu'elle exprime la vérité juridique, mais se félicitent de l'erreur dominante et durable qui l'avait précédée.

Ils y voient en effet une des causes du prodigieux développement des Unions pendant presque une génération.

Les congressistes étaient partisans de la combinaison de ces deux opinions ; le seul point de vue équitable était pour eux de traiter les Unions comme des entités non légales, ce qui au premier abord paraît une anomalie, mais n'est qu'un acte de simple justice.

Les Unionistes s'élevaient surtout contre cet argument des Law-Lords : une Trade Union qui peut posséder doit être responsable devant la loi.

Mais quelles furent les intentions des congressistes de Swansea, pour obtenir le retour à la jurisprudence ancienne. Ils écartèrent tout d'abord ce procédé qu'ils qualifiaient de « subterfuge mesquin et méprisable » et qui eût consisté dans le dépôt en des banques étrangères du patrimoine mobilier des Trade Unions. Ils faisaient valoir

les charges considérables qui pesaient déjà lourdement sur la caisse corporative : retraites ouvrières, secours aux orphelins, etc., et ils trouvaient dans les emplois forcés et statutaires de leurs fonds, le motif de la résistance à la jurisprudence, et de la transformation de la loi.

Ils faisaient encore à cette jurisprudence le reproche de n'avoir pas tracé des limites précises de responsabilité ; elle n'avait pas en effet désigné les agents qui engageraient le patrimoine de l'Union ; sera-ce le comité permanent ou les secrétaires des différentes branches d'industries ou les membres du comité local ou encore des membres ordinaires ? Les Unions réclamaient de le savoir de façon très nette ; sinon la vie des associations professionnelles devenait impossible. C'est donc en s'opposant à l'interprétation de la loi sur les coalitions que les Unionistes voulaient que l'on revint à l'ancienne jurisprudence, qui déclaraient les Trade Unions non poursuivables en justice en tant que personnes morales.

D'autres congrès d'Unions, et non moins importants, traitèrent également de la question ; en particulier celui de Leicester en septembre 1903 (1).

Les discussions aboutirent à faire plus que jamais de cette responsabilité civile un des articles principaux d'un programme politique et à changer le caractère des revendications qui étaient restées si longtemps sur le terrain exclusivement juridique.

En considérant que les jugements de responsabilité syndicale étaient en désaccord avec les intentions du Par-

(1) *Labour Copartnership*, oct. 1903, p. 150. Congrès des Trade Unions.

lement, au moment du vote des Trade Unions Act de 1871 et de 1876, le Congrès de 1903 donna ordre au Comité parlementaire pris dans son sein de rédiger des propositions de lois à soumettre au législateur pour assurer définitivement l'immunité des fonds des Trade Unions en face des poursuites en dommages-intérêts, et obtenir ainsi la protection que les autorités judiciaires accordaient toujours avant le jugement de la Taff Vale. Il ne pouvait y avoir aucun inconvénient à consacrer cette immunité, puisqu'elle serait accordée aussi bien aux Unions patronales qu'aux Unions ouvrières, et puisque le droit anglais admettait parfaitement la responsabilité individuelle de la personne auteur de l'acte contraire à la loi ; et cela d'autant plus que les agents comme les délégués des Unions étaient pour la plupart des hommes éminents et parfaitement en mesure de supporter une responsabilité (1). Une semblable réforme était nécessaire pour les Unionistes par les contradictions manifestes de la jurisprudence. La défense de l'intérêt professionnel avait, dans de nombreux arrêts, justifié le renvoi illégal d'un ouvrier et dégagé ainsi le patrimoine de l'Association patronale, alors qu'au contraire, le refus de la part de syndiqués d'accepter du travail auprès de non-unionistes, avait été considéré par les tribunaux comme une atteinte à la liberté de l'industrie et du travail.

Les congressistes de 1903 décidèrent donc de soutenir

(1) Voir dans le compte rendu du Congrès les opinions intéressantes émises par divers représentants d'Unions ouvrières et patronales, tels que MM. Cooper, J.-N. Bell, Wilkie, Richard Bell, Ward, etc.

énergiquement aux élections législatives suivantes les candidats qui adhéreraient à ce programme, de remuer sur ce point l'opinion publique, tout en déclarant très loyalement du reste, que la responsabilité de l'Union devait subsister, quand son comité violait délibérément et intentionnellement les statuts auxquels il s'était volontairement imposé d'obéir comme à une loi.

b) LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA RESPONSABILITÉ
DES TRADE UNIONS

Dès avant les élections législatives, un Bill sur les Trade Disputes fut soumis au Parlement, mais il fut rejeté par les Chambres des Communes. Le gouvernement toutefois promit la nomination d'une Commission pour faire une enquête sur les conflits du travail et les organisations ouvrières. La Commission fut constituée pour rechercher le principe de responsabilité à admettre, prendre parti sur l'importante question du picketing, ou bien au contraire préciser les arguments que l'on faisait valoir pour le retour à la situation extra légale que les Trade Unions occupaient avant le jugement de Taff Vale, c'est-à-dire leur incapacité d'ester en justice aussi bien comme demanderesses que comme défenderesses (1).

(1) Cette Commission extra parlementaire nommée par décret royal du 6 juin 1903, fut composée d'un membre du gouvernement comme président, de sir William Lewis, un entrepreneur adverse des Syndicats, d'un fonctionnaire en retraite du Ministère de l'Intérieur favorable aux Unions, d'un avocat ancien député libéral et de M. Sydney Webb, bien connu par ses ouvrages sur les Trade Unions. Aucun délégué des syndicats n'en faisait partie.

Le rapport de cette Commission fut déposé le 15 janvier 1906.

Il est plus exact de dire que c'était le rapport de la majorité de la Commission dont faisait partie Lord Dunedin, M. Cohen et M. Webb. Les deux autres membres de la Commission Sir Luschington et Sir Wiliam Lewis exposèrent à la suite de ce rapport les raisons qui les empêchaient de s'y rallier (1).

La Commission avait rédigé un questionnaire ou plutôt une lettre circulaire interrogative à 227 représentants d'industriels, 73 représentants de Trade Unions et 18 autres personnes regardées comme particulièrement compétentes en la matière.

Les Trade Unions refusèrent de répondre ; (elles en avaient ainsi délibéré à la suite de leur exclusion de la Commission) ; mais la Commission considéra leur avis comme clairement exprimé dans le projet de loi du Comité parlementaire qui avait été présenté comme nous l'avons dit à la Chambre des Communes. 50 industriels seulement firent connaître leur opinion.

La majorité de la Commission rédigea des conclusions contraires à la jurisprudence de la Chambre des Lords, lui reprochant d'avoir voulu appliquer les principes du droit

(1) Voir le rapport de la Commission Royale sur les « Trade Disputes et Trade Combination » dans le *The Board of Trade, Labour Gazette*, mars 1906, p. 71 et ss., et encore dans le *Bulletin du travail italien*, Rapport de la Commission royale d'enquête anglaise sur la Responsabilité des Trade Unions, au mot Angleterre, avril 1906, 42, p. 649 et ss. ; enfin Rapport de la Commission royale, etc, procès-verbaux, opinions de la minorité, minutes des témoignages produits à la Commission, London, 1906, 2 volumes.

civil sur la faute extra-contractuelle aux actes collectifs des corps organisés en matière de grève.

Pour remédier à l'agitation qu'avaient déterminée dans la classe laborieuse et le parti ouvrier les arrêts conformes au Taff Vale Case, la Commission proposait d'introduire dans une loi nouvelle les amendements suivants :

1° Il fallait déclarer les Trade Unions associations légales, en faire des personnes juridiques au sens étendu du mot.

2° Reconnaître la légalité des grèves pour n'importe quel but ou quel motif, excepté toutefois quand il y aurait crime ou délit, ou que la rupture d'un contrat de travail serait directement visée; c'était en projet, la justification des grèves secondaires et de celles dites de solidarité.

3° Rendre légal le picketing pacifique.

4° Un individu ne serait pas susceptible de peine ou tenu de réparation pécuniaire, s'il a commis un acte qui en lui-même ne donne pas matière à poursuite, pour le seul fait qu'il a porté atteinte à la liberté du commerce ou du travail d'autrui.

5° Il était équitable d'autoriser des séparations de fonds dans le patrimoine des Trade Unions, afin que les biens réservés aux caisses de secours ou de retraite, etc., puissent échapper aux actes d'exécution des créanciers ou aux jugements de condamnation civile.

6° Il était absolument indispensable de modifier, en ce qui concerne les Trade Unions les règlements sur le mandat et la représentation, de façon à ce que les agents officiels du groupement professionnel pussent désavouer les actes illégaux ou non autorisés de leurs subordonnés et

séparer ainsi la responsabilité de la personne morale de celle des coupables.

7° Les Unions devraient pouvoir obtenir facilement la personnalité morale, ou tout au moins un texte de loi devrait accorder l'efficacité juridique aux stipulations collectives, afin que les Trade Unions ne fussent pas hors du droit commun des associations, et qu'elles pussent vivre et se développer de façon normale. Pour réaliser ce but, la Commission réclamait l'abrogation du texte de la section IV de la loi de 1871 (1).

8° Il faudrait modifier l'article 7 de la loi de 1875 (2) et

(1) *Section 4 de la loi de 1871*. Rien dans cette loi n'autorise une Cour de justice à admettre l'emploi d'une procédure légale afin de forcer ou de recouvrer directement des dommages pour la rupture de l'un ou de l'autre des accords suivants :

1° Un accord entre des membres d'une Union tel que celui concernant les conditions d'après lesquelles des membres de l'Union vendront ou non leurs marchandises, emploieront ou seront employés, etc. ;

2° Un accord pour le paiement par une personne d'une souscription ou d'une amende à une Trade Union ;

3° Un accord pour l'emploi des fonds d'une Union, afin ou bien de procurer des bénéfices aux membres, ou de procurer des fonds à un patron ou à un ouvrier non unioniste pour obtenir qu'il travaille en conformité avec les lois et règlements de l'Union, ou de décharger un unioniste d'une amende imposée par une Cour de justice ;

4° Un accord entre deux Trade Unions ;

5° Une caution pour assurer l'accomplissement de l'un des accords ci-dessus.

Rien dans cette section ne déclare néanmoins illégal un des accords ci-dessus mentionnés.

(2) *Art. 7 de la loi de 1875*. Toute personne qui, en vue de forcer une autre personne de s'abstenir de faire ou bien au contraire de

substituer à la déclaration d'illicéité du picketing le principe suivant : « Sont défendus les actes qui permettent raisonnablement à une personne de craindre que l'on emploiera la violence envers lui ou sa famille ou que l'on endommagera sa propriété. »

9° Enfin toutes ces transformations étant admises, l'acte accompli en vue d'un conflit du travail ne saurait être source de dommages-intérêts, à moins qu'il ne soit attaquant, comme coalition, aux termes de la loi de 1875.

Telles sont les conclusions de la Commission dans le rapport de 1906, qui traitent comme on vient de le voir de la responsabilité des Unions du fait de leurs agents, du

faire un acte que cette autre personne a un droit légal de faire ou de ne pas faire :

1° Use de violences ou intimide cette autre personne ou sa femme ou ses enfants ou endommage sa propriété ;

2° Ou suit avec persistance cette autre personne de place en place ;

3° Ou cache les outils, les vêtements ou autres propriétés appartenant ou étant en l'usage de cette autre personne, ou la prive, ou l'empêche d'user de ces choses ;

4° Ou surveille, ou assiège la maison ou autre place où cette autre personne réside, ou travaille, ou fait ses affaires, ou se trouve par hasard, ou les abords de cette maison ou de cette place ;

5° Suit cette autre personne avec deux ou plusieurs autres d'une façon turbulente dans un lieu public, dans une rue par exemple ;

Sera, après procédure sommaire et sur acte d'accusation mentionné ci-après, passible de payer une amende ne dépassant pas 20 livres ou d'être emprisonné pour un temps ne dépassant pas trois mois avec ou sans travaux forcés.

Si cette personne est simplement aux abords de la maison de cette autre personne, pour obtenir ou communiquer des informations, elle ne sera pas regardée comme surveillant et assiégeant cette maison au sens indiqué à cette section.

picketing et de la loi sur les coalitions et qui sur ces trois points sont nettement rédigées dans l'intérêt des Unions.

La minorité de la Commission s'opposa à ces conclusions par des arguments d'ordre juridique, en faisant valoir qu'il était inadmissible de construire une législation spéciale pour exonérer de responsabilité dans la plupart des cas les Unions qui, à la vérité, étaient tenues, malgré tout, pour des associations légales et autorisées; et que la liberté de désavouer les actes des agents de l'Union permettrait le plus souvent d'obtenir l'immunité. De plus la définition nouvelle du picketing légal donnerait lieu à beaucoup d'abus, et à des atteintes continuelles à la liberté de l'individu. Sir Lewis fit valoir, en représentant du patronat, que l'opinion de tous les industriels était favorable à la jurisprudence nouvelle depuis le Taff Vale case aussi bien pour les associations patronales que pour les associations ouvrières.

La majorité répondit à ces arguments, que le droit anglais sur les coalitions et les complots exigeait comme source de responsabilité civile un crime, et qu'un délit était insuffisant.

La plupart des arrêts avaient décidé qu'en matière de conflits du travail, il ne saurait être question de dommages-intérêts pour les délits ou les quasi-délits; la jurisprudence avait du reste fait ici une juste application des textes de 1875; et la Commission ne demandait rien autre chose que le maintien du droit commun, mais du droit commun en matière de législation ouvrière; elle ne cherchait donc pas à favoriser particulièrement les Trade Unions.

c) TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Au moment où le rapport de cette Commission fut déposé, le cabinet conservateur qui l'avait organisée était tombé pour faire place à un ministère libéral (1). Lui aussi avait inscrit dans son programme la loi sur les conflits du travail. Les élections avaient eu lieu, favorables aux Unionistes, en même temps qu'au parti libéral. Ce dernier toutefois (2) ne désirait pas que les Trade Unions fussent exemptes de toute responsabilité civile et ces convictions inspirèrent le projet de loi qui fût déposé par le gouvernement le 28 mars 1906. Une contre proposition du parti ouvrier avait été déjà déposée à la Chambre des Communes.

Le projet ministériel voulait effacer les conséquences fâcheuses pour les Unions de l'application de la loi de 1875 sur la coalition et la protection de la propriété privée.

« Il transporta dans le domaine civil le principe déjà admis en droit pénal, c'est-à-dire le principe qui permet à plusieurs personnes de faire à l'occasion d'un conflit du travail, tels actes permis à un individu seul; l'action collective se trouve ainsi sanctionnée, et il est de ce fait permis à cinquante ouvriers par exemple, de s'entendre pour se mettre en grève, et on ne peut les accuser de « Cons-

(1) Voir le *Bulletin de l'office du travail italien*, 1906, p. 902 et ss., au mot Angleterre. Relation de l'ambassade italienne à Londres en date du 5 mai 1906.

(2) Dans les rangs du parti libéral se trouvait le président de la Talf Vale Railway Company.

piracy », pour empêcher au patron l'exercice de son industrie. »

Le projet du gouvernement déclarait en second lieu le picketing légal; non seulement celui qui a pour but d'obtenir ou de communiquer des informations, mais encore celui que l'on emploie pour persuader pacifiquement aux ouvriers de cesser tout travail.

Enfin les Trade Unions seraient responsables seulement des actes accomplis à la suite d'une résolution formelle du Comité de l'Association.

Les actes dommageables commis par les agents centraux de l'Union ou par des agents secondaires, mais en vertu d'une délégation officielle, pourraient seuls engager le patrimoine de l'Union. Et si ces agents dépassaient dans quelque mesure les instructions qui leur avaient été octroyées, les organes exécutifs de l'Union pouvaient encore les désavouer dans un certain délai pour mettre à l'abri les biens de la collectivité.

Ces concessions ne suffirent ni au parti ouvrier, ni à certains représentants du parti libéral, qui s'étaient engagés formellement envers leurs électeurs à faire triompher une plus complète immunité des Trade Unions. Et l'on vit cette singularité à la Chambre des Communes que le projet ministériel fût seulement ou presque défendu par les partis de l'opposition.

Il fut néanmoins approuvé en première lecture, comme l'avait du reste été précédemment en février 1903 la proposition d'initiative parlementaire.

Ces deux projets ne différaient du reste que sur le troisième point traité par le projet ministériel. Le contre-

projet voulait qu'aucune action ne pût être intentée contre une Trade Union pour indemniser les dommages causés par les actes de ses membres (1).

Ce dernier vint alors en discussion pour la seconde fois devant la Chambre des Communes, ce qui n'était pas sans mettre le Ministère dans un grand embarras.

Le premier ministre sir Henry Campbell Bannermann se borna à déclarer que si, sur le troisième point, le projet d'initiative parlementaire allait plus avant dans les concessions, il avait le mérite d'être plus clair que le projet du gouvernement, et ainsi son opinion était absolument opposée à celle de l'Attorney général, qui quelques jours avant, défendant le projet de loi ministériel, « avait dénoncé toute concession plus large comme de nature à créer un privilège de classes détruisant dans les Trade Unions un sain sentiment de responsabilité ». Le projet de loi d'initiative parlementaire fut approuvé en seconde lecture par 416 voix contre 56, et il en fut de même du projet ministériel le 26 avril 1906, celui-ci fut alors défendu par le Solicitor général qui chercha une formule d'entente sur le troisième point litigieux.

Comme on le voit par cet exposé des travaux parlementaires, la question de responsabilité civile des Unions était devenue une question politique et l'attitude du gouvernement ne fut pas autre chose qu'un geste adroit qui put empêcher la dissociation de sa majorité. Lord Balfour, l'ancien premier ministre, alors dans l'opposition, critiqua

(1) Voir en appendice à ce chapitre le texte des deux projets de lois, et particulièrement l'art. 3 du projet d'initiative parlementaire et l'art. 4 du projet ministériel.

l'action du gouvernement, qui dans une matière aussi importante semblait ne pas avoir d'idées bien définies, ni de principes bien arrêtés.

La passion politique dominait toutes ces discussions au point que les membres de la Chambre des Communes après le vote s'indignaient à l'avance, à la pensée que la Chambre des Lords pouvait ne pas ratifier leur décision. Un ministre, M. Lloyd George déclarait que si la Chambre haute ne cédait pas, elle serait brisée, et le premier ministre la menaçait d'un appel au peuple.

Un aussi grave conflit au sein du Parlement anglais ne se réalisa pas. Le Trade Disputes Bill renvoyé à la Chambre des Lords fut adopté sans modifications par elle et promulgué le 21 décembre 1906 (1).

L'article 1 de la loi (2) supprime le délit de coalition proprement dit.

L'article 2 autorise le picketing pacifique dans une mesure d'ailleurs imprécise.

L'article 3 supprime les responsabilités que les Trade Unions pourraient encourir en provoquant un conflit entre patrons et ouvriers, notamment en entraînant certaines personnes à rompre un contrat de travail.

Enfin l'article 4 empêche le retour de la jurisprudence inaugurée par la Chambre des Lords en 1900, à l'occasion du Taff Vale Case.

(1) Voir sur cette question : *Bulletin de l'office du Travail*, janvier 1907, p. 53 et 54, au mot Angleterre ; *Le Temps* (6 août 1906), sous le titre : « Le gouvernement anglais et les Trade Unions ».

(2) Nous renvoyons au texte même du Trade Disputes Act reproduit en appendice, p. 183.

Il s'exprime ainsi :

« Les tribunaux ne pourront accueillir une action intentée, soit à une association d'ouvriers ou de maîtres, soit à un ou plusieurs membres ou agents de ces associations pour leur propre compte, comme pour le compte de tous les autres membres de l'association, en vue d'obtenir réparation d'un prétendu dommage causé par l'association ou en son nom.

« Le présent article ne modifie en rien la responsabilité des administrateurs des Trade Unions (trustees) et ne saurait les soustraire à des poursuites dans les cas prévus par l'article 9 de la loi de 1871 sur les Trade Unions, excepté en ce qui concerne les dommages causés par une association ou en son nom en vue d'amener ou de favoriser un conflit relatif au travail. »

Il ne peut donc plus être question de responsabilité pécuniaire des Unions, à raison des actes de leurs membres ou de leurs mandataires ; c'est le principe du projet de loi d'initiative parlementaire qui l'a emporté, c'est pour l'Union l'immunité complète (1).

Conclusion.

En résumé, les Trade Unions se retrouvent dans la situation qu'elles occupaient avant le jugement de Taff

(1) Ce bénéfice est accordé par la loi du 21 décembre 1906 aussi bien aux Unions patronales qu'aux unions ouvrières ; bien qu'on ait fait valoir au Parlement le danger que feraient courir aux unionistes, comme à tous les consommateurs ou petits commerçants les coalitions patronales et les trusts, le parti ouvrier a réclamé ce vote avec la dernière énergie.

Vale ; elles n'ont toujours qu'une demi capacité, mais tandis que l'irresponsabilité civile n'était consacrée expressément que par la jurisprudence, elle est maintenant inscrite dans un texte de loi.

Si l'on jette un regard en arrière sur la législation ouvrière anglaise au commencement du xix^e siècle, c'est tout au début l'application aux travailleurs qui se coalisent ou qui se concertent de terribles pénalités, de la servitude pénale comme on dit là-bas. Puis l'on concède successivement aux groupements professionnels le droit de grève, la demi-personnalité civile, la faculté de picketing, la liberté d'agir sans conséquences pénales ou civiles.

Mais au début du xx^e siècle, s'il est impossible de restaurer contre les syndicats les pénalités d'autrefois, il paraît expédient de les frapper à la Caisse et la législation se fait moins libérale.

Que s'est-il donc passé ?

Pendant une assez longue période, les Trade Unions avaient pris l'habitude de discuter courtoisement avec les employeurs les problèmes qui se posaient ; ceux-ci ne se refusaient pas à la conversation, et les conflits du travail ne donnaient pas lieu aux incidents déplorables que l'on constate souvent à l'heure actuelle. Les Trade Unions n'étaient alors suspectes ni au patronat ni au gouvernement ; à ce moment, de très nombreuses conventions collectives de travail furent passées entre de grandes sociétés industrielles et les organisations syndicales, fixant la durée du travail et le montant des salaires.

Cette situation se modifia à la fin du siècle dernier : les Unions enhardies par la liberté qui leur était concé-

dée, se montrèrent plus autoritaires et choisirent au hasard les moyens d'imposer leurs volontés aux individus. Les gouvernements qui vinrent au pouvoir étaient conservateurs ; certaines sociétés industrielles anglaises souffraient alors de la concurrence allemande ou américaine et prétendirent que la faute en était aux Unions ouvrières.

Les conflits du travail jusqu'alors pacifiques, devinrent dès ce moment de terribles luttes. Pour y mettre un frein, le gouvernement poursuivit et les tribunaux condamnèrent les Trade Unions à des responsabilités civiles, en cas d'atteinte à la liberté du travail, du commerce ou de l'industrie.

Nous avons vu quels actes les Law-Lords tinrent pour licites, et ceux qu'ils considérèrent comme source de dommages-intérêts, et nous avons donné les motifs de la décision du Taff Vale Case. Il semble bien que les tribunaux aient fait une correcte interprétation des lois, quand ils ont déclaré qu'il n'y avait aucune raison pour qu'une Trade Union ne puisse pas être poursuivie en son nom enregistré. Et, néanmoins, le système des lois de 1871 et de 1875 ne permet aux Unions de posséder que par l'intermédiaire de chefs ou de représentants ; ceux-ci possèdent en réalité pour elle, et agissent en justice à sa place, ce sont eux les véritables titulaires de droits ; pourquoi ne seraient-ils pas responsables ?

La vérité pour nous, est que, juridiquement, le système de demi capacité des Unions était dans l'esprit du législateur de 1871 et de 1876, organisé pour protéger ce patrio-
moine syndical.

Les Law-Lords ont jugé en 1901 que les Unions n'étaient

plus les clubs de pauvres gens qu'elles étaient en 1871, mais des organisations opulentes et susceptibles de responsabilité. Et ils les ont frappées, parce qu'ils estimaient que c'était équitable, mais non parce que c'était la solution qui s'imposait en droit.

Cet arrêt des Law-Lords eut cet heureux résultat d'inviter les Unions à plus de prudence dans le choix de leurs procédés et de leurs fonctionnaires.

Les Unionistes le reconnaissent eux-mêmes.

« Il faut avant tout, disait M. Bell, secrétaire de l'A. S. R. S. (1), prendre soin du choix des membres et des fonctionnaires. Au lieu d'élire comme représentants, ceux qui administreraient correctement l'association, on élit le plus souvent les membres populaires par l'exercice de leurs talents oratoires. Voilà ce qui nous a amené aux difficultés présentes (2) ».

Mais de la même manière qu'on a condamné les Trade Unions, on les a absoutes. Nous voulons dire par là que les arguments de droit ont été de peu de poids dans les deux cas, et qu'on a surtout tenu compte des aspirations politiques.

(1) *Labour Copartnership*, février 1903 : « Le Trade Unionisme et la décision de la Taff Vale ».

(2) Extrait du journal *Le Petit Temps* du 28 février 1906. Rapport de M. J. Burdett sur le Trade Unionisme, document parlementaire, n° 2838.

Il y a eu une diminution sensible du nombre des syndiqués, en 1902, 1903, 1904. Ainsi en 1904, le nombre des Trade Unionistes s'élevait à 1.940.874 et en 1904, il ne s'éleva plus qu'à 1.866.755. Le nombre des grèves soutenues par les Unions est également moins considérable en 1904 qu'en 1900.

M. Harrisson disait à ce sujet (1) :

« Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; elle ne peut pas en même temps être ouverte dans le but de permettre aux Unions d'attaquer leurs fonctionnaires malhonnêtes, et fermée pour toute action contre elle-même. »

C'est pourtant ce qui a été fait. Une mesure politique n'est pas discutable ; il est certain que le système juridique de 1906 n'est pas parfaitement cohérent.

Le législateur a donné quelques raisons du maintien de cette contradiction. Il en a donné quelques-unes de mauvaises, telle que la pauvreté de la classe ouvrière anglaise. D'autres sont plus sérieuses ; ainsi celle tirée de la constitution même des syndicats, du flottement qui se produit dans le personnel de ces associations, de l'impossibilité dans laquelle se trouve le comité directeur de vérifier les actes de tous les syndiqués et de tempérer leurs excès ; c'est une raison pratique.

Souhaitons que les Trade Unions n'abusent pas de l'immunité dont elles jouissent légalement ; elles en ont longtemps profité de par la volonté de la jurisprudence ; il est désirable de les voir revenir à leur véritable ère de prospérité qui était celle où elles ne se laissaient pas entraîner à la lutte politique (2).

Ce qui nous permet de l'espérer pour l'Angleterre, c'est de voir les Unions procéder malgré tout de façon sage et réfléchie depuis le vote du Trade Disputes Act.

(1) *Labour Copartnership*, op. cit., fév. 1903.

(2) Les syndicats obtenaient à ce moment-là des résultats appré-

Nous ne prendrons comme exemple que la crise des chemins de fer anglais qui prit fin au début de novembre 1907 (1). Ici encore était engagée l'Amalgamated Society of Railway Servants dont le chef est M. Bell. Cette Union voulait obtenir des Compagnies de chemin de fer la reconnaissance officielle; elle voulait être tenue pour le mandataire véritable des employés des Compagnies, bien qu'elle ne comptât parmi ses adhérents que 97.000 membres sur 220.000 ouvriers qui auraient pu en faire partie. Les Compagnies refusèrent plus encore cette reconnaissance que les augmentations de salaires qu'elle réclamait. L'Amalgamated Society of Railway Servants décida alors à une grande majorité (70.000 voix) la grève générale. On pouvait penser que l'Union allait prendre définitivement l'offensive surtout qu'elle n'avait plus à craindre de responsabilités pécuniaires.

Au lieu de le faire, elle accepta parfaitement l'arbitrage proposé par le Ministre du commerce.

M. Bell s'était, durant le conflit, souvent exprimé en termes très modérés, malgré la tension des rapports entre employeurs et employés.

« Je n'ai jamais fait d'agitation, disait-il, pour le plaisir

ciables. D'après M. Fagnot (syndicalisme anglais) de 1896 à 1901, plus de 9 millions de francs d'augmentation de salaires ont été obtenus par les syndicats en faveur de 5.463.753 ouvriers à la suite de 8.541 remaniements du taux des salaires, et 260.893 salariés ont dans la même période obtenu une diminution de 869.038 heures de travail, soit en moyenne 3 h. 20 de loisir en plus par semaine pour chacun d'eux.

(1) *Le Temps*, 8 novembre 1907 : « La fin de la crise des chemins de fer anglais ».

d'en faire ; je n'ai jamais patronné une cause sans être sûr qu'elle fût juste et sans avoir la conviction qu'elle avait une chance de réussir ; car je ne crois pas à la lutte sans espérance de succès. »

Aussi, quand le ministre du commerce eut proposé la création de conseils d'arbitrage à plusieurs degrés pour trancher les litiges professionnels, le syndicat des employés de chemins de fer mit ses actes d'accord avec les paroles de son chef, et abandonna les armes, trouvant qu'une satisfaction suffisante lui était accordée ; il n'y eut aucun excès susceptible d'engager une responsabilité. Le Trade Disputes Act de 1906 n'a pas été démenti par les faits.]

A l'avenir de dire si le Parlement anglais a bien agi en supprimant les responsabilités pécuniaires des Trade Unions, alors que les autres pays frappent les organisations professionnelles dans leurs patrimoines, quand leurs représentants commettent des délits ou des quasi-délits.

ANNEXES

Projet de loi d'initiative parlementaire.

Bill Shackelton (1905).

1° Réforme de la loi sur les conspirations.

Un accord ou une combinaison de deux personnes ou davantage, pour faire ou favoriser un acte relatif à un conflit de travail, ne pourra pas servir de base à une action judiciaire, si cet acte commis par une seule personne ne peut tomber sous le coup de la loi.

2° Droit de picketing pacifique.

Il pourra être permis à toute personne, agissant de son chef ou du chef d'une Trade Union, ou à toute association d'individus, enregistrée ou non, en vue de ou pendant un conflit de travail, de surveiller les abords d'une maison où une personne réside ou travaille ou se trouve par hasard, dans le but : 1° d'obtenir paisiblement ou de communiquer paisiblement une information ; 2° de persuader pacifiquement tout individu, soit de travailler, soit de cesser le travail.

3° Immunité judiciaire des Unions.

Aucune action ne pourra être intentée contre une Trade Union ou toute autre association sus-dénommée, pour le recouvrement de dommages pour faits commis par un ou plusieurs membres des Trade Unions ou autres associations susdénommées.

Projet de loi d'initiative ministérielle

Art. 1^{er}. — Le § suivant sera ajouté comme un nouveau § après le premier § de la section 3 du Conspiracy and Protection of Property Act de 1875 (1).

Un acte fait à la suite d'un accord ou d'une convention de deux ou plusieurs personnes, en vue de faire, déclarer ou favoriser un conflit du travail ne pourra pas être déféré aux tribunaux, à moins que cet acte, accompli en

(1) § 1^{er} de la section de 1875 : Un accord ou une association de deux ou plusieurs personnes pour faire ou pour favoriser un acte

dehors de tout accord ou de toute conspiration ne soit poursuivable comme fait dommageable à autrui.

Art. 2. — Il sera légal, pour une ou plusieurs personnes agissant de leur propre chef ou du chef d'une Trade Union, pour favoriser, créer ou continuer un conflit du travail, de se tenir paisiblement d'une manière raisonnable aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne travaille, réside, fait ses affaires ou se trouve par hasard, pour obtenir ou communiquer des informations, ou pour persuader aux gens de travailler ou de cesser le travail.

En conséquence la section 7 de Conspiracy and Protection of Property Act de 1875 est abrogée depuis les mots : se tenir aux abords jusqu'à la fin du paragraphe (1).

Art. 3. — Un acte accompli par une personne en vue de créer ou de continuer un conflit du travail ne peut être l'objet d'une action comme illicite, pour la seule raison que cet acte constitue une ingérence dans le commerce, les affaires, le travail de quelque autre personne ou dans le droit que toute personne possède de disposer de son capital ou de son travail à sa guise.

Art. 4. — Quand un comité d'une organisation ouvrière

relatif à une grève ne sera pas punissable comme conspiration, pourvu que cet acte accompli par une seule personne ne tombe pas sous le coup de la loi.

(1) *Voici cette section de 1875* : Se tenir aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, approcher de cette maison pour obtenir ou communiquer des informations, ne sera pas considéré comme le fait d'assiéger ou de surveiller, punissable d'après les termes du paragraphe précédent.

constitué de la manière indiquée ci-dessous a été choisi pour conduire au nom de l'organisation un conflit du travail, il ne peut y avoir aucune action pour obtenir au moyen des fonds de l'organisation une réparation des dommages provenant d'un acte illicite accompli pour créer ou continuer un conflit du travail, *à moins que l'acte n'ait été accompli par le comité ou par une personne autorisée par le comité*. On ne considérera pas qu'une personne ait agi avec l'autorisation du comité, si l'acte appartient à une catégorie d'actes explicitement défendus par le comité au moyen d'une délibération, ou si le comité, au moyen d'une délibération, a explicitement répudié l'acte aussitôt qu'il en a eu connaissance.

Le comité peut être un comité nommé d'une manière générale pour diriger tous les conflits du travail, dans lesquels l'organisation ouvrière peut se trouver engagée ou pour diriger les conflits d'une catégorie déterminée ou dans une localité déterminée ou pour diriger un conflit spécial.

Art. 5. — La présente loi est intitulée Trade Disputes Act de 1906, et les lois de 1871 et de 1876 seront avec la présente loi désignées sous le nom de « lois sur les organisations ouvrières 1871-1906. »

Dans la présente loi l'expression organisation ouvrière (Trade Union) a le même sens que dans les lois de 1871 et 1876.

**Act relatif au règlement des Trade-Unions et des conflits
du Travail du 21 décembre 1906.**

Cet Act est décrété par Sa très Excellente Majesté le Roi, avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et tem-

porels, et des Communes, exprimés dans ce présent Parlement, assemblé sous son autorité royale, sous cette forme :

§ 1. — Le paragraphe suivant sera ajouté comme nouveau paragraphe après le premier paragraphe de la section III du Conspiracy and Protection of Property Act de 1875.

Un acte accompli en raison de l'accord ou de l'entente de deux ou de plusieurs personnes ne pourra pas être poursuivi devant les tribunaux, à moins que cet acte, accompli en dehors de tout accord ou entente, ne tombe sous le coup de la loi.

§ 2. — Il sera légal pour une ou plusieurs personnes, agissant de leur propre chef ou du chef d'une Trade Union, d'un patron ou d'une maison de commerce, en vue de créer ou de favoriser un conflit du travail, de se tenir aux abords d'une maison ou d'un lieu où une personne réside, travaille, fait ses affaires ou se trouve par hasard, s'ils y séjournent seulement dans le dessein d'obtenir ou de communiquer paisiblement une information, ou de persuader paisiblement des tiers de travailler ou de cesser le travail.

La section VII du Conspiracy and protection of property Act de 1875 est en conséquence abrogée depuis les mots, se tenir aux abords de... jusqu'à la fin de la section.

§ 3. — Un acte accompli par une personne dans le but de créer ou de favoriser un conflit du travail ne pourra pas être poursuivi pour cette seule raison qu'il entraîne d'autres personnes à rompre un contrat de travail, ou que

c'est une ingérence dans le commerce, les affaires, le travail d'une autre personne, ou dans le droit de toute personne de disposer de son capital ou de son travail à son gré.

§ 4. — Les tribunaux ne pourront accueillir une action intentée, soit à une association d'ouvriers ou de maîtres, soit à un ou plusieurs membres ou agents de ces associations pour leur propre compte comme pour le compte de tous les autres membres de l'association, en vue d'obtenir réparation d'un prétendu dommage causé par l'association ou en son nom.

Le présent article ne modifie en rien la responsabilité des administrateurs des Trade Unions (trustees) et ne saurait les soustraire à des poursuites dans les cas prévus par l'article 9 de la loi de 1871 sur les Trade Unions, excepté en ce qui concerne les dommages causés par une association ou en son nom en vue d'amener ou de favoriser un conflit relatif au travail.

§ 5. — Cet Act sera appelé le Trade Disputes Act de 1906 et les Acts de 1871 et 1876 seront cités ensemble avec lui.

Dans cet Act, l'expression Trade Union a la même signification que dans les Acts de 1871 et 1876 et comprend toute association définie ci-dessus, nonobstant le fait qu'une combinaison de ce genre peut être une section d'une Trade Union.

Dans cet Act et dans le Conspiracy and protection of property Act de 1875, l'expression conflit du travail signifie : tout conflit entre patrons et ouvriers, ouvriers et

ouvriers, tout conflit qui se rapporte au travail ou au chômage, aux conditions et à la durée du travail de toute personne ; l'expression travailleur signifie toute personne employée dans le commerce ou l'industrie, qu'elle soit ou non aux gages de la personne avec qui le conflit existe.

Dans la section III du Conspiracy and protection of property Act les mots entre patrons et ouvriers seront abrogés.

Allemagne

La législation et la Jurisprudence allemandes

SECTION A

La Loi.

Il est d'autant plus nécessaire de rechercher le régime des associations professionnelles germaniques que la législation de l'Empire d'Allemagne (1) est une législation corporative et syndicale, et non plus seulement syndicale ; nous y trouvons encore la corporation obligatoire, mais nous y rencontrons également, comme en France et en Grande Bretagne, l'association professionnelle libre. Il n'est plus exact comme on l'a fait souvent, de classer l'Allemagne dans le groupe des pays où domine l'idée de

(1) Pour étudier l'état de la question en Allemagne, il nous faut procéder, comme pour l'Angleterre, c'est-à-dire rechercher brièvement les principes de la législation syndicale allemande, pour interroger ensuite la jurisprudence dans les applications de la pratique aux hypothèses de responsabilité civile.

la corporation obligatoire (1); les deux régimes, de liberté d'association professionnelle et de corporation cohabitent; tous deux ont un objet différent et offrent à leurs adhérents des avantages divers. Il nous faut rapidement étudier les caractères principaux de la personnalité civile réciproque de ces deux groupes d'associations professionnelles (2).

1° Les Associations Professionnelles patronales.

On oppose souvent dans l'étude des associations professionnelles allemandes, les corporations patronales aux associations professionnelles ouvrières libres. Cette division n'est pas parfaitement exacte, du moins pour le dernier état de la législation. Il est plus correct de dire que patrons et ouvriers peuvent se grouper les uns et les autres, ou bien les uns avec les autres de deux manières différentes.

Les corporations, il est vrai, sont établies dans le sens de la prééminence patronale et de la tutelle administrative.

(1) DALLOZ, *Suppl. Rép.*, au mot Travail, n° 932 et ss.

(2) Nous avons consulté sur ce point :

BALLERSTEDT OTTO, *Arbeiterorganisation et Rechtsfähigkeit der Berufsvereine*, Berlin, 1906, O. Elsner;

W. SCHACK, *Die Rechtsfähigkeit der Berufsvereine*, Hamburg, Deutsche Buchhandlung, 1906;

WOLFF, *Die Rechtliche Natur der Kartelle, Syndikate, Vereine* ud. Deutsche Juristenzeitung, II, Jg., S. 645 et ss.

Le premier moyen que peuvent employer les patrons pour se grouper est donc le système corporatif (1).

Un premier régime industriel avait été celui du Code fédéral industriel de 1869 ; (2) il consacrait l'abolition des privilèges et des monopoles corporatifs, tout en autorisant les corporations libres ; mais ses dispositions entraînèrent pour ainsi dire la décadence des corporations, en même temps qu'elles laissaient sans défense la petite industrie en face de la grande industrie.

La loi du 18 juillet 1881 (3) rétablit sans le faire expressément la corporation obligatoire dans son article 100 qui décide « que l'autorité administrative supérieure a le droit de déclarer obligatoires pour les patrons libres les règlements sur l'apprentissage édictés par la corporation ainsi que la compétence des juridictions corporatives en cette matière, sur la demande d'une seule des parties. »

Si l'on rapproche de cet article le § I de la loi qui déclare « que seuls peuvent être membres de la corporation ceux qui exercent dans le district et à titre indé-

(1) Nous passerons très rapidement sur les considérations historiques, voulant particulièrement insister sur les lois concernant les associations professionnelles et sur la capacité juridique des syndicats.

(2) *Gewerbeordnung* du 21 juin 1869, étendu de la Confédération du Nord aux États du Sud après la Constitution de l'Empire.

(3) *Annuaire de législation étrangère*, 1881, p. 148 avec note de M. P. LOMBARD.

La corporation est tenue d'élire des directeurs, de faire connaître tous ses membres à l'administration, ainsi que tous les changements qui viennent à se produire ; elle reste toujours soumise au pouvoir de suppression administrative.

pendant un métier pour lequel la corporation est instituée ou qui y sont employés comme contremaitres, » on voit que l'on n'est plus éloigné du régime antérieur à 1869, c'est-à-dire celui de la corporation patronale obligatoire.

Les ouvriers y conservent un rôle effacé que les statuts de la corporation peuvent réduire à peu de chose.

Les buts de la corporation peuvent être nombreux ; ils doivent être purement professionnels et restent sous le contrôle incessant des autorités administratives.

Ce que nous voulons surtout retenir, c'est la reconnaissance formelle par l'art. 99 de la loi du 18 juillet 1881, d'une personnalité civile complète à ces corporations.

« Art. 99. — La corporation peut acquérir des droits en son nom, en particulier la propriété ou d'autres droits réels sur les immeubles, contracter des obligations, *demandeur et défendre en justice*. Les obligations contractées par la corporation n'engagent envers le créancier que *les biens de la corporation*. »

Et cette personnalité civile a été étendue aux unions ou fédérations de corporations par la loi du 23 avril 1886. Si ces associations professionnelles reçoivent la sanction des pouvoirs administratifs, et si elles en tirent une force et une puissance considérables, la loi de 1881, dans le texte que nous venons de rapporter en fait des entités juridiques, mais des entités responsables et poursuivables, responsables de leurs engagements, de leurs contrats, *a fortiori* de leurs délits civils et en fait, nous les verrons parfois condamner à des dommages-intérêts assez importants.

Tout un groupe de lois après 1881, est venu compléter ce système, surtout pour protéger la petite industrie.

C'est la loi du 21 mars 1884 qui réserve aux seuls patrons incorporés le droit d'avoir des apprentis, c'est celle du 6 juillet 1887, qui force les patrons libres à contribuer aux charges corporatives, c'est encore celle du 26 juillet 1897, qui rend la corporation obligatoire dans certains cas limitativement énumérés, dans certaines industries.

Parallèlement, d'autres lois à caractère social bien déterminé ont soumis la grande industrie à un régime analogue.

Elles datent de 1883, 1884, 1886, 1889, et ont organisé toutes institutions de prévoyance ou d'assurance, avec l'obligation pour les patrons de contribuer aux charges.

Comme on le voit, le caractère obligatoire semble dominer les corporations patronales allemandes; malgré que les textes ne le disent pas expressément (1), les avantages corporatifs sont pour les patrons largement compensés par les charges; aussi les employeurs ont-ils senti la nécessité de faire usage du second moyen qui leur était offert par les lois, l'association libre. Cette deuxième forme d'association professionnelle est ouverte aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons; les principes qui la régissent étant les mêmes, ce que nous dirons pour les ouvriers pourra s'appliquer aux patrons.

(1) Un amendement à la loi de 1881 avait été proposé au Reichstag, ayant pour but de rendre obligatoire la corporation pour les patrons; il fut rejeté comme portant atteinte à la liberté individuelle.

2^e Les Associations Professionnelles ouvrières.

Les ouvriers avaient plus de motifs encore que les employeurs pour ne pas se contenter de l'organisation corporative ; les corporations de la loi de 1881 pouvaient bien rendre certains services à la classe ouvrière ; elles favorisaient l'éducation professionnelle et instituaient des tribunaux d'arbitrage ; mais elles ne pouvaient être entre les mains des salariés un instrument puissant et journalier de défense ou de combat pour le soutien de leurs intérêts professionnels.

Aussi vit-on se former sur le territoire de l'Empire allemand de nombreux groupements, de nombreuses associations ouvrières, (Verein), sous la protection du seul droit commun, et licites à condition de ne pas poursuivre un but interdit par les lois de l'État.

Quelle est la situation juridique de ces Vereine ? Quel est le régime de ces associations allemandes ? Telle est la question qu'il nous faut maintenant étudier.

Nous pouvons dire que le droit allemand distingue quatre sortes de personnes morales de droit privé :

a). Les personnes juridiques proprement dites, art. 22 du C. C. all. (Juristische Person).

b). Les Associations enregistrées, art. 21 du C. C. all. (eingetragenes Verein).

c). Les Associations non enregistrées, art. 50 du Code de Procédure civile et art. 735, (Nichteingetragenes Verein).

d). La Société, art. 705 du Code civil; art. 736 du Code de Procédure civile, (Gesellschaft).

Laissons de côté les règles particulières de la Société, et nous avons les Associations dont la capacité est subordonnée à une autorisation, et celles qui pour l'obtenir n'ont besoin que d'une inscription.

Il y a donc à côté des associations simplement permises deux systèmes admis par le Code civil allemand : celui de l'autorisation et celui de la liberté conditionnée par l'existence d'une organisation interne et externe et par la publicité.

Il fallait mentionner les associations qui ne jouissent que de la liberté simple, parceque le droit allemand accorde une certaine valeur juridique même aux associations de fait (1).

A). JURISTISCHE PERSON. — Le Code civil (art. 22) réserve l'autorisation aux associations à but économique et cette autorisation confère la personnalité civile. Art. 22 : « L'association dont le but est économique obtient à défaut de dispositions spéciales de la législation fédérale, la *personnalité civile*, par concession de l'un des États. Cette concession est de la compétence de l'État sur le territoire duquel l'association a son siège. »

Qu'est-ce qu'une association à but économique ?

Le criterium admis par les lois germaniques est indiqué implicitement dans la loi d'introduction au Code civil.

(1) Voir plus loin, au même chapitre, § C, p. 196.

Le § 82 nous dit qu'il n'est pas dérogé aux lois des États sur la constitution des associations dont la capacité juridique dépend de la concession de l'État.

La plupart des législations en vigueur, aussi bien que l'esprit général du Code civil admettent que les associations pouvant user de l'article 22 du Code civil sont celles qui ont pour but de faire acquérir des bénéfices soit à l'association, soit à ses membres ; il faut tenir compte du caractère des opérations même accessoires de l'association, et dès qu'il y aura poursuites indirectes de gains, nous serons en présence d'un Verein régi par cet article 22.

Pour ces associations à but économique, il faudra autorisation, et l'autorisation conférera de suite la personnalité juridique.

Les associations professionnelles ne sont pas tenues en Allemagne pour des Vereine à but économique, pour des associations poursuivant un but lucratif ; elles procurent pourtant à leurs membres des avantages indirects certains ; dans la majorité des cas néanmoins, elles sont dites associations à but idéal. Il en est de même des coopératives d'industrie et de commerce, avec cette différence qu'elles ne sont pas encore comme ces dernières, régies par une loi spéciale (1).

B. — EINGETRAGENES VEREIN. — Les associations professionnelles peuvent alors bénéficier du système dit de

(1) Voir loi du 1^{er} mai 1889, *Annuaire de Législation étrangère*, 1889, p. 167 et ss.

l'enregistrement ou de l'immatriculation ; article 21 du Code civil :

« L'association dont le but n'est pas économique acquiert la personnalité civile par une inscription sur le registre des associations tenu par le tribunal de bailliage compétent. »

Ce régime qui à première vue paraît plus libéral que le premier, n'est accordé qu'à des associations se soumettant à des formalités assez nombreuses prévues par les articles 55 à 80 du Code civil allemand.

L'immatriculation n'est un droit que pour les associations indiquant nettement le but, l'appellation et le siège de la société en même temps qu'elles déposent des statuts conformes aux dispositions légales ; une des principales clauses des statuts, garantie de la liberté individuelle doit être la désignation de l'entrée et de la sortie des membres, aussi bien que l'engagement de fournir à toute réquisition une liste des membres de l'association au tribunal de bailliage, (articles 58 et 72).

Ces formalités remplies (et nous passons sous silence les formalités accessoires), ce tribunal de bailliage, avant d'immatriculer l'association transmettra la requête à l'autorité administrative compétente. Cette dernière pourra s'y opposer si le but poursuivi a une tendance politique ou religieuse (art. 61).

C'est dans cette catégorie d'associations que peuvent se fonder et que se sont fondés les groupements professionnels.

L'immatriculation une fois obtenue, les associations professionnelles conformes à l'article 21 jouissent de la

personnalité civile ; elles sont « *rechtsfähig* » c'est-à-dire qu'elles peuvent ester en justice, être demanderesses ou défenderesses, par l'intermédiaire de leurs directeurs, qu'elles peuvent également être représentées par eux extra-judiciairement, être propriétaires, créanciers, contractants.

Ce système d'immatriculation est libéral en ce qu'il n'est pas besoin de deux autorisations, autorisation pour permettre à l'association d'avoir une existence de fait permise, et autorisation pour avoir la personnalité civile ; mais à l'opposé, le Code civil allemand réserve toujours le droit de dissolution par l'État ; il peut toujours mettre fin à une société qui menace l'ordre public, ou tout simplement qui se détourne du but qu'elle a annoncé ; et c'est l'autorité administrative qui est compétente.

Que si, maintenant, les syndicats professionnels dont nous nous occupons poursuivent à la fois un but économique et un but idéal, s'il s'agit par exemple d'un syndicat patronal, syndicat de vente, et syndicat de défense, rien ne leur interdira de se faire à la fois autoriser, (art. 22) et inscrire (art. 21). Ils auront alors une plus grande liberté d'action et auront moins à redouter la dissolution administrative.

c) NICHT EINGETRAGENES VEREIN. — Mais il est plus d'un syndicat professionnel patronal ou ouvrier, qui ne pourra pas, ou qui ne voudra pas se soumettre aux dispositions de l'article 22 ou de l'article 21.

Le troisième mode d'existence que nous avons signalé

lui pourra seulement appartenir ; c'est celui d'une association non enregistrée.

Quelle est alors la capacité juridique de semblables associations ?

L'article 54 du Code civil allemand déclare qu'il y a lieu d'appliquer aux associations qui n'ont pas la personnalité juridique les règles de la société (art. 703 à 740 du C. civ. allemand).

A la condition qu'elles soient licites au point de vue du droit public, les associations dénuées de capacité en droit privé seront donc traitées comme des sociétés (1).

N'y a-t-il pas dans cette disposition même de l'article 54 du Code civil, quelque chose de contradictoire ? Les assimiler à la société du titre XIV, livre II du Code civil, n'est-ce pas en quelque sorte en faire des personnes juridiques, et le Code civil allemand ne semble-t-il pas refuser à ces associations non inscrites une personnalité qu'il leur concède d'autre part ? Il est plus vrai de dire que le Code civil leur accorde une sorte de personnalité morale.

M. Saleilles dit en commentant l'art. 54 du C. civ. all : « L'assimilation de régime de l'article 54 aboutira à faire aux associations dénuées de personnalité une situation très voisine de celle des associations personnes morales,

(1) Voir commentaire de l'art. 54 du C. C. all. dans la traduction publiée par MM. TANON, SALEILLES, etc., et la référence indiquée en note : GIERKE, *Vereine ohne Rechtsfähigkeit* dans le *Festgabe für Dernburg*, Berlin, 1900.

Voir également : *Bulletin de la Société de Législation comparée*, SALEILLES, 1899, p. 459 ; *Revue du droit public*, SALEILLES, XV, p. 428.

puisque, en matière de sociétés, on a fini par substituer, en ce qui touche la conception du patrimoine social, à l'idée romaine de copropriété, l'idée germanique de propriété en main commune. »

Nous croyons nous aussi que c'est dans le principe de la « *Gesammte Hand* », qu'il nous faut rechercher la nature du groupement professionnel, qui n'a pas sollicité pour vivre une inscription ou une autorisation.

La propriété en main commune est très différente de la personnalité juridique, comme de la copropriété ou de l'indivision. Elle procure au groupement une capacité supérieure à celle de la simple copropriété, et elle peut donner aux associés dans une certaine mesure les avantages d'une personne juridique.

Plusieurs personnes possèdent-elles des biens en main commune, comme ceux que peuvent acquérir des syndiqués, grâce aux ressources de l'association, cela signifie qu'un patrimoine est créé et un patrimoine indépendant.

Gierke (1), dit à propos de la société que les mêmes règles gouvernent :

« La naissance des droits et des obligations relatifs aux biens est subordonnée dans la société au concours de tous les intéressés ; mais le lien personnel très puissant, base essentielle de la communauté juridique, réalise une unité patrimoniale dans laquelle les droits individuels des communistes sont confondus sans distinction possible, et qui s'affirme ainsi indépendante des patrimoines des associés. »

Cette opinion est confirmée par le texte même de

(1) GIERKE, *Genossenschaftstheorie*, p. 355.

l'exposé des motifs du projet de lois sur les syndicats, déposé au Reichstag le 12 novembre 1906 (1) et qui s'exprime ainsi :

« Il est vrai qu'un patrimoine spécial appartient aux
« Associations non enregistrées, puisque la société est
« constituée d'après les principes de la Gesamte Hand ;
« les sociétaires individuellement ne sont pas autorisés à
« exiger le partage et à disposer librement de leur apport.
« En outre, par suite de la souplesse de plusieurs dispositions du droit de la Société, grâce aux statuts, et particulièrement pour les rapports avec ses membres, il se
« peut que le Verein non rechtsfähig jouisse d'un état
« juridique qui le rapproche singulièrement de l'association personne morale. »

Il est donc permis d'affirmer que le régime de l'association non inscrite place ses membres dans une situation voisine de celle de la personne morale ; une masse unique et indivisible de biens aura été créée ; elle ne sera pas la propriété d'un être de raison, mais n'appartiendra pas non plus à chacun des associés, en ce qu'aucun ne pourra prétendre pendant la communauté à une quote-part déterminée. La communauté, il est vrai, n'aura pas, comme une personne morale des organes distincts chargés d'agir en son nom, mais il faudra pour les actes de la vie juridique le concours de tous les intéressés ; dans la pratique on autorise même ces associations non enregistrées à être représentées par un mandataire pour certains actes ;

(1) Voir plus loin, p. 202 et Projet de loi, p. 40, sous la rubrique *Die Vorteile der Rechtsfähigkeit*, qui donne très nettement les inconvénients du défaut de personnalité juridique.

il n'est pas toutefois l'exécuteur de la volonté de l'association, mais il agit en son nom personnel.

Il ressort de cette situation juridique que le syndicat professionnel non enregistré sera contraint de faire inscrire ses droits patrimoniaux, non pas sous le nom de l'association, mais sous celui de chacun de ses membres ; on voit quel en est l'inconvénient ; les membres d'un syndicat changent fréquemment ; le registre d'inscription des biens ne pouvant être indéfiniment rectifié, les grandes associations professionnelles non inscrites ne peuvent pas profiter du bénéfice du régime hypothécaire. Et il faut alors avoir recours à des subterfuges, tels que l'inscription sous le nom de tierces personnes de confiance.

Voilà pour le régime des biens.

Le Verein non inscrit voudra-t-il maintenant ester en justice, sa situation sera tout aussi défavorable. En effet, l'on peut dire que le droit allemand le tient, quand il est défendeur, pour une personne morale, alors qu'au contraire, il fait valoir son inexistence juridique, quand il veut être demandeur.

Le § 50 du Code de procédure civile dit en effet :

« Est capable d'ester en justice, le Verein rechtsfähig.

« Un syndicat non personne morale, peut néanmoins être « condamné ; dans ce cas, le Verein tient au procès la « place d'une association enregistrée », et le § 735 du même Code ajoute :

« Pour exécuter une contrainte contre la fortune d'une association non inscrite, il suffit d'un jugement rendu contre lui ».

C'est donc qu'un syndicat professionnel non inscrit peut être responsable civilement (1), et la différence essentielle faite par le Code de procédure civile entre lui et la Société, à ce point de vue est exprimée par l'article 736 du C. P. O.

« Pour exécuter une contrainte contre la fortune d'une société, constituée d'après le § 703 du Code civil, un jugement doit nécessairement être rendu contre chacun des sociétaires. »

Nous verrons les conséquences de cette différence de régime ; qu'il nous suffise de montrer par un texte, la sanction que le droit allemand a apportée au refus d'un syndicat professionnel de se faire enregistrer.

Ce même droit interdit aux Vereine non inscrits d'ester en justice comme demandeurs, sauf le cas de demande reconventionnelle. Et il faut alors encore une fois recourir à un moyen détourné ; l'action étant refusée au Verein en tant qu'association, il faudra au comité directeur pour agir une procuration spéciale de tous les membres, et les règles du mandat lui seront seules applicables, à la place de celles plus favorables de la représentation légale. Une simple disposition des statuts donnant un mandat permanent n'est pas admise par la jurisprudence (art. 253 du C. P. O.)

Enfin, pour consacrer de façon précise le défaut de personnalité de l'association non inscrite, et pour bien montrer que le législateur a voulu ignorer ces associations et leurs représentants, il a édicté dans l'article 54 du Code

(1) Voir plus loin, p. 210 et ss.

civil une responsabilité à laquelle aucune clause de statut ne saurait déroger :

« Article 54. Celui qui a agi est seul responsable vis-à-vis des tiers de l'acte juridique qu'il a contracté au nom de cette société ; si plusieurs agissent, ils sont tenus solidairement. »

Assimilant l'association non inscrite à une personne morale pour toute responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, (art. 50 C. de pro. civ.), la loi s'est efforcée de l'empêcher de contracter, par conséquent d'avoir une existence profitable à son but, et cela en supprimant pour ainsi dire son crédit. D'avance une association professionnelle ouvrière de notre catégorie ne pouvait signer une convention collective de travail.

Tel est le droit actuel en matière de législation corporative et syndicale.

*3° Le projet de loi concernant les associations professionnelles
du 12 novembre 1906.*

Nous avons essayé de montrer dans les pages précédentes, qu'il y avait pour les syndicats professionnels des difficultés à se servir des dispositions favorables des art. 21 et 22 du C. C. all., à raison du but même de l'association, et de la menace permanente de dissolution ; et d'autre part nous avons énuméré les conséquences fâcheuses d'un défaut de personnalité juridique pour les syndicats.

Le législateur allemand, comme le gouvernement, s'est parfaitement rendu compte de l'incohérence de la

législation syndicale, ou plutôt de la nécessité pratique d'une législation particulière.

Depuis longtemps déjà des propositions et des projets de lois spéciales aux syndicats ont été déposés au Parlement allemand. Pour ne citer que les principaux, ce sont les propositions Schultze (Delitzsch) de 1869, de 1871, du Dr Hirsch de 1890, de Hitze de 1892, enfin le projet de loi déposé au Reichstag le 12 novembre 1906 (1).

C'est ce dernier seulement que nous voulons étudier. Il n'a pas été jusqu'ici plus heureux que les précédents; il a été présenté et accueilli en première lecture au Bundesrath, mais son adoption définitive a été ajournée par la dissolution du Reichstag survenue le 13 décembre 1906; (il avait été renvoyé à la commission le 27 novembre 1906(2).)

(1) On en trouve l'énumération complète dans l'exposé des motifs du Projet du 12 nov. 1906, Partie générale, p. 9.

Prop. Schultze Delitzsch, Drucksachen des Reichstags des Norddeutschen Bundes, I, Legislaturperiode. Sitzungsperiode, 1869, n° 164. Drucksachen der I session 1871, n° 43-91 et 151.

Prop. Hirsch, Drucksachen des Reichstags VIII. Legislaturperiode I, session 1890, n° 32.

Prop. Hitze, I session extraordinaire de 1890-92, XVIII^e Commission, n° 2 et 3.

Prop. Pachnicke, Drucksachen des Reichstags XI Legislaturperiode I session 1903-04, n°s 90-127, etc...

Enfin Entwurf eines Gesetzes betreffend gewerbliche Berufsvereine, déposé au Reichstag, le 12 novembre 1906. Verlagsarchiv, n° 4176, nach den Beschlüssen des Bundesraths Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags XI Legislaturperiode II^e session.

2^o Sessionsabschnitt 1906, 8 Anlageband, n°s 328-620 der amtlichen Drucksachen, Berlin 1906.

(2) Voir également sur ce projet de loi, *Questions pratiques de Législation ouvrière et d'Économie sociale*, mars 1907, p. 97 et ss.

La nécessité du vote de ce projet de loi sur ces matières se fait d'autant plus sentir en Allemagne, que si le Code civil règle pour tout l'Empire le droit privé des associations, le droit d'enregistrement par autorité administrative reste le privilège de chacun des 26 états allemands ; parce que cette concession de capacité juridique intéresse le droit public, et parce que ce point particulier a été expressément réservé aux états par l'art. 82 de la loi d'introduction au Code civil. La législation de la plupart de ces états remontant à 1850 ou 1860, on voit quelle limitation peut être apportée au droit d'association professionnelle, en arguant du refus d'enregistrement, à cause du but poursuivi par le syndicat. Et certes, on voit souvent un syndicat sortir de ses attributions purement professionnelles.

Le projet de loi de 1906 comprend deux titres principaux, suivant qu'il s'agit d'associations professionnelles dont la capacité juridique repose ou non sur l'immatriculation.

Titre I. — Le premier titre accorde la personnalité juridique par la voie de l'enregistrement prévu par le Code civil aux associations de patrons et d'ouvriers ; il faut que ce soient des associations industrielles, parce que le texte renvoie (art. 1) au titre VII de la G. O ; il faut de plus que les associés appartiennent à la même profession ou à une profession similaire. Le § 1 du projet exprime nettement que le but de semblables groupements doit être avant tout la protection et le développement des intérêts professionnels ; il doit s'agir des intérêts strictement professionnels des membres, tels que la défense des avantages que les membres de l'association peuvent tenir individuelle-

ment de leur qualité d'associés ; ce sera par exemple le droit pour un syndicat de s'efforcer de maintenir pour ses adhérents un taux de salaire élevé. Il aura le droit d'agir, d'intervenir, sans toutefois qu'il puisse prétendre représenter légalement la classe ouvrière, chaque fois qu'une prérogative de ses membres lui semblera dangereusement compromise. Son action sera légitime ; il ne pourra de ce chef encourir aucune responsabilité, mais il restera tenu dans les limites des § 152 et 153 de la G. O.

Le projet de loi ne s'occupe plus ici, à proprement parler, de la distinction dangereuse et subtile pour les associations professionnelles de Vereine à but économique ou à but idéal. Il y a presque impossibilité pour un syndicat à se dire association à but purement idéal, ne serait-ce qu'en considérant les avantages indirects qu'il procure à ses membres ; ou quand il s'agit d'un syndicat patronal, n'ayant d'autre objet que le maintien des prix de vente, qui s'efforce de diminuer loyalement les chances de succès des industriels récalcitrants. Il y a difficulté également à ce qu'un syndicat soit association à but économique ; il y a certains services, tels que celui de la publicité, dont un syndicat tire profit, et cela pour alimenter les caisses de grève ou de chômage, mais son but n'est pas un but lucratif.

C'est ce double caractère du syndicat professionnel qui exigeait pour lui permettre de vivre une législation particulière, et le titre I du projet a voulu, pour faciliter l'acquisition de la personnalité civile, ne retenir que le caractère essentiel de l'association professionnelle, à savoir la défense des intérêts d'une industrie ou d'un métier déter-

miné. Si tel est le but du groupement, une simple inscription conforme à l'article 21 du Code civil suffira pour permettre au syndicat de vivre et de prospérer.

Certaines dispositions toutefois du Code civil allemand sous la rubrique : Des associations inscrites § 53 à 80 sont considérées par les syndicats professionnels comme dangereuses et les empêchent souvent de profiter des facultés de l'article 21. Une de celles que le syndicat redoute le plus, est au § 72 du Code civil allemand.

« La direction de l'association inscrite doit fournir à toute réquisition au tribunal de bailliage une liste des membres de l'association. »

Le § 11 du projet de 1906 décide nettement que pour les syndicats professionnels l'article 72 ne s'appliquera pas. La sanction en était sévère en effet. Il pouvait y avoir en cas de refus dissolution de l'association. Le § 11 du projet remplace cette obligation par celle moins rigoureuse de ne pouvoir s'opposer à ce que l'autorité administrative prenne connaissance de la liste des adhérents ; il réduit en réalité une exigence légale sanctionnée, à n'être qu'une mesure de police. Et cela a d'autant plus d'importance pour les syndicats qu'il leur est ainsi permis d'être régulièrement constitués, quand bien même il ne s'agirait que de groupements passagers, tels que syndicats de grèves, alors que le texte de l'article 72 leur interdit pratiquement de le faire ; ils ne connaissent pas en effet toujours individuellement leurs propres membres, et ils ont de plus souvent intérêt à taire leurs noms.

Inversement le titre I du projet ajoute aux rigueurs de la loi civile, (article 43, § 1 à 3 du Code civil) et prévoit dans

son § 13 d'autres causes de retrait de la capacité juridique. Elles s'appliquent aux associations professionnelles dont les décisions ou les agissements illégaux menaceraient l'ordre public, et encore à celles qui poursuivraient un but ou subiraient des modifications non prévues par les statuts, et enfin à celles qui occasionneraient une grève ou une suspension de travail (lock-out), de nature à mettre en danger la sécurité, à troubler l'approvisionnement en eau et en lumière des populations, et à menacer la vie humaine, etc.

Mais dans l'ensemble, et à part des restrictions très logiques pour les services d'intérêt public, le projet de 1906 est assez libéral.

Comme nous le disions plus haut, ne s'attachant qu'au but primordial, la défense des intérêts professionnels, le législateur allemand permet la création de caisses de secours en cas de chômage ou de maladie, l'établissement par le syndicat de cours d'éducation professionnelle, la fondation de bourses de travail, l'institution de chambres arbitrales pour la solution des conflits, toutes choses qui n'autoriseraient pas d'appeler de semblables groupements associations à but purement idéal, et ces divers buts suffiront pour requérir l'application de l'article 21, partant la personnalité civile (1).

(1) Nous passons sous silence bien des dispositions intéressantes du projet de lois ; une étude complète ne serait pas ici à sa place. Le projet énumère en effet les causes d'opposition administrative, § 4 à 5 à l'inscription que nous retrouvons au titre II, puis il examine comment se fera l'administration des affaires syndicales, § 11 à 13, comment sera réglée l'entrée ou la sortie des membres du syn-

Titre II. — Le titre II du projet examine le cas des associations professionnelles, de nature telle qu'elles fussent contraintes de solliciter la faculté de l'article 22, c'est-à-dire la personnalité civile par autorisation. Il doit s'agir surtout ici, à notre sens, des syndicats patronaux; eux seuls en effet font souvent acte de commerce, eux seuls, sont parfois des associations à but purement économique, et l'on sait que le Code civil allemand réserve au droit public de chaque état la législation particulière à cette sorte d'association. Par les § 19 à 22, le projet de 1906, changeant pour les syndicats le principe que nous venons d'énoncer les met seulement encore ici sous la surveillance des autorités administratives et de police. Bien plus, voulant fonder pour nos associations le droit commun sur le § 21 du Code civil, si leur but exprimé et réel est celui de la défense des intérêts professionnels, quand même il y aurait de quelque manière association à but économique, il autorise l'inscription et l'immatriculation du § 21.

Néanmoins toutes les défenses et prescriptions relatives aux associations à but religieux ou politique sont maintenues, et l'article 61 du Code civil en particulier trouve ici son application.

Les autres règles du titre I demeureront applicables à ces associations.

Telle est la teneur du projet de 1906. Il est souhaitable de

dicat, § 45, et il édicte et renouvelle des dispositions de droit pénal, en même temps qu'il maintient certains textes de droit public, relevant des législations particulières des États. Enfin les considérants du projet parlent de la responsabilité civile du § 31, appliquée aux Vereine. (Voir plus loin, *La Jurisprudence*, section B, 2^o p. 244 et ss.)

le voir aboutir, pour que l'on ne se trouve plus, comme cela arrive si souvent en présence de syndicats de faits, sans existence juridique, et souvent dans l'incapacité, à raison de leur but, d'obtenir une consécration légale.

SECTION B

La Jurisprudence.

Il convient d'abord de nous demander quels sont pour la jurisprudence allemande les actes de nature à engager le patrimoine de leurs auteurs (1) ; pour y parvenir, nous ne tiendrons aucun compte de la qualité de ces auteurs, nous voulons dire par là, que nous ne nous distinguerons pas, suivant que nous sommes en présence d'un syndicat professionnel, d'un syndicat patronal, d'un groupement d'ouvriers, ou d'un individu isolé, mais que nous ne nous occuperons que de la nature des actes qu'ils peuvent commettre.

Ce sera la première question.

Quelle application les tribunaux de l'Empire ont-ils fait de ce principe une fois dégagé aux associations professionnelles ? tel est le nécessaire complément du premier point que nous allons nous efforcer de solutionner (2).

(1) Consulter sur ce point : OERTMANN, *Welche zivilrechtlichen Folgen Knüpfen sich an die im modernen Lohnkampf üblichen Verrüfserklärungen u. s. w.* dans les *Verhandlungen des 28^o Deutschen Juristentages*. Berlin 1906, Guttentag, p. 33 et ss. ; R. VON BROCKER, *Schadensersatz, Ansprüche aus dem Lohnkampf*, Hambourg, 1906.

(2) Les hypothèses de responsabilité civile, d'associations profes-

1^o. — De la nature des actes susceptibles d'engager la responsabilité de leurs auteurs.

Nous retrouvons ici, comme en France et en Angleterre, les conséquences inévitables d'un même régime d'organisation industrielle ; les mêmes conflits du capital et du travail produisent en Allemagne des effets similaires à ceux que nous avons étudiés ailleurs. Là encore, quoiqu'on en dise, une guerre incessante est déclarée entre patrons et ouvriers. C'est l'appréciation des actes d'hostilité, d'attaque ou de défense de l'une ou l'autre partie, qu'il nous appartient de faire. Non pas, que nous ayons à nous demander laquelle des deux est sortie triomphante du combat ; cette question n'est qu'un état de fait, mais comme en droit international public où l'on recherche si les moyens en usage sont ou non conformes au droit des gens, il nous faut savoir, si les procédés d'attaque du travail, ou de défense du capital sont ou non contraires au droit civil, puis quelle sera l'indemnité de guerre, le montant des dommages-intérêts, et comment ils seront recouvrés par la victime lorsque les moyens seront illicites. Les méthodes de combat sont nombreuses ; et les adversaires changent très souvent.

sionnelles sont bien plus rares en Allemagne qu'en France ou en Angleterre ; cela vient, nous le verrons, de ce que leur capacité est plus contestée, en particulier celle d'ester en justice, et d'autre part, de ce que les conflits du travail et du capital, tout aussi violents, ne sont pas la plupart du temps dirigés ouvertement par le syndicat professionnel.

Ou bien l'un des combattants cherche à supprimer l'autre sur le terrain économique par la mise à l'index ou la mise en interdit, c'est la méthode d'un syndicat patronal, à l'égard de l'un de ses membres qui ne se soumet pas au tarif de vente admis par l'association ; c'est celle du groupement ouvrier, qui veut amener un patron à composition sur le taux des salaires en lui rendant fort difficile le recrutement de son personnel ; c'est encore celle que l'on emploie dans le boycottage, en dénigrant les objets fabriqués dans telle ou telle usine. Ou bien l'un des adversaires s'efforce de faire disparaître un allié gênant de son rival, c'est le cas d'un syndicat ouvrier, qui veut par une menace de grève, contraindre un patron à exclure de ses ateliers un renégat, un blackleg, comme on dit en Angleterre, ou bien un non-syndiqué qui cause à la main-d'œuvre ouvrière un préjudice certain ; c'est l'hypothèse allemande de la liste noire des groupements professionnels.

Ou bien l'un des combattants abandonne en quelque sorte la lutte, et disparaît devant l'autre. C'est la grève ouvrière, c'est le lock-out patronal. Les deux éléments, capital et travail sont bien dans un état de guerre presque continuel, mais surtout parcequ'ils ne peuvent subsister et prospérer l'un sans l'autre.

L'abandon du travail cause au capital un tort considérable et la fermeture des ateliers, en supprimant le travail ne peut elle aussi se justifier que par des motifs légitimes.

Quels sont donc les principes de la jurisprudence allemande en de semblables conflits ?

Ils ne sont pas faciles à dégager, parce que les hypothèses de mises en interdit, de grève, ou d'expulsion du syndicat se trouvent, comme en France, réglementées par deux ordres de dispositions, les unes pénales, les autres civiles. Les dispositions pénales sont contenues dans les § 143 et suivants de la « Gewerbeordnung » pour l'Empire d'Allemagne, et particulièrement dans le § 153. Les dispositions civiles principales sont celles de l'article 823 du Code civil allemand et de l'article 826.

Ce qui contribue à la difficulté d'interprétation de nos espèces de conflits, c'est qu'en effet, les tribunaux allemands se laissent souvent guider par l'impunité pénale pour refuser les dommages-intérêts civils. Il y a là quelque chose de logique bien évidemment, mais il peut y avoir aussi préjudice et faute civile, sans risque d'encourir une condamnation pénale.

Nous étudierons successivement :

- a) Les mises en interdit et les mises à l'index ;
- b) Le Boycottage ;
- c) La Grève, le Lock-Out.

A). LES MISES EN INTERDIT ET LES MISES A L'INDEX

1° *Les ouvriers.*

La jurisprudence, en matière de mise en interdit a été fixée par un jugement du tribunal d'Empire (Reichsgericht) de 1906 (1).

(1) Rapporté dans ses considérants principaux par le *Journal*

Des ouvriers boulangers de Kiel, se trouvant insuffisamment rémunérés, firent emploi des moyens ordinaires pour forcer la résistance des patrons. Non seulement ils attirèrent à eux par la presse et par des brochures l'opinion publique, mais ils firent agir leur Verein, leur syndicat professionnel. Ce dernier fit publier la liste noire des patrons boulangers, c'est-à-dire la liste qui mettait en interdit telle et telle boulangerie faisant travailler à un taux de salaire jugé insuffisant par le syndicat ; il fit interdire à ses associés sous menace d'expulsion d'y accepter du travail, et sollicita du public, son appui et son obéissance.

C'est alors que les patrons boulangers de Kiel intentèrent contre les auteurs de cette mise en interdit une action en dommages-intérêts qui fut portée devant le tribunal d'Empire. Cette demande fut rejetée et pour les motifs suivants.

Le tribunal estima que la mise en interdit n'était pas contraire au droit dans les conflits du travail, qu'elle rentrait dans les moyens licites, si elle était accomplie sans violences, et si son but était d'obtenir des conditions plus favorables de salaire et de travail. La mise en interdit des ouvriers boulangers de Kiel avait été accomplie sans violences (1), les entrepreneurs ne pouvaient donc pas

de Francfort, du 25 août 1906, et publié par la *Sociale Praxis*, d'août 1906.

(1) On voit que le principe admis ici par la jurisprudence allemande est le même que le principe dégagé par les Cours et tribunaux français. Le mot manœuvres frauduleuses, si vague dans notre droit français (art. 414 du Code pénal) n'est pas employé en droit

exiger la réparation en justice des dommages que la mise en interdit leur avait causés.

Mais il ne suffisait pas au Reichsgericht d'apprécier les rapports du syndicat ouvrier et des patrons ; encore fallait-il qu'il se rendit compte si à l'égard des ouvriers syndiqués ou non, le Verein ouvrier n'avait commis aucun acte illicite. Le jugement rapporté n'en voit aucun dans le fait pour le syndicat ouvrier d'user à l'égard de ses membres de la menace d'expulsion au cas où ils ne voudraient pas prendre une part active au conflit du travail ; c'est là ce que décident les considérants du jugement. Il n'y a pas ici menaces au sens de l'article 153 de la G. O., parce qu'il n'y a qu'application pure et simple des droits qui sont concédés aux directeurs du syndicat par les statuts mêmes de l'association professionnelle enregistrée.

Bien plus, l'article 152 de la G. O. autorise expressément les conventions faites en vue d'obtenir de meilleures conditions de paye et de travail, et du moment que le syndicat des ouvriers boulangers avait ouvertement annoncé l'emploi imminent des moyens tels que la suspension du travail, ou le renvoi des ouvriers de l'association

allemand ; les textes définissent le cadre des manœuvres frauduleuses.

Le texte pénal du § 153 de la G. O. s'exprime ainsi : « Celui qui décide, ou cherche à décider autrui, par contrainte de corps, à l'aide de menaces, par atteinte portée à l'honneur ou par calomnie etc... »

Il est vrai que le paragraphe correspondant en droit civil fait lui aussi l'objet de tous les commentaires et de toutes les interprétations c'est l'article 826 du C. C. all. : « Celui qui à dessein nuit à autrui par des agissements contraires aux bonnes mœurs est tenu de réparer le dommage ».

professionnelle, le Reichsgericht a jugé qu'il ne pouvait y avoir emploi interdit de la menace, mais au contraire usage d'une défense légitime.

Puis, étudiant la question au point de vue purement civil, et faisant application de l'article 826 du C. C., le Reichsgericht n'a pas vu dans les actes du Verein, des agissements contraires aux bonnes mœurs, qui fussent la source de responsabilité civile.

Ses appels au public, et le fait de compter sur la collaboration des consommateurs pouvaient évidemment porter un préjudice aux patrons boycottés, mais n'avaient, aux yeux du tribunal, rien d'illicite (1).

L'arrêt que nous venons de rapporter a fait dans la presse allemande l'objet de tous les commentaires. Il rompait avec une jurisprudence établie, et on lui a surtout reproché de ne tenir aucun compte des nécessités de la pratique, d'avoir appliqué les principes juridiques dans l'ignorance de la vie de tous les jours.

Il est bien certain qu'un semblable arrêt paraît conforme aux lois allemandes. Nous ne voyons pas sur quel texte appuyer une condamnation civile, soit pour la mise en interdit, soit pour le renvoi des ouvriers, qui refusaient au syndicat leur collaboration, du moment qu'il n'y a pas violence.

(1) Cet arrêt du Reichsgericht, par là même qu'il acceptait la licéité de la mise à l'index reconnaissait également que le boycottage qui y était joint n'avait rien d'illégal. Ces deux moyens de défense des ouvriers sont en effet intimement liés l'un à l'autre dans notre espèce. Mais le Boycott a trop d'importance en droit allemand pour que nous n'en fassions pas une étude séparée (voir le § B de ce même chapitre).

Permettre de semblables défenses aux ouvriers nous semble à l'heure actuelle une nécessité, quand l'usage en est pacifique, si l'on peut dire. Telle paraît bien être du reste la pensée des règlements impériaux aussi bien que de la loi sur les coalitions, non seulement pour la mise à l'index de patrons et d'ouvriers, mais encore pour l'expulsion d'ouvriers syndiqués qui n'acceptent pas les injonctions du Verein.

La seule étude de cette affaire nous donne le criterium admis en jurisprudence. Il n'y avait ici rien dans les actes du syndicat qui pût tomber sous les défenses légales. La liberté de l'industrie, aussi bien que la liberté individuelle sont garanties toutefois de façon trop précise tant par les textes du Code Civil allemand que par ceux de la Gewerbeordnung, pour que les mises en interdit, ou les mises à l'index soient déclarées licites en principe par les tribunaux allemands.

Chaque fois qu'une atteinte aux principes légaux, si petite soit-elle peut être découverte dans les agissements syndicaux, il y a condamnation civile.

Certes les tribunaux allemands sanctionnent, comme les tribunaux français et anglais, les actes du syndicat, qui n'ont pour but que de forcer les syndiqués à tenir leurs engagements envers lui; mais dès que l'action syndicale veut s'étendre pour contraindre un ouvrier à entrer dans l'association, ou bien dès qu'un patron ou un syndicat patronal se refuse à reconnaître le syndicat ouvrier, il y a responsabilité civile.

2° *Les patrons.*

Les patrons eux aussi ont été poursuivis devant les tribunaux de l'Empire allemand pour des faits similaires à ceux commis par les ouvriers. Nous n'aurions pas à nous en occuper si les actes prétendus illicites commis par eux, ne l'avaient été en leur lieu et place, par une forte organisation de syndicat patronal.

Plusieurs ouvriers avaient été renvoyés successivement de plusieurs ateliers, en vertu d'un mot d'ordre patronal. C'est aussi une sorte de mise à l'index; elle est même tenue par beaucoup, pour plus dangereuse que la mise à l'index ouvrière, parce qu'elle est occulte, parce qu'elle n'a pas besoin de se manifester ouvertement, n'ayant à être connue que de quelques personnes seulement.

(1) A Berlin, le syndicat patronal des industries métallurgiques avait mis à l'index un ouvrier, sans motifs suffisants peut-être, pour la seule raison qu'il était affilié au syndicat ouvrier de la profession. Cette mesure très sévère prise à son égard avait empêché cet ouvrier de trouver du travail; les patrons s'étaient successivement refusés à l'engager dans leurs ateliers et ceux qui par erreur l'avaient accepté l'avaient congédié dès qu'ils avaient eu connaissance des ordres du syndicat patronal.

L'ouvrier en question sans travail, éprouvant un préjudice certain d'une semblable mesure, intenta une action contre la société par action des fondeurs. C'était cette dernière en effet qui avait exigé du syndicat patronal la mise à

(1) *Entscheidungen in zivilsachen*, volume 57, p. 418 et ss.

l'index de l'ouvrier, et c'est à elle qu'il s'adressait pour obtenir des dommages-intérêts. La plainte de l'ouvrier fut renvoyée en première et en deuxième instance. Mais le Reichsgericht la tint pour bien fondée. Il vit en effet dans la mise à l'index de la part du syndicat patronal un acte contraire au § 826 du Code civil allemand. Les agissements du syndicat des industriels métallurgistes étaient à son avis contraires aux bonnes mœurs, et exigeaient une réparation.

Le Reichsgericht fonda la condamnation sur la garantie que les tribunaux devaient apporter à la liberté du travail. Il n'y avait évidemment rien d'illicite dans le renvoi de l'ouvrier par la société des Fondateurs, et il ne pouvait être question de réparation due par les patrons qui s'étaient opposés à son engagement dans leurs ateliers. Liberté du travail ne signifie pas en effet droit au travail.

Les droits de l'ouvrier ne prennent naissance qu'à la conclusion du contrat, mais le droit à la conclusion du contrat n'existe pas. Et puisqu'il n'y a pas de droit au travail, la non-concession du travail ne saurait être une violation du droit.

A cette argumentation des premiers jugements qui devait entraîner le rejet de la plainte de l'ouvrier mis à l'index, le Reichsgericht répondit, victorieusement à notre sens, qu'un tel raisonnement rendait illusoire la liberté du travail, parce qu'il ne tenait aucun compte de la mise à l'index du syndicat patronal.

Du fait qu'un patron n'accorde pas de travail à un certain ouvrier, il ne peut devenir responsable; mais à cette non-concession du travail s'était ajoutée une violation

du droit, qui avait supprimé pour ainsi dire ou restreint considérablement la liberté du travail. C'est celle-ci que la loi allemande, comme toutes les lois sur la matière, garantit, et non pas le droit au travail. La violation de la liberté du travail ne ressort pas du renvoi de l'ouvrier, ou de son non-embauchage, mais de la mise à l'index injustifiée. Il suffit de faire une application équitable de l'article 823 du Code civil : « celui qui a porté atteinte à l'intégrité corporelle, à la vie, à la santé, à la *liberté*, à la propriété, ou à tout autre droit d'autrui est tenu à la réparation du préjudice causé. »

La faute du syndicat patronal se trouve être dans le fait d'avoir voulu l'anéantissement de la possibilité de travail de l'ouvrier demandeur, et elle apparaît avoir des conséquences d'autant plus sérieuses qu'il s'agissait dans l'espèce rapportée, d'un ouvrier spécialiste pour ainsi dire.

Nous avons déjà rencontré en droit français dans la fameuse affaire Joost, cette circonstance particulière qui aggrave la responsabilité en augmentant le dommage, quand la mise à l'index est dirigée contre un ouvrier qui a des connaissances techniques approfondies, mais limitées. L'auteur du dommage toutefois était différent dans l'affaire Joost; c'était un syndicat ouvrier.

L'arrêt du Reichsgericht a tenu un très grand compte de ce fait, dans l'appréciation des dommages-intérêts. « Il est bien plus difficile, dit l'arrêt, pour un ouvrier particulièrement expérimenté dans une certaine branche d'industrie de trouver de l'occupation, s'il est exclu du domaine particulier de ses connaissances, à des conditions de salaires

analogues que pour un travailleur inexpérimenté. Celui-ci peut en effet, faire valoir sa force musculaire pour un travail quelconque, et il est partout presque impossible d'anéantir ou de limiter la liberté d'exploitation de sa force de travail. Il en est autrement pour l'ouvrier habile; les mises à l'index, comme celles dont il s'agit, portent plus facilement atteinte à la liberté du travail, et entraînent des conséquences plus redoutables. »

M. le professeur Riezler (1) cherchant dans les textes du droit allemand ceux qui garantissent la liberté du travail reconnaît que le principe n'en est nulle part expressément indiqué, mais qu'il n'en est pas moins un des plus importants principes du droit :

« Je conçois, dit-il, la liberté (2) dans l'accomplissement du travail comme un droit personnel, tout particulier, qu'on ne peut discerner de la liberté de *personnalité* qui est sous la protection de l'article 823 du Code civil.

Celui qui cherche à empêcher quelqu'un de trouver un travail sérieux, ou de découvrir une bonne occasion de travail, lui cause par là même un dommage dont il doit réparation. Les dispositions légales s'appliquent non seulement au groupe des travailleurs en grève, s'opposant au travail de leurs camarades, mais aussi, aux Unions de patrons, qui, par la mise à l'index injus-

(1) Extrait des *Archives für Bürgerlichen Recht*, Bd, 27 p. 219 et ss; RIEZLER, *Arbeitskraft und Arbeitsfreiheit in ihrer privatrechtlichen Bedeutung*, Friburg, in Br.

(2) *op. cit.*, p. 221.

tifiée d'un ouvrier rendent illusoire la liberté du travail... »

Les explications de M. le professeur Riezler conformes à l'arrêt du Reichsgericht, dérivent d'une juste application des textes du Code allemand. Au reste, il n'y a rien de contradictoire entre cette décision et celle que nous avons étudiée à propos des mises à l'index de la part des ouvriers. L'arrêt rendu après la mise à l'index ouvrière ne rompait avec la jurisprudence antérieure que parce que le syndicat ne s'était adressé impérativement qu'à des ouvriers syndiqués, et n'avait usé que de persuasion à l'égard des patrons et des autres ouvriers. Par ses agissements au grand jour, sous le contrôle de l'opinion publique, il avait agi dans les limites que la liberté du commerce et de l'industrie concédait aux ouvriers pour obtenir de meilleures conditions de travail. Le syndicat patronal au contraire, par des agissements voilés, contraires aux bonnes mœurs, avait porté une atteinte considérable à la liberté du travail.

La mise à l'index n'est donc pas une source de responsabilité civile, si elle ne va pas à l'encontre des dispositions des articles 823 du Code civil et 153 G. O., et elle n'est un moyen de défense légitime qu'à la condition d'être accomplie honnêtement et non pas de façon secrète, ce qui ne laisse aucun moyen de défense à la victime (art. 826, C. civ.). Chaque fois donc qu'elle n'aura pour but que de nuire à autrui, les tribunaux allemands, se rapprochant singulièrement, quoiqu'avec des principes différents des tribunaux français, condamneront à des dommages-intérêts le syndicat qui emploiera la mise à l'index.

B) LE BOYCOTTAGE

Le boycottage a pris en Allemagne une importance considérable dans les conflits du travail et du capital. Très souvent employé dans l'Amérique du Nord, il n'est usité fréquemment sur le continent européen qu'en Suisse (1) et en Allemagne, et c'est dans ces deux pays seulement qu'il a donné lieu en Europe à des actions judiciaires.

On cite en France une seule hypothèse de boycottage que nous avons rapportée (2) et encore n'est-elle, à notre avis, qu'une simple mise à l'index.

Il est du reste difficile de distinguer le boycottage de la mise à l'index, et il convient avant tout de définir le boycottage.

M. Liechti (3) en donne la définition suivante :

« Par boycottage, au sens actuel du mot, il faut entendre la mise en interdit d'un industriel (par un groupe organisé) dans le but de l'empêcher d'écouler librement ses produits, ou d'obtenir la livraison des matières premières nécessaires à son industrie. »

Elle est vraie, mais n'est pas complète à notre avis. Il serait plus exact et plus précis de réserver le mot de mise

(1) Voir plus loin, *étude de la jurisprudence suisse sur le Boycottage*, p. 272 et ss.

(2) Voir plus haut p. 120. On pourrait peut-être citer le label de la Fédération du livre comme une espèce de boycottage, mais il n'est qu'indirect et par conséquent licite.

(3) *Die Verrüfs-Erklärungen im modernen Erwerbesleben speziell Boykott und arbeitersperre*, par LIECHTI, Zurich, 1897, p. 17 et ss.

à l'index aux manœuvres dirigées contre les personnes et de n'employer celui de mise en interdit qu'à celles dirigées contre les choses, dans le but d'atteindre les personnes. Nous avons toujours dans les pages précédentes employé indifféremment les deux expressions de mise en interdit et de mise à l'index et nous continuerons à le faire. Nous réserverons au contraire celle de boycottage à la mise en interdit des produits industriels, des marchandises, des matières premières, en un mot des choses.

Ce n'est plus le nom de l'industriel que l'on met en avant, que l'on abandonne, suivant l'expression d'un arrêt de Cassation, aux commentaires plus ou moins désobligeants du public, mais le nom commercial de la marchandise qu'il offre au public ; ce sera par exemple la défense faite au consommateur d'acheter tel produit fabriqué par des ouvriers ayant travaillé à un taux de salaire inférieur au taux syndical ; mais cette défense ne mentionnera pas expressément le nom du patron, et ne sera pas adressée à telles ou telles personnes désignées comme dans la mise à l'index : défense aux ouvriers syndiqués d'accepter du travail chez tel patron ; elle sera générale.

Parfois pourtant le boycottage sera limité ; la défense sera faite à quelques personnes seulement. C'est le boycottage des matières premières d'une industrie : défense faite par un syndicat patronal de tissages d'une région déterminée d'acheter les filés d'une usine désignée qui ne veut pas se soumettre aux tarifs de vente fixés par le syndicat de sa profession, mais qui accepte de les vendre à un tarif inférieur.

Voilà les deux espèces principales de boycottage propre-

ment dit, de mise en interdit du produit fabriqué. Une telle défense se rapproche singulièrement des mises à l'index des personnes; les mêmes excès peuvent se produire, et les mêmes conséquences juridiques sont à redouter. Il est bien difficile de séparer sur le domaine économique le produit fabriqué de son fabricant, et de prétendre que la marchandise est mauvaise, sans risquer dans beaucoup de cas de faire acte de diffamation à l'égard de l'industriel. C'est ce qu'ont très bien compris plusieurs syndicats ou groupements qui ont fait usage d'un boycottage indirect. Au lieu de défendre l'achat de tel ou tel produit, ils ont recommandé au consommateur de faire un accueil favorable aux produits de la concurrence.

Pour ce dernier procédé, la jurisprudence allemande s'est parfaitement rendu compte de l'impossibilité où elle était de l'empêcher. Il est de toute évidence qu'il ne peut entraîner de responsabilité civile.

La *Soziale Praxis* (1) signale justement à ce sujet, le boycottage en usage à Berlin. Le « *Vorwärtz* » publie par exemple tous les trois mois une liste blanche des hôteliers de Berlin et des environs qui emploient des garçons syndiqués; et ne se livre sur les autres patrons hôteliers à aucune insinuation personnelle; c'est le boycottage par le silence. Il ne saurait être punissable, quand bien même cette liste blanche aurait les mêmes conséquences que la liste noire. Ce boycottage indirect a eu pour résultat que la jurisprudence allemande ne tient pas en principe le boycottage pour une méthode illicite.

(1) *Soziale Praxis*, août 1906.

Les listes blanches ont du reste, aussi bien que ce boycottage de tous les jours qui se fait par l'opinion publique et par la presse, rendu en Allemagne des services inappréciables dans certains cas, en particulier dans l'industrie de la confection à domicile. Il s'est formé en Allemagne plusieurs associations de femmes, pour combattre le travail à domicile, ou plutôt les abus qui s'en suivent. La Fédération des syndicats de femmes, comprenant environ 50000 membres, dit M. J. Held (1) a d'abord adressé au Reichstag une pétition dans laquelle elle réclamait l'extension des mesures protectrices du travail à l'industrie à domicile, en plaçant tous les locaux servant au travail sous la surveillance des inspecteurs de fabriques et en obligeant les entrepreneurs à ne livrer du travail qu'aux personnes fournissant une attestation des inspecteurs, d'après laquelle le travail industriel peut être accompli chez elles sans danger pour leur vie et leur santé.

Les réclamations de la Fédération n'ont pas abouti jusqu'ici, et le projet du gouvernement allemand du 18 mai 1897, bien que discuté en avril, novembre, décembre 1899, et le 25 mai 1900 n'a donné aucun résultat et n'a pas passé dans la loi (2).

La Fédération des syndicats de femmes a voulu par le boycottage indirect donner à ses vœux une réalisation pratique.

C'est ainsi qu'elle publie fréquemment par liste blanche

(1) cité par J. HELD, *la réglementation de la journée de travail des femmes dans l'industrie allemande*, Paris, 1907, p. 156 ; voir également *Soziale Praxis*, 11 janvier 1900.

(2) *Soziale praxis*, 27 mai 1897, p. 855.

les noms des maisons de confection faisant travailler à domicile, mais dans des conditions d'hygiène reconnues suffisantes, pour une durée de travail fixe, et donnant des salaires rémunérateurs sans exiger de ses ouvrières des veilles ou des heures de travail supplémentaires.

Nous ne reviendrons plus sur le boycottage par liste blanche, nous avons seulement tenu à montrer que, loin de pouvoir entraîner des conséquences regrettables, il pouvait parfois rendre de grands services à la défense des intérêts professionnels de ses auteurs.

Il n'en est pas de même du boycottage par liste noire ; quelquefois, il est vrai, il ne tombera pas non plus sous les coups de la loi civile ; mais souvent aussi, il constituera un délit, en frappant les produits de personnes étrangères au syndicat, en amenant une baisse des prix de ces produits ou en diffamant une personne.

L'attitude de la jurisprudence allemande à l'égard de ce boycottage est à signaler, quand la défense d'achat ou de vente de produits fabriqués émane de groupements professionnels.

Nous serions ici tentés d'adopter la classification des boycottages, que donne M. Liechti dans son ouvrage (1). Il estime qu'il y a trois sortes de boycottages. L'un, le (Konsumtions-boycott) boycottage de consommation, serait la défense faite par un groupement professionnel de faire aucun achat, cette défense pouvant s'adresser au public ou à quelques personnes ; l'autre, le (Lieferungs boycott) boycottage de livraison, la défense de vendre, réservée

(1) LIECHTI, *op. cit.*, p. 39 et p. 99.

aux groupements patronaux, l'autre enfin, le (Totalboykott) boycottage général, l'interdiction émanant d'un syndicat quelconque de conclure un contrat de travail avec la maison ou le syndicat ouvrier boycotté. Cette dernière sorte de boycottage se rapproche singulièrement de la mise à l'index (1) ; quant aux deux autres espèces elles sont régies par les mêmes principes juridiques ; la liberté de l'industrie souffre-t-elle de l'une ou de l'autre ? La limite des actes permis est la même pour toutes deux. C'est ce qui nous permet d'étudier sans distinction le boycottage devant les tribunaux allemands. Du reste, les espèces qui ont eu des conséquences civiles ne sont pas nombreuses ; les unes ont entraîné des poursuites pénales (2), et nous les laissons de côté ; les autres, et c'est la majorité se sont terminées par des transactions.

L'espèce la plus retentissante peut-être porte le nom de boycottage de la librairie, (Buchhändlerboykott) ; elle date de 1888 (3). Elle mérite d'être exposée avec quelques détails. Les auteurs de ce boycottage furent les membres du comité directeur du syndicat des libraires allemands

(1) On pourrait même, en exagérant la division adoptée par M. LIECHTI, ramener tous les moyens de combat professionnels à trois sortes de boycottage, en prenant ce mot dans un sens général :

- a) Le boycottage de la personne ;
- b) le boycottage du produit fabriqué ;
- c) Le boycottage du travail.

Ce serait les mises à l'index, ce que nous avons appelé le boycottage proprement dit, et la Grève ou le lock-out.

C'est du reste l'ordre que nous avons suivi pour l'Allemagne.

(2) Voir LIECHTI, *op. cit.*, p. 46 et ss.

(3) Il est rapporté dans Liechti, p. 20 et 21.

appelé Börsenverein (1). Il s'agit donc et on le voit dès l'abord, non plus d'un conflit qui aurait pris sa source dans les relations du patronat et de la classe ouvrière, mais parmi les membres d'un syndicat de vente de commerçants d'une même profession. On ne peut pas dire que l'on soit en présence d'un syndicat patronal proprement dit, si l'on entend par là syndicat d'employeurs. Le syndicat des libraires allemands comprenait des éditeurs, des imprimeurs, et des intermédiaires commissionnaires, des dépositaires, libraires, etc. Néanmoins, ce Verein a la même capacité que les Vereine ouvriers, et l'action en justice qui fut dirigée contre lui peut nous donner de puissants arguments d'analogie et de critique pour les relations du capital et du travail.

Le syndicat des libraires allemands avait fixé par décisions successives de son Comité et des Assemblées générales les prix de vente auxquels les éditeurs et les détaillants adhérents au syndicat devaient se soumettre, dans l'intérêt du commerce et de la librairie. Ces décisions avaient été portées à la connaissance de tous, au siège du Verein, par l'organe habituel du groupement le Börsenblatt. Il fut reconnu que plusieurs membres du syndicat vendaient au dessous des prix fixés et attiraient à eux par ce moyen la clientèle. Le comité décida à leur rencontre l'emploi du boycottage, non pas de ce boycottage s'adressant au public, mais de ce qu'on a appelé le boycottage de livraison. Il se donna comme but d'empêcher les Schleu-

(1) Voir *Entscheidungen des Reichsgerichts in civilsachen*, Band, XXVIII, p. 238 et ss.

derer, (c'est-à-dire ceux des syndiqués qui ne se soumettaient pas au tarif), de se fournir en marchandises ; et le Journal de Bourse des Libraires signala leurs noms et en première ligne la société M***, de Berlin. Les ordres du comité syndical étaient formels. Si les adhérents étaient éditeurs, ils devaient s'abstenir de livrer aux personnes désignées, ou bien ils ne pouvaient le faire qu'en abandonnant une toute petite commission, insuffisante pour couvrir les frais de la librairie boycottée. S'ils étaient assortisseurs ou commissionnaires, il leur était interdit d'entrer pour des publications en relations d'affaires avec elle. Bien plus, le comité voulant étendre son action en dehors du Verein sommait les non-syndiqués de cesser la livraison, dans l'intérêt général.

Comme sanction de ces prescriptions, il faisait prévoir aux syndiqués qui ne voudraient pas obéir, l'exclusion du syndicat, et l'empêchement où ils seraient désormais d'utiliser les avantages du Verein ; aux non-syndiqués la suppression des concessions que voulait bien leur faire le Verein, telles que l'emploi du Journal pour la publicité et l'office des renseignements gratuits.

Tel est le système qu'employa le comité du Verein. Il pria également les autres organisations professionnelles de se joindre à lui. Il invita l'Union des Libraires et l'Union des Commissionnaires de Leipsig à refuser à leur office de commandes celles adressées pour la Maison de Librairie boycottée.

Nous voyons dans ces manœuvres syndicales un système complet de boycottage ; dans la lutte industrielle les mêmes procédés que dans la lutte entre États se retrouvent

toujours ; c'est une sorte de blocus que le Syndicat des Libraires allemands avait voulu faire pour isoler la Librairie réfractaire à ses ordres. En interdisant à ses adhérents toute relation commerciale avec elle, le Syndicat faisait bien un boycottage, parce qu'il s'attaquait directement au produit. En empêchant la Librairie M*** de se fournir en marchandises, il lui interdisait pour ainsi dire tout acte de commerce.

La Société de Librairie M*** de Berlin en éprouva un plus grand préjudice que si le boycottage eût été la simple défense d'acheter des produits faite au public ou aux adhérents. Elle ne put que rarement et par des moyens détournés acquérir les livres nécessaires à ses magasins de vente et trouvant ce dommage à elle causé attentatoire à la liberté du commerce, elle poursuivit en dommages-intérêts, les membres du Comité du Börsenverein.

Elle n'obtint condamnation que devant le Reichsgericht ; les tribunaux inférieurs avaient repoussé sa demande.

Voici les arguments à la base de l'arrêt du Reichsgericht (1).

L'arrêt commence par établir le droit absolu pour plusieurs industriels d'exercer la coalition. La liberté de l'industrie n'interdit pas ce droit de défense ; plusieurs peuvent parfaitement s'entendre pour la fixation du prix de vente, et l'action syndicale du Börsenverein est parfaitement légitime.

(1) Voir citation plus haut p. 228. Nous notons seulement que la condamnation fut celle des membres du comité du Verein et non pas celle du Verein lui-même. (Sur ce point voir plus loin, p. 255.

Mais si le but du syndicat est tout à fait permis et ne peut en lui-même entraîner ni conséquences civiles, ni conséquences pénales, le moyen employé pour y parvenir est illicite et contraire aux textes de lois, en particulier à l'article 826 du C. C. allemand.

« Celui qui à dessein nuit à autrui, par des agissements contraires aux bonnes mœurs est tenu de réparer le dommage. »

Nous avons signalé toute l'imprécision de cet article, et toute la liberté d'interprétation que laisse aux juges cette expression de « bonnes mœurs. »

Le raisonnement du Reichsgericht fut formulé en ces termes :

« Si quelqu'un s'oppose par ses agissements aux relations naturelles qui dérivent de la vie professionnelle, de toute autre manière que par l'exercice légitime de la concurrence, et cela à dessein pour causer un dommage à un industriel déterminé ; et si la puissance industrielle de cette personne s'en trouve amoindrie, on se trouve en présence d'une atteinte portée à la propriété contraire au droit et préméditée » (article 823 du C. C.)

Puis examinant la publication du boycottage par le Verein dans le Journal de la Bourse, le Reichsgericht y voit une publication qui lèse la considération d'une personne aussi bien qu'elle porte atteinte au crédit de l'entreprise industrielle privée, crédit que tout commerçant a le droit de défendre, tant qu'il n'agit pas contrairement aux droits ou aux mœurs (article 826.)

Nous ne saurions qu'approuver dans son principe une semblable décision. Toutefois, dans cette espèce, comme

dans l'hypothèse du syndicat des Médecins français (1) que nous avons rapportée, il est permis de se demander, s'il n'y a pas à la conduite du syndicat tout au moins une excuse ; son but en agissant par le boycottage étant l'exécution d'une convention librement signée par la librairie dissidente, le Verein s'efforçait de la faire exécuter. La librairie boycottée avait manqué à ses engagements, et le moyen employé par le Verein était une application de la coalition légitime.

La plainte en dommages-intérêts de la demanderesse aurait donc dû être repoussée, si le Verein n'avait eu à sa disposition des moyens d'actions plus légitimes encore si je puis dire, ou plutôt dont la limite légale est moins difficile à apprécier, telle la poursuite en justice pour exécution de la convention.

Ne sommes-nous pas en effet, quand nous nous rappelons les faits de la cause, en face d'agissements qui menacent leur auteur d'une action en diffamation, surtout si l'on songe, et c'est ce dernier considérant qui nous engage fermement à approuver la jurisprudence du Reichsgericht, que le Börsenverein des libraires allemands, non content d'intimer des ordres à ses adhérents avait sommé les libraires non-syndiqués et les avait même menacés, s'ils ne le soutenaient pas dans son boycottage. Cette dernière mesure du Comité syndical est certainement en opposition avec les termes de l'article 826 du Code civil allemand et avec le principe garant de la liberté industrielle.

(1) Voir plus haut, jurisprudence française, p. 98.

Comme nous l'avons dit, seul pour ainsi dire, ce boycottage de la Librairie a entraîné des conséquences civiles devant les tribunaux allemands. Il nous suffit néanmoins pour apprécier utilement l'accueil que ferait le Reichsgericht à une poursuite en dommages-intérêts émanant d'un patron, dont les produits auraient été boycottés par un syndicat ouvrier. Il est bien certain que la même jurisprudence, et les mêmes articles du Code trouveraient leur application, dans le cas où un syndicat ouvrier demanderait à ses adhérents, puis au public sa collaboration, en les invitant à ne pas acheter les produits de telle maison faisant travailler à un taux inférieur de salaires. Le boycottage a certainement été employé contre le patronat par la classe ouvrière. La plupart de ses applications se sont terminées par des transactions et n'ont pas fait l'objet de poursuites civiles ; qu'il nous suffise de rappeler les célèbres boycottages des brasseries allemandes de Saxe et de Berlin (1). Ces deux affaires eurent pratiquement les mêmes conséquences. Nous ne retiendrons que la plus fameuse, celle des brasseries de Berlin de 1894, parce qu'elle dérive d'un conflit du travail proprement dit. A Leipzig et à Dresde au contraire, le boycottage fut déclaré par le syndicat ouvrier parce que les brasseurs, propriétaires de vastes locaux en avaient refusé l'usage pour des réunions du parti socialiste démocrate.

A Berlin le « Boykott » prit naissance en 1894, à la suite du

(1) Voir LIECHTI, *op. cit.*, p. 24 et ss. et les références également ; *Social politisches Centralblatt*, Jahrg, III, n° 39 et ss.. Jahrg, IV, n° 1 à 14 ; *Jahrbuch, f. Nat., Okonomie*, III, Folge, Bd, X, p. 482 et ss.

refus par les patrons de donner congé à des ouvriers tonneliers, qui voulaient fêter le 1^{er} mai. Une grève s'en suivit et il fut décidé dans une réunion ouvrière de boycotter deux des principales brasseries de Berlin. Les autres patrons brasseurs se solidarisant avec les boycottés pour la défense de leurs intérêts communs répondirent à cette décision par un lock-out partiel, renvoyant 15 0/0 de leurs ouvriers.

C'est alors que les syndicats ouvriers, considérant que les patrons prenaient une attitude agressive, au lieu de se tenir seulement sur la défensive étendirent par des circulaires, et proclamèrent dans des réunions publiques, le boycottage de la généralité des brasseries berlinoises.

Les syndicats ouvriers espéraient obtenir des patrons la reconnaissance officielle des Vereine, avec lesquels ils devraient traiter ; ils escomptaient un droit de surveillance sur les engagements d'ouvriers et les conditions du travail, et ne voulaient mettre fin au boycottage, que sous la promesse de réintégration des ouvriers renvoyés, et l'octroi de jours de repos déterminés.

Le boycottage dura six mois et le 28 décembre 1894 seulement un arrangement intervint sur arbitrage du tribunal industriel (gewerbegericht) et à la suite de concessions réciproques. L'on peut dire que la victoire appartient aux syndicats ouvriers, si l'on en juge par les reproches adressés aux brasseurs par le syndicat patronal ; ce dernier trouvait que les patrons avaient fait preuve d'un esprit trop conciliant et n'avaient pas résisté suffisamment en raison de leur grande puissance financière.

A l'opposé de ces capitaux formidables que réunissent

souvent en Allemagne de vastes associations patronales, se trouvent les maigres ressources des syndicats ouvriers. C'est ce qui nous explique le peu d'empressement que mettent les patrons boycottés à obtenir condamnation contre eux, surtout que nous verrons les tribunaux allemands préférer pour des raisons juridiques, la condamnation solidaire des membres du Comité du Verein, à celle de la personne morale elle-même.

C) LA GRÈVE. — LE LOCK-OUT

Les moyens de combat que nous venons d'étudier bien qu'ils soient énergiques ne sont néanmoins pas, on le sait, les plus fréquemment employés dans les conflits du capital et du travail. La grève reste l'*ultima ratio* des employés et, les employeurs opposent la leur, qui est le Lock-Out.

Les organisations patronales allemandes deviennent de jour en jour plus puissantes et se fortifient, chaque fois que la classe ouvrière devient plus arrogante, parce qu'elle est mieux disciplinée.

Le même mouvement que nous retrouvons en France et en Angleterre se fait particulièrement sentir en Allemagne. Ce n'est plus une lutte de quelques centaines d'ouvriers contre un patron, ou une société industrielle, c'est un combat qui tend à prendre des proportions gigantesques ; les adversaires seront des syndicats les uns contre les autres, ou des fédérations de syndicats les unes contre les autres. Plus les combattants sont nombreux, plus la lutte promet d'être meurtrière entre employeurs et employés ; plus les dangers

sont grands pour les organisations ouvrières et patronales, plus aussi les unes et les autres chercheront-elles peut-être à régler leurs différends pacifiquement. Appliquant les principes des Etats, elles songeront sans doute un jour à organiser quelque cour permanente d'arbitrage, à réunir quelque conférence de La Haye.

C'est dire qu'en Allemagne viendra dans un temps assez rapproché, le règne du droit pour régler les querelles entre ouvriers et patrons.

Mais pour le moment ramenant le conflit à des proportions plus modestes, il nous faut demander à la jurisprudence allemande, comment elle juge l'intervention syndicale dans une grève, ou plutôt (1) si elle juge que l'exercice du droit de grève peut donner lieu à une action en dommages-intérêts (2) du patron contre les ouvriers.

Au mois de mai 1899, un certain nombre d'ouvriers fondeurs déclarèrent à la direction de l'usine qu'ils se refusaient à exécuter certains modèles, parce que provenant d'une usine que le syndicat avait mise à l'index, comme faisant travailler à des prix de salaires inférieurs.

(1) Nous n'étudions en effet présentement que la nature des actes susceptibles d'une responsabilité civile suivant la jurisprudence allemande et nous cherchons le criterium à admettre pour déclarer licite tel ou tel moyen d'action des ouvriers. Nous verrons plus loin, p. 241 et s., l'application qu'en fera la jurisprudence aux organisations professionnelles.

(2) Nous avons choisi l'hypothèse qui nous paraissait la plus précise et qui semble avoir fixé la jurisprudence des tribunaux allemands. Elle est rapportée dans les [*Jahrbücher de Württembergischen Rechtspflege*] Extrait des *Entscheidungen des Oberlandsgerichts*, vol. 13, 1902, p. 158 et ss, avec note.

On les prévint que leur refus entraînerait leur exclusion des ateliers de la fonderie. Ils cessèrent alors immédiatement le travail et décidèrent la grève. Quelques jours après, par voie d'affiches, le patron les invita en vain à reprendre le travail ; et le 4 mai 1899, conformément aux dispositions des articles 134 et 123 de la Gewerbeordnung ils furent remerciés sans dénonciation préalable.

L'art. 123 3° de la G. O. dit en effet :

« Les ouvriers et aides peuvent être congédiés avant l'écoulement du temps conventionnel et sans dénonciation..... 3° lorsqu'ils ont quitté le travail sans autorisation ou refusent autrement d'une manière persistante de remplir les devoirs leur incombant. »

Non contente de cette mesure énergique et légale, la direction de la fonderie intenta une action en dommages-intérêts contre les grévistes, pour rupture illégale du contrat de travail.

Les ouvriers, comme on le voit, n'ont pas été poursuivis ni pour violences, ni pour le fait de la grève en elle-même, mais pour avoir contraint le patron à dénoncer brusquement le contrat de travail, ce qui lui était particulièrement préjudiciable.

Les défenseurs eux-mêmes reconnurent le droit de renvoi absolu du patron dans leur cas, mais soutinrent que là se bornaient ses prérogatives, que la Gewerbeordnung ne permettait en rien dans cette hypothèse une poursuite en responsabilité civile, qu'elle ne la prévoyait pas et que la liberté de coalition reconnue par ces mêmes lois indus-

trielles leur avait donné toute liberté d'action, sans violences (art 152 et 153 de la G. O.).

La Cour d'appel donna droit au patron, et condamna solidairement les ouvriers grévistes (1).

Les motifs invoqués sont les suivants :

Des dommages-intérêts doivent être accordés au patron, soit que l'on considère le contrat de travail, comme ayant été rompu par les ouvriers grévistes, soit au contraire que sa rupture provienne du patron lui-même.

1° En effet les dispositions de la *Gewerbeordnung* et en particulier l'article 124 limitent de façon précise la liberté de suspension du travail aussi bien que la liberté de renvoi. Certes le droit à la suspension de travail est consacré par le droit allemand, mais seules les dispositions de droit pénal restrictives ont été abolies, et les textes généraux du droit civil trouvent leur application pour la réparation du préjudice causé. L'article 826 du Code civil allemand qui est notre article 1382 peut toujours être invoqué; toutefois, et en ceci le droit allemand tranche à l'avance bien des contestations, les lois industrielles énumèrent les causes légitimes de suspension de travail, ne pouvant entraîner, même en cas de dommages en résultant, de responsabilité civile. Dans la grève des fondeurs, aucune cause légitime de rupture du contrat ne pouvait être invoquée par les ouvriers; bien plus ils avaient eux-mêmes reconnu le droit de renvoi par le patron.

2° En étant contrainte de renvoyer ses ouvriers, la direc-

(1) Sur cette question, voir plus loin p. 255.

tion de la fonderie en éprouva un préjudice certain; la production industrielle fut considérablement diminuée pendant la grève. Des ouvriers non-spécialistes durent terminer les modèles laissés inachevés et quitter pour ce faire des travaux non moins urgents.

Il est vrai qu'à cet argument les grévistes opposaient leur assentiment à faire chez le patron en question d'autres travaux que l'exécution des modèles d'Heilbronn, et arguaient par conséquent que le préjudice éprouvé par la fonderie provenait de la faute du patron lui-même.

Mais là pour la Cour, et à raison nous semble-t-il, n'était pas la question. Le droit de renvoi par le patron est absolu. D'autre part le droit à des dommages-intérêts en cas de préjudice résulte des principes généraux de la responsabilité auxquels renvoie expressément l'art. 123 de la G. O. *in fine* pour l'ouvrier congédié.

Ce paragraphe prévoit le cas du dédommagement qui pourrait être dû à l'ouvrier, dans un cas spécial, et pour l'apprécier il renvoie aux textes du Code civil.

La Cour a fait de même pour le patron, et a purement et simplement appliqué le § 626 du Code civil allemand traitant du contrat de services,

« Le contrat de services peut être dénoncé par chacun des contractants sans l'observation d'un délai, lorsqu'il y a de graves motifs de le faire. »

puis le § 628 *in fine* :

« Si la dénonciation a été causée par des agissements contraires au contrat et venant de l'autre partie, celle-ci

doit des dommages-intérêts pour le dommage résultant de la cessation des services » (1).

Dans notre espèce, le patron ne pouvait rien faire d'autre que de renvoyer les grévistes ; il risquait sinon un plus grand préjudice et le renvoi ayant été nécessité par la faute de l'ouvrier, les dommages-intérêts doivent être mis à sa charge. La brusque cessation de travail du tiers du personnel ouvrier de la Fabrique de Zufenhausen était la cause du préjudice.

Cet arrêt sur la grève est d'autant plus intéressant qu'en règle générale les choses se passent dans la pratique comme elles se sont passées en 1899 à Zufenhausen. Dans presque toutes les grèves, le patron déclare que les ouvriers qui n'auront pas réintégré l'atelier dans les délais fixés par lui, seront considérés comme n'appartenant plus à l'usine.

Dans ce cas, la jurisprudence allemande, faisant une correcte application du droit, proclame la responsabilité civile des auteurs de la grève ; elle juge en quelque sorte, comme nous l'avons vu, de la légitimité ou de l'illégitimité du mouvement ouvrier ; elle joue presque le rôle des arbitres qu'ont établis les patrons allemands pour leurs caisses d'assurances contre les grèves, mais elle le fait avec les distinctions autorisées par l'article 124 de la Gewerbeordnung. Certes, elle ne condamnera pas tous les grévistes, mais elle se refuse à sanctionner des défenses syndicales, qui n'ont pas pour but la défense directe des intérêts professionnels, telle que l'obtention de meilleures condi-

(1) Un article analogue existe en Suisse, § 346 du C. C. suisse.

tions de salaire, et elle couvre de son autorité l'application des conventions de travail.

A notre connaissance il n'existe pas de poursuites civiles, à la suite d'un Lock-Out patronal. Nul doute que les tribunaux allemands n'eussent consacré à l'occasion la même thèse juridique ; l'article 123 de la G. O. est le parallèle pour les patrons de l'article 124 du même code par les ouvriers ; les principes généraux de la responsabilité en cas de dommages seraient les mêmes, et nous sommes persuadés que le lock-out exécuté par la direction d'une usine sans motifs légitimes serait source de responsabilité pécuniaire.

2°. — Des sanctions de la responsabilité civile.

Nous avons jusqu'ici exposé et discuté les faits, comme s'il s'agissait d'individus quelconques ou de groupements inorganisés. Mais si les atteintes à la liberté du travail, du commerce ou de l'industrie proviennent du fait d'une association professionnelle patronale ou ouvrière, quel sera le fondement juridique de responsabilité dont les tribunaux allemands feront usage ? En d'autres termes, si les auteurs de la mise à l'index, du boycottage, ou de la grève illicite sont des représentants ou des membres d'un syndicat, la responsabilité pécuniaire va-t-elle remonter jusqu'à la personne morale elle-même du groupement professionnel, et en vertu de quels principes juridiques la jurisprudence le pourra-t-elle faire ?

Il est permis d'affirmer que dans un très grand nombre

de cas, les cours et les tribunaux allemands ont consacré la responsabilité civile des syndicats professionnels. Les mêmes difficultés pratiques d'exécution se rencontrant toutefois en Allemagne comme dans les autres pays, cette responsabilité est complétée, sanctionnée en quelque sorte, par la responsabilité solidaire des administrateurs ou des membres du groupement, ou bien, en dernier lieu par la dissolution du syndicat professionnel.

a) LE PATRIMOINE DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
ELLE-MÊME

Ce n'est pas, sans de grandes hésitations que l'on est parvenu dans l'Empire allemand à affirmer la responsabilité syndicale.

Souvent en effet, les tribunaux ont déclaré qu'un groupement professionnel ne pouvait être condamné, parce qu'il était incapable d'ester en justice.

Nous retiendrons par exemple un arrêt du 2 février 1905 du Zivilsenat de Berlin (1).

Une convention fut signée le 18 mars 1902 entre une union patronale, l'Union des Feingold und Silbergewerbe et l'Union ouvrière des travailleurs d'orfèvrerie ; un taux des salaires avait été fixé ; un tarif contenant la durée et les conditions du travail, les règles relatives à l'apprentissage et au placement des ouvriers, les principes à

(1) Extrait des *Entscheidungen des Reichsgerichts in civilsachen*, vol. 60, p. 94 et ss., année 1905, entre l'union des travailleurs d'orfèvrerie d'Allemagne et Cie comme défendeurs, et H. et B. comme demandeurs, Rep. VI, 153 à 154.

admettre en cas de conflit, s'imposait au respect de l'une et de l'autre partie.

Les paragraphes 15 et 16 de la convention stipulaient, que les ouvriers organisés ne devaient accepter du travail, que chez les patrons d'orfèvrerie signataires et fidèles au « *tarif* », et que d'autre part, les patrons n'ouvriraient leurs ateliers qu'à des travailleurs syndiqués.

C'était en réalité une convention collective du travail ; les contractants étaient présidents et secrétaires des deux Associations professionnelles.

L'Union ainsi créée par l'entente de ces deux groupements ne devait accepter d'autres adhérents qu'après un délai d'un an.

C'est alors qu'intervint un conflit entre l'Union et une tierce personne, à savoir une société industrielle d'orfèvrerie.

Cette dernière se plaignait d'un boycottage que le syndicat ouvrier avait établi à son préjudice, à la suite d'une baisse de salaires qu'elle avait décidée. Ce boycottage l'avait conduite presque à la faillite, en tout cas ses ateliers avaient été fermés.

Cette société dans le but de reprendre son exploitation, exigeait d'être incorporée à l'Union patronale et ouvrière, et comme cette faveur lui était refusée, elle attaqua le syndicat ouvrier comme ayant agi par le boycottage contrairement à l'article 826.

Les défenseurs firent valoir que leur organisation était un Verein non doué de la personnalité juridique (1), par-

(1) La plupart des syndicats allemands dans l'état actuel de la légis-

tant incapable d'ester en justice comme défendeur et d'y être condamné.

Le tribunal d'instance débouta le demandeur, mais l'Oberlandsgericht rendit une décision contraire qui fut cassée par arrêt du Reichsgericht et l'affaire fut renvoyée à une autre Cour d'appel.

Non seulement le syndicat ouvrier fut mis en cause, mais également l'Union patronale et ouvrière des syndicats; ce qui du reste ne pouvait changer en rien l'argumentation des juges, l'Union n'étant pas plus une association enregistrée ou inscrite que le syndicat ouvrier.

La Cour de renvoi rejeta la plainte des demandeurs, considérant les associations co-défenderesses, comme de simples associations de fait, incapables d'ester en justice et d'être condamnées, et cela à l'aide d'un raisonnement assez subtil.

Les défendeurs ne pouvaient tout d'abord être tenus pour des Vereine doués de personnalité juridique par le bénéfice des articles 21 et 22.

Mais ils ne pouvaient davantage souffrir des dispositions relatives à la société (art. 705 et ss.) auxquelles renvoie expressément l'art. 54 du C. C. dans le cas où nous sommes. Et cela parce que les intentions des signataires de la Convention de 1902, aussi bien que celles des fondateurs du syndicat ouvrier avaient été de constituer un groupement absolument indépendant des changements de personnes et d'adhérents qui pouvaient survenir. Il est

lation (et nous en avons dit les raisons) ne bénéficient pas des dispositions des articles 21 et 22 du C. C.

vrai que l'Union s'était appelée *Gessellschaft*, mais son organisation statutaire interdisait à la Cour de la tenir comme devant bénéficier des droits et des obligations de la Société. La Cour définit la *Gesellschaft*, un groupe de certaines personnes à l'exclusion d'autres, exigeant en cas de renouvellement d'adhérents un changement de contrat ; et les statuts de l'Union ou du syndicat n'étaient pas conformes à cette définition.

Voilà donc de quelle manière contraire au droit à notre sens, la Cour d'appel de renvoi décida du sort de la responsabilité civile syndicale. Il est pour nous absolument certain que l'article 54, et conséquemment l'article 735 et l'article 736 du Code de procédure civile, devaient s'appliquer.

Et c'est si vrai qu'il est difficile de concevoir une législation donnant l'impunité aux associations de fait illicites en réalité, pour frapper les associations inscrites ou autorisées.

La responsabilité solidaire des membres était seule possible ici de l'avis de la Cour. Nous croyons que cette décision isolée et exceptionnelle n'a été rendue qu'en considération d'arguments de fait que nous ignorons, et qui sans doute déchargeaient de tout délit ou quasi délit les associations co-défenderesses. Mais pourquoi faire usage alors d'un simple argument de procédure ?

Dans la plupart des espèces au contraire, les tribunaux allemands n'hésitent pas à condamner à des réparations pécuniaires l'association professionnelle qui a commis dans notre domaine un acte contraire au droit, mais les agissements de certaines personnes seulement engagent

le patrimoine de l'association. Ce sont celles que le droit allemand appelle les organes de la personne morale, de cet être indépendant et réel créé par le seul fait du groupement, et sans intervention de la fiction légale. Les agissements d'autres personnes appartenant au syndicat professionnel peuvent eux aussi avoir de l'influence sur le patrimoine commun, mais d'une manière différente et c'est ce qu'il nous faut bien distinguer et cela suivant que l'association est douée ou non de personnalité juridique.

α). *Associations professionnelles douées de personnalité juridique.* — S'il s'agit d'un acte d'un administrateur du syndicat ayant lésé les tiers, la responsabilité du patrimoine du Verein est fondée sur l'article 31 du C. C.

« L'association est responsable du préjudice que le directeur, ou un autre de ses membres, ou un autre représentant nommé conformément aux statuts, a pu causer à un tiers par un acte fait dans l'exécution de la mission à lui donnée et obligeant à réparation. »

C'est là le principe admis pour toutes les associations douées de personnalité juridique et partant pour les syndicats professionnels constitués conformément aux § 21 et 22 du C. C. (1).

Il se pose ici pour les associations professionnelles comme pour toutes les « rechtsfähige Vereine » la question accessoire de savoir quelle personne engage l'association.

(1) Extrait des *Entscheidungen in Zivilsachen*, vol. 57, p. 93 et ss.; voir également, Comment., de PLANCK, *op. cit.* § 31 c. c.

quand celle-ci est dirigée par un Comité et non pas seulement par une seule personne.

Certains arrêts, et en particulier celui auquel nous renvoyons, ont pensé qu'un membre quelconque du Comité ne pouvait par ses actes engager le patrimoine commun, mais qu'il fallait une action commune et simultanée de tous les élus du Verein.

Pour nous, en présence du texte du § 31, une semblable interprétation est une méprise du droit ; le texte dit en effet : le directeur ou un autre de ces membres, ou un autre représentant nommé conformément aux statuts.....

La plupart du temps, il est vrai, cette difficulté ne saurait être soulevée dans les conflits du travail : ou l'action du syndicat est ouverte et au grand jour ; c'est l'excitation à la grève, c'est le boycottage répandus dans le public par des affiches signées par le Comité tout entier du syndicat ; ou bien l'action syndicale est secrète et dissimulée, et alors le patrimoine de l'association est intangible.

Mais il ne suffit pas de donner le principe de l'article 31 du Code civil allemand, pour résoudre le problème ; encore faut-il exposer comment le droit allemand conçoit théoriquement la responsabilité collective d'une association engagée par le fait de son représentant officiel.

C'est qu'en effet le fondement de la responsabilité civile des syndicats varie avec la théorie admise sur la personnalité morale (1).

(1) Voir à ce sujet SALEILLES, *Études sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de code civ. all.*, 2^e éd., n° 320 et

En droit allemand, ce sont les théories de Beseler et de Gierke sur la personnalité morale qui ont prévalu, c'est-à-dire la conception de la réalité de la personne morale.

M. Saleilles (1), exposant à ce sujet la thèse de la fiction de la personnalité juridique, dit ce qui suit : « Les personnes morales étant de création artificielle, elles n'ont que les droits et obligations pour lesquels la personnalité leur a été reconnue, autrement dit ceux qui rejaillissent sur elles par le fait de leurs représentants. D'autre part ces derniers n'ont pas reçu mandat de commettre des délits pour le compte de l'être juridique au nom duquel ils agissent ; et comme cet être juridique n'a pas de volonté par lui-même, il se trouve que la condition première de l'obligation délictuelle fait défaut, la responsabilité. »

C'est clairement exprimer qu'avec une semblable théorie, il est impossible d'établir la responsabilité personnelle au point de vue du délit civil des personnes morales ; on est parvenu à la responsabilité, et dans l'ancienne jurisprudence allemande tout comme dans les autres pays, en rendant la personne juridique garante des actes accomplis par les représentants que la loi lui reconnaît. Il était nécessaire qu'elle garantisse l'exécution des obligations contractées en son nom ; bien plus, puisque le législateur lui concédait le droit d'avoir des organes vivants, elle devait en retour répondre de tous leurs actes, même de leurs quasi-délits. On lui concédait fictivement l'existence, on lui donnait les caractères d'une personne naturelle ; sa

p. 390 (note 1 et 4). *Code civ. all. annoté.* Art. 31, 54, 278, 823, 826, 831.

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 391.

volonté pouvait être en tous cas coupable du choix de ses agents, de la *culpa in eligendo* qui entraînait la responsabilité civile.

Mais à l'heure actuelle et maintenant que les théories de la personne morale réelle l'ont emporté, la jurisprudence allemande avait toute liberté pour consacrer la responsabilité civile personnelle de l'association professionnelle. En effet, le rôle joué par les administrateurs ou les membres du Comité d'une association professionnelle, personne juridique réelle, n'est plus celui d'un représentant ou d'un mandataire ; il existe indépendamment de la volonté individuelle de chacun des associés une volonté commune collective. C'est l'existence même de cette volonté qui produit un être juridique réel ; mais encore faut-il que cette volonté indépendante puisse se manifester au dehors et c'est par les organes de la personne morale qu'elle se manifeste.

« Les administrateurs d'une collectivité, dit M. Saleilles (1) traduisent à l'extérieur et manifestent au dehors cette volonté collective, et une en même temps, qui est à la base de la personnalité civile ; ils lui servent d'intermédiaires, ils en sont les organes.... C'est la volonté même du corps social qui s'exprime par la leur. »

Toute obligation contractée par un administrateur est donc obligation de la collectivité, tout délit qu'il commet est un délit collectif, entraînant responsabilité civile de l'Association.

Il suffira donc de savoir pour fonder une semblable

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 395.

responsabilité quels individus expriment la volonté collective.

Il y a dans un syndicat professionnel, plus peut-être que dans toute autre association, difficulté de les déterminer. Les membres du Comité, le président ou le secrétaire sont des organes du syndicat; à côté d'eux, certains employés salariés ne sauraient parler au nom de la personne morale; les conséquences de leurs actes sont simplement régies par l'article 831 du Code civil. Mais il faut considérer comme organes de l'association professionnelle, les individus quelconques, qui par le fait des circonstances, sans posséder nullement le titre officiel de représentants du groupement, s'érigent en maîtres ou en chefs du mouvement ouvrier ou patronal syndicaliste. Ce sera par exemple un syndiqué qui dirigera une grève illicite, avec l'approbation de tous ses camarades syndiqués. Peu importe qu'à l'ordinaire, son rôle soit effacé dans l'association; pour nous il exprimera à ce moment-là la volonté collective, et il pourra entraîner la responsabilité civile du syndicat professionnel. Et il en sera de même quand la grève non organisée par le syndicat est soutenue par lui en la personne d'un individu quelconque, mais approuvé par tous.

Une dernière question reste à élucider, c'est de savoir quel parti le droit allemand a pris sur la capacité délictuelle des personnes morales, si nous devons partir du principe subjectif ou objectif.

L'article 31 du Code civil exige pour qu'il y ait responsabilité (1) « la réunion de toutes les conditions qui enga-

(1) SALEILLES, *op. cit.*, com. de l'art. 31.

geraient la responsabilité personnelle de l'auteur du fait, si lui seul était en cause ; » donc qu'il soit en faute, article 823, s'il s'agit de délit.

L'article 823, § II, consacre la théorie de la faute subjective. Mais si l'on exige une faute de l'administrateur de l'association, on n'exige rien en retour de l'association elle-même. C'est là le point important.

Le Code civil consacre deux principes bien différents, suivant qu'il s'agit d'organes, ou d'employés de l'association.

Pour les employés, c'est le texte général de la responsabilité pour autrui ; on n'est responsable que s'il y a faute ; ou plutôt, il y a faute présumée du commettant et l'on admet la preuve contraire, faute dans le choix, ou faute par défaut de surveillance.

Pour les organes de l'association, administrateur ou directeur il n'est besoin d'aucune faute de l'association pour qu'elle soit responsable.

On voit quelle importance considérable il y a à bien distinguer ces deux catégories de personnes. L'article 31 du Code civil est un article impératif, qu'aucun statut ne peut éliminer. L'article 40 a soin de l'excepter dans ses dispositions. Dans aucun cas, l'association ne peut se décharger de la responsabilité de l'article 31 (1) ; elle ne pourra invoquer aucun moyen de défense.

Nous voyons là une confirmation expresse de la théorie de la réalité de la personne juridique. L'association est

(1) L'article 89 soumet particulièrement sous le nom générique de corporation, les syndicats professionnels à l'article 31.

responsable et ne peut pas éviter cette responsabilité, pas plus qu'une personne naturelle ne pourrait jouir de l'immunité quand elle commet des délits. La personne juridique est vivante, et agit par l'intermédiaire de ses administrateurs. La solution du Code civil est parfaitement logique pour les organes de l'association, et il était tout naturel, que cette dernière fût traitée comme les autres commettants, s'il s'agit d'employés ou de salariés.

En résumé, le Code civil consacre à l'égard des personnes morales une responsabilité purement objective par opposition à celle de l'article 831.

Pour donc condamner un syndicat professionnel à des dommages-intérêts, il appartient aux tribunaux d'apprécier les actes reprochés aux agents de ce groupement, et ils l'ont fait, avec les distinctions que nous avons étudiées plus haut et d'après les articles 823 et 826 du Code civil.

Ces articles sont les articles fondamentaux de classification des délits ; l'article 823 s'occupe des faits contraires au droit et l'article 826 de ceux contraires aux mœurs.

L'article 823 traite de la responsabilité objective en cas d'atteinte aux droits d'autrui, et dans son deuxième paragraphe exige une faute d'intention ou une faute d'imprudence, si l'on porte atteinte à une disposition légale établie dans le but de protéger une autre personne.

Quant à l'article 826, il faut pour qu'il y ait dommages-intérêts, fait déloyal contraire aux mœurs. Cet article est mixte de caractère, si je puis dire. « Tout fait domma-

geable en effet, dit M. Saleilles (1), ne devient pas un délit ; il faut encore qu'il se réalise par des procédés susceptibles de choquer les mœurs : condition objective de déloyauté et faute subjective d'intention. »

Tels sont les principes qui ont guidé la jurisprudence dans les affaires de responsabilité civile syndicale. Ce sont eux que nous avons rencontrés dans les espèces étudiées plus haut auxquelles nous renvoyons. A la vérité, peu nombreux sont les jugements ou les arrêts condamnant une association professionnelle à des dommages-intérêts. Les raisons en sont en Allemagne, comme dans tous les pays, dans le peu de crédit dont jouissent les syndicats ouvriers, partant dans l'inutilité d'introduire une procédure civile contre eux, et pour les syndicats patronaux, dans l'effort constant qu'ils font pour éviter de donner prise aux réparations pécuniaires, enfin et surtout dans la nouveauté de la législation unitaire allemande, aussi bien que dans le petit nombre de syndicats profitant des dispositions légales pour devenir des associations douées de la personnalité juridique.

β) — *Associations professionnelles dénuées de personnalité juridique.* — C'est qu'en effet dans l'état actuel de la législation, un grand nombre de syndicats professionnels se constituent en dehors des dispositions des articles 21 et 22 du Code civil allemand. Ils ne peuvent alors vivre que sous le bénéfice de l'article 34 du Code civil, c'est-à-dire qu'on leur appliquera les règles de la Société. Nous avons montré

(1) SALEILLES, *op. cit.*, § 826.

en étudiant la législation des Vereine non inscrits ou non autorisés, que le Code de procédure civile allemand par les articles 50 et 735 admettait une sorte de demi-capacité de ces associations de fait et qu'il donnait aux tribunaux un moyen de saisir leur patrimoine, comme s'il s'agissait du patrimoine d'une personne morale ; il se fonde pour le poursuivre sur le principe de la propriété en main commune. Le législateur allemand veut tenir pour un instant l'association de fait pour une association personne morale, quand elle est défenderesse à un procès civil. Et il le fait pour ne pas donner à ces Vereine un avantage à ne pas profiter des dispositions légales. Nous avons vu également que le Code de procédure civile semblant contredire l'article 54 du Code civil fait une différence au point de vue de l'exécution de la condamnation entre le Verein non personne morale et la Société.

A ce moment-là encore on tient ce Verein pour une personne morale, et alors qu'on exige un jugement contre tous les sociétaires individuellement, il suffit d'un jugement unique de condamnation contre le Verein de fait.

La Société est, elle aussi, une personne morale, mais pour la poursuite civile, le législateur n'en tient pas compte, alors qu'il retient ce caractère pour frapper l'association non douée en principe de personnalité juridique.

Poursuivant encore l'assimilation, pour déterminer les personnes qui engagent l'association en question, il faut se référer à l'article 31 et non à l'article 831 plus favorable et cela parce que ce groupement de fait, non illicite au point de vue du droit public est néanmoins un être réel, et

par conséquent dispose non de représentants, mais d'organes.

b). — LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION OU SES ADMINISTRATEURS
SONT TENUS SOLIDAIREMENT.

La jurisprudence allemande ne s'est pas contentée d'affirmer la responsabilité civile personnelle de l'association professionnelle; elle a voulu une autre responsabilité, à savoir la responsabilité solidaire des associés ou des membres du comité.

Très souvent, le groupement qui aura commis un acte illicite est un groupement provisoire; c'est un syndicat de grève sans patrimoine et sans fortune; ou bien il n'y a même pas de syndicat, et ce sont plusieurs ouvriers qui dirigent la grève.

Les cours et les tribunaux allemands ont déclaré ces individus, comme ces syndicats provisoires responsables civilement et pour y parvenir, ils condamnent solidairement toutes les personnes ayant pris part au mouvement.

C'est ce qui est arrivé dans l'affaire de la grève de Zufenhausen (1); quelques ouvriers avaient refusé d'achever leur travail et avaient tout fait pour déterminer leurs camarades au chômage. Le patron en subit un très grand préjudice et réclama des dommages-intérêts. Sa plainte fut

(1) Voir plus haut, p. 236, (*Entscheidungen des Oberlandsgerichts*, vol. 13, 1902, p. 158 et ss., 2°).

favorablement accueillie par l'Oberlandsgericht, qui condamna les ouvriers.

Voici la justification de la solidarité exprimée dans l'arrêt :

« Endroit commun, dit-il, plusieurs personnes intéressées d'un côté à un contrat sont responsables envers l'autre comme solidaires, si elles viennent à rompre le contrat ; il ne s'agit pas dans l'espèce du côté des défendeurs d'une rupture générale de contrat collectif de travail, mais d'autant de contrats de travail qu'il y a de défendeurs. Il est établi, d'après les faits de la cause, que chacun avait parfaitement conscience de l'illégitimité de son acte ; chaque ouvrier n'a pas seulement commis en ce qui le concerne un acte contraire à la loi, mais l'accord intervenu entre tous par le fait de la coalition fait de chaque ouvrier le complice de la rupture de contrat illégale des autres ouvriers. Chacun doit répondre solidairement de tout le dommage..... »

Voilà pour la responsabilité des groupements occasionnels et temporaires.

Mais la responsabilité solidaire des membrés ou des directeurs du syndicat est également, aux yeux de la jurisprudence une responsabilité subsidiaire, et devient parfois la sanction effective de la responsabilité du patrimoine syndical.

Certaines lois d'état spéciales, telles que la loi de Saxe du 15 juin 1868 la prévoient expressément et les arrêts en font souvent le corollaire de la précédente condamnation.

Parfois, les membres directeurs du Comité d'un syndicat non inscrit sont condamnés, comme responsables, et c'est alors la responsabilité personnelle du Verein qui devient subsidiaire (1).

c) DISSOLUTION DU SYNDICAT PROFESSIONNEL.

Enfin la condamnation solidaire de ces mêmes personnes est voulue dans certains cas par la loi elle-même, et les tribunaux sont forcés de la prononcer. C'est en cas d'insolvabilité de la personne juridique.

Que ce soit une association professionnelle autorisée (art. 42 du Code civil) ou bien une association inscrite (art. 74 du Code civil), elle peut être déclarée en faillite. L'association perd alors la personnalité juridique et les membres de la direction qui sont en faute sont responsables du préjudice causé aux créanciers et ils sont tenus solidairement.

La dissolution mécanique en quelque sorte de l'association professionnelle reste donc à la justice comme sanction suprême de la responsabilité civile.

Tels sont les moyens que la loi et la jurisprudence allemande ont mis en œuvre pour atteindre les syndicats professionnels auteurs de manœuvres illicites à l'encontre de la liberté du travail, du commerce ou de l'industrie.

Nous croyons ainsi avoir dégagé les principes juridiques qui ont guidé les tribunaux allemands pour fonder la

(1) Arrêt du Zivilsenat du 25 juin 1890. *Entscheidungen in Zivilsachen des Reichsgerichts*, vol. 28, p. 238 et ss.

responsabilité syndicale et nous avons montré la tendance du législateur allemand d'accorder une personnalité toujours plus grande aux associations professionnelles.

Les patrons et les ouvriers s'organisent de plus en plus fortement en Allemagne et il se pourrait que les luttes à venir soient de plus en plus meurtrières pour le patrimoine des organisations respectives (1).

Toutefois les *Gewerkschaften* et les *Vereine* paraissent se rapprocher des *Trade Unions* anglaises, se développer de

(1) Il est certain que les luttes terribles entre ouvriers et patrons aboutissent à peu de résultats si l'on en croit la commission générale des syndicats (rapporté au *Journal le Temps*, du 8 novembre 1907 :

Le bilan du mouvement ouvrier en Allemagne.

La commission générale des syndicats publie le résultat des conflits entre patrons et ouvriers en 1906, en même temps que les sacrifices qu'ils ont entraînés pour la classe ouvrière.

Les contestations survenues entre patrons et ouvriers du fait de l'une ou l'autre des deux parties se sont élevées au nombre de 7.500, intéressant 1.200.000 ouvriers. Plus de la moitié ont été réglées à l'amiable. Les 3.800 autres, qui ont abouti à des grèves ou à des lock-out, se répartissent en deux catégories : celles où les ouvriers avaient pris l'offensive, et celles où ils se défendaient contre une diminution des avantages acquis.

La première espèce de grèves a été de beaucoup la plus nombreuse. La statistique relève 2.265 de ces cas, intéressant 47 corps de métier et 170.000 ouvriers et 15.000 ouvrières. Ces luttes, provoquées en général par des demandes d'augmentation de salaires et de diminution d'heures de travail, ont coûté aux caisses syndicales 6.700.000 marks et ont représenté pour les ouvriers une perte de salaire minimum de 6 à 10 millions de marks.

Les grèves défensives, dues à une action patronale et auxquelles ont pris part 40.000 ouvriers, ne dépassent guère le chiffre de 1.000.

la même manière, passer par les mêmes crises, et devoir obtenir les mêmes résultats, en un mot prendre de plus en plus conscience de leurs véritables intérêts professionnels.

La responsabilité civile des groupements patronaux et ouvriers n'aura pas été inutile si elle les a engagés dans cette voie.

Elles ont coûté 4.300.000 marks et environ 2 millions de perte de salaire.

Les grèves et lock-out se soldent donc, dans leur ensemble, par une dépense syndicale de 8 millions de marks et une perte de salaire entre 8 et 12 millions de marks.

En regard de cette dépense figure la recette, c'est-à-dire les avantages acquis. 350.000 ouvriers y ont gagné une diminution de 4.200.000 heures de travail par semaine. Quant aux augmentations de salaires, elles se chiffrent par 4.200 000 marks par semaine, se répartissant sur 700.000 ouvriers. Dans 149 cas, les patrons ont dû reprendre des ouvriers renvoyés. Enfin 2.300 contrats de travail ont été conclus entre patrons et ouvriers.

La moyenne de la diminution des heures de travail était donc pour 300.000 ouvriers de trois heures et demie par semaine, et l'augmentation hebdomadaire de 1 mark 87 pour 700.000 ouvriers.

En regard de ce bilan, — qui n'est pas bien satisfaisant si l'on songe à l'effort qu'il a exigé, aux sacrifices que consentent les ouvriers dont les versements annuels aux caisses syndicales sont en moyenne de 24 marks par an, aux pertes de salaires que ces grèves entraînent, — en regard de ces modestes résultats, la statistique des associations syndicales relève le résultat des conflits qui ont été réglés à l'amiable, et où dans 75 0/0 des cas les ouvriers ont obtenu satisfaction.

La morale qui se dégage de ces statistiques est que les négociations, l'entente avec les patrons sont infiniment plus avantageuses, plus fécondes que la grève, qui ne doit être qu'une arme employée dans les cas extrêmes et non pas un instrument d'agitation.

Suisse

A propos de quelques décisions de Jurisprudence.

Les syndicats professionnels patronaux et ouvriers ont pris en Suisse depuis un quart de siècle une grande extension. Leur intervention est de plus en plus active dans la vie industrielle, dans les conflits du travail et du capital. Et comme ils ont conscience de leur puissance que n'entrave aucune législation, ils sont devenus plus peut-être que dans tout autre pays des organisations autoritaires, tendant non pas seulement à défendre leurs droits, mais aussi à constituer des monopoles ; c'est dire qu'ils ont souvent porté atteinte aux droits des tiers et à leur liberté ; ceux-ci en ont demandé réparation devant les tribunaux et la responsabilité civile des syndicats a pris dans ce pays une très grande importance pratique.

Ce n'est pas une étude de toute la question en Suisse que nous désirons faire ; nous nous limiterons ici à l'examen de quelques décisions jurisprudentielles qui

donneront à notre avis une idée exacte et suffisante des dispositions des tribunaux fédéraux à l'égard des organisations professionnelles. Cette limitation du reste s'imposait à nous, puisque nous retrouvons en Suisse la plupart du temps les arguments qui ont été donnés tant en France qu'en Allemagne en matière de délits ou de quasi-délits commis par les représentants des groupements professionnels.

Les syndicats patronaux et ouvriers peuvent se constituer et agir librement en Suisse, à la condition que leur but soit licite, moral, et conforme à l'ordre public. Tous les corps de métier quelque peu importants ont profité de cette liberté. Les associations professionnelles se sont multipliées et fédérées.

Il y a plusieurs syndicats intercantonaux, et une fédération nationale « la Fédération suisse des Syndicats Professionnels appelée aussi Fédération ouvrière Suisse ou Grütliverein » (1).

Il y a deux autres Unions fédérales, et celles-ci patronales : l'Union du Commerce et de l'Industrie, et l'Union des Arts et Métiers, l'une pour la grande industrie, l'autre pour le petit commerce.

Ces deux ou trois grandes Unions ont une situation presque officielle, et le gouvernement fédéral les consulte pour toutes les lois à caractère social, ou en général ayant pour objet la législation industrielle.

Ces syndicats et ces fédérations sont des associations

(1) JAY, *étude sur la question ouvrière en Suisse. Une corporation moderne*, 1893, in 12°.

libres ; en ce qu'elles ne sont en rien sous le contrôle de l'administration ; et en ce qu'il n'est imposé à personne d'en faire partie ; mais leurs adhérents voudraient les transformer en syndicats obligatoires (1).

Jusqu'ici le législateur s'y est refusé ; aussi les syndicalistes se sont-ils efforcés d'y parvenir par des moyens détournés, les mêmes que nous avons rencontrés en France, en Angleterre ou en Allemagne (2). Toutefois la

(1) Le comité central de la Fédération nationale siège à Saint-Gall, son secrétariat ouvrier est à Berne. Chaque année se réunissent des congrès analogues à ceux des Trade Unions. L'une des questions les plus discutées à ces congrès a été celle de la création des syndicats obligatoires. Dès 1889, la société suisse des ouvriers typographes et le parti socialiste roman réclamaient cette réforme ; en 1891, d'autres personnalités se déclaraient partisans du syndicat libre mais fortement réglementé par une loi. La même année, le 17 avril, une motion fut déposée au Conseil national dans le dessein que fussent institués des syndicats professionnels obligatoires pour les besoins de certaines industries (propositions Favon, Lachenal, Comtesse etc.). En 1892, la motion fut reprise, et il fut jugé à la commission du Conseil national qu'il y avait nécessité à s'occuper des conflits menaçants du capital et du travail, sans toutefois prendre parti sur le caractère obligatoire des syndicats. La question soumise au peuple fut repoussée le 4 mars 1894 à 20.000 voix de majorité ; on lui avait demandé d'attribuer à la Confédération le droit de légiférer dans le domaine des métiers ; il y vit un acheminement au syndicat obligatoire et par son vote s'y opposa. Sur 700.000 électeurs, il n'y eut que 280.000 votants ; mais on a toujours considéré ce vote, comme une manifestation en faveur de la liberté du travail. (Voir Henry OTT, *Le syndicalisme en Suisse*, Lausanne, 1906). Voir également, *Bul. de l'office du travail*, 1894. Extrait d'un rapport de l'Ambassadeur de la République française à Berne.

(2) Nous avons limité notre étude aux responsabilités civiles des syndicats en France, en Angleterre, en Allemagne et en Suisse bien que la question soit d'une très grande importance pratique en Amé-

convention collective de travail est plus en honneur; beaucoup d'associations professionnelles concluent des conventions avec les patrons, en les obligeant à n'embaucher que

rique, où le boycottage a pris naissance. (Voir sur ce point les études allemandes suivantes : SARTORIUS, *der moderne Socialismus in den Vereinigten Staaten*, p. 348 ; SARTORIUS, *die nordamerikanischen Gewerkschaften*, Berlin, 1886, p. 236 et ss. ; F.-A SORGE, *die Arbeiterbewegung in den Vereinigten Staaten in Neuer Zeit*, 1894-95, p. 333 et ss., et le résumé très intéressant donné par M. LIECHTI, *op. cit.*, p. 18.) Nous ne citerons qu'un arrêt de la Cour suprême aux États-Unis, rapportée au *Journal des Débats*, du 23 février 1908 qui donne une idée exacte de l'état actuel en Amérique des conséquences judiciaires des conflits du travail et du capital :

Voici l'espèce résumée par le *Journal des Débats* :

Le monde ouvrier américain est en proie à une vive émotion. En appliquant à la mise à l'index les pénalités prévues par la loi Scherman contre les trusts, la Cour suprême vient — s'il faut en croire le *New-York Sun* — de « porter au travail organisé, le coup le plus terrible qu'il ait jamais reçu. »

Voici ce dont il s'agit. Il y a quelque temps un fabricant de chapeaux du Connecticut entra en conflit avec ses ouvriers, congédia les syndiqués, et n'embaucha que des Jaunes. La Trade Union mit à l'index l'usine et les produits. Sur les instances du syndicat des ouvriers en chapeaux, la Fédération américaine du Travail publia le nom du patron sur la liste des « maisons suspectes », et engagea ses adhérents à ne jamais acheter ses produits. Le fabricant poursuivit le syndicat, évalua les pertes subies à 80000 dollars, et conformément à la loi, réclama, en dommages-intérêts, trois fois cette somme. Le *Circuit court* du Connecticut et le tribunal d'appel donnèrent gain de cause au Syndicat, et reconnurent la légitimité de la mise à l'index.

La Cour suprême vient de casser ces deux jugements et de reconnaître le bien-fondé de la plainte patronale. « La loi, a déclaré le *chief justice*, ne fait pas de distinction entre ces classes sociales. Elle décide que toute convention, coalition, ou conspiration, qui a pour but de réduire la circulation commerciale, est illégale. Les comptes

des ouvriers syndiqués. Et quand alors un ouvrier déplaît au syndicat, ou bien quand le patron, contrairement à la convention vient à admettre dans ses ateliers un non syndiqué, l'association professionnelle emploie la mise en interdit, la mise à l'index et le boycottage. En sens inverse l'usage des listes noires s'est répandu également chez les industriels suisses.

Les deux moyens les plus souvent employés sont la mise à l'index et le boycottage ou mise à l'index du produit. Ce sont ces deux-là que nous retiendrons particulièrement à notre étude, non pas que les autres procédés syndicaux ne puissent pas être et n'aient pas été le fondement de dommages-intérêts, mais parce qu'ils se rapprochent davantage des procédés syndicaux français.

Nous ne nous occuperons du but visé par le syndicat que pour apprécier la poursuite en réparation pécuniaire et traiterons indifféremment de la mise à l'index ou du boycottage portant atteinte à la liberté d'association professionnelle, à la liberté du travail et de l'industrie.

Section I. — La mise à l'index ou en interdit.

Section II. — Le boycottage.

SECTION I

La mise à l'index ou en interdit.

Un patron ou une société industrielle s'est engagé à

rendus parlementaires démontrent qu'on a tenté, à plusieurs reprises, de soustraire à l'application de ce texte les Associations de fermiers et d'ouvriers ; mais ces efforts ont échoué ; et la loi subsiste intacte » Le tribunal suprême l'a appliquée, sans hésitation, ni atténuation.

n'accepter que des ouvriers syndiqués et à les payer au tarif syndical.

Un ouvrier n'appartenant pas au syndicat vient à entrer dans les ateliers de ce patron, soit qu'il y ait de la part de ce dernier négligence ou inadvertance, soit qu'il y ait un manquement à des engagements consentis. De suite, le syndicat professionnel met à l'index le patron et l'ouvrier nonsyndiqué ; il veut contraindre ainsi le patron à exécuter ses promesses et à renvoyer l'ouvrier, ou bien il veut forcer l'ouvrier, le traître à la cause ouvrière, le rénégat, le « kroumir », comme on dit en Suisse, à se syndiquer.

Peu importe les autres motifs, c'est peut-être parce que cet ouvrier dissident accepte de travailler à un salaire inférieur, mais ce n'est pas une raison nécessaire. Il suffit qu'il déplaie à la majorité de ses camarades pour que, lorsqu'il y a convention avec le patron, le syndicat prétende user librement de la mise à l'index à son endroit.

C'est l'espèce que nous trouvons à Lausanne en 1891, où la mise à l'index avait pour auteur le syndicat intercantonal des menuisiers (1).

Une grève importante venait de prendre fin, et pour éviter le retour des motifs de la grève, le syndicat professionnel avait passé avec les patrons une convention qui n'accordait du travail dans l'avenir qu'à des adhérents de l'association.

Un vieil ouvrier menuisier, réfractaire aux idées du groupement voulut garder son indépendance, mais fut

(1) Rapporté par H. ORT, *Le syndicalisme en Suisse*, extrait de la *Gazette du Lausanne*, du 6 juillet 1906, II.

successivement évincé des ateliers où il avait sollicité d'être employé. Le syndicat en effet par une mise à l'index l'avait signalé à tous les membres de la profession, patrons et ouvriers.

On voulait le forcer à adhérer aux statuts syndicaux et ni les menaces, ni les intimidations ne lui furent épargnées.

Au lieu de se soumettre, l'ouvrier menuisier intenta une action en dommages-intérêts au syndicat professionnel. Il prétendait ne causer à la cause commune aucun préjudice; il n'avait jamais accepté de travailler à un tarif inférieur au tarif syndical; il s'était soumis à tous les règlements sur la durée du travail, et il arguait de l'illégalité de l'action syndicale, puisqu'elle ne pouvait être justifiée selon lui par la défense d'aucun intérêt professionnel menacé.

Conformément à l'article 50 du Code des Obligations (1), c'est-à-dire par une disposition similaire de celle de notre article 1382, le tribunal du district lui donna raison; mais en appel au Tribunal cantonal de Lausanne, il fut débouté de sa demande, et pour le motif que le syndicat n'avait fait qu'agir dans la limite de ses droits.

Cette jurisprudence du Tribunal fédéral nous étonne quelque peu; nous eussions compris la poursuite en dommages-intérêts intentée par le syndicat au patron signataire de la convention qui aurait accepté dans ses

(1) Art. 50 du Code des obligations : « Quiconque cause sans droit un dommage à autrui, soit à dessein, soit par négligence ou par imprudence est tenu de le réparer. »

ateliers l'ouvrier isolé. Mais une semblable convention ne saurait à notre avis avoir pour sanction légale, une mise à l'index ou une mise en interdit. Et cela d'autant plus que le Tribunal fédéral de Lausanne semble donner à la convention l'appui de ses décisions et qu'il n'est pas établi que la convention ait quelque valeur en droit. Elle a été évidemment signée par les deux parties, et nous ne prétendons pas qu'elle soit contraire à l'ordre public (1), comme tendant à supprimer la liberté économique du patron ; mais elle a été consentie par le patron pour mettre fin à une grève, et il est difficile de prétendre qu'elle ait de sa part été librement consentie.

Toute la question est de savoir si un intérêt moral est suffisant pour justifier la mise à l'index d'un ouvrier isolé ; depuis longtems peut-être en effet il était employé par un patron menuisier. Survient une grève, et une convention exclusive des non-syndiqués. Et la jurisprudence va permettre, de donner au seul titre de syndiqué, c'est-à-dire à celui de membre d'une association simplement tolérée, la force suffisante pour exiger le renvoi d'un individu qui n'a d'autre tort, et ne cause à la profession d'autre préjudice que de ne le pas porter.

Cet arrêt est d'autant plus singulier qu'il émane d'un Tribunal en général très soucieux du respect de la liberté individuelle de travail.

« Chacun a le droit, dit un autre arrêt (2), d'exercer librement son industrie, et en vertu de ce principe de

(1) OTT, *op. cit.*, I.

(2) Trib. fédéral, 30 mars 1896, aff. Vögtlin contre Geissbühler, dans le *Recueil officiel des arrêts* année 1896, p. 175.

liberté, nul n'est tenu de souffrir que des tiers viennent entraver ses affaires, en troublant les conditions normales sur lesquelles elles reposent et en ayant recours, pour empêcher un patron de se procurer des ouvriers et de gagner sa vie, à la pression, à la contrainte et aux menaces. »

Une affaire similaire a eu en Suisse un certain retentissement, c'est l'affaire Droz contre les sieurs Bohner et Mathey, président et secrétaire du syndicat des ouvriers graveurs et guillocheurs de La Chaux-de-Fonds (1).

Une ouvrière M^{me} Droz avait sollicité d'être employée dans les ateliers d'horlogerie d'une maison de la Chaux-de-Fonds. Reçue à un examen qu'elle avait subie pour exercer le métier de guillocheuse, elle fut admise en 1899 par la maison D***.

Sur ces entrefaites, elle demanda également d'être incorporée aux syndicats de sa profession et le Comité lui refusa l'entrée de la fédération « parce que, disait-il, elle n'avait pas fait un apprentissage régulier, et surtout parce qu'elle tombait sous le coup de l'art. 77 des statuts du syndicat disposant que le travail de la femme n'est pas admis dans le métier. »

Son mari, ouvrier également et syndiqué s'adressa au comité central de la fédération, reçut de lui une réponse favorable, mais le comité local ne voulut en rien se soumettre à la décision de la fédération.

(1) Arrêt du tribunal fédéral du 20 mai 1904, extrait du *Journal suisse* du 16 septembre 1904. Rapporté également : au *Recueil officiel des arrêts*, 1899, II, p. 792 et ss.; 1904, II, p. 217 et ss.

De plus, les ouvriers syndiqués de la maison D**, déclarèrent se refuser à travailler dans l'atelier où M^{me} Droz serait occupée, le patron n'ayant pas le droit d'accepter un non-syndiqué en vertu d'une convention antérieure.

Le patron pour éviter la grève renvoya l'ouvrière en question.

Privée de travail, M^{me} Droz actionna le président et le secrétaire du syndicat leur réclamant 2.500 francs de dommages-intérêts.

Le tribunal cantonal de Neuchâtel, le Tribunal fédéral ensuite repoussèrent sa demande.

Les considérants de l'arrêt sont particulièrement intéressants; aussi nous faut-il reproduire les principaux dans leur intégralité:

« Les défendeurs, dit l'arrêt, agissant au nom du syndicat ne nient pas que le but atteint ait été voulu par eux, qu'ils l'aient recherché; mais ils contestent que leurs agissements soient illicites. Le rapport de causalité entre le dommage et les actes des défendeurs est donc établi.

Le Code fédéral des Obligations ne définit pas, à son art. 50 ce qu'il faut entendre par acte illicite et dommage causé sans droit. Le Tribunal fédéral a toujours admis qu'un acte est illicite, lorsqu'il implique une violation de l'ordre public, ou lorsqu'il porte atteinte aux droits d'un individu, soit par un empiètement injustifié dans la sphère de ses droits, soit par une lésion causée à ses intérêts privés, légalement protégés.

Or, dans le fonctionnement de la vie économique moderne, le moyen le plus efficace qui soit à la disposition des ouvriers pour améliorer leur condition est leur consti-

tution en association ou syndicat. Le syndicat qui comprend la totalité ou un certain nombre des ouvriers d'une branche d'industrie, devient le *représentant naturel et normal* des dits ouvriers syndiqués pour tout ce qui concerne les conditions du travail. Le but du syndicat est d'obtenir que les patrons s'engagent à ne prendre à leur service que des ouvriers syndiqués. Il n'y a là rien de répréhensible.

Le syndicat s'est proposé, sans nul doute, d'accaparer le travail de la place au profit de ses membres et par conséquent d'exclure du métier d'autres personnes, de façon à éviter l'abaissement des prix et à limiter la concurrence. Il a décidé notamment d'exclure du métier les femmes. Il n'y a là rien qui soit contraire à l'ordre public ou qui porte atteinte aux droits légalement protégés de la recourante.

La vie économique actuelle est basée sur le principe de la liberté ; la liberté peut conduire au monopole ; cela est certain. Mais le fait de l'association ne modifie pas la nature de l'acte ; il n'a d'influence que sur sa portée économique et ne touche en rien à son caractère juridique. »

L'hypothèse du syndicat de La Chaux-de-Fonds qui a donné lieu à cet arrêt est un peu différente de celle que nous avons rapportée auparavant.

Le syndicat en refusant l'entrée de l'association à M^{me} D** avait un véritable intérêt à défendre et non plus seulement un intérêt moral. Les statuts avaient décidé d'exclure les femmes pour éviter la baisse des salaires et le patron s'était engagé à ne prendre que des syndiqués après avoir eu connaissance des statuts.

Le seul responsable est le patron ; c'est sa signature

donnée à la convention qui rend licites les agissements syndicaux, et c'est elle qui justifie la mise en interdit, en même temps qu'elle légitime le but poursuivi, qui n'est pas un but de pure malveillance. Une convention collective de travail doit être respectée par les deux parties, et le préjudice éprouvé par la dame D**, à la suite du brusque renvoi des ateliers de la maison D**, est dû à la faute du patron qui avait accepté de l'employer contrairement à la convention.

La jurisprudence suisse s'est en général montrée très particulièrement sévère à l'égard des organisations professionnelles qui dépassent le but qu'elles peuvent légalement poursuivre (1). Elle condamne la Chambre syndicale qui incite les ouvriers à la grève ou bien qui, par voie d'affiches ou de journaux met en interdit une usine, un atelier ou un produit sans motifs légitimes.

SECTION II

Le Boycottage.

Les cas de boycottage sont en Suisse nombreux. Il y a eu comme en Allemagne plusieurs boycottages de la brasserie.

En 1896, les ouvriers brasseurs organisés en syndicats obtinrent de leurs patrons d'importantes concessions : la

(1) Voir Cour de Justice de Genève 3 juin 1899; SIREY, 1900, IV. p. 16. Trib. fédéral, Suisse, 14 octobre 1899; SIREY, 1900, IV, p. 22. (Mise à l'index de la maison S. B., par la Chambre syndicale des ouvriers mouleurs de Genève).

journée de dix heures, un salaire minimum, des indemnités de logement etc. (1), mais leur principale revendication fut repoussée ; ils voulaient que leur bureau de placement fut reconnu comme bureau unique et officiel.

Un très grave conflit s'en suivit ; un patron brasseur fut boycotté, puis le boycottage se généralisa, les patrons s'étant solidarisés (2). Mais il prit fin par des transactions et ne donna pas lieu à des décisions de jurisprudence.

Très souvent au contraire, le boycottage à eu pour conséquence la condamnation du syndicat, en vertu toujours de la difficulté qu'il y a de séparer une semblable action syndicale d'une action diffamatoire (art. 303 du Code pénal et ses conséquences civiles). La question se pose en Suisse dans les mêmes termes que pour l'Allemagne. (3)

Ce qui nous intéresse surtout, c'est le principe admis par les tribunaux fédéraux qui déclare illicite tout moyen légal employé dans un but contraire au droit ou à la liberté (abus du droit, Tribunal fédéral 29 septembre 1899). C'est ensuite le procédé employé en Suisse pour frapper les patrimoines des organisations professionnelles.

(1) *Bul. off. Travail*, 1896, p. 439.

(2) *Brauereiarbeiter Boykott*, dans LIECHTI, Zurich, 1897, *die Verrufs Erklärungen im modernen Erwerbsleben*, p. 30 et ss.

(3) Genève, trib. de 1^{re} instance, *Semaine judiciaire*, 1893, XV, p. 627, S. et R. contre la société typographique, Neuchâtel, *Revue judiciaire*, vol. IX, p. 154, minoterie de Plainpalais, C. Saurer et Haféli et les nombreuses espèces rapportées dans LIECHTI, *op. cit.*, p. 24, 28, 29, 36 et 38, et pour les listes noires, LIECHTI, *op. cit.*, p. 126 et ss.

Il est admis ici qu'un syndicat n'étant pas inscrit au registre du commerce ne constitue pas une personne juridique, qu'il ne peut donc être le sujet de droits ou d'obligations et que par conséquent ce sont les membres seuls ayant agi en son nom qui doivent supporter la responsabilité des actes communs. Les syndicats sont tenus pour les représentants naturels des ouvriers, mais jouissent de l'impunité civile, en ce qu'ils ne sont pas des individualités parfaitement légales.

La jurisprudence fait ici une correcte application de l'article 60 du Code fédéral des Obligations (1), qui consacre la responsabilité solidaire et collective des auteurs d'un même délit. On arrive à considérer que le président du syndicat n'est que le porte-parole de ses camarades, et que tous les syndiqués sont également coupables et responsables de l'acte illicite commis en leur nom à tous (2).

Les articles 50, 51, 55 et 60 du code fédéral des Obligations permettent à la jurisprudence de réparer tout préjudice même moral, causé par l'association à l'individu.

(1) *Art. 60 du Code fédéral des Obligations*, [art. 1064 du projet de Code civil suisse.]

« Lorsque plusieurs individus ont causé ensemble un dommage, ils sont tenus solidairement de le réparer, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre l'instigateur, l'auteur principal et le complice. C'est au juge qu'il appartient d'apprécier si et dans quelles limites celui qui a payé doit pouvoir exercer un recours contre ses coobligés. Le fauteur du délit perpétré n'est tenu du dommage qu'autant qu'il a reçu une part du gain ou causé un préjudice par le fait de sa coopération. »

(2) La jurisprudence suisse réalise ce que nous souhaitons de voir consacrer par la jurisprudence française, voir III^e partie.

La tendance actuelle en Suisse est du reste de favoriser la solution pacifique des conflits du travail (1), et de réprimer sévèrement et même par des dispositions de droit pénal tout exercice abusif du droit de grève, en général toute atteinte à la liberté du travail, du commerce ou de l'industrie.

(1) *Bul. offic. du Travail*, 1908, p. 370. Les lois cantonales sur les grèves d'après un rapport du 27 février 1908 du chargé d'affaires de la République française à Berne : Institution de chambres de conciliation et de répression des excès commis pendant les grèves, (Berne 23 février 1908), répression des excitations à commettre des délits et des crimes, à envahir des locaux privés, répression des actes portant atteinte à la liberté individuelle (adopté à Berne, à Bâle, en discussion devant les grands Conseils des cantons de Zurich et de Vaud). Le mouvement d'opinion en Suisse dans ce sens est très considérable.

On a considéré que le droit fédéral ne s'opposait pas à la formation d'associations professionnelles, mais on ne pouvait tolérer qu'elles agissent contrairement aux principes de libertés que garantit l'article 31 de la constitution fédérale.

TROISIÈME PARTIE

Le fondement juridique de la responsabilité civile des syndicats professionnels.

Examen critique de la Jurisprudence française

TROISIÈME PARTIE

Le fondement juridique de la responsabilité civile des syndicats professionnels.

Examen critique de la Jurisprudence française

CHAPITRE PREMIER

La loi de 1884 et ses projets de réforme en ce qui concerne la responsabilité civile des syndicats à raison de leurs délits ou quasi-délits.

Nous avons vu comment la jurisprudence française résolvait les conflits qui peuvent se présenter entre l'intérêt professionnel et l'intérêt individuel. La loi de 1884 a fait du syndicat le défenseur attitré des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles de la profession qu'il représente. Aucune disposition de cette loi n'a voulu prévoir les circonstances si nombreuses en pratique, où l'association professionnelle agissant dans les termes de la loi, vient à léser le droit de l'individu. La loi de 1884 n'a pas davantage institué de sanctions spéciales

au cas où le syndicat sortirait des limites qu'elle lui avait tracées.

Aussi la jurisprudence a-t-elle purement et simplement appliqué le droit commun. Elle a savamment catégorisé les agissements syndicaux, et elle a considéré que plusieurs pouvaient créer des responsabilités pécuniaires à la charge du groupement professionnel.

Avant de reprendre et de discuter les arguments juridiques dont elle a fait usage aussi bien pour distinguer les actes du syndicat que pour frapper son patrimoine, il nous faut nous poser la question générale de savoir si elle a agi dans l'esprit de la loi du 21 mars 1884.

La jurisprudence a, dans de nombreux arrêts, fait fléchir le principe de l'association professionnelle devant celui de la liberté individuelle. Et pourtant le législateur de 1884, en supprimant par l'abrogation de l'article 416 le délit pénal de coalition, semblait bien vouloir accorder toute liberté d'action aux nouvelles associations pour réaliser leur but. Il édictait un nouveau droit du groupement devant lequel l'individu devait s'incliner pour le plus grand bien de tous. Il avait réservé, il est vrai, certains droits de l'individu, le droit par exemple de se syndiquer ou non (art. 7), et par les articles 414 et 415 du Code pénal, il avait maintenu l'interdiction des violences, voies de fait, des crimes ou des délits. Mais là se bornaient les limitations à la liberté syndicale. Tout autre moyen pacifique en quelque sorte était légal. Comment le législateur pouvait-il d'une part donner mission aux associations professionnelles de défendre les intérêts de leurs adhérents, et d'autre part ne pas leur en laisser les moyens ? La loi

de 1884 donne l'immunité civile à tous les procédés de défense légale, tels que la mise en interdit ou le droit de grève.

La jurisprudence déclare parfois que la grève organisée par un syndicat peut être illégitime et engager sa responsabilité pécuniaire.

« Dans tous les cas (1), répondent ses adversaires, la grève est légitime ; la législation de 1884 y a mis une seule condition : à savoir qu'elle soit exempte des manœuvres qui contribuent à la faire tomber sous le coup de la loi pénale. Si donc un syndicat l'exerce dans ces limites, il est à l'abri de toute poursuite, même civile.

Les faits reprochés et incriminés civilement par la jurisprudence aux syndicats professionnels ne sont que les attributs légaux de leur droit de vivre, d'agir et de se développer (Art. 3 de la loi de 1884). »

L'immunité complète est indispensable aux syndicats. M. Jay dit à propos de la mise en interdit :

« Tous ces faits (2) sont la manifestation d'une tendance générale commune à toutes les associations professionnelles ouvrières. Les directeurs de ces associations s'aperçoivent vite qu'elles ne pourront jouer un rôle efficace, modifier, améliorer les conditions du travail, que le jour où elles comprendront la grande majorité, sinon la totalité des ouvriers de la profession et alors, pour

(1) *Annales de Droit commercial de 1904*, *Le Droit de grève* (article anonyme), p. 369 et ss.

(2) R. JAY, cité par Barthou, *L'action syndicale*, Rousseau, 1904, p. 262

atteindre ce but on les verra essayer de diverses démarches, qui, toutes, tendront au même résultat : rendre l'adhésion aux syndicats obligatoire en fait pour le plus grand nombre possible d'ouvriers. »

Et M. Bazire (1) à propos du projet Barthou s'exprime ainsi :

« L'action d'un syndicat, pour obtenir de bonnes conditions de travail, et en contrôler l'observation, n'a d'efficacité sérieuse et durable, qu'autant que la présence d'étrangers au syndicat ne fournit pas un moyen de réduire et de neutraliser son influence, en rendant difficile et instable la cohésion du personnel ouvrier... »

Il est possible en effet que pour favoriser vraiment l'essor du groupement professionnel et que pour permettre à cette institution de rendre tous les services que la classe ouvrière en particulier attend d'elle, il eût fallu abolir les conséquences civiles normales de ses actes. Mais la jurisprudence ne pouvait pas le faire, car le législateur de 1884 ne l'avait pas voulu. Ses auteurs n'ont pas en effet ménagé leurs critiques à la conception tyrannique des associations professionnelles, et ils ont voulu tenir la balance égale entre le droit d'association professionnelle et le respect dû au droit individuel.

En définissant ainsi qu'elle l'a fait le but des syndicats, la loi de 1884 a par là même invité les tribunaux à les empêcher d'en sortir, non pas qu'elle ait ainsi d'avance enrayé leur développement, mais simplement voulu limiter les facultés qu'elle leur octroyait.

(1) Cité également par BARTHO, *op. cit.*, p. 264, et dans l'*Association catholique*, 15 novembre 1903, p. 403.

La jurisprudence a parfaitement agi dans l'esprit de la loi du 21 mars 1884, qui, comme disait son auteur, M. Waldeck-Rousseau, est une loi de liberté.

Et c'est si vrai que les conclusions de la jurisprudence et elles seules ont fait l'objet de la proposition de loi adoptée déjà par la Commission du travail de la Chambre des députés et que son auteur M. Barthou pouvait dire d'elle : (1)

« J'estime que la loi projetée assure le respect de tous les droits légitimes, que ce soit le droit des patrons ou le droit des ouvriers, et qu'elle est de nature à rallier les suffrages de tous ceux qui, *tenant la loi de 1884 pour un instrument de libération*, veulent en assurer à la fois les effets et le respect; aussi doit-on souhaiter que l'adhésion des deux Chambres en fasse une réalité prochaine. »

On peut dire que la jurisprudence a devancé, par la responsabilité civile syndicale, l'œuvre du législateur, ou plutôt qu'elle l'a inspirée; il nous reste à savoir l'influence qu'un semblable principe peut avoir sur l'ensemble de la législation ouvrière, s'il est souhaitable de le voir s'affirmer, ou bien si l'on devrait désirer pour la France, une loi similaire au Trade Disputes Act anglais de 1906.

Les arguments donnés par les défenseurs de la conception libérale du groupement professionnel nous paraissent d'une manière générale l'emporter sur ceux de la conception tyrannique. La question a été très discutée lors du dépôt à la Chambre du projet Waldeck-Rousseau et Millebrand (2), le 14 novembre 1899 et au moment de son adop-

(1) BARTHOU, *op. cit.*, p. 267 et 268.

(2) J. O., Chambres annexes, 1899, p. 426.

tion partielle par la Commission du travail de la Chambre des députés.

Cette matière a été du reste l'occasion de nombreux projets de lois, dans des sens divers, et pour ne parler que des plus récents, nous citerons la proposition Lemire, du 5 novembre 1906, la proposition Vaillant (1), et le projet déposé par le garde des Sceaux, le 15 janvier 1907 (2) « tendant à abroger les articles 414 et 415 du Code pénal, à supprimer en cas de grève le délit spécial d'atteinte à la liberté du travail; la répression des violences, voies de fait etc... dont peuvent se rendre coupables les grévistes étant suffisamment assurée par le droit commun. »

Nous laissons entièrement de côté l'abrogation projetée des articles 414 et 415 pour nous occuper de la responsabilité civile seule.

L'article 10 du Projet de Loi de 1899 s'exprime comme suit : « L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat dans un but autre que d'assurer les conditions de travail fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par la loi, constituent un délit civil et donnent lieu à l'action en réparation du préjudice causé.

(1) Proposition Lemire, 5 nov. 1906, *Documents parlementaires*, n° 380; Proposition Vaillant, 30 nov. 1906, (même objet) et dispositions additionnelles à la loi de 1884, annexées au procès-verbal du 12 juin 1906.

(2) Autrement, en sens inverse, proposition Bovier-Lapierre, proposition Barthe, J. O., Sénat, *Documents parlementaires*, 1886, p. 131.

Cette action peut être exercée soit par la partie lésée, soit dans le cas prévu au paragraphe premier par le syndicat ».

Les syndicats ouvriers n'ont certes pas été tous favorables à ce projet de loi et plus particulièrement à cette disposition de l'article 10.

D'après une enquête, rapportée au *Temps* (1), la Bourse du travail de Paris est divisée en deux parties. Les Chambres syndicales des employés d'omnibus, des égoutiers, des charrons, des peintres en bâtiment, des orfèvres se sont prononcées pour le projet de loi. Les Chambres syndicales des employés de commerce, des mécaniciens, des charpentiers, des menuisiers, la fédération des travailleurs du livre, et des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabac se sont prononcées contre.

La fédération générale des Bourses du travail de France a sollicité à une très grande majorité le retrait pur et simple du projet de loi considérant, dit-elle :

« Que la détermination du droit de mise en interdit, stipulée par l'article 10, et destinée en apparence à protéger les syndicats leur serait au contraire bien plus défavorable qu'une liberté limitée par le droit commun; le patronat pouvant attribuer à ses renvois ou à ses refus d'embauchage des motifs légaux, et par conséquent licites, tandis que les syndicats ne le pourront jamais... »

(1) *Le Temps*, n° du 20 mars 1900.

(2) *Le Temps*, n° du 6 juin 1904, *l'Action syndicale sur le vol.* de M. BARTHOU. Analyse de l'une des discussions de la Fédération des Bourses du travail, Annexe, p. 340 (Extrait de *l'Histoire des Bourses du Travail*, par M. PELLOUTIER, p. 216 et ss.).

A notre avis, l'article 10 du projet de loi n'apporterait aucun élément nouveau à la solution de la question de responsabilité civile ; il n'est rien autre chose que le résumé des décisions jurisprudentielles en notre matière.

M. Barthou, prenant (1) la mise en interdit comme exemple de moyen d'action du syndicat expliquait ainsi l'article 10 proposé :

« D'après ce texte la mise en interdit, pourra donner lieu à une action civile en réparation du préjudice causé lorsqu'elle aura pour objet de porter atteinte au droit d'un ouvrier de ne pas se syndiquer.

Au contraire la mise en interdit échappera à toute action civile : 1° lorsqu'elle aura pour objet d'assurer les conditions du travail, 2° lorsqu'elle aura pour objet d'assurer la jouissance des droits reconnus aux citoyens par la loi. »

Si l'on excepte ce dernier paragraphe dont les applications pratiques ont été rares devant nos tribunaux, on peut tenir ces paroles pour l'expression exacte des principes de la jurisprudence. Et la jurisprudence n'a pas fait autre chose que d'appliquer purement et simplement les principes du droit commun qui sont parfaitement suffisants pour fonder la responsabilité civile.

Les Bourses du travail (2) l'ont si bien compris, que plusieurs d'entre elles et en particulier celle de Paris ont affirmé que pour avoir la liberté complète de réunion et d'association, il leur fallait réclamer absolument l'abroga-

(1) BARTHOU, *op. cit.*, p. 265.

(2) Extrait du rapport sur les travaux du Comité fédéral des Bourses du travail, *op. cit.*, p. 338.

tion de l'article 1382 du Code civil. Autrement dit, elles sollicitent d'être hors la loi commune, pour obtenir l'immunité de leurs actes.

La disposition en projet de l'article 10 n'a pas été accueillie plus favorablement par les patrons (1). Le grand danger qu'ils y ont vu était que le refus d'embauchage serait la source d'une condamnation à des dommages-intérêts quand le patron se refuserait à employer un syndiqué. Si une semblable décision intervenait de la part d'un syndicat patronal, son patrimoine pouvait être tenu de réparations pécuniaires considérables. (Il est vrai que des expédients nombreux pourraient permettre aux employeurs de s'y soustraire.) Ici encore, nous ne comprenons pas leur indignation ; car le droit commun suffit et a trouvé application dans de nombreux arrêts pour condamner le patron qui renvoyait un ouvrier, pour la seule raison qu'il avait adhéré à une association professionnelle légale (2) et le texte de l'article 10 ne fait rien autre chose que d'appliquer ce droit commun.

(1) Journal *La Dépêche du Nord*, 5 août 1904 ; *Le projet de loi sur les syndicats* de VAULIER.

(2) Un certain nombre de patrons ont de plus trouvé que le texte de l'article 10 ne répondait pas à leurs vœux, c'est ainsi que l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France (*Bulletin*, mars 1904, p. 440) émettait le vœu, que l'article 10 du texte arrêté par la Commission de la Chambre des Députés ne comporte aucune restriction à la responsabilité civile des Syndicats et de leurs administrateurs.

D'autres voyaient un danger pour les industriels isolés eux-mêmes dans la licéité de la mise en interdit pour assurer les conditions du travail. C'est ainsi, disaient-ils, que la mise en interdit d'un établis-

Nous ne pouvons donner notre assentiment qu'à ceux qui estiment cette disposition de l'art. 10 parfaitement inutile pour fonder une responsabilité (1). Sa seule utilité pourrait être de l'exprimer clairement, et de rendre ainsi les syndicats professionnels plus circonspects dans le choix des moyens qu'ils emploient, par crainte des conséquences.

La jurisprudence a dans la majorité des cas garanti la liberté d'association professionnelle, la liberté du travail et la liberté des tiers, en imposant aux syndicats professionnels des responsabilités civiles. En vertu de quels principes juridiques et de quelles dispositions légales a-t-elle pu le faire, c'est l'étude critique qu'il nous faut entreprendre.

sement commercial par les autres commerçants syndiqués ne permettra pas au commerçant lésé d'agir en dommages-intérêts, le syndicat pouvant répondre qu'il agit ainsi pour assurer les conditions de travail fixées que l'industriel récalcitrant refuse d'accepter (G. LACHAPPELLE, *Journal d'Armentières*, 1^{er} juillet 1904).

(1) Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France, *Bulletin*, oct. 1904 ; 7^e vœu, exprimé par les présidents des Unions et des Groupements de l'Industrie, du Commerce et l'Agriculture.

CHAPITRE II

Examen critique de la Jurisprudence française.

Dans toute étude de responsabilité, il faut distinguer un élément matériel et un élément psychologique. Pour qu'on puisse parler de dommages-intérêts, il faut qu'un dommage ait été effectivement commis par une personne et subi par une autre; mais il est également indispensable de bien déterminer en vertu de quelles règles juridiques, on affirme qu'un individu est tenu de réparations pécuniaires, et pourquoi on le fait.

Avant de nous occuper pour notre étude de l'auteur de l'acte dommageable, avant de savoir qui l'on doit frapper de responsabilité civile, demandons-nous de façon générale quel est le criterium de la jurisprudence française pour apprécier les agissements des organisations professionnelles? Autrement dit, laissant de côté pour un instant la responsabilité civile des personnes morales quel est le principe que l'on doit admettre dans l'appréciation de l'élément matériel et de l'élément psychologique, à la base de toute responsabilité civile?

C'est seulement après cette étude, que nous aurons la faculté de préciser l'auteur de l'acte dommageable et

d'apprécier les conséquences de ses actes sur le patrimoine du syndicat professionnel.

Cette séparation dans l'étude de la responsabilité civile des syndicats s'imposait, puisque nous sommes, dans une des matières où la personne qui agit n'est pas, à proprement parler, celle qui sera tenue des dommages-intérêts. Il y a des personnes vivantes qui agissent et une personne morale qui sera frappée de responsabilité.

SECTION I

De l'acte dommageable.

A. — LE CRITÉRIUM DE LA JURISPRUDENCE.

Nous supposerons donc à l'heure actuelle qu'il n'y a aucune difficulté sur la détermination de l'auteur de l'acte dommageable; c'est la personne morale du syndicat pour un instant.

Le législateur semble avoir facilité en matière de groupements professionnels la tâche des commentateurs de ses textes, en fixant d'avance le but de ces associations (1) Que ce soit pour les associations syndicales (art. 1 de la loi du 21 juillet 1865), en énumérant les travaux pour lesquels il leur est permis de se former, ou qu'il s'agisse de syndicats professionnels proprement dits (art. 3 de la loi du 21 mars 1884), en leur donnant comme buts l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commer-

(1) Voir note M. PLANIOL; DALLOZ, 1895, I, p. 220 (de la capacité des Syndicats professionnels).

ciaux et agricoles de la profession, la loi paraît avoir à l'avance exprimé, que tout autre objet poursuivi par l'une de ces associations avait le caractère illicite.

« En principe, dit M. Planiol, l'objet des associations n'est pas déterminé par la loi. On n'a pas cherché à classer, prévoir et limiter les buts variés que les particuliers peuvent se proposer en s'associant ; mais par exception toutefois, certaines associations ont un but invariable et déterminé d'avance..... Ainsi les syndicats professionnels sont enfermés dans une définition légale, qui leur trace un cadre que leur activité ne peut franchir ; ils ont reçu du législateur une mission qu'il ne dépend pas d'eux d'élargir. »

Ce sont ces dispositions légales, qui ont obligé la jurisprudence française à déclarer que tous les actes du syndicat, n'ayant pas pour but la défense des intérêts professionnels seraient illégitimes.

De tels actes sont des fautes aux yeux des tribunaux, et le fameux principe de l'article 1382 du Code civil trouve ici son application.

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

(1) Mais encore faut-il déterminer les actes qui rentrent dans le domaine d'activité normale des syndicats de ceux qui sont générateurs de responsabilité. La désignation des

(1) Pour rejeter ensuite la responsabilité des agissements du représentant du syndicat sur le patrimoine moral, certains ont appliqué purement et simplement l'article 1384 du C. civ. et si l'on veut, l'on pourrait dire que la présente section traite de l'article 1382 et la section II de l'art. 1384.

actes permis aux groupements professionnels est faite en quelque sorte négativement par la loi du 21 mars 1884.

C'est dans l'article premier par l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, le droit d'agir par coalition qui est définitivement consacré, si l'on en rapproche l'article 5 autorisant les syndicats à se concerter entre eux, dans l'intérêt de leur profession; c'est la suppression de tout empêchement au libre exercice du droit de grève accordé par la loi de 1864; c'est encore la légitimation de la mise en interdit ou à l'index, et l'autorisation donnée au syndicat d'imposer par des amendes ou des exclusions, une sanction effective à ses ordres. A l'inverse, l'article 7 restreint la liberté d'action syndicale pour assurer le respect du droit de l'individu de se retirer à tout instant de l'association.

Voilà la seule délimitation que le législateur a entendu faire au contenu du droit d'agir des organisations professionnelles.

Mais dans l'article 3 de la même loi, il a invité la jurisprudence, à poursuivre cette délimitation, en indiquant, comme nous l'avons dit, le but exclusif de ces associations.

Il appartenait donc à nos tribunaux d'apprécier les moyens d'action que nous venons de citer, en tenant compte de l'esprit général de la loi exprimé à l'article 3.

La mise en interdit, le droit de la grève, l'exclusion etc, sont en principe des procédés d'action syndicale légaux.

Mais la plupart des arrêts estiment que la licéité d'un moyen n'emporte pas de plano l'irresponsabilité, en cas de dommages causés aux tiers.

A l'antique maxime (1) « *Nœminem lædit qui suo jure utitur* », qu'invoquaient les syndicats professionnels, la jurisprudence a répondu par l'une des plus utiles applications pratiques de la théorie de l'abus de droit.

Si à l'élément matériel, qui est le fait dommageable est venu s'ajouter l'élément moral, qui est la volonté de nuire, si en un mot, il y a eu exercice abusif de droit, presque toute la jurisprudence y voit le fondement d'une responsabilité civile.

Certaines cours et certains tribunaux rejettent pourtant cette théorie. Dans une affaire fameuse (2), l'affaire de la grève de Carmaux, la Cour de Toulouse s'exprimait comme suit :

« Quand on possède un droit, l'exercice de ce droit fût-il dommageable pour autrui, ne peut constituer une faute, ni engendrer une action en dommages-intérêts, parce qu'il n'y a pas faute à user de son droit ».

On peut dire néanmoins, que d'une façon générale les juridictions qui ont eu à connaître des interventions syndicales dans les conflits du travail et du capital, s'en sont tenues aux conclusions de principe si précises de M. le procureur général Ronjat, passées dans l'arrêt de Cassation du 22 juin 1892 (3).

« S'il est en effet permis d'user de son droit, de tout son

(1) *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur*, lit. 53 au *Dig.* liv. 17.

(2) Affaire Resseguier-Jaurès, SIREY, 1898, 4, 17; Note de M. ESMEIN, Toulouse, 20 juillet 1896; DALLOZ, 1897, I, p. 542, note DUPUICH.

(3; DALLOZ, 1892, I, p. 449. Conclusions de M. le procureur général Ronjat.

droit pour la protection et la sauvegarde d'un intérêt légitime, si minime qu'il soit, et quel que soit le préjudice qui doive en résulter pour autrui, l'usage d'un droit cesse d'être licite et engendre une action en dommages-intérêts, lorsqu'il a pour unique mobile, *la volonté de nuire à autrui*. »

Faut-il prendre comme criterium d'abus de droit, la dernière phrase, et exiger que l'unique mobile, ayant déterminé l'agent soit l'intention de nuire? Non pas certes, il suffit qu'il soit le mobile dominant, et la formule de M. le procureur général Ronjat semble prévoir que tout autre mobile peut exister à côté de lui.

« En bonne logique, dit M. Josserand (1), l'intention de nuire vicie l'acte et constitue l'abus du moment qu'elle représente le mobile principal, déterminant, auquel l'agent a obéi. Peu importe qu'autour d'elle viennent graviter d'autres mobiles qui n'ont jamais joué dans la détermination prise qu'un rôle de second plan ; assez ordinairement, parmi les raisons qui entraînent une volonté, il en est une qui se détache nettement des autres et qui colore notre acte : au cas où cette raison serait malicieuse ou malveillante, elle devrait suffire à vicier notre décision et à engager notre responsabilité. »

La jurisprudence ajoute donc comme mobile, constitutif d'abus de droit à la volonté de nuire à autrui, la faute lourde, qui est assimilable au dol.

Cette faute commise dans l'exercice d'un droit se présente souvent. Elle résulte notamment de ce qu'un individu a

(1) JOSSERAND, *De l'abus des Droits*, Paris, 1905, p. 52.

exercé son droit de façon préjudiciable à autrui, sans profit pour lui-même.

« Il faut que le dommage de l'un se solde du moins par le profit de l'autre; sinon (1), il y aurait préjudice perdu, causé en une perte, donc une faute lourde commise par le titulaire et qui engage, vis-à-vis de la victime sa responsabilité. »

Autrement dit, il faut, pour que le procédé syndical soit licite qu'il ait été mis au service d'un intérêt légitime. Nous avons cité à dessein les paroles de M. le Procureur général Ronjat, qui dans la même phrase donnaient la nécessité de l'intérêt légitime, et l'absence d'intention de nuire, comme les deux criteria de la licéité de l'exercice d'un droit.

« Attendu, dit un jugement, (2) qu'en tous cas, la grève une fois terminée, la lutte devait cesser, et que le maintien de la mise à l'index dans ces conditions avait pour objet unique d'exercer une sorte de vengeance rétrospective..... attendu que le syndicat a commis une faute, en mettant ou en maintenant à l'index la maison L***, alors qu'aucun intérêt professionnel n'était en jeu, la grève ayant pris fin..... »

Voilà une fois de plus exprimées très nettement les deux règles admises par la jurisprudence.

Ce sont elles dont les tribunaux ont fait usage pour apprécier les mises en interdit ou les menaces de grève

(1) JOSSERAND, *op. cit.*, p. 55.

(2) DALLOZ, J. G. 1904, II, p. 427.

à l'encontre de la liberté d'association professionnelle ou de la liberté du travail.

C'est ainsi qu'ils ont déclaré que toute mise à l'index pour forcer un ouvrier à se syndiquer ou bien pour se venger de sa démission engageait la responsabilité du syndicat.

« Les menaces de grève par un syndicat sont licites, dit un arrêt, quand elles ont pour but la défense des intérêts professionnels, non quand elles portent atteinte aux droits de l'individu de quitter l'association. » (1)

Ils ont par contre autorisé la mise en interdit dirigée contre un syndiqué, qui ne tenait pas ses engagements.

Pour ce qui est de la liberté du travail, M. Boncour (2) a parfaitement résumé ainsi qu'il suit les distinctions de la jurisprudence :

1°. L'interdiction du travail est exercée par malveillance, uniquement dans le but de nuire à celui dont on exige le renvoi, soit pour se venger, soit pour toute autre cause. Dans ce cas, la Cour de Cassation et la très grande généralité des tribunaux et cours accordent à l'ouvrier renvoyé une action en réparation civile du dommage causé.

2°. L'interdiction de travail est exercée contre l'ouvrier qui ne se soumet pas aux conditions du travail fixées par le syndicat, soit au point de vue des salaires, par exemple, soit au point de vue de la durée des heures de travail ; en d'autres termes, l'interdiction a pour but la défense des

(1) DALLOZ, 1892, I, p. 449.

(2) BONCOUR, *Fédéralisme économique*, 3^e section. p. 248 et s.

intérêts professionnels. La jurisprudence est dans ce cas, unanime à refuser à l'ouvrier, contre lequel la mise en interdit est exercée le recours à l'action civile et le droit aux dommages-intérêts.

Mais ici, il n'y a pour la jurisprudence, défense d'un intérêt légitime que si la mise en interdit est dirigée contre un ouvrier syndiqué, sinon, il y a abus de droit, comme exercice d'une faculté légale en vue d'un but différent que celui pour lequel elle a été instituée.

La même distinction est à faire pour les menaces de grève, de lock-out, pour toutes les manœuvres s'opposant à la liberté du commerce ou de l'industrie, et cela aussi bien pour les syndicats patronaux que pour les syndicats ouvriers.

Il est en général aisé dans la pratique de découvrir le motif principal et déterminant d'un acte. Quand il y a intention de nuire ou que le syndicat ne peut justifier d'aucun intérêt, il est relativement facile de juger et d'appliquer le principe de l'abus de droit.

Mais en vertu de ce principe, si d'évidence il n'y a pas intention malveillante, s'il s'agit par exemple d'un ouvrier assez ignoré pour que sa personnalité ne puisse pas être l'objet d'attention spéciale de la part de l'association professionnelle, mais que cet ouvrier réfractaire au groupement cause à ses camarades le préjudice de travailler au dessous du tarif, il semble que sa mise en interdit constitue une défense légitime. Les tribunaux ne l'ont pas pensé pour la plupart (1); ils ont même très souvent

(1) En particulier, D. 1895, p. 310. *Bull. off. Travail*, 1895, p. 600, etc., et la réponse, 2^e partie, section II, 1^o.

décidé que le seul fait de la mise en interdit d'un ouvrier qui n'est pas syndiqué constituait à lui seul un acte donnant droit à des dommages-intérêts au profit de l'ouvrier.

C'est que, pour la jurisprudence, il y a faute commise et application de l'article 1382, chaque fois que le syndicat n'a pas comme objet la défense des intérêts professionnels. L'intérêt légitime du syndicat à agir ne peut être autre chose que l'intérêt professionnel (art. 3, loi du 21 mars 1884). Il nous faut donc essayer de dégager, et ce n'est pas chose facile dans des décisions judiciaires si complexes, la notion de l'intérêt professionnel que se sont faite nos cours et nos tribunaux.

Le principe admis est qu'il n'y a défense légitime de l'intérêt professionnel par le syndicat que si la mesure prise par lui ne porte pas atteinte à la liberté d'association professionnelle ou à la liberté individuelle.

Ainsi en mettant à l'index un non-syndiqué, l'association engage sa responsabilité civile. Et pourtant il s'agit bien ici de défendre l'intérêt, la profession, de s'opposer à l'abaissement du taux des salaires ; un très grand nombre d'auteurs ont trouvé que le principe de la jurisprudence empêchait toute liberté d'action aux syndicats (1). Il est

(1) Ainsi M. Paul BUREAU dans *le Contrat de Travail, le rôle des Syndicats professionnels*, Paris, Alcan, 1902, p. 231 : sous le titre, la prétendue tyrannie syndicale sur les non-syndiqués : « Le boycottage, dit-il, n'atteint qu'une minorité très peu nombreuse et composée d'ouvriers dont l'habileté professionnelle et la valeur morale sont, de l'aveu de tous, notoirement inférieures à celles des ouvriers syndiqués. Malgré la propagande, les syndicats n'attirent pas à eux toutes les personnes ; vis-à-vis de ceux qui restent en dehors, la

néanmoins conforme à l'esprit de la loi de 1884. Cette loi n'a pas conféré l'omnipotence aux syndicats ; elle a favorisé leur naissance et aidé à leur développement, mais elle a respecté l'individu. M. Waldeck-Rousseau exprimait ainsi son avis en même temps qu'il précisait l'esprit de la loi de 1884 (1) :

« La conception tyrannique des socialistes ne suppose et n'admet aucune concession. Appliquée au travail, elle a trouvé jadis sa formule et son expression dans la corporation. Un tel édifice est tout d'une pièce ; tout s'y tient et si on y pratique une brèche, tout s'écroule. La tyrannie devient impuissante et n'est plus que désordonnée.

Nous avons choisi la liberté, faisons lui confiance. Ne lui assignons donc point d'autres limites que celle de l'ordre public au-delà desquelles il n'y a pas de liberté véritable. »

Les tribunaux ont interprété la loi dans cet esprit ; ils ont admis que l'intérêt de la profession peut être parfaitement en jeu et sa défense être illégitime ; en sens inverse, le moyen d'action syndicale, sera d'autant plus illégitime que l'intérêt de la profession apparaîtra moins (2) ; c'est le

mise à l'index est-elle légitime ? Je n'hésite pas à répondre affirmativement. Les non-syndiqués profitent des avantages des syndicats, bénéficient comme les autres d'un tarif obtenu plus élevé de salaire. » Cf. également BONCOUR, *op. cit.*, p. 306 et ss.

(1) WALDECK-ROUSSEAU, préface de Paul BONCOUR, *op. cit.*, passage déjà cité.

(2) M. Paul BUREAU, *op. cit.*, p. 241, donne encore ici son avis contraire à celui des tribunaux. « Pourquoi cet ouvrier, qui prétend ne pas vouloir faire concurrence aux syndiqués, puisqu'il en stipule le tarif, n'adhère-t-il pas au groupement de ses camarades ?

cas de l'ouvrier non-syndiqué mis à l'index, bien que travaillant au tarif syndical.

A un autre point de vue la jurisprudence a voulu limiter les libertés de l'association professionnelle ; elle a restreint, en étendue, si l'on peut ainsi parler la notion d'intérêt professionnel.

Certains arrêts, et en particulier celui de Lyon dans l'affaire Oberlé (1) ont voulu donner une définition par trop précise. Ils ont dit : « Considérant qu'il résulte, tant du texte de la loi du 21 mars 1884, que des principes exposés dans les travaux préparatoires, que cette loi a pour objet unique de protéger les ouvriers dans leurs intérêts professionnels vis-à-vis des patrons, en les autorisant à se concerter entre eux pour la libre discussion de leurs salaires ; mais que la faculté accordée par la loi est limitative, qu'elle ne peut être étendue au-delà du règlement des difficultés qui s'élèveraient directement entre

Évidemment il médite quelque trahison et au premier jour de grève on le verra flagorner l'employeur et s'assurer quelque place plus avantageuse. Les syndiqués lui appliquent la formule ancienne : Celui qui n'est pas avec moi est contre moi et jamais cette formule, semble-t-il, n'a reçu de plus légitimes applications. Quand on connaît l'âpreté de la concurrence, et la puissance des forces qui contraignent mécaniquement l'employeur à chercher la réduction des salaires, on ne s'enquiert plus si la mise à l'index prononcée contre le non-syndiqué est légitime, on se demande bien plutôt s'il se rencontrera jamais des ouvriers assez imprévoyants pour n'y pas recourir et on reste surpris que cet acte si simple ait soulevé tant de protestations... » Voir également DALLOZ, 1893, II, p. 310 et 312 et les références.

(1) DALLOZ, 1894, II, p. 303, note PLANIOL.

les patrons et leurs ouvriers... et non entre les conflits entre ouvriers et ouvriers... »

La Cour, comme le fait remarquer M. Planiol, semble tout ramener à la discussion du salaire. Pour elle, l'intérêt professionnel n'est pas autre chose et tous les procédés syndicaux qui n'auront pas ce but seront illégitimes.

Il y a peu de décisions aussi catégoriques et aussi absolues. Bien d'autres questions que le salaire peuvent être agitées par les syndicats dans les débats avec les patrons. Il n'est pas vrai non plus de dire qu'un syndicat ne puisse avoir de rapports qu'avec les patrons. Mais la proposition émise par la Cour de Lyon n'en est pas moins vraie au fond ; les syndicats n'ont pas été créés pour régenter les ouvriers dans leurs rapports entre eux.

Le principe est en effet admis dans d'autres termes par la majorité des arrêts. La jurisprudence, comme nous l'avons vu, s'est efforcée toujours de protéger l'individu isolé contre l'association, et d'autre part, elle a voulu éviter que la prétendue défense de l'intérêt professionnel ne permit au groupement l'autoritarisme absolu et dans tous les domaines à l'égard de ses adhérents. C'est ainsi que pour elle l'intérêt professionnel ne saurait légitimer « le droit de juridiction domestique sur leurs membres » que les syndicats voudraient obtenir. Les amendes, les exclusions, les inscriptions au pilori corporatif etc., même prévues par les statuts ne sont sanctionnées par les arrêts que si elles sont mises au service des décisions du syndicat sur des questions touchant à son institution et à sa nature.

Si donc le comité directeur ou l'assemblée générale de tous les membres édicte une peine à l'égard d'un syndiqué pour des motifs d'ordre privé pour ainsi dire ou plutôt qui ne procurent aucun avantage à la profession, les tribunaux se refuseront à y voir la défense légitime d'un intérêt professionnel. Ils ne retiendront, si l'on veut, que l'intention de nuire qui vicie le procédé, et exigeront en tous cas que la décision ait quelque généralité. (1)

Si les statuts du syndicat prévoient l'exclusion de tout adhérent ne se soumettant pas au tarif, la jurisprudence y voit un intérêt professionnel légitime qu'elle se refuse à reconnaître dans l'exclusion d'un adhérent pour convictions politiques ou religieuses, ou bien encore pour difficultés entre le secrétaire du syndicat et cet adhérent.

C'est ainsi que peu à peu se dégage la notion jurisprudentielle d'intérêt professionnel, en même temps que le criterium de responsabilité civile. Commet une faute tout syndicat usant d'un procédé légal pour nuire à un tiers (adhérent ou non-syndiqué, patron ou personne quelconque, art. 1382), commet également une faute entraînant responsabilité tout syndicat usant d'un procédé semblable dans un autre but que la défense des intérêts professionnels.

L'intérêt professionnel susceptible de défense légitime de la part du syndicat est celui seulement des ouvriers syndiqués qu'il représente et non pas de l'ensemble de la

(1) D. J. G. 1894, II, p. 305; S. J. G. 1904, II, p. 448; D. J. G. 1895, II, p. 202.

profession (1). Et l'intérêt professionnel ne justifie plus l'intervention de l'association et devient au contraire la cause de réparations civiles dès que le syndicat veut imposer ses décisions à des non-syndiqués. Enfin le domaine d'application de l'intérêt professionnel est restreint à l'égard des syndiqués eux-mêmes à toutes les matières ayant trait à ce qu'on a coutume d'appeler les conflits du travail et du capital. L'intérêt devient extra-professionnel dès que le procédé du syndicat vise les prérogatives que l'individu n'a nullement voulu abandonner en entrant dans l'association professionnelle.

Cela ne veut pas dire que la jurisprudence par ces définitions restreigne l'action du syndicat toutes les fois qu'un tiers risquera d'en souffrir, mais au contraire qu'elle l'autorise, sans s'occuper des conséquences, dans les limites que nous venons d'exposer.

B. — CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE. — DE LA THÉORIE DE LA FAUTE. — DE LA THÉORIE DU RISQUE.

La jurisprudence, comme nous venons de voir a fondé la responsabilité civile syndicale, sur le principe de l'abus

(1) On a proposé une autre distinction pour limiter la notion d'intérêt professionnel. « Les syndicals doivent avoir pour exercer leur action un territoire restreint. Si par grand hasard, il en est autrement, les tribunaux pourront dire que l'intérêt professionnel ne justifie que dans une région donnée toute mesure prise par le syndicat, et qu'au delà de cette région, elle prend le caractère d'abus de droit. » A. WAHL, SIREY, *J. G.*, 1903, II, p. 225, note.

de droit, qui dérive de la conception générale de la faute.

M. Saleilles définit ainsi l'abus de droit (1).

« Étant donné un acte licite en lui-même par ses conditions extérieures et matérielles, il y a abus de droit, s'il est permis de considérer cet acte comme illicite et contraire au droit, uniquement à raison de son but intentionnel...

« Si un acte licite en lui-même n'a d'autre but que de nuire à autrui, sans qu'il puisse s'expliquer par aucun intérêt appréciable pour celui qui en est l'auteur, il devient un abus de droit, c'est-à-dire un acte contraire au droit, auquel il n'est pas juste, auquel il serait antisocial que la loi vint prêter son concours ».

Plusieurs auteurs estiment que l'acte abusif de droit n'existe pas, et que toutes les hypothèses de la jurisprudence sont simplement des actes accomplis sans droit (2).

(1) SALEILLES, *Bulletin de la Société des Études législatives*, 1905. Rapport présenté à la première sous-commission de revision du Code civil, sur l'*Abus du Droit*, p. 325 et ss. et les références en note; citation, p. 334 et 335, et les références en particulier (*Message du Conseil fédéral*, p. 14. Projet de Code civil, Suisse.)

(2) Voir PLANIOL, *Droit civil*, t. II, 3^e éd., p. 284; DALLOZ, 1903, J. G. II, p. 329, note M. PLANIOL, en sens divers, exposé des critiques; Marc DESSERTAUX, *Abus de Droit et conflit de Droits*, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1906, p. 119; CHARMONT, *Revue trimestrielle de Droit civil*, *L'abus du Droit*, 1902, p. 113 et ss.; JOSSEMERAND, *op. cit.*, p. 68 et ss.; CHARMONT, *Le Droit et l'Esprit démocratique*, Masson, Paris, 1908; SALEILLES, *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code civil pour l'Empire allemand*, 2^e éd., 1901, p. 305, (Conditions du délit civil.)

La théorie de l'abus de droit serait fondée sur une confusion de mots.

« Il n'existe pas de droits absolus, dit M. Planiol, c'est-à-dire illimités dans leur étendue et inconditionnels dans leur exercice. Or celui qui se sert de son droit sans en observer ni les limites ni les conditions le dépasse et agit véritablement, comme s'il n'en avait aucun. L'erreur de certains auteurs a été de croire qu'en signalant des cas d'abus, ils ajoutaient une catégorie nouvelle au groupe des actes illicites, alors que tout l'effort de la législation et de la jurisprudence sur ce point a consisté seulement à déterminer les limites de chaque droit, et à dire à quelles conditions un acte peut être considéré comme licite ».

Les arrêts n'ont fait pour M. Planiol que de limiter certains droits qu'on tenait autrefois pour presque indéfinis.

Nous ne sommes pas ici de l'avis de l'éminent professeur. Il y a une différence à faire entre les limites du droit et le but qu'on poursuit en l'exerçant (1). Et il se peut, que tout en étant demeuré strictement dans les limites objectives de son droit, on ait voulu causer un préjudice à autrui, et qu'on ait fait valoir la prérogative légale qui

(1) De M. TISSIER, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, p. 509 et s. « Il faut à notre avis bien séparer d'une part les limites du droit, d'autre part le but que poursuit l'exercice du droit. La notion d'abus du droit se rattache à l'idée du but ; non seulement tout droit est limité dans son contenu, mais de plus, son exercice ne peut avoir lieu dans un but quelconque ; il y a abus si le droit est exercé en vue de nuire à autrui, peut-être aussi si le droit est exercé sans intérêts ou sans motifs légitimes. »

vous appartenait, dans la seule intention de nuire. Peut-on dire qu'il s'agisse d'un acte causé sans droit?

Les exemples qui ont été donnés (1) nous paraissent probants. Un individu qui laboure le champ d'autrui agit sans droit, et d'autre part celui qui, sans intérêt appréciable pour lui usant de la plénitude de son droit, fait exécuter sur son terrain des travaux qu'il sait nuisibles pour le voisin, commet un abus de droit. Il nous semble qu'il y a une très grande différence entre ces deux origines de responsabilité.

Certains auteurs ont prétendu qu'il ne pouvait s'agir d'abus de droit dans les espèces de notre étude (2). Dans le cas, a-t-on dit, où un syndicat use en particulier de la menace de grève pour le renvoi d'un ouvrier, il agit sans droit; la loi du 25 mai 1864 n'a pu donner le droit de grève qu'aux ouvriers *ut singuli* seuls reconnus alors, et la loi de 1884 ne reconnaît au syndicat que le droit de s'occuper des intérêts professionnels.

Cette interprétation provient à notre sens d'une confusion (3). On ne peut certes pas soutenir utilement que le droit d'user de la grève n'appartient pas à l'association

(1) JOSSEMAND, *op. cit.*, p. 74 et 75.

(2) MARC DESSERTAUX, *op. cit.*, p. 120.

(3) Bien d'autres objections ont été faites à la théorie de l'abus de droit, et nous n'avons pas la prétention d'y répondre non plus que de faire une théorie générale de l'abus de droit. On a en particulier soutenu la proposition inverse de celle que nous venons d'étudier; n'a-t-on pas en effet affirmé que tout acte abusif se confond avec tout acte accompli dans l'exercice d'un droit. Nous recherchons seulement si ce principe est suffisant ou non pour fonder la responsabilité syndicale.

professionnelle; ce n'est même qu'en 1884 qu'ait été parfaitement complété le système de la liberté de coalition, ébauché en 1864. La grève est un des moyens d'action légitime du syndicat, mais encore faut-il que son but soit licite.

Nous pouvons donc distinguer, dans la jurisprudence actuelle, deux sortes d'arrêts sur la responsabilité syndicale. Les uns n'ont visé que le contenu du droit, s'efforçant de le délimiter; ce sont ceux qui ont recherché l'étendue des prérogatives, qui ne sont que les corollaires de la liberté que la loi de 1884 leur reconnaissait : droit de grève, droit de coalition, droit de mettre en interdit ou à l'index, etc... Et ils leur ont opposé les droits parallèles appartenant à autrui; c'est alors qu'ils ont défini l'intérêt professionnel. Les autres se sont occupés de l'exercice général de la liberté des syndicats; ces personnes morales, comme les personnes naturelles peuvent agir et jouissent par le bienfait de la loi de la liberté. Comme elles, elles peuvent en agissant commettre à autrui des dommages, et elles le font parfois même en usant des facultés légales qui leur appartiennent. Ces actes de liberté « peuvent être frappés à raison de leur but et de l'intention malicieuse qui a présidé à leur réalisation (1), c'est alors une application de l'abus de droit ».

Mais ces principes de la jurisprudence sont-ils suffisants, pour résoudre les problèmes de responsabilité syndicale?

On parvient à frapper les syndicats professionnels ou à

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 335.

les dégager de toute réparation pécuniaire, en toute équité dans la majorité des cas, mais non pas dans tous. Et l'on peut se demander s'il ne serait pas préférable d'exagérer les tendances de la jurisprudence vers un principe de plus en plus objectif. Le criterium admis par les tribunaux est double en effet, et la responsabilité n'est pas uniquement fondée sur la faute. Pour que l'exercice du "droit reste un fait licite, il ne suffit pas, comme nous l'avons vu, des seules conditions intentionnelles, encore faut-il que se trouvent réalisées certaines conditions matérielles, objectives par conséquent. La mise en interdit ne sera licite par exemple, que s'il n'y a pas intention de nuire, mais aussi, si elle ne cause aucun préjudice à des droits existants.

En d'autres termes, il n'y a pas seulement en notre matière une question d'abus de droit, mais il faut régler une question de conflits de droits.

Et c'est pourquoi il est permis de solliciter un changement de point de vue dans le fondement de la responsabilité, et il est sans nul doute utile d'introduire ici, comme on l'a déjà fait pour d'autres matières la notion du risque.

L'on ne peut même pas dire que ce soit la simple expression d'un souhait; nous avons montré que les arrêts sont à demi déjà fondés sur ce principe et qu'ils tendent de plus en plus à en faire une règle impérative d'interprétation des conflits du travail et du capital. Dans de nombreuses espèces, il faut bien le dire, la jurisprudence a choisi de façon arbitraire entre deux droits également respectables et de valeur égale. Par le fait du tra-

vail libre, le syndicat professionnel et la classe ouvrière toute entière éprouvent un certain préjudice ; certaines améliorations des conditions du travail ne peuvent aboutir. Survient une mise à l'index de l'ouvrier isolé, qui subit un dommage du fait du syndicat. L'organisation professionnelle est condamnée, parce qu'elle porte atteinte à la liberté du travail. Et pourtant, si le droit au travail est respectable, le droit à l'existence et à l'expansion n'est pas moins sacré pour le syndicat professionnel. Et si vous supposez qu'il n'y a dans l'espèce aucune intention de nuire, comme il y a pour le groupement professionnel intérêt légitime évident, vous arrivez à cette conclusion de n'avoir décidé entre deux droits rivaux que peut-être par des considérations politiques ou d'intérêt général momentané. Autant dire, que la notion de responsabilité exclusive de l'idée de risque aboutit à une impasse juridique.

Que si au contraire, nous prenons le point de vue de la théorie du risque, comme le problème s'éclaircit ! Le syndicat professionnel pourra vivre, agir et se développer, mais les actes indispensables à son existence étant génératives de risques et de dommages engageront sa responsabilité civile.

M. Saleilles exprimait cette idée de façon générale :

« On a reconnu qu'il y avait dans notre monde social des organismes fonctionnant tout à fait régulièrement et légalement, manifestations à coup sûr d'un droit véritable, et qui cependant ne peuvent réaliser leur but qu'en semant autour d'eux les risques et les dommages. Les actes les plus licites, ceux qui sont compris dans le con-

tenu matériel du droit peuvent devenir générateurs de dommages, et ils seront générateurs de dommages, sans cesser d'être des actes licites, c'est-à-dire accomplis en pleine conformité avec le droit dont ils sont l'expression (1). »

Il a été fait à ce principe du risque de nombreuses et sérieuses objections (2). M. Planiol a notamment fait valoir qu'il aboutirait à créer de grandes injustices. « Établir des cas de responsabilité sans faute serait pour le droit civil l'équivalent de ce qu'est en droit pénal la condamnation d'un innocent. Et on pourrait condamner un homme pour n'importe quel acte de la vie humaine. De plus la création d'un risque ne rend son auteur responsable des dommages qui s'en suivent, que parce qu'il

(1) M. SALEILLES, *op. cit.*, p. 344, appliquant ce principe à notre étude particulière esquissait ainsi ce point de vue du risque.

« Mais peut-être y aurait-il un point de vue, qui consisterait à permettre au syndicat les mesures qui sont indispensables à la vie syndicale, à la condition qu'il en prenne les risques, tout au moins, lorsqu'il s'agit de dommages individuels qui ne rentrent plus directement dans la destination économique et légale du droit de grève; et il en serait ainsi par exemple du défaut d'avertissement préalable. La brusque déclaration serait en matière de grève, ce qu'est le brusque renvoi de l'art. 1780, en matière de contrats individuels. Ce n'est là qu'un exemple; le fait de la mise à l'index pour obtenir le renvoi d'un ouvrier non syndiqué en serait un autre.

(2) En particulier : M. PLANIOL, *Étude sur la Responsabilité civile* dans la *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1905, p. 277 et ss. DALLOZ, 1906, I, p. 457, note PLANIOL; 1907, II, p. 17, note PLANIOL; 1907, II, p. 32, note PLANIOL, et les références. Voir également l'exposé des objections dans JOSSEMAND, *op. cit.*, p. 7. L'abus des droits en droit comparé, particulièrement en droit anglais; POLLOCK, *The law of torts* 5^e éd., p. 141 et s.

existe une règle de droit antérieurement admise et lui défendant de créer ce risque. On revient ainsi au point de départ; au fond de tout cas de responsabilité se retrouve le caractère illicite de l'acte dommageable. »

Nous ne contestons pas la valeur de ces objections ni ne venons prétendre que la notion de risque doive supplanter définitivement l'idée de faute dans la théorie générale de la responsabilité (1).

Qu'il nous suffise d'y voir le *nécessaire criterium de la responsabilité civile des syndicats professionnels*.

Bien plus nous n'éliminons en rien le principe de l'abus de droit et nous estimons qu'il n'y a aucune contradiction à admettre ici concurremment le risque et l'abus de droit. N'ont-ils pas en effet des domaines d'application différents ?

Au lieu de s'exclure, ils se complètent parfaitement. Un préjudice a-t-il été causé à une personne; il faut rechercher de quelle manière l'auteur de l'acte dommageable a agi. Ou bien il l'a fait dans une intention perfide, et alors

(1) Il y a un grand nombre d'ouvrages sur le risque professionnel devenu la théorie objective de la responsabilité délictuelle. Nous avons particulièrement consulté en dehors de ceux déjà cités : SALEILLES, *Les accidents du Travail et la Responsabilité civile*, Paris, 1897; PERCEROU, *Annales de Droit commercial*, t. XII, 1898, p. 59 et s. à propos d'une théorie nouvelle de la Responsabilité; et les notes de M. JOSSERAND au DALLOZ : DALLOZ, 1906, II, p. 105 et 429 et les références à propos de la responsabilité des choses inanimées; HITIER, *La dernière évolution doctrinale du Socialisme; le Socialisme juridique* Extrait de la *Revue d'Économie politique*, 1906); CÉSAR-BRU et MORIN, *La faute, le risque, l'abus du droit. Annales des Facultés de Droit et des Lettres d'Aix*, avril-juin 1906, p. 59 et s, t. II, n° 1 (Bibliographie).

c'est un acte commis sans droit ou un acte abusif. Ou bien l'acte a eu pour cause l'exercice d'un droit normal, légitime, exercé dans un but licite, et la jurisprudence est impuissante à réparer le dommage sans le principe du risque.

Cette conciliation des deux théories a été admise par plusieurs auteurs pour d'autres matières.

M. Josserand (*op. cit.*, p. 88), s'exprime ainsi :

« Au cas où il y a eu déviation, détournement, soit d'un droit nommé, soit de la liberté, on est en présence d'un acte abusif, donc générateur d'une responsabilité qui se trouve ainsi subjectivement déterminée. Sinon, puisque le droit a été exercé dans la direction normale, conformément à l'esprit de l'institution, le juge est bien amené à chercher ailleurs la solution du problème ; du moment que le criterium subjectif ne donne pas de résultat, c'est au criterium objectif qu'il faudra, de toute nécessité, s'en référer ; car le dommage causé doit incomber à quelqu'un, et tout ce que disent les partisans de la thèse objective, c'est qu'il vaut mieux le faire supporter à celui qui l'a déterminé, fût-ce non intentionnellement qu'à celui qui en a passivement subi le premier choc.... »

La conclusion est que, malgré tout, ces deux idées d'abus de droit et de risque sont l'une et l'autre à base de volonté : volonté de causer un dommage, et volonté d'accomplir un acte constitutif de risques.

Voilà la véritable application de ces deux principes que nous croyons utile comme fondement de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle des syndicats.

Ces idées se développent du reste de plus en plus aussi

bien dans les textes législatifs que dans la jurisprudence (1). En dehors de l'interprétation générale, par les tribunaux de l'article 1382 du Code civil, et de la loi de 1898 sur les accidents du travail, les arrêts concernant les responsabilités des Compagnies de chemins de fer, la juridiction administrative sur le détournement de pouvoir, sont des exemples de la tendance jurisprudentielle.

Ces principes aboutissent du reste à plus de justice : celui-là ne doit-il pas en effet supporter les risques des actes qui lui procurent des avantages ou des bénéfices.

« Je suis quant à moi, disait M. Gény (2), plutôt porté à croire que l'on ne découvrira la mesure juste et vraie des droits individuels, qu'en scrutant leur but économique et social et en comparant leur importance à celle des intérêts qu'ils contrarient ».

Ce criterium a enfin un caractère de haute portée sociale, en rétablissant l'égalité entre les divers titulaires de droits. L'individu n'est plus sacrifié au groupement ; et d'autre part l'association n'en peut pas souffrir ; c'est l'ensemble de l'ordre social qui l'engage à n'user de sa propre liberté qu'en respectant la sphère légitime de

(1) *Art. 226 du Code civil allemand.* — L'exercice d'un droit n'est pas permis, lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de causer dommage à autrui.

Art. 138 du Code civil allemand pour l'abus du droit de contracter.

Art. 3 du projet de Code civil suisse. 2^e alinéa : celui qui abuse évidemment de son droit ne jouit d'aucune protection légale.

Art. 1131 du Code civil français.

(2) *Méthodes d'interprétation et Sources en droit privé positif*, p. 549.

liberté et d'activité qui appartiennent aux autres. Elle n'a qu'à faire l'apprentissage de la liberté.

SECTION II

De l'auteur de l'acte dommageable dans ses rapports avec la personne morale.

Nous avons parcouru dans les pages précédentes le domaine d'application de l'article 1382 du Code civil ; nous avons étudié l'interprétation qu'en donnent les tribunaux français, et la tendance de la jurisprudence, à créer un risque professionnel pour les syndicats.

Mais il ne suffit pas de savoir distinguer les actes susceptibles d'engendrer une responsabilité pécuniaire. Il s'agit de frapper le patrimoine d'une personne morale, c'est-à-dire d'une individualité qui ne commet des délits ou des quasi-délits que par l'intermédiaire de personnes naturelles.

Il nous faut, pour y parvenir, découvrir les rapports de droits qui unissent ces agents de la collectivité et l'association professionnelle.

Nous ne trouvons pas la solution de ce problème clairement exprimée dans la plupart des arrêts ; elle n'y est qu'implicitement contenue et c'est à nous de rechercher si l'agent de la personne morale est son mandataire, ou bien s'il stipule pour autrui, ou bien encore s'il appartient à cette catégorie de personnes de l'article 1384, dont d'autres doivent répondre.

C'est cette dernière explication qui paraît la plus séduisante à première vue ; c'est celle de plusieurs auteurs, en

particulier de M. Brunshvigg : « Lorsque la faute est commise (1), par le représentant normal de la personne civile, la responsabilité ressort des relations de commettant à préposé, qui unissent l'être moral à l'agent (article 1384). »

Au contraire, le même auteur conclut à la responsabilité directe de l'article 1382, quand l'acte illicite est la conséquence de la décision arrêtée par l'association.

On ne peut pas en effet donner à cette question une réponse unique. Il faut faire des distinctions.

Diverses personnes peuvent agir au nom de la personne morale et commettre des actes dommageables. Le syndicat peut intervenir également de différentes manières dans un conflit du travail.

L'association professionnelle peut tout d'abord prendre l'offensive et ce sont ses représentants officiels qui commettent l'acte dommageable. Souvent aussi, un ou plusieurs membres du syndicat prennent la direction du mouvement, décrètent une grève ou une mise en interdit, et cela avec l'approbation tacite de leurs camarades. Parfois également, ce ne sera qu'un simple comité de fait, un groupement temporaire, qui mettra en œuvre l'action collective, mais l'association professionnelle légale se joignant à lui, le soutiendra de ses conseils et de ses ressources.

Il nous semble que ces diverses situations nous permettront d'étudier tous les rapports qui peuvent exister entre l'auteur de l'acte dommageable et la personne morale.

(1) A. BRUNSHVIGG, *La Responsabilité civile des Syndicats Professionnels à raison des atteintes à la liberté du Travail*, Paris, thèse, 1902, p. 40 et ss.

Les agissements des différents auteurs de dommages n'auront pas la même répercussion sur le patrimoine de la personne morale.

*1° L'acte dommageable
à pour auteurs les représentants officiels du syndicat.*

Cette hypothèse est la plus normale et la plus fréquente. La mise en interdit, la menace de grève, la grève ou l'exclusion illicites (au sens que nous avons défini précédemment), ont été décrétées ou organisées par l'association professionnelle. Qu'elles aient été décidées en assemblée générale, ou bien au sein du comité directeur, qu'elles aient été portées à la connaissance du public et des intéressés par une affiche signée par le secrétaire ou le président du syndicat ; ou bien qu'elles aient été proclamées par des individus déclarant être les mandataires de leurs camarades, peu importe.

Il n'est pas contesté que l'instigateur de la grève par exemple n'a fait qu'obtempérer aux ordres du syndicat professionnel ; en vertu de quels principes juridiques le patrimoine du groupement répond-il des actes dommageables de ce représentant officiel ?

La solution varie suivant ce qu'on entend par personne morale.

S'agit-il d'une personne fictive, d'un être juridique, qui doit uniquement au législateur la vie et les moyens de vivre, il est impossible de concevoir qu'elle puisse agir et vouloir elle-même. La volonté est bien le fondement de l'attribution des droits, il n'est donc pas possible d'accorder

à un être de raison la personnalité, sinon par fiction. Comme cette personne morale est purement artificielle, seuls les droits et les obligations de son représentant, rejailliront sur elle. Dans la théorie de la fiction légale, les agents de la personne morale ne sont pas tant des mandataires, que des représentants légaux, parce que, pour confier un mandat, il faut une volonté et que cette volonté n'existe pas en dehors de celle du représentant.

Nous ne saurions reconnaître à ces agents officiels du syndicat la qualité de représentants légaux ; aucun texte ne leur attribue ce titre ; pour qu'un incapable juridiquement soit légalement représenté, il faudrait tout d'abord que les personnes morales fussent classées parmi les incapables, et je ne sache pas que les partisans de la fiction légale y consentent ; bien au contraire.

Et puis, avec ce principe de représentation on aboutit à cette conséquence que les actes des agents engageraient le patrimoine de la personne juridique quand ils sont licites, pour ne frapper que le patrimoine individuel du représentant quand il s'agit de délit ou de quasi-délit. Cette conséquence serait la même que celle prévue pour le tuteur d'un incapable (art. 450 du C. C.).

Pour sortir de la difficulté avec cette théorie, il faut soutenir que les personnes morales répondent de l'inexécution fautive, voire même dolosive des obligations contractées par leurs agents (1). Elles n'ont pu donner aucune mission à leurs représentants et surtout pas celle de commettre

(1) SALEILLES, *Étude générale de la théorie de l'obligation*, 2^e édition, p. 394.

des délits. « Il faut admettre que pour les obligations contractuelles, elles sont garantes de leur exécution, dans la mesure où en sont responsables ceux qui doivent les exécuter pour elles. Pourquoi ne pas admettre une obligation de garantie analogue pour tous les actes accomplis par ceux-ci dans l'accomplissement de leur mandat? La loi qui reconnaît la personnalité civile d'un être de raison ne lui donne des organes pour agir et vouloir, qu'à la condition de lui imposer garantie de tous les actes faits par eux en vue des fonctions qu'ils ont à remplir. Nous ne dirons plus, dans cette théorie que la personne morale est responsable par elle-même ; mais nous la rendrons garante des délits de ses représentants ». Peut-être pourrait-on encore frapper cette personne fictive par l'application du principe de la *culpa in eligendo* (art. 1384 C. C.).

Ainsi la fiction légale nous interdit d'affirmer au point de vue du délit civil, la responsabilité personnelle de la personne juridique ; nous ne pouvons affirmer qu'une responsabilité subsidiaire.

Avec la théorie allemande de la personne réelle et naturelle, les agents officiels sont les organes du syndicat professionnel et leurs délits sont délits de la personne morale (1). Nous ne reviendrons pas sur l'étude de cette théorie, pas plus que sur la distinction entre organes et employés de l'association. Qu'il nous suffise de rappeler les critiques (2) qu'on lui a adressées, victorieusement à notre sens, et les inconséquences auxquelles elle aboutit forcée-

(1) II^e partie, Allemagne, p. 242.

(2) Voir I^e partie, p. 9 à 15. MESTRE, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*. Pour M. Mestre, les organes de

ment, en titularisant comme sujet de droit un but ou une œuvre, sans supposer qu'à la base de cet être de raison se trouvent nécessairement des êtres réels, des hommes.

Le mérite de cette thèse a été néanmoins de bien dégager l'expression d'une volonté collective. Plusieurs personnes, véritables titulaires des droits se sont réunies et ont amassé un patrimoine collectif et la personne morale n'est que la manière de désigner une copropriété particulière.

Il n'est pas possible que ce patrimoine commun reste soumis au régime de la propriété individuelle pour sa gestion ; par conséquent certains individus seront désignés par leurs co-associés pour contracter au nom de tous ; par exemple ce sera le président du comité syndical qui signera l'acte d'achat de l'immeuble nécessaire à l'association professionnelle. On peut très bien supposer que tous les copropriétaires ont donné une procuration spéciale à l'un d'entre eux pour accomplir tel ou tel acte juridique, ou bien que le mandat n'est qu'un mandat général et que le secrétaire du syndicat est un gérant d'affaires.

C'est bien ce qu'on admet pour un contrat collectif de travail. M. Nast (1), dans sa remarquable étude sur les conventions collectives, déclare que le syndicat signataire des conventions collectives. « n'est ni un mandataire, ni

la personne morale doivent rester dans leur fonction légale ; quand ils en sortent, ils ne doivent plus être considérés comme tels. Et la personne morale ne serait plus que complice (art. 59 et 60 du Code pénal).

(1) Marcel NAST, *Les conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, Paris, 1908, p. 168.

un stipulant pour autrui, mais que les mandataires ou les stipulants pour autrui sont les délégués du syndicat. Le syndicat, lui, n'est autre que le mandant, ou s'il n'y a pas eu de procuration spéciale le maître dont l'affaire est gérée par ceux qui, physiquement, ont signé le contrat (1). »

Cette solution parfaitement logique en matière contractuelle n'est bien entendu pas admissible sur le terrain délictuel. Le secrétaire du syndicat ne peut pas avoir été chargé par un mandat d'accomplir un acte illicite. Que ce soit en conformité à une clause prévue aux statuts syndicaux, ou bien que ce soit par une délibération formelle de l'assemblée générale, il n'a pas pu être valablement investi de la mission de commettre, au nom de tous, une atteinte à la liberté d'autrui.

On ne peut davantage lui reconnaître la place d'un gérant d'affaires. La gestion d'affaires par sa définition même diffère du mandat, en ce qu'elle est entreprise spontanément par celui qui s'en charge, ce qui n'est pas notre cas ; et la condition d'existence des obligations du

(1) L'étude des rapports entre la personne morale du syndicat, ses membres, ses délégués et les ouvriers isolés de la profession ont donné lieu à de très nombreuses discussions. On a soutenu que la personne morale était mandataire de ses membres ou bien qu'elle stipulait pour autrui, quand elle était signataire d'une convention collective de travail (voir la réfutation de ces idées dans la thèse de M. Nast, sous le titre : *Nature juridique des conventions collectives*, p. 121 et ss.). Ce qui est parfaitement logique en matière contractuelle, c'est la représentation de la collectivité par certains de ses membres.

Autant dire qu'on a fait jouer à la personne personnelle successivement les rôles de mandataire ou de mandant, de représentant ou de représenté.

maître, à l'égard du gérant d'affaires a son point de départ dans l'utilité de la gestion (art. 1373), ou dans la ratification du maître expresse ou tacite (art. 1121 et 1998 du Code civil).

Du reste ces deux conceptions ne conduiraient pas à la responsabilité de la personne morale, qui n'existe pas en dehors des associés ; elles n'aboutiraient qu'à faire de tous les membres syndiqués les coauteurs d'un même délit, en admettant que la ratification de l'acte dommageable par les associés fût possible en droit. Il faudrait supposer pour cela que l'acte dommageable incriminé appartient à cette catégorie d'actes dommageables commis en exerçant un droit. Par exemple la mise en interdit sans intention de nuire, en vue de défendre un intérêt professionnel, quoique licite, peut être parfois la source de dommages-intérêts d'après la jurisprudence.

Il faut bien plutôt chercher la solution dans un tout autre domaine et se demander quels sont dans les cas d'interventions syndicales les véritables coupables. Sont-ce ces représentants officiels de l'association professionnelle, n'est-ce pas l'association professionnelle elle-même ?

Dans la majorité des cas, comment peut-on définir les représentants du syndicat professionnel, sinon en affirmant qu'ils tiennent leurs pouvoirs de l'élection, qu'ils sont les fonctionnaires élus d'une collectivité, et que comme beaucoup de fonctionnaires ils sont chargés d'administrer un patrimoine, et en même temps de faire des actes d'autorité. Loin de nous la pensée de vouloir faire une assimilation complète entre le fondement de la responsabilité civile syndicale et celui de la puissance

publique : état, communes, départements ou établissements publics. Nous croyons qu'il est permis d'affirmer qu'il n'y a aucune différence de nature entre les deux conceptions de personnes morales publiques et de personnes morales privées. Pour toutes les deux, il s'agit d'un patrimoine possédé collectivement, et d'un but à remplir en commun.

Or la jurisprudence constante veut que l'on fasse une distinction entre les actes de gestion des fonctionnaires, qui engagent la responsabilité de l'État, et les actes d'autorité de ces mêmes personnes qui ne conduisent qu'à la garantie personnelle du patrimoine individuel du fonctionnaire qui dépasse ses pouvoirs, ou qui agit contrairement aux lois.

Il y a parmi tous les fonctionnaires qui administrent les richesses publiques ou qui servent les intérêts de la collectivité agrandie qu'est l'État, des fonctionnaires élus. Assimiler les membres du comité syndical à des fonctionnaires n'est donc pas impossible (1).

Mais faut-il tirer de cette comparaison toutes les conséquences au point de vue de la responsabilité civile, et décider que l'acte d'autorité du comité qui décrète la grève n'engage jamais que la responsabilité personnelle des administrateurs du syndicat ? Nous ne le pouvons pas, et cela parce qu'il subsiste néanmoins un intérêt à la distinction des personnes morales à caractère public, des

(1) BERTHÉLÉMY, *Droit administratif*, 4^e éd., p. 75 et ss. C'est l'art. 1384 qui fonda la responsabilité de l'État en cas d'actes de gestion. Pour l'acte d'autorité, la jurisprudence estime qu'il n'y a pas lieu à réparation, et qu'il s'agit de l'exercice d'une partie de l'autorité souveraine.

personnes morales ayant un caractère privé. C'est si l'on veut par l'objet auquel elles s'appliquent (1). Dans un État, les fonctionnaires, même ceux élus ont une mission parfaitement délimitée, ce qui restreint singulièrement leur faculté d'abuser de pouvoirs, et ils ne sont pas directement sous l'influence de leurs électeurs. Dans le syndicat professionnel au contraire, les membres du comité sont en relations constantes avec les adhérents de l'association. Ils obéissent à leurs ordres ; leurs actes sont inspirés journallement par la volonté des coassociés et leur mission n'a de limites que la défense des intérêts professionnels. Et voilà pourquoi très souvent le rapport de droit que nous avons admis entre l'auteur de l'acte dommageable et la personne morale conduit à la responsabilité de l'ensemble du patrimoine collectif, ou si l'on veut de la personne juridique.

Une mise en interdit, une grève sont rarement décidées par le seul secrétaire du syndicat.

C'est en assemblée générale qu'elles sont décrétées, ou bien au sein du comité directeur avec l'approbation de tous. L'acte dommageable est commis par tous.

Quand une chambre syndicale par exemple répand dans le public une mise à l'index illicite par des affiches ou par des journaux, ou que ses membres se livrent à une manifestation hostile à un patron et dommageable à sa

(1) Nous renvoyons à ce que nous avons précédemment écrit dans la 1^{re} partie, p. 29 et ss. Nous avons alors rejeté le criterium fondé sur le but désintéressé ou pécuniaire des personnes morales, et montré qu'il y a d'autres intérêts à la distinction (voir également sur ce point : PLANIOL, *Droit civil*, t. I, 3^e éd., n° 3020 et 3021.

propriété, peu importe que le signataire soit le secrétaire du groupe, ou que l'instigateur de la coalition soit membre du comité, les véritables coupables sont les coassociés qui l'acclament ou lui obéissent. Il n'y a pas d'autres responsables que la collectivité, parce que c'est elle-même qui commet l'acte illicite.

Est-ce à dire que la responsabilité de la personne morale ne puisse pas être dégagée ? Toutes les fois que l'Assemblée générale désavouera ouvertement ses représentants officiels, le secrétaire du syndicat ne sera plus qu'un fonctionnaire quelconque ayant abusé de ses pouvoirs, c'est-à-dire tenu personnellement. Certes il se pourra que la loi de la majorité, qui est ici, comme ailleurs une loi fatale, sacrifie quelques intérêts particuliers, en ce sens que la majorité décidera seule d'approuver le représentant et non pas l'unanimité.

Mais le danger n'est pas de ce côté là. Les affaires qui se sont présentées devant les tribunaux donnent à cette crainte un démenti formel, et nous voyons surtout, les organisations professionnelles ne rien négliger pour éviter toute responsabilité civile.

Quand elles sont condamnées, comme cela a été le cas dans la fameuse affaire Bonnissent contre la Chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre (1), elles s'efforcent d'empêcher toute exécution de la condamnation (2).

(1) DALLOZ, 1907, II, p. 32, note M. PLANIOL, et les renvois en note.

(2) Il y a ici un grand intérêt à avoir admis que le syndicat professionnel est une personne morale privée, parce qu'à la dissolution du syndicat volontaire ou forcée par application de l'art. 9 de

Dans l'affaire Bonnissent, la Chambre syndicale s'était dissoute, puis reconstituée sous un autre nom avec les mêmes administrateurs pour ne plus répondre des actes de l'ancien syndicat.

« Il serait difficile, dit M. Planiol, d'organiser une plus flagrante violation du droit ; un prêteur romain ne l'aurait pas tolérée ; armé de son action et de son exception de dol, il eût saisi et déjoué la fraude. Nous, qui prétendons souvent que l'antiquité était arriérée et que notre droit moderne est fondé sur la bonne foi, nous nous déclarons impuissants à réprimer une fraude, qui a su si exactement se conformer à nos lois... »

Bonnissent poursuivit directement les administrateurs du syndicat, et le tribunal de la Seine se vit dans la dure nécessité, de faire céder la plus élémentaire équité devant les conséquences du principe de la personnalité fictive ; Bonnissent fut débouté de sa demande, par des magistrats qui rendaient en même temps un éclatant hommage à la vraie justice et qui donnaient « à la morale une réparation éloquente ». Ils admettaient parfaitement la responsabilité personnelle des directeurs du syndicat, mais trouvaient non établie leur faute personnelle dans les faits relevés à la charge du syndicat.

Qu'aurait-il donc fallu, pour qu'il pût y avoir condamnation ? Qu'on pût mettre à la charge des représentants officiels du syndicat une double faute qu'ils auraient com-

la loi du 21 mars 1884, si nous étions en présence d'une personne morale publique, les biens devenant sans maître reviendraient à l'État.

mise dans les mêmes actes, l'une personnellement, l'autre comme représentant de la collectivité.

On conçoit que la victime de l'acte dommageable ne puisse en aucune façon faire la preuve d'une faute personnelle du représentant, puisqu'il est très facile à celui-ci d'établir qu'il n'a agi qu'au nom de la collectivité.

Et si l'on admet que la faute collective est faute de la personne fictive, on arrive à cette conclusion, que les victimes des dommages des syndicats professionnels ne trouvent plus en face d'eux qu'une personnalité qui disparaît en quelques instants. On a par ce moyen supprimé l'auteur de l'acte dommageable.

Que si au contraire, la faute du représentant du syndicat est sa faute personnelle, et dans grand nombre de cas, la faute de tous les coassociés, qui constituent à la vérité, les titulaires véritables de droits dans la personne morale, alors, il devient impossible au syndicat professionnel de se soustraire à la responsabilité de ses actes.

M. Planiol résume de la façon suivante toute la critique que l'on peut adresser à la jurisprudence française, qui reste sous l'influence malgré tout, de la théorie de la fiction légale :

« Le droit d'association est fait pour donner aux individus des avantages qu'ils obtiendraient difficilement ou pas du tout par une action isolée; il n'est pas fait pour leur permettre de se soustraire à la responsabilité naturelle des faits illicites accomplis par eux; nul principe théorique, nulle fiction ne peut tenir devant la nécessité sociale d'assurer la réparation par la loi des actes illicites. En d'autres termes, l'action collective sous la forme syndicale

n'est admissible et valable que pour les actes licites. Dès qu'il sort du cercle des actes permis, le syndicat n'a plus de valeur légale et il laisse à découvert la responsabilité des individus qui le composent, parce qu'il n'est qu'un instrument juridique, pour lequel la possibilité d'un emploi utile est limitée par le but même de son institution. (1) »

2^o) *L'Acte dommageable a pour auteur un membre quelconque du syndicat ou un tiers.*

Ces conclusions étant admises, il devient très facile de résoudre ce nouveau problème (2)

L'intervention du syndicat n'est plus décrétée par ses représentants officiels ; c'est un membre quelconque du syndicat qui dirige ce conflit.

Ou bien il agit avec l'approbation de tous ; il est suivi dans ses décisions par la grande majorité des syndiqués qui lui obéissent. Ceux-ci donnent en quelque sorte une

(1) Consulter SALEILLES, Note sur le contrat collectif du Travail dans le *Bulletin de la Société d'Études législatives*, n^o I, 1908, p. 79 à 89. M. Saleilles se demande quel est le caractère juridique de la convention collective quand elle est faite par un syndicat ou bien par un comité de paix et si l'on peut admettre que ces représentants de la classe ouvrière sont mandataires ou stipulent pour autrui.

Nous pouvons de même ici en matière délictuelle nous demander si le syndicat exprime ou non, en commettant l'acte dommageable la volonté collective, des syndiqués ou des non syndiqués, et nous voyons que lorsque le syndicat soutient de ses conseils ou de ses ressources un comité de grève, il donne une ratification tacite aux agissements de ce comité, qui peut le faire considérer comme co-auteur de l'acte dommageable. La responsabilité de tous les syndiqués s'en suivrait, sauf bien entendu, s'il y avait de leur part une déclaration expresse de désapprobation pour ces agissements.

ratification tacite à ses actes. On peut dire qu'il exprime la volonté collective, et on peut affirmer qu'il engage la responsabilité syndicale au même titre qu'un représentant officiel.

Ou bien, son action reste isolée ; il n'a du syndicat professionnel, ni subsides, ni appui moral ; il n'est suivi que par un groupe de ses camarades, avec lesquels il dirige un comité de grève ; sa responsabilité personnelle et celle de ses partisans est seule engagée.

Nous ne voulons pas dire par là que ce sera le succès ou la non réussite de semblables interventions qui sera le criterium de la responsabilité ou de l'irresponsabilité syndicale. Il suffit de se demander si l'on peut considérer les adhérents du syndicat comme les *coauteurs de l'acte dommageable* commis par un des leurs. Et la même solution s'appliquera au cas où l'action collective serait dirigée par un tiers quelconque, par un non-syndiqué. Il ne faut pas permettre au syndicat pour pouvoir à l'avance se décharger des conséquences de ses actes, de faire diriger son intervention dans un conflit du travail par un comité temporaire, composé au besoin de non-syndiqués. Ce qu'il faut rechercher, en vertu toujours du même principe que nous avons admis, ce sont les véritables coupables.

Et raisonnant par analogie en vertu de l'article 53 du Code pénal, une très ancienne jurisprudence veut que les personnes qui ont concouru à un même délit ou quasi délit civil soient solidairement obligées de le réparer (1). C'est

(1) PLANIOL, *Droit civil*, 3^e éd., p. 300.

On pourrait aller plus loin et admettre que les victimes du syn-

ce qui se passera ici pour la personne morale du syndicat professionnel, c'est-à-dire que les co-associés syndiqués seront solidairement tenus des actes dommageables commis de concert avec des tiers.

CONCLUSION

Est-il besoin de longuement conclure? Nous nous sommes efforcés par la critique que nous venons de faire de la jurisprudence française de montrer les conséquences fécondes que pouvait avoir au point de vue de la responsabilité syndicale l'abandon de l'antique principe de la personne morale fictive. On peut dire qu'il est la cause de bien des injustices et qu'il empêche la réparation de bien des dommages. Par le principe de la personne morale, patrimoine collectif, la responsabilité civile s'affirme et peut être utilement sanctionnée.

Il est bien certain qu'à l'heure actuelle, la responsabilité des syndicats est souvent illusoire (1) et que la victime de leurs agissements peut rarement compter sur des réparations pécuniaires. Nous ne nous faisons à ce point de

dicat pouvaient en quelque sorte exiger une réparation en nature ou plutôt obtenir de la justice le droit de faire défense de renouveler à leur égard de semblables actes dommageables.

(1) Voir sur ce point, *La liberté individuelle du travail et les menaces du législateur*, par E. D'EICHTAL, Paris, Alcan, 1908, p. 43 et ss.

L'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France dans son *Bulletin*, mai 1904, p. 71 exposait le vœu que les syndicats fussent tenus de posséder des titres nominatifs, et seulement de ceux-là pour donner efficacité à la responsabilité civile.

vue aucune illusion sur la portée pratique de l'objet même de notre étude. Nous estimons néanmoins que l'adoption des principes juridiques que nous nous sommes efforcés de défendre doit conduire à une amélioration certaine des rapports du capital et du travail aussi bien qu'à plus de justice dans les relations constantes de l'association et de l'individu.

Pour nous, la responsabilité civile des organisations professionnelles n'est qu'un moyen et non une fin ; nous voulons dire par là que les textes du droit commun suffisant parfaitement à notre sens, doivent être utilisés dans le moment présent pour frapper les associations professionnelles qui n'ont conscience ni de leurs véritables droits, ni de leurs devoirs.

La consécration de la responsabilité civile des syndicats dans la lutte incessante du travail et du capital, en servant à l'éducation de la classe ouvrière, doit hâter le moment des rapports pacifiques de l'employeur et de l'ouvrier.

Cette évolution a déjà fait son œuvre en Angleterre dans une certaine mesure toutefois. Bien que le Trade Disputes Act de 1906 (1) soit en grande partie une mesure politique, on ne saurait prétendre qu'il ne coïncide pas avec une organisation professionnelle disciplinée et prenant toujours plus conscience d'elle-même.

(1) Au moment même où nous écrivons ces lignes, les Journaux du 3 mai 1908 annoncent un Lock-Out total des chantiers de navigation d'Angleterre ; les Trade Unions prennent part à la lutte et déclarent soutenir de leurs ressources la classe ouvrière ; mais on prévoit la réunion d'une conférence et l'entente prochaine des délégués patronaux et ouvriers.

Le pacifisme paraît triompher dans les conflits industriels.

La responsabilité civile n'aura certes pas été inutile, si elle a contribué à faire des Trade Unions anglaises les organisations puissantes qu'elles sont aujourd'hui, pouvant discuter sur pied d'égalité avec les patrons. Il est souhaitable que nos syndicats français donnent toujours davantage l'impression de force ; il est indispensable pour ce faire qu'ils soient des groupements, conscients et responsables, et que l'intervention législative lui donne une plus complète personnalité.

La puissance d'une organisation de lutte dépend, qu'elle qu'elle soit de la loyauté qu'elle apporte dans sa vie de tous les jours et du respect qu'elle a de la liberté d'autrui.

M. le Professeur Saleilles (1) disait de l'abus de droit ce que nous pensons de la responsabilité civile des syndicats professionnels, comme moyen d'action sociale :

« S'il nous apparaît surtout comme une arme souveraine et un remède extrême mis à la portée des faibles pour se défendre contre l'oppression des forts, il faut aussi, que, lorsque les faibles, en se liguant deviennent une force, ils sachent se plier aux garanties sociales, qui sont l'essence du droit, et sans lesquelles le droit n'est plus que l'injustice organisée ».

(1) *Bulletin de la Société d'Études Législatives*, 1905, 4, p. 345.

Vu :
Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu :
Le Président,
Ambroise COLIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Nous n'indiquons que les ouvrages de première utilité pour notre étude ; nous renvoyons au texte pour ceux cités incidemment.

SUR LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

AUBRY et RAU. — *Droit civil*, 5^e édition.

BERTHÉLEMY. — *Traité de droit administratif*, 4^e édition, 1906.

CÉSAR-BRU. — *Les syndicats professionnels et leur personnalité civile d'après la loi du 21 mars 1884*, Paris, 1891.

DUCROCQ. — *Cours de droit administratif*, 7^e édition.

ESPINAS. — *Les Sociétés animales*, Paris, 1877.

GIERKE. — *Die Genossenschaftstheorie und die Rechtsprechung*, 1887.

HAURIU. — *Précis de droit administratif*, Paris, 1903. — *Leçon sur le mouvement social*. — *Revue générale de droit*, 1898 p. 5.

IHERING. — *L'esprit du droit romain*, traduction MEULENORE, 1888.

- JAY. — *Les principes généraux du droit administratif*.
- JEZE. — *La personnalité civile des syndicats professionnels*.
- LAINÉ. — *Journal de Droit international privé*, 1893, p. 179.
- LATTEUX. — *Les syndicats professionnels devant la loi de 1884*, Paris, 1902.
- MESTRE. — *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*, Paris, 1899.
- MICHOUD. — *La théorie de la personnalité morale*, 1^{re} partie, Paris, 1906.
- PLANIOL. — *Traité de droit civil*, 3^e édition.
- MARGAT. — *De la condition juridique des associations non déclarées* (*Revue trimestrielle de droit civil*), 1905, p. 254.
- MARTIN SAINT-LÉON. — *La révision de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels* (Extrait de l'Association catholique, 1901).
- SAUZET. — *De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*), 1888, p. 296, p. 391.
- SAVIGNY. — *Traité de droit romain*, traduction GUÉNOUX.
- VAREILLES-SOMMIÈRES (DE). — *Les personnes morales*, Paris, 1902.
- WORMS. — *Organisme et société*, Paris, thèse, 1896.
- ZITELMANN. — *Begriff und Wesen der sogevauntin juristischen Personen*.

ANGLETERRE

- BARTHOU. — *L'Action syndicale*, Paris, 1904.
- BELL (Richard). — *The Law and Trade Unions*, Londres, 1901.
- BRUNSCHVIGY. — *La responsabilité civile des syndicats à raison des atteintes à la liberté du travail*, Paris, thèse, 1902.

- Bulletin de l'office du travail italien*. — Commission royale d'enquête sur la responsabilité des Trade Unions, 1906, p. 649 et ss.
- DAVIS (Israël). — *Jurisprudence de l'Angleterre en 1898*. (*Annales de droit commercial*, année 1899, p. 402.)
- DUBOIS. — *Les Trade Unions et les Associations professionnelles en Belgique*, Gand, 1894.
- GUYOT (Yves). — *Les conflits du travail*.
Laborer Copartnership.
Laborer Gazette.
- MANTOUX et ALFANA. — *La crise du Trade Unionisme*, Paris, 1901.
- MORIN. — *La situation juridique des Trade Unions en Angleterre*, Caen, thèse, 1897.
- ROUSIERS (DE). — *Le Trade Unionisme en Angleterre*, Paris, 1897. (Bibliothèque du Musée social.)
- WEBB (Sidney et Béatrice). — *Histoire du Trade Unionisme*, Paris, 1897, traduction MÉTIN.

ALLEMAGNE

- BALLERSTEDT (Otto). — *Arbeiter organisation und Rechtsfähigkeit der Berufsvereine*; Berlin, 1905. O. ELSNER.
- BROECKER (R. von). — *Schadenersatz, Amsprüche aus dem Lohn-Kampf*; Hambourg, 1906.
Entscheidungen in Zivilsachen des Reichgerichts und des Oberlandgerichts.
- GIERKE. — *Vereine ohne Rechtsfähigkeit; Festgabe für Dernbürg*; Berlin, 1900.
- HELD (J.). — *La réglementation de la journée de travail des femmes dans l'industrie allemande*; Paris, 1907.

- LIECHTI. — *Die Verrüfserklärungen im modernen Erwerbsleben speziell Boykott und Arbeiterspene*, Zurich, 1897.
- OERTMANN. — *Welche zivilrechtlichen Folgen Knüpfen sich an die im modernen Lohnkauf üblichen Verrüfserklärungen v. s. w. dans Verhandlungen des 28^o Deutschen Juristentages* ; Berlin, 1906, Guttentag.
- RIEZLER. — *Arbeitskraft und Arbeitsfreiheit in ihrer privatrechtlicher Bedeutung* (Extrait des Archives für Bürgerlichen Recht ; Bd. 27, p. 219 et s.). Frib. in. Br.
- SALEILLES. — *Étude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code civil allemand*, 2^e édition, 1901. — *Code civil allemand annoté. — L'association dans le nouveau droit allemand*. (Rapport présenté au Congrès sur le droit d'association, Paris, 1899.) — *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1899, p. 459. — *Revue du droit public*, XV, p. 428.
- SCHACK. — *Die Rechtsfähigkeit der Berufsvereine* ; Hambourg. *Deutschnationale Buchhandlung*, 1906.
- Soziale Praxis*. — *Années 1904-1905* — et année 1906, XV, Jg. n^o 34, p. 875 — de W. Z. der Bünd der Industriellen und die Rechtsfähigkeit de Berufsvereine.
- WOLFF. — *Die rechtliche Natur der Kartelle, Syndikate, Vereine und* ; *Deutsche Juristeuzeitung*, Bd. II, p. 645.

SUISSE

- JAY. — *Une corporation moderne*, Grenoble, 1892. — *Étude sur la question ouvrière en Suisse*, 1893.
- LIECHTI. — *Op. cit.*
- OTT. — *Le syndicalisme en Suisse*, deux études dans la *Gazette de Lausanne*, des 5 et 6 juillet 1906.

Recueil officiel des arrêts.

Revue judiciaire.

Semaine judiciaire.

AB YBERG. — *Die Strikes und ihre Rechtsfolgen*, Zurich, 1903.

OUVRAGES A CONSULTER SUR LA RESPONSABILITÉ
CIVILE DES SYNDICATS

Annales de droit commercial. — *Le droit de grève* (article anonyme), 1904, p. 369 et ss.

BARTHOU. — *Op. cit.*

BAZIRE. — *Le droit de grève dans l'association catholique*, 1903, p. 403 et ss.

BONCOUR. — *Le fédéralisme économique*, Paris, 1900.

BOULOG. — *Les grèves et le droit commun.* — *Le droit de grève et le contrat de travail* (conférence). (Extrait de la *Réforme sociale*, 1^{er} mai 1903).

BRUNSCHVIGY. — *Op. cit.*

BUREAU. — *Le contrat de travail*, Paris, 1901.

CÉSAR-BRU et MORIN. — *La faute, Le risque, L'abus du droit.* (Extrait des *Annales des Facultés de droit et des Lettres d'Aix*, 1906, p. 60 et ss.)

DURNERIN. — *De la responsabilité civile pouvant résulter des grèves et des coalitions ouvrières*, Paris, thèse, 1904.

DENERTEAUX. — *Abus du droit et conflits de droits*, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 119.

EICHTHAL (D'). — *La liberté individuelle du travail et les menaces du législateur*, Paris, 1908.

- ESCARRA. — *De la recevabilité des recours en justice par les groupements professionnels*, Paris, 1907.
- GERMETTE. — *Essai sur les rapports de l'élément matériel et de l'élément intentionnel dans la responsabilité civile*, Paris, thèse, 1903.
- GIDE. — *Principes d'économie politique*, 10^e édition, 1906.
- CHARMONT. — *L'abus du droit*, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 113.
- HAMELET. — *La grève devant la loi et les tribunaux*, Paris, 1904, et dans le *Bulletin de la fédération des industriels et commerçants français*, 1907, p. 643.
- HUBERT-VALLEROUX. — *Le droit de grève dans les législations française, belge, hollandaise et anglaise*. (Extrait du *Bulletin de la société de législation comparée*, 1904.)
- HITIER. — *La dernière évolution doctrinale du socialisme*. (Extrait de la *Revue d'économie politique*, 1906.)
- JAY. — *Une forme nouvelle d'organisation du travail par les groupements professionnels*. (Extrait de la *Revue d'économie politique*, 1900.)
- JOSSERAUD. — *L'abus des droits*, Paris, 1905.
- NAST (M.). — *Les conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, Paris, thèse, 1908.
- PELLOUTIER. — *L'histoire des bourses du travail*.
- PLANIOL. — *Étude sur la responsabilité civile dans la Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1905, p. 277 et ss.
- RAYNAUD (B.). — *Le contrat collectif de travail*, Paris, 1901. — *L'intérêt professionnel devant les tribunaux français dans les questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, année 1906, p. 13 et ss.
- REYNAUD. — *L'abus du droit*, Paris, thèse, 1904.

- RIPERT. — *L'exercice des droits et la responsabilité civile*. (Extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, Paris, 1906.)
- PERCERON. — *Annales de droit commercial*, t. XII, 1898, p. 59 (à propos de la responsabilité).
- SALEILLES. — *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, Paris, 1897. — *L'abus de droit*. (Extrait du *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, p. 325 et ss.) — *Note sur le contrat collectif de travail*. (Extrait du *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1908, p. 79.)
- TIRARD. — *De la responsabilité de la puissance publique*, Paris, 1906.
- CHARMONT. — *Jurisprudence civile, Questions de responsabilité*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1898, p. 129.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

- DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.
- SIREY. — *Jurisprudence générale*.
- Gazette du Palais*.
- Gazette des Tribunaux*.
- La Loi*.
- Le Droit*.
- Pandectes françaises*.
- Moniteur judiciaire*.
- Journal des Prudhommes*.
- Annuaire des syndicats professionnels*.
- Bulletin de l'office du travail*.
- Revue des Sociétés*.

Annuaire de législation étrangère.

Bulletin de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles.

Circulaires de la Chambre syndicale des fabricants et des constructeurs de matériel pour chemins de fer et transports.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

De la personnalité juridique des syndicats professionnels.

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — DE LA NOTION DE PERSONNALITÉ MORALE.	4
a) La fiction légale	5
b) La réalité de la personne morale.....	9
c) Théorie d'Ihering.....	15
CHAPITRE II. — CARACTÈRES DE LA PERSONNALITÉ CIVILE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	20
a) La loi du 21 mars 1884 et la loi du 1 ^{er} juillet 1901.....	20
b) Les syndicats sont des personnes morales privées	31
c) De la capacité juridique des syndicats.. ..	37

SECONDE PARTIE

L'œuvre de la jurisprudence en matière de responsabilité civile des syndicats professionnels (France, Angleterre, Allemagne, Suisse).

FRANCE

L'œuvre de la jurisprudence française en matière de responsabilité civile des syndicats professionnels.

CHAPITRE I — DE LA NOTION DE L'INTÉRÊT PROFESSIONNEL DES SYNDICATS.. ..	45
---	----

CHAPITRE II. — DU CONFLIT DE L'INTÉRÊT PROFESSIONNEL ET DE L'INTÉRÊT INDIVIDUEL	51
SECTION I. — <i>De la liberté d'association professionnelle</i>	51
1 ^o Le droit de se syndiquer.....	52
2 ^o Le droit de ne pas se syndiquer : démission impossible, adhésion forcée.....	55
SECTION II. — <i>De la liberté du travail</i>	68
1 ^o Il s'agit d'un ouvrier non syndiqué.....	70
2 ^o Il s'agit d'un ouvrier syndiqué.....	75
a) La mise en interdit	76
b) L'exclusion et autres moyens de contrainte du syndicat envers ses adhérents.....	82
c) La convention collective de travail....	89
3 ^o De l'exercice du droit de grève par le Syndicat. — De l'interdiction absolue de travail.....	101
SECTION III. — <i>De la liberté des tiers</i> (atteintes à la liberté du commerce ou de l'industrie et à la liberté individuelle en général.....	114
Résumé de la jurisprudence.....	124

ANGLETERRE

Les Trade Unions devant la loi et la jurisprudence anglaises.....	127
SECTION A. — <i>De la situation juridique des Trade Unions</i> ...	128
SECTION B. — <i>Les Trade Unions devant la jurisprudence anglaise en matière de responsabilité civile</i>	139
α) Arrêts antérieurs à 1901	140
β) Le Taff Vale Case de 1901.....	147
γ) Arrêts postérieurs à 1901.....	154
SECTION C. — <i>Le Trade Disputes Act du 21 décembre 1906.</i> —	

<i>Les Congrès des Trade Unions. — Les travaux parlementaires. — Le texte définitif du Trade Disputes act</i>	159
Conclusion.....	174
ANNEXES.....	180

ALLEMAGNE

La Législation et la Jurisprudence allemandes

SECTION A. — <i>La Loi</i>	187
1° Les associations professionnelles patronales	188
2° Les associations professionnelles ouvrières.....	192
3° Projet de loi du 12 novembre 1906.....	202
SECTION B. — <i>La Jurisprudence</i> ...	209
1° De la nature des Actes susceptibles d'engager la responsabilité de leurs auteurs.....	210
a) Mises à l'index et en interdit.....	212
b) Le Boycottage.....	222
c) La grève. — Le Lock-Out.....	235
2° Des sanctions de la responsabilité civile.....	241
A) Le patrimoine de l'association professionnelle elle-même	242
a) Associations professionnelles douées de personnalité juridique	246
b) Associations professionnelles dénuées de personnalité juridique.....	253
B) Les membres de l'Association ou ses administrateurs sont tenus solidairement	255
C) Dissolution du syndicat professionnel.....	257
Conclusion.	

SUISSE

A propos de quelques décisions de jurisprudence.....	261
SECTION I. — La mise à l'index ou en interdit	265
SECTION II. — Le Boycottage.....	272

TROISIÈME PARTIE

Le fondement juridique de la responsabilité civile des syndicats professionnels.

CHAPITRE I. — LA LOI DE 1884 ET SES PROJETS DE RÉFORME EN CE QUI CONCERNE LA RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS, A RAISON DE LEURS DÉLITS OU QUASI-DÉLITS	279
CHAPITRE II. — EXAMEN CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE.	289
SECTION I. — <i>De l'acte dommageable</i>	290
a) Le criterium de la jurisprudence.....	290
b) Critique de la jurisprudence (De la théorie de la faute et de la théorie du risque).....	303
SECTION II — <i>De l'auteur de l'acte dommageable dans ses rapports avec la personne morale</i>	314
1° L'acte dommageable a eu pour auteur les représentants officiels du syndicat ...	316
2° L'acte dommageable a eu pour auteur un membre quelconque du syndicat ou un tiers	327
Conclusion.....	329
Indications bibliographiques	333

